

سكز من لامل

Le Monde

Le Monde des livres

Les essais de la rentrée

Un cahier de 12 pages

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16053 - 7 F

VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAURICE COLOMBANI

Le sommet Arafat-Nétanyahou

Le premier sommet entre le chef de l'Autorité palestinienne et le premier ministre israélien amorcé une laborieuse reprise des négociations. p. 2

Laurent Fabius et le sang contaminé

La commission d'instruction de la Cour de justice a achevé ses travaux sur la responsabilité du gouvernement Fabius dans l'affaire du sang contaminé. p. 10 et notre éditorial p. 16

Affaire Elf : un nouveau document

Révéler par L'Express, le témoignage d'un avocat en fuite en Israël, remis en août au juge Eva Joly, affaiblit la défense de M. Le Huch-Prigent. p. 30

Le sauvetage du Lyonnais

Le réaménagement du plan de sauvetage de la banque publique, exigé par son président, Jean Peyrelevade, coûte 10 milliards de francs en 1996. p. 30

Opération terminée en Irak

Bill Clinton affirme que l'opération contre l'Irak est terminée et que les États-Unis ont atteint leurs objectifs. p. 3

« Life » à Perpignan

Le festival Visa pour l'image présente les œuvres des deux premières femmes photographes de Life. p. 26

La bataille des télécoms

La Générale des Eaux se met en ordre de bataille pour affronter France Télécom. p. 17

Croisade contre la pédophilie

La France part en croisade contre l'exploitation sexuelle des enfants. Une série de mesures sera annoncée le 20 novembre. p. 11

Carlo De Benedetti aux enfers

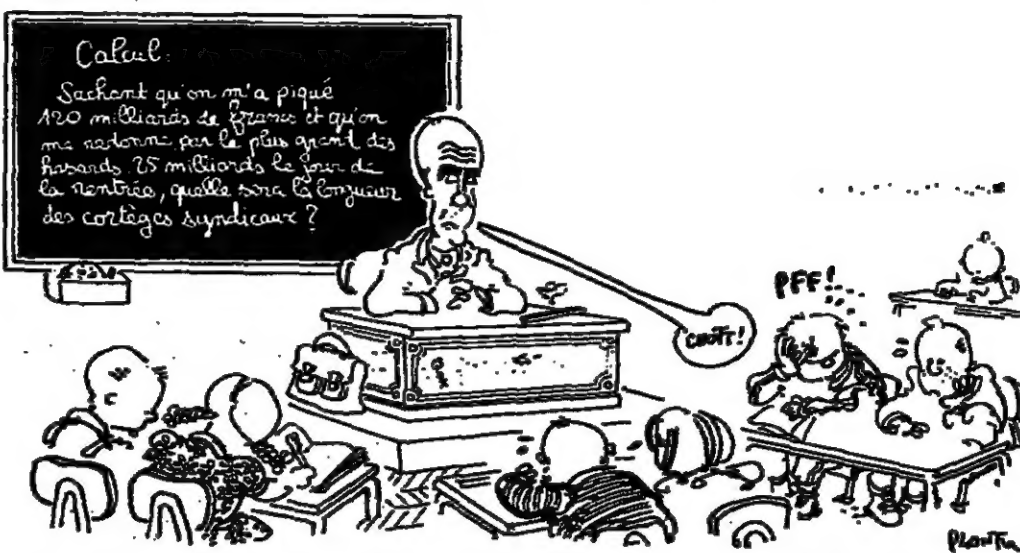
Le patron démissionnaire d'Olivetti s'était hissé, avant sa chute, au premier rang des grands groupes européens. p. 13

Les baisses d'impôt promises par M. Juppé sont jugées insuffisantes dans la majorité

Face au mark, le franc atteint son plus bas niveau depuis six mois

LES ALLÈGEMENTS fiscaux décidés par Alain Juppé dans le projet de budget pour 1997 devaient être annoncés par le premier ministre jeudi 5 septembre à la télévision. M. Juppé prévoit de réduire de 25 milliards de francs l'imposition du revenu, la perte de recettes pour l'État étant compensée par des hausses de taxes indirectes (Le Monde du 5 septembre). Cette politique rencontre un accueil mitigé parmi les responsables de la majorité que le premier ministre a rencontrés ou avec lesquels il a prévu de s'entretenir.

Sur France 2, mercredi soir, Edouard Balladur a déclaré qu'il faut « le plus vite possible arriver à diminuer les impôts de 120 milliards » de francs - montant des augmentations résultant des décisions prises en 1995 - et assigner aux Français des « objectifs clairs ». François Léonard, président de l'UDEF, qui s'exprimait jeudi matin du KTL, réclame « un examen attentif de la TVA - qui touche tout le monde - dans un sens simple qui consisterait à rapprocher les taux français des taux européens ». Si Philippe Séguin n'a fait



aucun commentaire après sa rencontre avec le premier ministre, Alain Madelin, en revanche, a résumé ses désaccords avec M. Juppé en disant qu'il s'agissait d'« initiatives communes ». Le recul du franc face au mark s'est brutalement accéléré

de la CGT, a jugé nécessaire, mercredi, la « recherche d'une convergence » avec la CFDT et FO. Marc Blondel, secrétaire général de FO, envisage des « initiatives communes ». Le recul du franc face au mark s'est brutalement accéléré

mercredi et jeudi. Le franc - à 3,43 pour 1 deutschemark - se situe ainsi à son plus bas niveau depuis six mois par rapport à la monnaie allemande.

Lire pages 7, 8 et 18

Le républicain espagnol inconnu s'appelait Federico Borrell Garcia

MADRID de notre correspondant
Le milicien inconnu immortalisé par le photographe Robert Capa et considéré comme la victime symbolique de la guerre civile espagnole a désormais un nom. Selon des informations publiées par le journal dominicain britannique The Observer, reprises en Espagne par le quotidien El Mundo, l'homme frappé par une balle en pleine tête et tombant à la renverse en lâchant son fusil sur un sol désertique s'appelait Federico Borrell Garcia. Originaire d'Alcoy, près d'Alicante, fondateur des Jeunesses libertaires de sa ville, organisation affiliée au syndicat anarchiste de la CNT (Confédération nationale du travail), Garcia est mort le 5 septembre 1936, il y a tout juste soixante ans, sur le front de Cerro Muriano, à proximité de Cordoue.

La photo du « milicien tombant » fut

d'abord publiée dans Vu, le 23 septembre 1936, puis le 12 juillet 1937, dans Life, avant de faire le tour du monde et devenir le cliché emblématique du déchirement espagnol. Son succès suscita plus tard une controverse. Certains avancèrent qu'il s'agissait d'un montage, voire que la photo avait été prise par un autre que Robert Capa, disparu plus tard pendant la guerre du Vietnam.

Grâce à Mario Brotons, compagnon de Federico Borrell Garcia, qui s'est livré pendant plusieurs années à une patiente enquête dans les archives civiles et militaires, il ne fait plus de doute qu'il s'agit du jeune militant anarchiste de vingt-quatre ans, fauché par une mitrailleuse pointée par un nationaliste alors qu'il venait de franchir le parapet de sa tranchée à l'assaut du boyau adverse.

Mario Brotons, engagé volontaire à l'âge de quatorze ans, a laissé les notes de son enquête, découvertes peu après sa mort ré-

cente. El Mundo a retrouvé à Alcoy la veuve du frère cadet de Federico, Maria, âgée aujourd'hui de soixante-dix-huit ans. Elle se rappelle qu'Evaristo, son mari, est revenu un jour en disant que son frère avait été tué dans la bataille. Pour elle, il est certain que le « milicien tombant » est son beau-frère.

L'autre photographie, également publiée le 23 septembre 1936 par Vu, d'un milicien qui lui ressemblait, au même endroit, avec le canon du fusil dirigé à terre, a pu faire penser qu'il y avait eu truquage de la célèbre « plaque » de Robert Capa. Mais cette photo est celle d'un autre homme. Pour le biographe de Capa, Robert Whelan, il était clair depuis longtemps que les vêtements et la cartouchière ne pouvaient se confondre. Désormais, le héros anonyme a un nom et l'honneur d'un grand photographe est lavé.

Michel Bôle-Richard

Un projet fiscal plus électoral qu'équitable

AVEC LA RÉFORME de l'impôt sur le revenu qu'il devait dévoiler, jeudi 5 septembre, Alain Juppé compte visiblement utiliser une carte qu'il considère comme maîtresse dans le jeu politico-syndical passablement tourmenté de cette rentrée. Dès avant l'annonce officielle du dispositif, l'architecture du projet gouvernemental est cependant déjà largement connue (Le Monde du 5 septembre) et elle

autorise une question : dans la difficile stratégie de reconquête de l'opinion qu'il tente de mettre en place, le premier ministre dispose-t-il d'un véritable atout avec son nouveau plan fiscal ? On peut, en tout cas, identifier dès à présent les points de controverse que le projet va susciter.

La première polémique portera sur le montant du cadeau fiscal. Compte tenu de l'atonie de l'acti-

vité, alimentée par la faible évolution du pouvoir d'achat des ménages et donc de la consommation, le gouvernement n'a-t-il pas visé un peu juste en ne planifiant que 25 milliards de francs de baisses d'impôt en 1997, voire même légèrement moins, alors qu'il a eu la main autrement plus lourde dans les hausses d'impôts en 1995 et 1996 ? Le gouvernement est conscient du risque.

Aussi va-t-il tenter de le contourner en affichant un plan à cinq ans de baisse de l'impôt pour un montant global de 75 milliards de francs. Il n'est pas certain, pour autant, que les contribuables, (qui savent par ailleurs que le déficit de la Sécurité sociale ne cesse de dériver), se laissent séduire par d'aussi lointaines promesses.

La deuxième controverse portera sur les modalités de la baisse. Car si le gouvernement a de bonnes raisons de jouer la carte des baisses d'impôt en cette période de très mauvaise conjoncture, il ne s'imposait pas qu'il le fasse sous la forme d'une baisse de l'impôt sur le revenu. Il aurait pu choisir un autre prétexte. Puisque le taux dit « normal » de la TVA a été relevé de 18,6 % à 20,6 % depuis le 1^{er} août 1995 (pour un montant évalué à l'époque en année pleine de 58,3 milliards de francs), le gouvernement aurait pu avoir l'idée de faire une partie du chemin inverse. Simple question de bon sens : puisque c'est la consommation qui est atone, autant faire bénéficier des baisses les contribuables qui ont, l'an passé, fait les frais des hausses, c'est-à-dire les consommateurs. A plusieurs reprises, Edouard Balladur a ainsi préconisé cette solution, en commençant par une baisse de la TVA automobile.

Laurent Mauduit

Lire la suite page 16

La jeunesse Waffen-SS de l'intellectuel Hans Robert Jauss

APRÈS la découverte du génocide commis par le Reich nazi, le philosophe allemand Karl Jaspers affirmait que « la conscience de la honte nationale » était « indélébile pour les Allemands ». Au-delà du mystère de Heidegger, qu'en est-il de l'abstention de cette génération d'intellectuels qui s'est toujours tue sur ses engagements passés ? C'est pour tenter de rompre ce silence que Hans Robert Jauss, spécialiste mondialement reconnu de littérature comparée, a accepté de répondre à nos questions. Engagé volontaire dans la Waffen-SS en 1939, à l'âge de dix-sept ans, Jauss a combattu sur le front de l'Est à la tête d'une compagnie de cent vingt hommes. Karl-Heinz Stierke, universitaire d'une autre génération (il est né en 1936), témoigne lui aussi de ce « silence des maîtres ».

Lire en pages VIII et IX de notre cahier « Livres »

« Los inmigrantes » de Vargas Llosa

LE PARADOXE n'est qu'apparent : « L'immigré n'emigre pas du travail, il en crée. » L'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa l'explique dans un point de vue que Le Monde publie dans sa page « Débats ».

Les pays riches devraient considérer l'immigration comme une bénédiction, écrit-il. Au surplus, les politiques anti-immigration « sont vouées à l'échec ». Les immigrants violent la loi, constate le romancier, « mais ils exercent un droit naturel et moral ». Le droit à la vie, à la survie.

Lire page 14

Le Kid en demi-finales



ANDRE AGASSI

TENNIS. Aux Internationaux des États-Unis, l'Américain Andre Agassi, tête de série numéro 6, a conquis mercredi 4 septembre son billet pour les demi-finales en éliminant l'Autrichien Thomas Muster. Ce fut un long duel de deux heures et demie que les deux hommes se sont livrés sans « cogner », mais en souffrant beaucoup. Les mouvements de poignet surpris du joueur de Las Vegas lui ont permis d'assurer le gain du match. Il rencontrera au prochain tour son compatriote Michael Chang.

Lire page 21

International	1	Agenda	24
France	7	Abonnements	24
Société	10	Météorologie	24
Cronos	12	Musique	24
Horaires	13	Culture	25
Estampes	17	Gauche culture	27
Finances/marchés	19	Communication	28
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	28

CHRISTOPHE DONNER

Retour à Eden

roman

CHRISTOPHE DONNER

Grasset

M 0147 - 906 - 7,00 F

PROCHE-ORIENT Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, a rencontré, mercredi 4 septembre, le premier ministre israélien Benjamin Nétanyahou, pour la première fois depuis l'élection de ce dernier au poste de premier ministre, le 29 mai. L'ENTRETIEN a eu lieu au point de passage d'Erez, à la frontière entre la bande de Gaza et l'Etat juif.

La poignée de main fut furtive et orpèlée. Les deux hommes se sont engagés à continuer le processus de paix, mais n'ont pas aplani leurs divergences, notamment pour ce qui

concerne le retrait de Tshal de la plus grande partie de la ville d'Hébron. **PLUSIEURS PERSONNALITÉS** de l'entourage de M. Nétanyahou ont critiqué la rencontre, dont le président

américain, Bill Clinton - qui doit recevoir, lundi, M. Nétanyahou -, s'est au contraire félicité, la qualifiant de « pas très important dans le développement du partenariat israélo-palestinien ».

Interrogé, lors de la brève conférence de presse commune réunie à Erez par les deux hommes après leur rencontre, sur le point de savoir s'il entendait continuer la colonisation juive des territoires palestiniens occupés, « Monsieur Bibi » comme l'appelle - une seule fois - M. Arafat, répondit que sa « position sur ce point » était « bien connue », que l'Autorité palestinienne avait « sa propre position » et que cela constituait l'une des « divergences » avec le chef de l'OLP. Euphémisme. Comme le répéta Yasser Arafat, « le ministre » palestinien de l'information, après la rencontre, « l'arrêt de la colonisation est pour nous la priorité numéro un ».

La rencontre entre M.Nétanyahou et M.Arafat n'a pas aplani les divergences

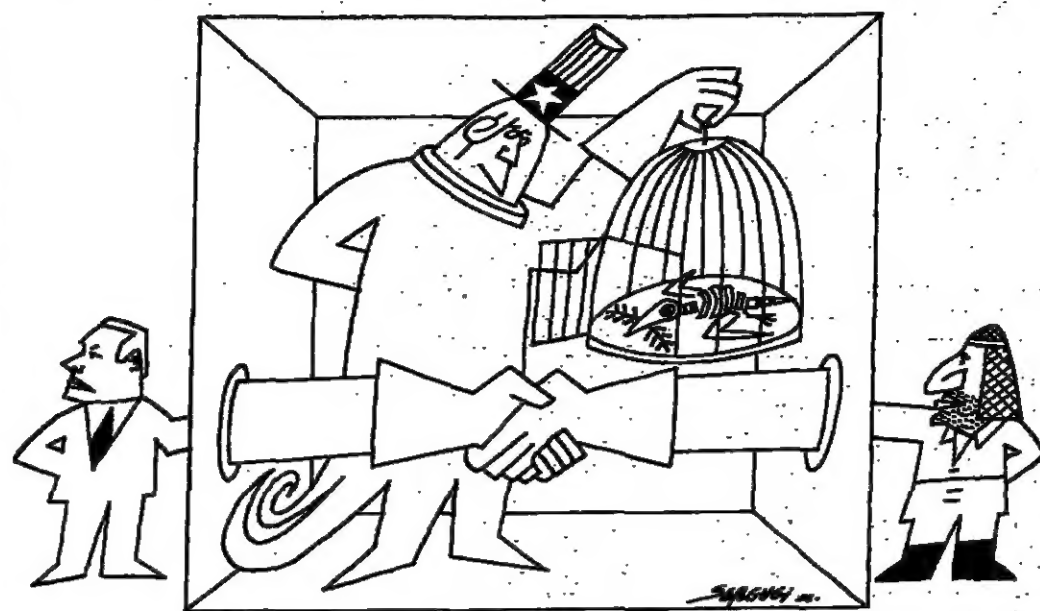
Sous la pression des Etats-Unis, le premier ministre israélien a fini par accepter de serrer la main, mercredi 4 septembre, à Erez, du président de l'Autorité palestinienne. Il doit rencontrer, lundi, à Washington, le président Bill Clinton

JÉRUSALEM
de notre correspondant
La gestation fut lente et difficile. L'inévitable poignée de main télescopée, brève et glaciale, mais - après une semaine d'intenses pressions internationales et autant de discrètes négociations entre les deux parties - condition nécessaire quoique insuffisante à la résurrection d'un processus de paix en désuétude depuis trois mois, a finalement eu lieu, mercredi 4 septembre, dans l'après-midi, entre Yasser Arafat et Benjamin Nétanyahou.

Relativement plaisante pour le chef de l'OLP, qui attendait ce moment depuis des mois, visiblement pénible pour le premier ministre israélien qui aura tenté jusqu'au bout de s'y dérober, la rencontre entre les deux hommes et leurs entours respectifs, pendant quatre-vingt minutes, au point de passage d'Erez, à la frontière entre Gaza et l'Etat juif, n'a résolu aucune des graves questions en suspens entre Israël et les Palestiniens. Mais elle a sans doute définitivement marqué, pour l'avenir, l'impossibilité qu'il y ait pour l'Etat juif, qu'il soit administré par les travaillistes ou par le Likoud, d'ignorer longtemps la question palestinienne.

M. Nétanyahou, qui sera de nouveau lundi 9, à Washington, invité par le groupe de pression juif américain, souhaitait être reçu une nouvelle fois par Bill Clinton. Le prix à payer, lui aurait-on fait savoir au département d'Etat, est une rencontre préalable avec M. Arafat. Au grand dam d'une partie de ses alliés politiques, à commencer par certains de ses ministres - Ariel Sharon, Benni Begin et d'autres -, M. Nétanyahou a obtempéré. Sans joie. « Le premier ministre, ironisait mercredi, dans la soirée, Ehoud Yaari, le commentateur vedette de la télévision publique israélienne, avait l'air de subir une seconde brit-milla [circoncision]. »

COMITÉ DE SURVEILLANCE
Déjà, selon Ouzi Landau, un député en vue du Likoud, « la colère gronde » au sein de ce parti, et « les prochains jours risquent d'être agités ». Certes, le premier ministre n'a rien lâché sur le fond. Mais il a tout de même prononcé, avec quelques chronoclitons, la phrase magique attendue par tous ceux qui veulent le respect et la continuation du processus de paix : « J'observe, a-t-il dit, que les deux parties refèrent leur engagement vis-à-vis de l'accord intérimaire



[d'Oso] et leur détermination à le mettre en œuvre ».

Le président de l'Autorité autonome, pour qui, faute de mieux, la rencontre était pratiquement devenue une fin en soi, a remercié M. Nétanyahou - l'expression « partenaire de paix » en vigueur du temps des travaillistes n'est plus utilisée - pour « cette rencontre positive » et réitéré à son tour, « conformément aux accords signés », son engagement « à coopérer avec Israël dans tous les domaines pour faire avancer la paix des braves et ce, quelles que soient [leurs] divergences ».

Les « divergences », en effet, ne manquent pas. Et toutes les questions en suspens sont renvoyées à de nouvelles discussions au sein du comité de suivi israélo-palestinien, qui se réunira, lundi, pour la première fois depuis quatre mois. Pour ce qui concerne plus précisément le redéploiement militaire israélien hors de la plus grande par-

tie de Hébron, Itzhak Mordechai, ministre de la défense, devait rencontrer, dimanche, M. Arafat pour en discuter.

« PRIORITÉ NUMÉRO UN »
Apparemment, sans que cela puisse être confirmé de source officielle, le président de l'Autorité

palestinienne, qui demande aussi que soit garantie une fois pour toutes sa liberté de déplacement, en hélicoptère, entre les sept enclaves autonomes, avait donc accepté que soient modifiées les conditions du redéploiement à Hébron, préalablement conclues avec les travaillistes.

Premier entretien téléphonique

La rencontre entre le président de l'Autorité palestinienne et le premier ministre israélien, mercredi 4 septembre, a été précédée d'un entretien téléphonique, le premier du genre entre les deux hommes. Selon la radio publique israélienne, M. Arafat s'est excusé des insultes proférées, la veille, contre M. Nétanyahou par le quotidien palestinien *Al-Ayyam*, proche de l'Autorité autonome, qui l'avait qualifié de « nazi pire qu'Hitler ». Cet article avait suscité la colère du premier ministre. Selon la radio israélienne, M. Nétanyahou, qui s'apprêtait à partir pour Erez, a remercié M. Arafat de son appel téléphonique. Le commentateur politique de la radio a estimé que, grâce à ce coup de téléphone, « la rencontre a démarré sous de bons auspices ». Ce n'est qu'après l'entretien téléphonique que la présidence du Conseil a confirmé le sommet que la partie palestinienne avait annoncé plusieurs heures auparavant. - (AFP)

Premier du genre pour la droite israélienne, et pour un homme qui, il y a quelques mois encore, qualifiait le chef de l'OLP de « meurtrier » et de « terroriste », le sommet d'Erez ne met sans doute pas fin à l'animosité permanente qui marque les relations israélo-palestiniennes, depuis l'arrivée des nationalistes et des religieux au pouvoir à Jérusalem. Bruyamment travé par les photographes qui avaient manqué la poignée de main à refaire ce geste à la fin de la conférence de presse, « Bibi » Nétanyahou a quitté précipitamment la salle, sans saluer M. Arafat.

A l'arrivée, l'entourage de M. Arafat avait créé un petit escadron, en découvrant que le podium réservé à son président était nettement plus petit que celui du premier ministre et dépourvu de vitre pare-balles. Les militaires israéliens, qui organisaient la rencontre, ont dû aller chercher une estrade de même dimension que celle de leur hôte pour le premier ministre. En l'absence de substance, c'est à ce genre de petits détails que s'accrochent les regards des observateurs.

Patrice Claude

La satisfaction de Washington

Les Etats-Unis se sont réjouis de la rencontre, mercredi 4 septembre, entre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou et le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Dans un communiqué, le président Bill Clinton a estimé que « la rencontre entre les deux dirigeants est un pas très important pour le développement du partenariat israélo-palestinien, si essentiel pour l'application des accords de paix ». C'est « un pas très important pour instaurer le genre d'atmosphère (...) nécessaire à une mise en œuvre réussie des accords israélo-palestiniens », a commenté le porte-parole du département d'Etat. Tout en soulignant que « l'entretien est important en soi », le ministre égyptien des affaires étrangères, Amr Moussa, a fait remarquer que « l'essentiel est d'appliquer les accords signés sur le terrain et de respecter les principes de base du processus de paix », notamment « le principe de l'échange de la terre contre la paix ». - (AFP, Reuters)

Otages du Liban : l'Elysée conteste le marchandage avec l'Iran

LA LIBÉRATION des trois Français détenus en otage au Liban par le *Djihad islamique* avait joué un rôle non négligeable lors de la campagne présidentielle de 1988. Jacques Chirac, alors premier ministre, avait réussi, avec le soutien de Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, à obtenir leur libération le 4 mai, à trois jours du second tour. Officiellement, le gouvernement avait assuré qu'il n'avait rien promis en échange. Mais aujourd'hui deux journalistes de l'AFP, Pierre Favre et Michel Martin-Rolland, dans le troisième tome de *La Décennie Mitterrand*, qui vient de paraître au Seuil, révèlent qu'il y a eu négociation avec l'Iran et que François Mitterrand, réélu président de la République, a dû, en grande partie, respecter l'accord passé par celui qu'il venait de battre.

Jean-Charles Marchiani, le proche collaborateur de M. Pasqua qui avait mené les négociations secrètes, obtient, le 30 mai 1988, un rendez-vous discret à l'Elysée avec Gilles Ménage, directeur de cabinet du chef de l'Etat, racontant les auteurs de ce livre. D'après un document secret dont ils ont eu connaissance, celui qui est aujourd'hui préfet du Var a assuré qu'il avait obtenu la libération des otages contre une série d'engagements : l'expulsion de France d'un diplomate iranien, Wahid Gorji, accusé par les services de police d'être impliqué dans la vague d'attentats de septembre 1986 (ce qui a été fait non sans que François Mitterrand accuse M. Chirac, lors de leur face-à-face télévisé, de lui avoir menti sur ce cas) ; livraison de missiles antichars à la résistance afghane, avant qu'ils ne soient récupérés par l'armée iranienne, ce qui ne s'est pas produit ; livraison à l'Iran de pièces détachées d'hélicoptères et de missiles ; promesse d'une levée de l'em-

bargo sur les achats de pétrole iranien ; enfin libération d'Anis Naccache, condamné en France pour une tentative d'assassinat contre l'ancien premier ministre iranien Chapour Bakhtiar.

François Mitterrand hésita longtemps avant de respecter ce dernier engagement. Dans un document remis à l'Elysée, et cité dans ce livre, M. Marchiani reconnaît avoir assuré à ses interlocuteurs islamiques que « quel que soit le président de la République en fonction le 14 juillet 1988, si, à cette date, les otages français étaient revenus en France et, après avoir fait vérifier par ses services spéciaux l'arrêt effectif de toute action terroriste ou de tout préparatif de la part des Iraniens contre les intérêts français, ce serait un élément favorable pour examiner, au moment privilégié où s'exerce la grâce présidentielle, le cas de Naccache et de son équipe ». Ces derniers purgèrent une peine de détention à perpétuité pour avoir assassiné deux personnes, dont un policier, lors de leur tentative d'assassinat contre Chapour Bakhtiar.

Le président de la République n'accorde pas cette grâce en 1988, expliquant que M. Chirac ne lui a jamais parlé de cette promesse, et que les iraniens n'en apportent pas la preuve écrite. Le 13 juin 1989, celui qui n'est plus que maître de Paris, suggère une libération de Naccache, mais M. Mitterrand refuse encore de faire usage de son droit de grâce le 14 juillet suivant. Finalement le décret sera signé le 27 juillet 1990, M. Naccache et ses complices étant immédiatement expulsés après avoir accompli dix ans de prison. L'Elysée assure, jeudi 5 septembre, que la relation faite aujourd'hui de ces événements était « inexacte » et « sans aucun fondement ».

JÉRUSALEM

Pour s'en tenir aux seuls grands chapitres des trois accords majeurs conclus entre Israël et l'OLP, depuis la déclaration de principes mutuellement agréée à Oslo, et scellée par la poignée de mains historique entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat, le 13 septembre 1993, à Washington, sur la pelouse de la Maison Blanche, ce qui reste à mettre en œuvre, avant de continuer plus avant la négociation du « processus de paix », est impressionnant.

Prévu dès les accords du Caire de mai 1994, les « passages protégés », qui devaient permettre aux Palestiniens de circuler librement entre Gaza et la Cisjordanie, séparés par une centaine de kilomètres de territoire israélien, n'ont jamais été créés. Réitéré dans les accords, dits de Tabá, de septembre 1995, l'article concernant la mise en place de ces couloirs « protégés » prévoyait que, même en cas de bouclage des territoires palestiniens pour « raisons de sécurité », et, conformément aux accords économiques, dits de Paris, « au moins un » de ces passages resterait ouvert pour « permettre la libre circulation des personnes et des biens » entre les deux enclaves, ainsi qu'entre elles et Israël. La plupart du temps, lors des bouclages, Tshal empêche en réalité tout trafic entre les différents territoires, autonomes et occupés.

LE SORT D'HEBRON

Les accords de Tabá prévoyaient aussi la libération immédiate de toutes les femmes palestiniennes, de tous les détenus âgés de moins de dix-huit ans et de ceux qui avaient purgé au moins dix ans de leur peine. En réalité, après le refus du président Ezer Weizman de

signer leurs documents d'élargissement, plusieurs dizaines de femmes sont restées emprisonnées et des centaines de jeunes ont été, depuis lors, arrêtés ou réincarcérés par les forces israéliennes. Le nombre de détenus palestiniens est aujourd'hui évalué à près de trois mille.

Après le retrait israélien, à la fin de 1995, de cinq villes palestiniennes de Cisjordanie, la partie autonome des territoires palestiniens occupés depuis 1967 par Israël représentait, avec Gaza et Jéricho, environ 6 % du total, l'Etat juif s'étant engagé, dans les accords de Tabá, à « compléter » son redéploiement militaire hors de la plus grande partie de la ville arabe de Hébron, avant la fin de mars 1996. Après les attentats islamistes de la fin février et du début de mars, qui avaient fait une soixantaine de morts en Israël, Shimon Pérès avait reporté ce redéploiement « après les élections » israéliennes du 29 mai. Le nouveau

gouvernement exige la renégociation des limites - mises au point entre Yasser Arafat et l'ancien premier ministre israélien - de ce redéploiement, pour lequel aucune date n'est fixée.

LE STATUT DE JÉRUSALEM

Conformément aux accords signés, la phase dite des « redéploiements additionnels », de l'armée israélienne hors des zones palestiniennes peuplées de Cisjordanie, aurait dû commencer « six mois après l'inauguration du Conseil législatif palestinien », c'est-à-dire en septembre. Ces redéploiements, qui doivent être « complétés » d'ici à septembre 1997, les territoires évacués devant être « transférés sous juridiction palestinienne », concernent les régions de Gaza et de Cisjordanie classées « zone B » dans les accords de Tabá. Avec les zones déjà autonomes, ils représentent envi-

ron un quart des territoires occupés. Classés « zone C », les trois quarts restants demeureront sous contrôle israélien jusqu'à la conclusion des négociations sur le statut définitif des territoires, laquelle doit prendre effet avant mai 1999.

Ces négociations, qui s'attaqueront au cœur du conflit israélo-arabe, celui-ci ayant été délibérément laissé pour la fin, ont été formellement ouvertes par le gouvernement travailliste et l'OLP le 5 mai, à Tabá. Les négociations doivent en principe couvrir aussi le sort des trois millions de réfugiés palestiniens à l'extérieur des territoires occupés, le sort des cent quarante-sept colonies juives implantées à Gaza et en Cisjordanie et le statut définitif de Jérusalem, notamment sa partie orientale arabe, conquise et annexée par l'Etat juif en 1967.

P. C.

COMMENTAIRE

DRÔLE DE PAIX

Benjamin Nétanyahou s'est peu à peu fait à l'idée, pourtant pleine de bon sens, que Yasser Arafat ne pouvait plus être caricaturé sous les traits d'un vulgaire « terroriste » avec lequel toute discussion est superflue et malsaine. Pour autant, à la différence de ses prédécesseurs, Itzhak Rabin et Shimon Pérès, le premier ministre israélien redouble de considération le président de l'Autorité palestinienne comme un véritable « partenaire de paix », d'une paix qui pourrait conduire, un jour, à la naissance d'un Etat.

A tout le moins, M. Nétanyahou a-t-il fini par forcer sa nature, ad-

mettre à son corps défendant, sous d'incessantes pressions internationales, occidentales et arabes, que M. Arafat était devenu un interlocuteur obligé. Il s'est laissé convaincre qu'il n'était peut-être pas impossible de trouver avec lui des « arrangements » afin d'établir des relations de bon voisinage et de mutuel intérêt, en veillant cependant à ne pas modifier fondamentalement le statu quo.

Mais, c'est bien là où le bât blesse. La vraie paix - au Proche-Orient comme ailleurs - ne peut pas se construire solidement sur des expédients ou des calculs, la méfiance et la ruse. Elle s'appuie sur une vision de l'avenir qui lui donne un élan. Or, la nouvelle équipe gouvernementale qui s'est installée au pouvoir à Jérusalem, à

la faveur des élections législatives du 29 mai, s'emploie à vider de leur contenu proprement politique les accords d'Oslo comme si elle redoutait de se laisser entraîner sur un terrain glissant.

M. Nétanyahou et les siens ont beau jeu d'imposer leur vue des choses à un homme qui manque d'autorité pour faire prendre les siennes en considération. Mais, si contestées soient ses méthodes de gouvernement, M. Arafat n'est pas seul face à l'adversité. Il a, derrière lui, un peuple dont la patience a des limites, qui aspire à une paix qui ne lui aura pas été dictée par son ancien occupant, une paix qui lui donne la maîtrise de son destin.

Jacques de Barrin

Bill Clinton se félicite et de la leçon

Les conditions de vie

50 من الامل

INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996 / 3

Bill Clinton se félicite du « succès » de ses frappes et de la leçon infligée à Saddam Hussein

L'Irak a retiré des avions de la nouvelle zone d'exclusion aérienne

Le président américain, Bill Clinton s'est félicité, mercredi 4 septembre, du « succès » des frappes de missiles contre l'Irak. Les cibles ayant été, se-

lon lui, détruites ou suffisamment endommagées, la zone d'exclusion aérienne étendue jusqu'au sud du 33^e parallèle est entrée en vigueur.

Près de huit Américains sur dix approuvent les frappes américaines dans le sud de l'Irak, selon un sondage diffusé par la chaîne ABC.

WASHINGTON

de notre correspondant

En principe, la page est tournée. Les Etats-Unis espèrent que Saddam Hussein a compris qu'il vient de perdre le bras de fer qui l'a opposé à Washington et que, pour un temps au moins, il s'abstiendra de toute provocation militaire. Les incidents aériens du mercredi 4 septembre, ainsi que les tirs de l'artillerie anti-aérienne de Bagdad, censés répondre à une attaque américaine - formellement démentie par les Etats-Unis -, constituaient une sorte de baroud d'honneur de la part du président irakien, estimait-on à Washington, qui ne se fait cependant guère d'illusion : tant que M. Hussein sera au pouvoir, l'Irak demeurera un ferment de déstabilisation régionale.

Pour l'heure, Bill Clinton estime que la mission des forces américaines s'est soldée par un « succès ». Visiblement satisfait, le président a tiré cette conclusion dans une brève déclaration faite dans le bureau ovale de la Maison Blanche.

« Cette mission a atteint les objectifs que nous lui avions fixés », a-t-il indiqué, précisant qu'elle avait « changé la situation stratégique », notamment dans le sud de l'Irak.

En remontant la zone d'exclusion aérienne jusqu'à quarante-cinq kilomètres au sud de Bagdad, les Etats-Unis estiment avoir resserré l'étau autour du président irakien. Celui-ci a perdu le contrôle de près de la moitié de l'espace aérien de son pays, tout en conservant une certaine liberté de manœuvre pour ses troupes terrestres.

Le chef de l'exécutif a reconnu qu'il est difficile de prévoir quelle serait l'attitude future du président irakien, mais celui-ci sait désormais

qu'il y a « un prix à payer à franchir la ligne jaune ». La relative confiance de M. Clinton repose sur les indications du Pentagone, pour lequel les Irakiens sont en train de tirer les conséquences de la détermination américaine : la plupart des avions basés dans la nouvelle zone d'exclusion aérienne, entre le 32^e et le 33^e parallèles, ont quitté celle-ci dans la journée de mercredi, et, dans le nord de l'Irak, les troupes blindées regagnent leurs positions.

La satisfaction de M. Clinton repose aussi sur les conséquences politiques de cette passe d'armes américano-irakienne. Le président américain peut en effet se targuer d'un large soutien populaire et politique aux Etats-Unis : selon un sondage de la chaîne de télévision ABC, près de 80 % des Américains déclarent approuver son action contre l'Irak, et une majorité affirme qu'elle ferait davantage confiance à Bill Clinton qu'à Bob Dole, en cas de nouveau conflit avec Bagdad.

Dans l'ensemble, la presse américaine est plutôt élogieuse à l'égard de M. Clinton. Contrairement à plusieurs gouvernements étrangers, elle n'accorde pas grand crédit à la thèse selon laquelle l'administration démocrate a délibérément grossi la menace irakienne pour s'offrir à bon compte un succès diplomatique. Tout au plus constate-t-elle que la crise irakienne a tué dans l'œuf les velléités des Républiques d'exploiter l'affaire Dick Morris, ce proche conseiller présidentiel obligé de démissionner après des révélations scandalieuses.

De toute manière, avec plus de vingt points d'avance dans les sondages sur son adversaire républi-

cain, M. Clinton avait-il besoin de recourir à un stratagème aussi aléatoire qu'une intervention militaire en Irak ?

L'extension de la zone d'exclusion aérienne dans le sud du pays est, une décision qui n'est pas exempte de risques, pour les avions américains, mais aussi britanniques et français, engagés dans l'opération « Surveillance du sud » (Southern watch). Michael Portillo, ministre britannique de la défense, qui était l'hôte, mercredi, à Washington, de son homologue américain, William Perry, a insisté sur ce point, tout en espérant que la seconde vague de missiles Tomahawk, destinée à « nettoyer le terrain » pour les avions occidentaux, serait la dernière.

HUMILIER - SADDAM HUSSEIN
L'administration américaine n'a pas caché que les frappes aériennes avaient aussi pour but d'« humilier » M. Hussein en restreignant sa souveraineté sur son propre pays, mais aussi de lui compliquer la tâche. Par là-même, la mesure oblige le président irakien à se défendre, tout en laissant la possibilité d'une population constamment appelée à faire des sacrifices, d'imaginer de nouveaux gestes de bravade à l'adresse de ses adversaires occidentaux.

Le « succès » que revendique M. Clinton ne peut aussi dissimuler le fait clairement apparu que le sort des populations kurdes pèse peu dans les priorités de Washington, par rapport à ces fameux « intérêts vitaux » des Etats-Unis, qui, en l'espèce, sont surtout pétroliers.

La politique américaine vis-à-vis des Kurdes, qui a revêtu des aspects politiques et humanitaires

- 130 millions de dollars par an en aides diverses - depuis la fin de la guerre du Golfe, s'est soldée par le fiasco que l'on sait : l'un des deux principaux mouvements, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), s'est rallié à l'Irak, sous le nom de « Soutien », avec l'Irak, des Etats-Unis.

En faveur, d'autre part, l'autonomie du Kurdistan par rapport au pouvoir de Bagdad, les Etats-Unis ont renforcé malgré eux le séparatisme kurde. Or, comme l'a souligné Peter Tarnoff, le numéro trois du département d'Etat, lors d'une récente visite à Ankara, les Etats-Unis « restent fermement opposés à la création d'un Etat kurde indépendant ». Ankara, enfin, est l'un des alliés traditionnels de Washington, qui a pris ses distances avec l'offensive américaine.

M. Perry a souligné, mercredi, contre toute évidence, que la coalition occidentale qui s'était formée lors de la guerre du Golfe, et dont faisaient notamment partie les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France et la Turquie - n'avait pas été affaiblie par cette action militaire solitaire des Etats-Unis, et qu'elle était même « renforcée ».

Laurent Zecchini

TURQUIE : Ankara a informé Washington qu'il envisageait la création d'une zone-tampon dans le nord de l'Irak, pour empêcher les infiltrations des rebelles kurdes du PKK, a annoncé, mercredi 4 septembre, l'agence semi-officielle Anatolie. « La création d'une telle zone-tampon ne serait pas un acte d'occupation mais une mesure de sécurité », a-t-on déclaré au ministère des affaires étrangères. (APR)

Paris modifie sa participation à la surveillance du ciel irakien

Celle-ci est suspendue au nord et limitée au sud

DEPUIS MARDI 3 septembre, date du premier raid de missiles américains, la France a marqué sa différence dans sa participation à la surveillance aérienne de l'Irak. Cette participation est normalement programmée tous les trois jours par les états-majors de la coalition. N'ayant été consultée ni sur la planification des raids ni, à plus forte raison, sur la décision de Bill Clinton d'étendre la zone de surveillance sud, la France s'est estimée en droit de reprendre momentanément son autonomie. Une position que Charles Millon, ministre de la défense, a, dit-on, expliqué à son homologue américain, William Perry, lors de trois entretiens téléphoniques en deux jours.

La France a, dès mardi, suspendu ses vols au nord du 36^e parallèle, à la frontière irako-turque. Il s'agit là d'une opération destinée, dans le cadre de la mission « Provide Comfort », à contrôler une zone de sécurité où l'Irak est interdite de mouvements héliportés.

LA ZONE D'EXCLUSION

Mercredi, la France a participé à une mission programmée aux côtés d'avions américains et britanniques, mais ses appareils se sont limités à une navigation au sud du 30^e parallèle, c'est-à-dire au nord de la frontière du Koweït avec l'Arabie saoudite, tandis que les avions alliés ont continué leur vol vers l'Irak.

Cette opération, dit-on de source militaire, s'inscrit pour la France dans le cadre de la défense de l'espace aérien saoudien. Les avions français, dont le ravitaillement en vol a eu lieu à hauteur du 29^e parallèle, c'est-à-dire au-dessus de l'Arabie saoudite, ont été conduits à effleurer cette portion du territoire irakien placée sous responsabilité de la Mission d'observation de l'ONU pour le cessez-le-feu entre l'Irak et le Koweït (Momic).

A ce jour, les avions français n'assurent plus - momentanément - le contrôle de la zone aérienne exclusive au-dessus de l'Irak au sud du 32^e parallèle, étendue unilatéralement par Washington au 33^e. Ils ne viennent pas non plus en appui ou en secours à des raids (arabes) de l'aviation américaine, destinés à frapper, pour étudier la nouvelle situation ainsi créée, les états-majors alliés se consultent.

De passage à Londres, où il accompagnait Warren Christopher pour une tournée en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne, le porte-parole du département d'Etat américain, Nicholas Burns, a

déclaré, mercredi : « Nous n'avons pas, bien entendu, été contents de la réaction du gouvernement français et nous espérons que, lorsque M. Christopher se rendra, jeudi, à Paris, nous pourrions expliquer plus en détail notre position et obtenir un soutien plus grand de la part de la France. » M. Burns a ajouté que les Etats-Unis ont été « très contents » de recevoir « un très fort soutien » de Londres, de Bonn, d'Ottawa et de Tokyo.

On prête l'intention à M. Christopher, qui devait être reçu, jeudi,

Pas d'accord au Conseil de sécurité

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies n'ont pu se mettre d'accord, mercredi 4 septembre, sur un texte condamnant l'Irak après son offensive au Kurdistan. Les discussions ont échoué sur la question de savoir s'il fallait faire ou non mention de la riposte américaine. La Grande-Bretagne, auteur du projet de résolution, a refusé catégoriquement toute référence aux attaques de missiles américains. L'ambassadeur russe, Sergueï Lavrov, a reproché au texte d'ignorer « l'origine de la crise actuelle », à savoir les luttes entre factions kurdes. La Russie et la Chine, qui disposent d'un pouvoir de veto, ont proposé de mentionner l'intervention militaire de Washington. Le représentant français a fait remarquer qu'il serait « très difficile » de trouver un accord en cas de référence à l'action de Washington, et que mieux valait donc s'en abstenir afin qu'un « message cohérent » soit adressé à Bagdad. (APR)

par Jacques Chirac, et par son homologue français, Hervé de Charette, d'insister auprès de la France pour qu'elle participe à la surveillance de la zone d'exclusion aérienne étendue dans le sud de l'Irak. « La coopération de la France sur cette question est hautement désirable, a-t-il affirmé à Londres, et nous espérons qu'elle va continuer à participer pleinement [aux opérations]. »

Jacques Isnard

Les conditions de vie au Kurdistan se sont encore dégradées

ERBIL

de notre envoyé spécial

Dans les rues d'Erbil, où l'animation renaît, le spectacle est le même partout : des femmes et des enfants attendent aux rares points d'eau, munis de seaux multicolores, et des ânes tirent des charrettes surchargées de gros bidons en équilibre. Quatre jours après que la « capitale » du Kurdistan autonome est passée, avec l'aide de l'armée irakienne, des mains de Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à celles de son rival du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani, la principale préoccupation de la population demeure, sous une chaleur écrasante, l'approvisionnement en eau. Celui-ci est interrompu en raison de la coupure d'électricité infligée à la ville par l'UPK, qui contrôle le barrage de Dokan, plus au sud.

Rien de particulier ne permet de mesurer l'ampleur des combats qui se sont déroulés, samedi, dans la ville et qui, selon un membre du bureau politique du PDK, Fadil Merani, auraient coûté la vie à moins de dix civils, mais à entre cent cinquante et cent quatre-vingts combattants des deux formations rivales. Sur le large boulevard qui conduit à Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil, les anciens et vastes bureaux de l'UPK ont été soigneusement « nettoyés » et il n'y a plus de carreaux aux fenêtres. Une dizaine de jeunes peshmergas (combattants) du PDK gardent nonchalamment le complexe, sur lequel le drapeau jaune du parti vainqueur a remplacé le drapeau vert de l'UPK.

Si les combattants ne paraissent pas s'être acharnés sur ce siège aujourd'hui désert, il n'en est pas de même de celui du Parti communiste, non loin de là. Les murs y sont criblés d'impacts et l'intérieur, qui a aussi été pillé, grouille de peshmergas armés. Le siège du Parti assyrien (chrétien) - comme celui d'un parti d'opposition formé par la tribu des Joubouri, originaires de Mossoul -, a, lui aussi, été « visité » et ses dossiers emportés, selon une source fiable, par des agents irakiens.

A en croire M. Merani, « plus aucun agent du gouvernement irakien

ne demeure en ville », et c'est sans doute pour le souligner que le PDK a retiré le drapeau irakien du siège du « Parlement » kurde. A défaut de pouvoir se rendre à Erbil, l'intérieur du bâtiment aurait subi de sévères dégâts - les députés kurdes (43 PDK, 10 UPK et 3 Assyriens sur un total de 105) se sont retrouvés à Salabeddine, lieu du PDK, pour voter la prorogation de leur mandat jusqu'au 4 juin 1998. « Cette décision avait fait l'objet d'un accord entre nous et l'UPK avant ces événements », affirme M. Merani. « La libération d'Erbil a ouvert la porte au processus de paix avec l'UPK. Nous faisons partie de la même nation et nous sommes tous les deux responsables du peuple kurde. Nous sommes prêts à parler avec l'UPK à condition que ce parti soit d'accord pour le jeu démocratique et renonce à son alliance avec l'Irak. » L'appui de plus en plus visible de l'Irak à l'UPK a incontestablement accéléré le déclenchement du conflit latent entre les deux formations kurdes. Depuis la fin de juillet, « la présence de Téhéran est devenue beaucoup plus sérieuse », affirme un témoin indépendant. Nous avons vu des jeeps militaires iraniennes à Erbil et des bureaux officiels iraniens de relations publiques étaient ouverts aux sièges des gouverneurs d'Erbil et de Souleymaniyé. A Rakha, où quatre cent vingt réfugiés irakiens sont pris en charge par le HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés), les Irakiens avaient une réelle stratégie pour lutter contre l'opposition irakienne ». En outre, il semble clair que l'armée de Téhéran avait laissé de l'armement lourd à l'UPK avant de se retirer.

L'appel du PDK à l'Irak est-il mieux accepté ? « Nous sommes une partie de l'Irak et son armée est intervenue à notre demande et dans le respect des résolutions de l'ONU », répond M. Merani. Nous avons le droit de demander au gouvernement central de stopper une intervention étrangère. Nous n'avons encore conclu aucun accord avec le gouvernement irakien, mais si demain celui-ci accepte le principe d'une fédération en Irak, on aurait tort de ne pas négocier. » A propos des bombardements américains sur l'Irak, M. Merani se veut prudent. « Nous n'avons rien contre

les Etats-Unis, dit-il. Nous ne sommes pas partie prenante au conflit entre les Etats-Unis et l'Irak, mais ces bombardements font partie de la campagne électorale du président Clinton. »

Outre les problèmes d'eau et d'électricité, une conséquence immédiate de l'opération irakienne a été l'effondrement du dinar.

Pour faciliter un éventuel dialogue avec l'UPK, le PDK va libérer « très bientôt les peshmergas victimes de la politique de l'UPK », affirme M. Merani. Quant à l'ancien premier ministre du gouvernement kurde, Fouad Massoud, de l'UPK, « il est à Salabeddine, où il est très bien traité, assure-t-il. Nous sommes prêts à le libérer. » Selon lui, le PDK retient quarante à cinquante-cinq personnes. « Les fonctionnaires de l'UPK restés sur place ont repris leur travail, précise-t-il, et nous n'avons pris aucune mesure contre eux. »

Outre les problèmes d'eau et d'électricité, une des conséquences immédiates de l'opération irakienne a été, pour la population, un brutal effondrement du dinar. Alors que, vendredi, il fallait 21 dinars pour un dollar, aujourd'hui, il en faut 35 et personne ne veut changer ses billets verts en raison de l'incertitude de la situation. La décision, annoncée par les Etats-Unis, de suspendre l'application de la résolution 986, qui devait permettre à l'Irak d'exporter des quantités limitées de pétrole pour acheter des vivres et des médicaments, a aussi largement contribué à la remontée du dollar. Parallèlement, les prix ont flambé et l'essence, qui vient de Bagdad, est passée de 2,9 à 21 dinars le litre.

Le PDK, qui essaie de reprendre la situation en main et qui a tout intérêt à se montrer généreux avec

une population traumatisée, a commencé à restituer à certains propriétaires leurs biens volés. Les autorités locales ont en outre créé, mercredi, un couvre-feu à Erbil, de 22 heures à 6 heures, sans doute pour tenter d'entraver les actes de banditisme. « Les difficultés à empêcher la nuit, sans électricité », aux dires d'un responsable. Si la situation semble se normaliser petit à petit à Erbil, il est loin d'en être de même dans le reste du Kurdistan. Et, pour le moment, chacun se demande de quoi demain sera fait.

Françoise Chippaux

A LIRE CE MOIS-CI DANS RECHERCHE

La sécheresse gagne l'Afrique tropicale

Le cerveau a-t-il un sexe ?

DOSSIER LES NOUVELLES PLANÈTES

Etonnante langue des lézards

CHERCHER, PUBLIER, BREVETER

London aux Langues Vivantes

Mark I, le premier ordinateur

Astronomie

Planètes géantes, planètes telluriques, naines brunes : la diversité des objets récemment découverts bouleverse les théories classiques de formation d'un système solaire.

« Il faut favoriser le dépôt de brevets »

Entretien avec Jacques Lewiner

N° 290 - SEPTEMBRE 1996 - EN KIOSQUE - 38 F

Le projet de rencontre en Hongrie entre le pape et le patriarche de Moscou est abandonné

Jean Paul II tentera de relancer le dialogue avec l'orthodoxie

Le pape se rend vendredi 6 et samedi 7 septembre en Hongrie, un pays qui compte deux tiers de catholiques et qu'il avait visité en 1991.

Ce voyage sera un test après l'incident de santé qui l'avait contraint à des examens d'urgence le 14 août et à quinze jours d'un voyage difficile en

France. L'espoir d'une rencontre au monastère de Pannonhalma avec le patriarche orthodoxe de Moscou a été déçu.

LA VISITE que le pape doit faire vendredi 6 et samedi 7 septembre en Hongrie répond à un style de voyage court et ciblé qui lui est désormais imposé par l'âge et la santé. Jean Paul II ne s'arrêtera qu'à l'ouest du pays, à Győr et surtout à Pannonhalma, siège de l'une des plus anciennes abbayes bénédictines d'Europe, qui célèbre son millième anniversaire. Le principal intérêt de ce voyage n'est toutefois pas local, ni commémoratif. C'est un coup de pouce au dialogue entre le catholicisme et l'orthodoxie que Jean Paul II entend donner.

Pourquoi à Pannonhalma ? Ce haut lieu spirituel de l'Europe a été fondé avant le schisme de 1054 entre Rome et Constantinople. Il resta longtemps un point de rencontre entre les traditions orientale et latine. Placé à la charnière entre l'Est et l'Ouest d'un continent désormais réuni, le monastère de Pannonhalma symbolise, enfin, le désir de cette « Europe qui respire à deux poumons », si fréquemment exprimé par le pape.

Pannonhalma et la Hongrie ont failli être le théâtre d'un événement majeur dans le processus de réconciliation oecuménique.

Engagées de longue date, les négociations pour une rencontre sans précédent entre le pape et le patriarche de Moscou ont, de justesse, échoué. En visite à Pannonhalma en mars 1994, Alexis II, chef spirituel des 60 millions de Russes orthodoxes, avait été invité par le supérieur du monastère, Mgr Asztrik Varszegi, à revenir pour le millénaire, notamment à l'occasion de la visite de Jean Paul II.

Annoncé plusieurs fois, puis reporté, ce projet a été annulé en juillet. « Le temps n'est pas encore mûr pour un tel événement historique », a commenté poliment le supérieur de Pannonhalma. Mais l'ambassadeur de Hongrie à Moscou, György Némethy, a mis les pieds dans le plat et expliqué cet échec par des « problèmes internes » à l'Eglise orthodoxe de Russie, dont l'alle conservatrice accuse le patriarche de mollesse face au « prosélytisme catholique » dans les territoires libérés du commu-

nisme. Le conflit qui divise, à propos des orthodoxes estoniens, les patriarchats de Moscou et de Constantinople ne créait pas non plus les conditions pour cette première rencontre entre Jean Paul II et Alexis II.

« SAVOIR OÙ ET QUAND »

Cette annulation est d'autant plus vivement ressentie à Rome que le rapprochement avec l'orthodoxie est devenu l'un des derniers grands combats du pape, comme en témoigne la multitude de ses initiatives à ce sujet : rencontre au Vatican, en juin 1995, avec le patriarche Bartholomée de Constantinople, encyclique sur l'unité et l'lettre apostolique *Lumière de l'Orient* au printemps de la même année. Dans cette encyclique, il avait fait une concession majeure aux orthodoxes, en acceptant de soumettre un jour à discussion l'exercice du pouvoir pontifical, qui reste la principale pomme de discorde entre les deux confessions.

La route de Moscou est encore loin d'être dégagée pour un pape

qui a visité une centaine de pays dans le monde, mais qui se voit bloqué en Russie, pour des raisons non plus politiques, mais purement religieuses.

L'Eglise catholique n'est pas sans responsabilité dans cette situation. En Russie ou en Biélorussie, elle a réconstitué, dans des conditions jugées précipitées, des hiérarchies et des ordres catholiques hier persécutés. Les tensions n'ont pas non plus disparu, en Ukraine, entre les Grecs catholiques (rattachés à Rome, mais de rite oriental) et les orthodoxes, à propos de la restitution des lieux de culte et des biens confisqués par le pouvoir stalinien et livrés au patriarche.

Pour un « sommet » entre le pape et Alexis II, le seul obstacle reste de « savoir où et quand », commente-t-on au Vatican. Ce qui est faire preuve d'un singulier optimisme quand on mesure les réflexes de circonspection qui continuent de prévaloir au sein de la puissante orthodoxie russe.

Henri Tincq

Réticences du Parlement européen à l'égard du plan d'assainissement du marché de la viande bovine

BRUXELLES. Afin de rétablir un semblant d'équilibre sur le marché de la viande bovine, touché par la baisse de la consommation, la Commission européenne a proposé aux quinze une série de mesures que leurs ministres devraient examiner lors de leur réunion des 16 et 17 septembre. Parmi celles-ci, la plus urgente concerne l'achat par les pouvoirs publics, l'abattage et le stockage de 500 000 brouillards mis directement sur le marché, essentiellement en France, alors que dans le passé, ils étaient exportés vers l'Italie et l'Espagne pour y être engraisés. Pour être en mesure de décider dès le 17 septembre, le Conseil avait demandé au Parlement européen de donner son avis selon la procédure d'urgence. Réuni mercredi à Bruxelles, celui-ci a refusé.

Selon le président de la commission agricole, Christian Jacob, le Parlement européen est hostile à l'idée de la Commission d'en appeler à la solidarité professionnelle et de faire financer le plan d'assainissement du marché de la viande en réduisant les primes qui sont versées aux producteurs de céréales et d'oléagineux. Les atterroissements du Parlement risquent de retarder un programme de dégrèvement du marché qu'attendent avec impatience les éleveurs. — (Corresp.)

L'armée tente de dégager la capitale du Burundi menacée par les rebelles hutus

BUJUMBURA. Une opération d'envergure a été lancée, mercredi 4 septembre, par l'armée burundaise, sur les collines surplombant Bujumbura, afin de déloger les rebelles hutus qui, la veille, pour la première fois depuis un an, avaient tiré au mortier sur la capitale. Vingt rebelles et trois soldats ont été tués, a indiqué, jeudi, l'armée. Un porte-parole de la rébellion hutue a déclaré que les tris de mortier, mardi, n'étaient qu'un « avertissement » adressé au nouveau pouvoir (dominé par la minorité tutsi), en place depuis le coup d'Etat militaire du 25 juillet. En accroissant leur pression sur Bujumbura, les rebelles paraissent vouloir contraindre celui-ci à une négociation qu'il refuse et que souhaite la communauté internationale.

D'autre part, un avion militaire américain a atterri, mercredi soir à Nairobi (Kenya), en provenance de Bujumbura, avec à son bord une trentaine de ressortissants étrangers — dont cinq Américains — en poste au Burundi. L'ambassadeur des Etats-Unis à Bujumbura a souligné qu'il ne s'agissait pas d'une évacuation, en précisant que le « vol était payant ». Plusieurs passagers ont indiqué qu'ils ne quittaient pas définitivement le Burundi et que leur départ avait surtout pour cause la paralysie croissante de l'économie, due à l'embargo imposé par les Etats voisins. — (AFP)

EUROPE
HONGRIE/ROUMANIE : les premiers ministres roumain et hongrois, Nicolae Vacarolu et Gyula Horn, ont prévu de signer lundi 16 septembre à Timisoara (ouest de la Roumanie), un traité devant mettre fin à des décennies de tensions entre les deux pays au sujet notamment du sort de l'importante minorité magyare vivant principalement en Transylvanie. — (AFP)

ASIE
CAMBODGE : les combattants khmers rouges fidèles à Pol Pot se sont emparés d'un village dominé par des dissidents, mardi 3 septembre à l'aube, malgré l'appui de matériel militaire à ces derniers par le gouvernement cambodgien, a-t-on appris mercredi. Un haut responsable militaire a assuré se préparer « à reprendre le contrôle » de Chup Koki, situé dans la province d'Oddar Meanchey, au nord-ouest du pays. — (AFP)

AMÉRIQUES
ETATS-UNIS : le président Bill Clinton a subi, mercredi 4 septembre, l'ablation d'un kyste au cou, a indiqué la Maison Blanche. L'opération, qui n'a pas nécessité d'hospitalisation, a duré à peine une quinzaine de minutes. Le kyste, décrit comme bénin, a été envoyé dans un laboratoire pour analyses, a précisé un porte-parole de la présidence, Barry Totiv. — (AFP)

BRÉSIL : le cardinal Arns s'est livré à une vive critique du pape, dans une déclaration, mercredi 4 septembre, au journal *O Estado de São Paulo*. Pour lui, Jean Paul II « s'occupe beaucoup plus de voyager et de prêcher que de diriger la Curie romaine. Il laisse tout entre les mains de la Curie qui a une autonomie beaucoup plus grande qu'avec Paul VI ». Le cardinal Arns, âgé de 75 ans, doit prendre sa retraite dans quelques jours. — (AFP)

MAGHREB
ALGÉRIE : quatre personnes ont été tuées, mardi 3 septembre, lors d'un attentat contre un train, circulant entre les localités de Nadria et de Tadmait, en Kabylie, à l'est d'Alger, a indiqué, jeudi, le quotidien privé *Al Khabar*. La ligne ferroviaire reliant Alger à Tizi-Ouzou a été à plusieurs reprises la cible d'actes de sabotage, dont le plus récent, le 10 août, avait provoqué le déraillement d'un train. — (AFP)

ÉCONOMIE
CUBA : le patronat français a exhorté les entreprises françaises, mercredi 4 septembre, à ne pas se « laisser impressionner » par les menaces de sanctions américaines contre les firmes qui travaillent avec Cuba, où il a l'intention d'emmener dès janvier prochain une mission d'hommes d'affaires. « Le CNPF continuera la promotion de Cuba auprès des entreprises françaises sans se laisser impressionner » par la loi Helms-Burton, a affirmé le président du comité Cuba de l'organisation patronale, Jean-Pierre Desgorges, lors d'une réunion avec une centaine d'hommes d'affaires. — (AFP)

Le chômage en Allemagne s'est stabilisé en août

NUREMBERG. Le taux de chômage en Allemagne s'est établi à 10,2 % de la population active en août selon les chiffres publiés en données brutes jeudi 5 septembre par l'Office fédéral du travail de Nuremberg. Le nombre de demandeurs d'emploi a atteint 3,901 millions contre 3,911 millions en juillet. Si la situation s'est stabilisée par rapport à juillet, elle s'est en revanche beaucoup dégradée par rapport à août 1995, mois au cours duquel le taux de chômage n'avait pas dépassé 9,3 %. En données corrigées des variations saisonnières (CVS), le nombre des sans-emploi a progressé de 14 000 personnes entre juillet et août, a indiqué l'Office, qui ne publie pas de taux de chômage en données CVS.

Les Länder de l'Est sont les plus touchés par le chômage avec un taux de 15 % de la population active en août, en baisse par rapport à juillet (15,4 %). Dans la partie ouest du pays, le taux de chômage est resté inchangé à 9 % comme en juillet. (AFP)



DANS LE NOUVEAU MUPPET SHOW, C'EST COMME DANS LE COCHON, TOUT EST BON.

LES MUPPETS, EN CLAIR SUR CANAL+, TOUS LES SAMEDIS À 20 H 00. PENDANT UNE DEMI-HEURE, CONFRONTÉS À UNE GRENOUILLE, QUELQUES COCHONS ET AUTRES CRÉATURES DU NOUVEAU MUPPET SHOW. AU PROGRAMME, RIRE, MUSIQUE ET INVITES POUR UN SPECTACLE FAMILIAL DIABLEMENT DÉCONCERTANT. SAMEDI, MICHELLE PFEIFFER ET LA DÉLICIEUSE MISS PIGGY SONT LES PREMIÈRES "GUEST STARS" DE LA NOUVELLE SÉRIE DE CETTE ÉMISSION CULTE.

Pendant qu'on regarde **CANAL+** au moins on n'est pas devant la télé.

le gouvernement belge doit affronter une rentrée tendue

L'économie néerlandaise affiche une santé insolente

Baisse du chômage, croissance enviable et déficits réduits : tous les indices s'améliorent

LA HAYE
de notre correspondant
L'information a fait la « une » de la presse néerlandaise : au deuxième trimestre, le produit intérieur brut a affiché une croissance de 2,8 % par rapport à la même période de 1995. Cette accélération – au premier trimestre, la croissance était de 1,8 %, si bien que le semestre devrait être bouclé sur +2,3 % – renforce l'idée que, depuis de nombreux mois, l'économie néerlandaise se porte beaucoup mieux que celle de son voisin et modèle, l'Allemagne. « Cela fait presque deux ans que la croissance néerlandaise est légèrement supérieure à l'allemande. Mais le fessé s'agrandit », commente le Bureau central des statistiques (CBS), qui vient de publier les résultats provisoires du deuxième trimestre.

L'économie néerlandaise est tirée par la demande intérieure. Même si le pouvoir d'achat des Néerlandais n'a pas augmenté, il semble que les consommateurs puissent dans leurs importantes réserves d'épargne. En outre, le chômage baisse, de nouveaux consommateurs arrivent sur le marché, bien décidés à dépenser, explique-t-on au CBS. Les dépenses en biens de consommation ont augmenté de 3,3 % au premier trimestre et de 2,9 % au deuxième trimestre. Le CBS note que, contrairement à ces dernières années, les grands secteurs de l'économie profitent dans la même proportion de la croissance : les produits alimentaires, les biens durables de longue durée et les services.

ALLÈGEMENTS D'IMPÔTS
Tous les indices vont dans le même sens. L'indice de confiance des particuliers dans l'économie est à la hausse, les taux d'intérêt sont à la baisse. Résultat, le marché du logement explose (la première banque pour les prêts hypothécaires, la RABO, a accordé en un an pour 6,6 milliards de florins supplémentaires de crédits immobiliers, soit l'équivalent de 20 milliards de francs). La courbe du chômage s'améliore depuis plu-

sieurs mois. Son taux est de 6,3 % de la population active au dernier pointage, et le CBS vient d'annoncer le premier recul du nombre des chômeurs de longue durée depuis 1992, à 216 000.

Rien d'étonnant alors à ce que le gouvernement ait bouclé son budget 1997 en avance sur le programme et sans les tensions qui ne manquent pas de s'installer en cette période de marchandages au sein des coalitions au pouvoir. La coalition, qui regroupe les sociaux-démocrates du premier ministre Wim Kok, les réformateurs et les libéraux, peut même se targuer d'afficher un collectif budgétaire permettant de qualifier sans trop de problèmes les Pays-Bas pour l'Union monétaire. Conformément à la tradition, le « budget du royaume » ne sera officiellement présenté que le troisième mardi de septembre. Mais, déjà, les principaux chiffres ont filtré.

Le déficit budgétaire devrait être de 2,2 % du PIB, soit largement inférieur aux 3 % maximum prévus par les critères du traité de Maastricht pour être candidat à la monnaie unique. L'inflation devrait être de 2,5 %, un pourcentage supérieur aux années précédentes, mais dans les objectifs du traité. Le florin est stable, les taux d'intérêt sont parmi les plus bas d'Europe. Ne subsiste, en théorie, qu'un problème : le poids de la dette publique. Selon le traité, le ratio de la dette rapporté au PIB ne doit pas dépasser les 60 %. En 1993, ce poste atteignait 61,3 %. Cette année, il tomberait autour de 58,2 %, et le budget 1997 prévoit une baisse de deux points, à 56,2 %. Le signal, envoyé, à Bruxelles est clair : La Haye maîtrise sa dette. Fort de ses résultats, le gouvernement Kok a les coudées franches pour atténuer lui aussi, comme en France et en Allemagne, la pression fiscale. Les Néerlandais (particuliers et entreprises) devraient bénéficier d'un allègement de 800 millions de florins (2,5 milliards de francs) de leurs impôts.

Alain Franco

Le gouvernement belge doit affronter une rentrée tendue

BRUXELLES
de notre correspondant
Après avoir demandé et obtenu, en mai, les pouvoirs spéciaux pour imposer des mesures d'austérité, le gouvernement de Jean-Luc Dehaene était parti en vacances en laissant en plan les mesures d'application de diverses lois-cadres. Même si, pour l'instant, l'affaire Dutroux fait diversion, la perspective de ces mesures, qui prévoient 80 milliards de francs belges d'économies (12,8 milliards de francs français), alourdit le climat social. D'autant que le chômage n'est pas encore stabilisé. Les chiffres d'août font apparaître une hausse de 1,3 % sur un mois et de 5,7 % sur l'année.

Alors que le gouvernement prépare son projet de budget pour 1997, qui doit permettre au royaume de satisfaire aux critères de convergence de l'Union européenne, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) vient d'exprimer son refus de tout nouveau « sacrifice pour Maastricht ».

« Aucun citoyen en Europe ne s'endort avec le traité de Maastricht à son chevet », a déclaré Michel Nollet, président de la FGTB, dans un entretien publié mardi 3 septembre par le quotidien *La Libre Belgique*. Le citoyen ne croit plus à l'Europe. Pour lui, l'Europe se réduit à 20 millions de chômeurs.

Majoritaire en Wallonie, la FGTB se situe dans la mouvance du PS, un des piliers de la coalition gouvernementale. Comme le PS, la centrale syndicale avait fait campagne pour le traité sur l'Union européenne, sans qu'il y

eût de référendum en Belgique. M. Nollet ne renie pas l'idée européenne mais il exige un changement de cap en se référant à certains projets de la Commission de Bruxelles : « Il faut pratiquer une politique de relance, réinjecter des moyens dans l'économie, mettre en œuvre le Livre blanc sur les grands travaux d'infrastructures. » Affirmant Dutroux fait diversion, la perspective de ces mesures, qui prévoient 80 milliards de francs belges d'économies (12,8 milliards de francs français), alourdit le climat social. D'autant que le chômage n'est pas encore stabilisé. Les chiffres d'août font apparaître une hausse de 1,3 % sur un mois et de 5,7 % sur l'année.

Alors que le gouvernement prépare son projet de budget pour 1997, qui doit permettre au royaume de satisfaire aux critères de convergence de l'Union européenne, la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB) vient d'exprimer son refus de tout nouveau « sacrifice pour Maastricht ».

« Aucun citoyen en Europe ne s'endort avec le traité de Maastricht à son chevet », a déclaré Michel Nollet, président de la FGTB, dans un entretien publié mardi 3 septembre par le quotidien *La Libre Belgique*. Le citoyen ne croit plus à l'Europe. Pour lui, l'Europe se réduit à 20 millions de chômeurs.

Majoritaire en Wallonie, la FGTB se situe dans la mouvance du PS, un des piliers de la coalition gouvernementale. Comme le PS, la centrale syndicale avait fait campagne pour le traité sur l'Union européenne, sans qu'il y

Jean de la Guévière

Des grèves en série alourdissent le climat social à quelques mois des élections en Grande-Bretagne

Embarrassés, les travaillistes modèrent les ardeurs syndicales

LONDRES
de notre correspondant
La Grande-Bretagne aura connu un été ponctué pratiquement chaque semaine par des grèves de vingt-quatre heures de la Royal Mail (Poste) et du métro londonien, avec parfois des arrêts de travail dans les chemins de fer.

Si direction et syndicats se sont enfin mis d'accord sur le dossier du métro, à la poste, le dialogue de sourds se poursuit. Le syndicat représentant les postiers, le CWU, semblait cependant décidé, mercredi 4 septembre, à ne pas reconduire le mouvement la semaine prochaine. Il faut dire que le gouvernement a menacé de proposer pour trois mois la levée du monopole pour les pils de moins d'une livre sterling décidée pour contrer la grève. Une telle mesure mettrait en cause l'avenir de la Royal Mail, et donc de son personnel.

Il n'est pas jusqu'aux joueurs anglais de rugby qui ne viennent de faire grève d'équipe nationale (*Le Monde* du 5 septembre). Les mouvements sociaux n'ont donc pas disparu en Grande-Bretagne, en dépit des propos du premier ministre John Major, qui a déclaré, mercredi : « Les grèves sont en train de devenir une rareté (...). Je pense qu'elles ne sont plus justifiées et que

pendre durablement le monopole du courrier pour briser la grève de la Royal Mail. L'opposition travailliste, elle, prône la conciliation dans les conflits

nous devrions essayer de les faire disparaître totalement, si nous le pouvons. » Si elles gênent les usagers, elles embarrassent également le Parti travailliste, qui entend présenter l'image la plus rassurante à quelques mois des élections générales. Ses dirigeants sont intervenus pour prêcher la conciliation entre syndicats, pour tant affilés au Labour, et direction.

En même temps, Tony Blair poursuit sa campagne de charme en direction du patronat, dont il a reçu plusieurs centaines de représentants mercredi. « Je suis déterminé à changer la tradition politique britannique pour que l'on cesse de voir un seul parti monopoliser les relations avec les milieux d'affaires et que l'on aille vers un pluralisme sain dans lequel le Labour sera vu comme le parti du business. » L'architecte du « New Labour » a tenté de rassurer ses interlocuteurs sur la réduction d'un salaire minimum – projet vigoureusement combattu par le gouvernement conservateur – et une partie du patronat – dont le montant « devra être raisonnable, fixé en consultation avec les milieux d'affaires en tenant compte de la situation économique ».

Sur la charte sociale européenne, autre bête noire des to-

ries, M. Blair a réaffirmé que, si son parti y était favorable, il n'en examinerait pas moins « rigoureusement chaque proposition pour être sûr qu'elle ne nuit pas à notre compétitivité ». Il a rappelé qu'il avait « placé les relations du parti avec les syndicats sur une base plus raisonnable ». Et surtout il a annoncé qu'une fois élu, il préconiserait une baisse du taux d'imposition qui serait ramené à 10 ou 15 % pour les tranches les plus basses – quand l'état de l'économie le permettrait. Ce qui lui a attiré cette réplique de M. Major : « Le jour où le Labour baissera les impôts, vous entendrez les chats aboyer ! »

même à Kim Il-sung. John Major, de son côté, vient de dévoiler sa « nouvelle arme secrète » : son épouse Norma, que les Tories ont décidé de mettre en avant.

Tout d'abord elle est populaire dans sa simplicité et sa discrétion même ; le couple Major est en effet l'un des rares dans les milieux dirigeants sur lequel on n'ait jamais rien trouvé à dire de mal.

Ensuite, dans l'état où se trouve le Parti conservateur, déchiré par les menées des eurosceptiques et malmené par le Labour dans les sondages, tous les arguments sont bons. Enfin, Cherie Booth, M^{me} Blair, avocate ambieuse que l'on compare souvent à Hillary Clinton, ne jouit pas d'une image particulièrement favorable dans l'opinion.

M^{me} Major va donc apparaître plus souvent aux côtés de son mari et faire plus que de la figuration. Vêtue d'un tailleur vieux rose, elle a serré des mains et parlé avec des mères et des enfants mercredi dans le Derbyshire. Mais l'agent électoral de son mari a toutefois prévenu : il n'est pas question que Norma participe à une campagne à l'américaine. Elle s'y refuserait sans doute, et il n'est pas certain que les Britanniques apprécient.

Patrice de Beer

Une nouvelle étape dans la progression vers nos objectifs

	1 ^{er} semestre 1996	1 ^{er} semestre 1995	Année 1995
Chiffre d'affaires	113 295	108 468	208 290
Résultat opérationnel	10 380	8 359	15 487
Résultat net courant (part du Groupe)	3 564	2 864	5 325
Marge brute d'auto-financement	14 637	13 994	28 626
Investissements (y compris exploration)	10 902	10 895	25 932
Ratio d'endettement	28 %	34 %	38 %

(en F par action)

Résultat net courant	13,2	10,90	20,00
Marge brute d'auto-financement	54,2	53,10	107,50

Résultats du premier semestre 1996

Une excellente performance du secteur pétrolier

La progression des résultats provient essentiellement des gains de productivité et de la croissance de la production d'hydrocarbures. Elle a été réalisée dans un environnement porteur dans les secteurs pétroliers et moins favorable dans la chimie. Cela conforte notre stratégie de développement de nos métiers de base. A partir d'actifs et de coûts rigoureusement gérés, Elf dispose d'un fort potentiel de résistance aux fluctuations conjoncturelles et d'une excellente base de croissance de ses résultats.

Des progrès significatifs dans tous les secteurs

Sur la période écoulée, des découvertes riches de promesses ont été faites dans les grands fonds en Angola et au Congo, mais aussi en Equateur. De nouveaux permis ont été obtenus au Congo, au Venezuela et, plus récemment, dans le Golfe du Mexique. En Azerbaïdjan, Elf s'est implanté dans la zone de la mer Caspienne.

En Raffinage-Distribution, Elf a renforcé sa position sur le marché espagnol.

En Chimie, l'acquisition de Findley Inc. propulse Elf au cinquième rang des producteurs mondiaux d'adhésifs.

En Santé, Sanofi a commercialisé en France le Skelid (pathologie osseuse). L'achat de Bock Pharmalac lui ouvre plus largement le marché américain.

Commentaires de Philippe Jaffré, Président d'Elf Aquitaine

« Les progrès réalisés au cours du 1^{er} semestre dans tous nos métiers confortent la stratégie d'Elf Aquitaine orientée vers la création de valeur. Dans un environnement qui devrait rester instable, le Groupe poursuit sa trajectoire vers une croissance durable parce que rentable, avec l'objectif d'une rentabilité des capitaux propres d'au moins 10 % à horizon 1998. Les résultats de l'exercice 1996 devraient marquer une nouvelle étape dans la progression vers cet objectif ».

Résultats et principaux commentaires par secteur d'activité

Résultat opérationnel des secteurs d'activité (en millions de F)	1 ^{er} semestre 1996	1 ^{er} semestre 1995	Année 1995
Exploration-Production	7 234	4 448	8 008
Raffinage-Distribution et Commerce International	330	(330)	4
Chimie	1 873	3 281	4 959
Santé	991	960	2 489

■ **Exploration-Production** : la forte progression du résultat opérationnel provient de la combinaison d'une production en hausse de 4 % à 1 029 000 barils équivalent-pétrole/jour, de la poursuite soutenue des gains de productivité et d'un meilleur environnement pétrolier (sur la période, les prix moyens du baril de pétrole Brent ont progressé de 9 % à 19,1 \$/bbl).

■ **Raffinage-Distribution et Commerce International** : la contribution opérationnelle du secteur est redevenue positive grâce à l'effort de réduction des coûts et à l'amélioration de près de 30 % de la moyenne des marges de raffinage européennes. L'appareil de production et de distribution français reste cependant marqué par un marché excédentaire et très concurrentiel.

■ **Chimie** : après un premier semestre 1995 marqué par une forte embelie de la chimie de base, le premier semestre 1996 a subi les effets de la correction à la baisse de la demande et des prix survenant fin 1995. La chimie de spécialités a joué un rôle stabilisateur. Son internationalisation croissante a permis de limiter l'impact de la faiblesse de la demande en Europe.

■ **Santé** : à périmètre et taux de change comparables, le chiffre d'affaires a progressé de 3,5 %. Dans la Santé Humaine, la pharmacie a connu une évolution favorable grâce aux grands produits internationaux. Le secteur Parfums-Produits de Beauté poursuit, dans un marché difficile, sa politique de sélectivité des canaux de distribution.

Structure financière

La marge brute d'auto-financement de 14 637 millions de francs couvre largement les investissements qui, y compris dépenses d'exploration, s'élèvent à 10 902 millions de francs. La dette financière nette poursuit sa baisse et s'établit, au 30 juin, à 27 912 millions de francs. Le ratio d'endettement passe ainsi de 38 % fin 1995 à 28 % au 30 juin 1996.

A l'ONU, la France s'oppose à la création d'une Cour criminelle internationale

Le revirement de Paris est attribué aux militaires

Les négociations entreprises dans le cadre des Nations unies pour la création d'une Cour criminelle internationale, qui aurait tout pouvoir

pour mettre en accusation les auteurs de crimes contre l'humanité, se heurtent aux réticences de nombreux Etats. La France elle-

même, qui avait soutenu ce projet à l'origine, est accusée d'avoir fait volte-face sous la pression de ses militaires.

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le revirement de la France sur la création d'une Cour criminelle internationale (CCI) dans le cadre des Nations unies a dominé les travaux du comité préparatoire qui se sont achevés le 30 août à New York. Ces travaux ont pour but de mettre en place sous l'égide des Nations unies un tribunal permanent chargé de juger les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les violations graves des lois et coutumes de la guerre. Si des tribunaux internationaux ont déjà eu à connaître de tels crimes, il ne s'agissait, jusqu'ici, que de tribunaux ad hoc, institués pour une circonstance particulière, comme le tribunal de Nuremberg, le tribunal pénal international (TPI) pour l'ex-Yougoslavie ou le tribunal pénal international pour le Rwanda (TPR).

La France a été un des pays qui ont largement contribué à l'idée d'une telle juridiction pénale internationale. Le Quai d'Orsay, sous le ministère d'Alain Juppé et grâce aux efforts de Robert Badinter, était un des moteurs de sa création. La délégation française a donc suscité l'étonnement, en avril dernier, lors des premières sessions de négociations, en étant la seule parmi les membres permanents du Conseil de sécurité à insister pour que la saisine de la Cour fasse l'objet d'un accord au sein de ce dernier. Cela aurait permis à la France, par veto, de rejeter les affaires la concernant. Cette proposition, jugée « scandaleuse » par de nombreux pays, a finalement été retirée par Paris.

Mais la France demande au-

jourd'hui le consentement de trois catégories d'Etats avant que la Cour puisse être saisie d'une affaire : les Etats sur le territoire duquel le crime a été commis, ceux de la nationalité des suspects. « La France a abandonné toute approche dictée par la logique », a déclaré le délégué suisse, Lucius Catlisch, lors des délibérations du jeudi 28 août. Faisant écho aux sentiments des autres participants de la Cour, le diplomate suisse a ajouté : « A quel cela sert-il de créer un organe si l'on fait tout pour l'empêcher d'agir ? Toute cour dont la compétence serait facultative n'a aucune chance de réussir. »

Bien que la création de la CCI ne puisse être envisagée avant le début du prochain millénaire, les positions déjà prises par les pays sont très révélatrices

Dans les couloirs, de nombreux délégués accusent la France de servir de caution à tous ceux qui ont tout à craindre d'une telle juridiction, de se ranger « dans le camp des pays comme l'Irak, l'Iran, la Libye et la Birmanie », qui savent qu'un jour ou l'autre leurs responsabilités peuvent se retrouver devant

le tribunal. Pendant les travaux préparatoires, « l'obstructionnisme » français a même suscité l'irritation des partenaires européens de Paris : « Depuis quelques mois, le rôle de la France dans les négociations sur la Cour se limite à faire obstacle à sa création, cela nous fait penser qu'elle ne veut même pas que la Cour soit créée », dit un diplomate européen.

Le comité préparatoire a remis un rapport à l'Assemblée générale de l'ONU pour présenter ses recommandations en vue de la réunion d'une conférence diplomatique qui se tiendrait en 1998. Bien que la création de la CCI ne puisse être envisagée avant le début du prochain millénaire, les positions déjà prises par les pays sont très révélatrices. Comme la France, le Japon conteste aussi la compétence de la Cour pour décider elle-même d'une procédure ou exiger l'extradition d'un inculpé. Pour leur part, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne se sont refusés, pour l'instant, à se prononcer sur cette question. La Russie, en revanche, s'est rangée aux côtés des partisans les plus actifs de la Cour, parmi lesquels l'Allemagne mais aussi le Canada, l'Australie et la Suisse.

Pour le moment, une trentaine de pays seulement ont activement participé aux travaux. A part l'Afrique du Sud, le continent africain en a été totalement absent. En Amérique latine, l'enthousiasme de l'Argentine est remarquable. Bien qu'aucun pays ne se soit officiellement opposé à l'établissement de la Cour, plusieurs ont eu des réticences pour que le projet échoue — comme la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Indonésie et Singapour.

La Shoah était-elle un « projet national » ?

Le sociologue américain Daniel Goldhagen défend à Hambourg ses thèses sur la responsabilité collective des Allemands

HAMBURG

de notre envoyé spécial
« Un mauvais livre », « une suite de préjugés », « un remède à vieilles thèses sur la faute collective des Allemands », telles étaient quelques-unes des critiques qui avaient accueilli la parution du dernier ouvrage américain consacré à la Shoah. Publié au printemps dernier à New York par le jeune sociologue de Harvard Daniel J. Goldhagen, *Les Exécuteurs zélés de Hitler* (*Hitlers Willing Executioners*), qui sort aujourd'hui en version allemande, provoque et fait scandale outre-Rhin. Et pour cause : l'auteur s'y emploie à démontrer que l'extermination des juifs a été rendue possible par un « antisémitisme éliminationniste » spécifiquement allemand, et il décrit la Shoah comme un « projet national » conçu bien avant l'arrivée de Hitler.

Le livre est déjà un best-seller en Allemagne. Preuve que les questions qu'il soulève méritent débat, à défaut d'obtenir des réponses définitives. « Sans le soutien de la population, l'holocauste n'aurait pas eu lieu », Daniel J. Goldhagen estime qu'une majorité d'Allemands non seulement « savaient », mais « voulaient ». Une thèse trop simple, selon la plupart des historiens allemands, qui reprochent à leur collègue américain d'avoir ignoré des pans entiers de l'historiographie contemporaine.

On pouvait tenter de rassembler les éléments du débat à l'occasion d'une conférence organisée par l'hebdomadaire *Die Zeit*, mercredi 4 septembre à Hambourg. Face à une salle de théâtre pleine à cra-

quer (et protégée par un dispositif de sécurité particulier), Daniel Goldhagen a répondu pour la première fois en public aux questions de plusieurs universitaires et journalistes allemands. La discussion a porté sur l'identité des bourreaux. Ceux-ci étaient bien des « hommes ordinaires », comme l'a démontré il y a quelques années l'historien américain Christopher Browning dans son étude sur un bataillon de police spécialisé dans l'extermination des juifs à l'arrière du front russe. Mais c'étaient « des » Allemands, et non pas « les » Allemands, soulignent les interlocuteurs de Daniel Goldhagen, qui lui reprochent d'employer à tort et de manière répétée ce collectif indéfini.

Deuxième objet du débat : la nature de l'opinion publique sous le III^e Reich. Celle-ci n'était pas prête à tout accepter, si l'on en croit l'historien allemand Götz Aly, qui souligne que les dirigeants nazis ont mis un terme provisoire aux expériences d'euthanasie en août 1941 à la suite de protestations émanant de l'Eglise. L'extermination des juifs, elle, n'a pas cessé. Preuve a contrario de l'existence d'un soutien tacite de la population ? Jan Philipp Reemtsma souligne lui aussi qu'« une partie était convaincue que l'élimination des juifs était en quelque sorte justifiée par les bombardements alliés sur l'Allemagne ». Les experts allemands estiment cependant que cela ne permet pas de dire, comme Daniel Goldhagen, que la solution finale était le « projet national » allemand depuis plus d'un siècle.

Lucas Delattre

Le sommet des chefs d'Etat latino-américains se démarque des Etats-Unis

L'embargo contre Cuba et la lutte contre la drogue ont été critiqués

COCHABAMBA

de notre envoyé spécial

Le sommet des chefs d'Etat latino-américains réuni au sein du Groupe de Rio à Cochabamba, en Bolivie (*Le Monde* du 4 septembre), s'est terminé par l'adoption d'une Déclaration du dixième anniversaire ratifiée, le 3 septembre, par les douze chefs d'Etat et de gouvernement présents à la réunion. Contrairement aux déclarations précédentes, le texte final ne s'est pas, cette fois, perdu dans les généralités, même si le président bolivien, Gonzalo Sánchez de Lozada, n'a pu épargner à ses auditeurs une envolée lyrique sur l'utopie bolivarienne d'une Amérique latine unie, « ce rêve frustré » il y a cent cinquante-dix ans et qui, en croit l'orateur, serait devenu « le phare qui illumine la naissance du mécanisme permanent de consultation et de concertation politiques de l'Amérique latine ».

Plus simplement, les délégués se félicitaient dans les couloirs de voir désormais les « problèmes avec des yeux de Latino-Américains libérés des influences qui nous éloignent de [leur] réalité ». Cette volonté d'exprimer les points de vue du sous-continent s'est manifestée dans la déclaration conjointe traitant de l'embargo américain contre Cuba et de la lutte contre le trafic de drogue. Malgré la présence à Cochabamba de Madeleine Albright, ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU, venue en Bolivie pour tenter, notamment, de faire prévaloir le point de vue de son pays en ce qui concerne l'aggravation des sanctions contre Cuba, la déclaration condamne énergiquement la loi Helms-Burton et se félicite que le comité juridique de l'Organisation des Etats américains (OEA) l'ait jugée « non conforme au droit international ».

La Bolivie avait annoncé son intention de « dénoncer le sommet », mais, à la demande de la Colombie et du Mexique, trois paragraphes de la déclaration sont consacrés à la drogue. Le Groupe de Rio lance ainsi un appel à la communauté internationale pour « intensifier le dialogue et la coopération dans

la lutte contre la consommation, la production, le trafic et la distribution de drogue et les délits connexes », soulignant en une critique à peine voilée de la politique américaine la « responsabilité partagée » qu'exercent en la matière pays producteurs et pays consommateurs.

Maria Emma Mejía, ministre des affaires étrangères de Colombie, a souligné que « cette prise de position est très importante parce qu'elle définit clairement la corresponsabilité, de-

pauvreté, qui se multiplient dans le sous-continent.

Les défis que pose la mondialisation de l'économie mondiale ont été affrontés avec succès, souligne la déclaration, l'important processus de transformation que vit le sous-continent ayant même permis d'enregistrer le second rythme de croissance pour les ensembles régionaux dans le monde. La réactivation des processus d'intégration et, surtout, la création de nouveaux mécanismes

L'envoyé de Bill Clinton en Europe ne convainc pas

Stuart Eizenstat, sous-secrétaire américain au commerce chargé par Bill Clinton de calmer les Européens inquiétés de la loi Helms-Burton, qui sanctionne les entreprises étrangères faisant du commerce avec Cuba, semble avoir du mal à faire passer son message. A l'issue d'une tournée en Europe, rapporte notre correspondant auprès des Communautés européennes, ses interlocuteurs de l'Union européenne ne sont pas disposés à modifier l'opinion négative qu'ils ont d'un texte qu'ils considèrent comme contraire aux règles du commerce international. L'Union européenne n'entend donc pas transiger, même si l'administration américaine, comme n'a cessé de le laisser entendre M. Eizenstat, affirme que, grâce aux pouvoirs discrétionnaires du président Clinton, les entreprises européennes pourraient passer à travers les grilles des sanctions. Selon les Européens, le président Clinton se trouve bel et bien lié par la loi. C'est pourquoi les ministres des affaires étrangères des Quinze examineront prochainement le projet de règlement anti-boycottage que leur a soumis la Commission avant l'été.

Nicole Bonnet

puis la production jusqu'à la consommation, en passant par la distribution, le blanchiment de l'argent sale, le trafic d'armes et la vente de produits chimiques destinés à élaborer la drogue ». Une commission du Groupe de Rio a été chargée de préparer une proposition de résolution en vue de la session extraordinaire que l'ONU consacra au problème de la drogue en 1998.

Si le premier point de la déclaration est une réaffirmation de la démocratie, le second met l'accent sur la lutte contre la pauvreté, la malnutrition et la marginalité, sans laquelle le développement économique ne pourra être soutenu à moyen terme. Un sommet du développement durable se tiendra à Santa Cruz, en Bolivie, les 7 et 8 décembre 1996, avec pour mission de proposer des solutions propres à réduire les poches de

comme le Marché commun du cône Sud (Mercosur) ou les multiples accords multilatéraux ont rendu plus dynamique le commerce régional, rendant l'intégration économique du sous-continent beaucoup plus dynamique que la construction d'une hypothétique communauté latino-américaine des nations, toujours en l'état de projet.

■ Les chefs d'Etat boliviens et brésiliens ont souscrit des contrats pour l'achat-vente du gaz naturel boliviens et la construction d'un gazoduc unissant Santa Cruz, en Bolivie, à São Paulo et Porto Alegre, au Brésil. Cet ouvrage demandera un investissement global de 1,8 milliard de dollars et sera réalisé, avant 1999, par Petrobras.

Les zapatistes suspendent le dialogue avec l'Etat mexicain

MEXICO

de notre correspondant

Le chef de la guérilla zapatiste, le « sous-commandant » Marcos, a finalement rompu le silence qu'il s'était imposé à propos de l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), le nouveau mouvement de guérilla qui a attaqué plusieurs points du territoire mexicain au cours des derniers jours. Dans une série de communiqués publiés mardi et mercredi dans la presse locale, il explique que les objectifs politiques de l'EPR et de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) sont « diamétralement distincts » dans la mesure où celle-ci ne lutte pas pour la prise du pouvoir mais pour « la démocratie, la liberté et la justice ».

Le guérillero masqué, qui doit sa célébrité autant à ses talents littéraires qu'à ses actions militaires à la tête d'une armée indigène dans l'Etat du Chiapas, estime que la situation créée par l'EPR et l'attitude du gouvernement constituent un obstacle pour la poursuite du dialogue entre les zapatistes et les autorités mexicaines.

Il a donc annoncé la suspension des négociations, qui devaient reprendre mercredi 4 septembre dans le village de San Andrés Larráinzar, tant qu'un certain nombre de conditions ne seraient pas remplies. Il exige notamment que le gouvernement s'engage à appliquer les accords déjà conclus en matière « de droits et de culture indigène », à libérer les zapatistes détenus depuis février 1995, à nommer les membres de la commission de vérification des accords et à mettre fin au « harcèlement militaire et policier contre les indigènes chiapanèques ».

Le ministère de l'Intérieur a aussitôt rejeté les accusations de l'EZLN, tout en précisant cependant que « la plupart des conditions présentées par les zapatistes pouvaient être discutées ». Simultanément, l'évêque de San Cristobal de Las Casas, Mgr Samuel Ruiz, qui fait office de médiateur dans les négociations, a entrepris une série de conversations avec les parlementaires et les autorités pour éviter une rupture définitive du dialogue.

Le chef zapatiste a rendu publiques cinq lettres, dirigées à autant d'interlocuteurs. « Au peuple et aux gouvernements du monde », il explique que l'EZLN suspend sa parti-

cipation au dialogue à cause du manque de « sérieux » du gouvernement et parce qu'il soupçonne l'armée de « préparer une offensive éclair contre les zapatistes ».

Dans une lettre adressée au président Ernesto Zedillo, il le met en garde contre la tentation de suivre ceux qui l'encouragent à appliquer la manière forte. « A la société civile nationale et internationale », Marcos lance un appel pour qu'elle réveille pas les zapatistes, qui font récemment accueilli dans le petit village de La Realidad à l'occasion de la Rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme.

LETTRE AUX GUERILLEROS

Le communiqué destiné à l'EPR est de loin le plus intéressant car il révèle l'embarras provoqué chez les zapatistes par l'apparition de ce mouvement de guérilla qui a surgi violemment sur la scène politique et tient un discours marxiste-léniniste sans fioritures. « Nous n'avons pas besoin de votre appui », écrit Marcos « aux combattants et aux dirigeants de l'Armée populaire révolutionnaire », « Suivez votre chemin et laissez-nous suivre le nôtre, ajoutez-il. L'appui que nous voulons et que nous cherchons, c'est celui de la société civile et des mobilisations pacifiques ».

L'origine suspecte de l'EPR explique les réserves du chef zapatiste à l'égard de cette organisation liée à un mouvement clandestin des années 70, le PROCUP (Parti révolutionnaire ouvrier clandestin - Union du peuple), dont la plupart des dirigeants sont emprisonnés depuis 1990 et qui serait infiltré par la vieille garde du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929.

Celle-ci, selon une thèse défendue par un secteur de la classe politique, aurait entrepris une manœuvre de déstabilisation contre le président Ernesto Zedillo afin de récupérer les positions perdues au cours des dernières années. L'arrestation, dans l'Etat de Tabasco (frontalier avec le Chiapas), de deux militants du PRI, accusés d'appartenir au PROCUP et à l'EPR, contribue à alimenter les soupçons, bien que les détenus aient été tout de suite relâchés par la guérilla.

Bertrand de la Grange



VENTES PAR ADJUDICATION

Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS

TEL. : 40.75.45.16 - FAX : 45.63.89.01

94 Vte s/conv de sais en vte vol. Pal. Just. Créteil (94). Jeudi 19.09.96 à 9h30
PAVILLON à BOISSY SAINT LEGER (94)
1. allée du Chêne de Type 6 S (Superficie 93 m² env.)
compr.: res-de-ch., entr., s.d.e.sj., 3 ch., s.d.b., wc, cuis., 1er étage : 2 ch., cab. de toil. - Garage, Celler (env 21 m²) parcelle de terre (340 m² env.)
MISE A PRIX : 300.000 FRS
S'adr. : Me TH. MAGLO, Av., 4, allée de la Toison d'Or Créteil (94) T. : 40.80.81.85 (exclusivement de 9h30 à 12h) - Me ALIBRE ESTIN, Av. à Créteil (94), 33, rue du Gal Leduc T. : 45.17.07.17 - Vte. s/pt. le 13/09 de 9h à 12h et 14/09 de 14h à 16h.

06 Vente sur surenchère au Palais de Justice de Paris
Le Jeudi 19 septembre 1996 à 14h30
IMMEUBLE à NICE (06)
8, avenue Cyrille Besset - Occupé
MISE A PRIX : 2.882.000 FRS
S'adr. : à la SCP LAFARGE, FLECHEUX & REVUZ - par Me BALPERIN-KATZ, 24, rue de Procy 75017 PARIS
Tél : 44.29.31.59 - Me B. de SARRAC, av. à PARIS 8ème
42, avenue Georges V - Tél : 47.20.43.76

GOUVERNEMENT Alain Juppé devait annoncer, jeudi 5 septembre, à la télévision, ses arbitrages fiscaux pour le projet de loi de finances qui sera soumis au Parle-

ment en octobre. Les 25 milliards de francs d'allègements prévus pour l'impôt sur le revenu ont été accueillis avec des réserves par Edouard Balladur, François Léotard et Alain

Madelin, qui jugent la mesure insuffisante. **■ SUR LE FRONT SOCIAL**, Louis Vianet, secrétaire général de la CGT, a proposé, mercredi, aux dirigeants de FO et de la CFDT de faire

cause commune contre les décisions gouvernementales de réduction des effectifs de fonctionnaires et contre les plans sociaux dans le privé. **■ LES CADRES MILITAIRES** se voient

offrir pour leur part, dans le cadre de la professionnalisation des armées, des conditions avantageuses de départ avant l'âge limite de retraite entre 1997 et 2002.

La droite accueille avec réticence les choix fiscaux d'Alain Juppé

Edouard Balladur et François Léotard se réjouissent de voir leurs thèses prises en compte, mais rappellent que l'augmentation des prélèvements a été de 120 milliards de francs en 1996, très au-dessus des 25 milliards de francs de réduction décidés pour 1997

« **TROP D'IMPÔT tue l'impôt**... » Cette phrase « culte », le premier ministre s'autorisera-t-il à la prononcer, jeudi 5 septembre, au cours d'une intervention radio-télévisée destinée à présenter aux Français son dispositif de baisse des impôts pour 1997 ? Humour involontaire ou malice calculée, on se plaît, à Matignon, à rappeler qu'elle a constitué un leitmotiv de la campagne présidentielle de Jacques Chirac et qu'elle va donc recevoir un début de réalisation (Le Monde du 5 septembre).

Selon son entourage, le premier ministre devait s'en tenir à « la réalité concrète » pour « montrer qu'il y a une action très significative en direction des plus modestes ». Les contribuables situés au-dessous d'un certain seuil d'imposition devaient ainsi apprendre qu'ils se-

ront désormais exonérés. M. Juppé devait prouver, ajoute-t-on, qu'il a « une capacité d'action », laissant aux autres « la capacité au commentaire et à la parole ». La précision rend plus intelligible l'accélération apparente du processus d'information de l'opinion décidée, mercredi soir, par Matignon.

Alors que le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouze, confirmait, en milieu de journée, que M. Juppé présenterait le projet de budget et celui sur le financement de la Sécurité sociale « aux alentours du 10 septembre » - information distillée depuis la rencontre de Brégaillon, fin août -, les services du premier ministre ont annoncé, dans la soirée, qu'il s'adresserait finalement aux Français, cinq jours plus tôt. Cette avancée du calendrier peut s'expli-

quer par les fuites qui commencent à perler et conduisent le chef du gouvernement à ne pas tarder pour ne pas laisser se développer les critiques.

■ BONNES NOUVELLES ■

En réalité, la date du 5 septembre a été minutieusement réfléchie et elle avait été décidée dès le départ, afin de se situer, en toute logique, avant l'ouverture d'été de l'UDF et la convention nationale des jeunes RPR auxquelles M. Juppé va participer après un déplacement en Pôitou-Charentes. Il paraît normal que le premier ministre veuille se trouver devant les parlementaires de la majorité avec de « bonnes nouvelles » dans sa besace, alors même qu'il reçoit depuis mardi quelques-uns de ses responsables. Premier invité, Raymond Barre a

apporté un soutien au gouvernement. Le président de l'UDF, François Léotard, critique à la fin août, s'est montré lui aussi favorable aux décisions fiscales du chef du gouvernement, confirmant la promesse d'une baisse de 75 milliards de francs sur cinq ans, non sans rappeler que les impôts avaient été « augmentés l'année dernière de 120 milliards environ » et qu'il avait combattu ces hausses « excessives ». Cependant, le porte-parole du PR, Ladislav Poniatowski, a estimé, jeudi sur RMC, que le gouvernement français « peut et doit mieux faire s'il veut la confiance revienne », en prenant un « certain risque économique ».

Si Philippe Séguin n'a fait aucun commentaire après sa rencontre avec le chef du gouvernement, à l'Hôtel de Lassay, laissant à Alain Juppé, à son retour à l'Hôtel Matignon, le soin de dire que son déjeuner avait été « très bien, très sympathique », Alain Madelin, en revanche, ne s'est pas privé de confirmer ses différences avec son hôte. « Je suis venu écouter le premier ministre et le premier ministre m'a écouté », a dit laconiquement celui qui fut évincé du gouvernement en août 1995 pour divergences de méthode. Les deux hommes, à l'évidence, attendent autre chose de la part du premier ministre et du président de l'Assemblée nationale l'a redit récemment en réclamant un « réel audace dans les choix économiques et sociaux » et en réaffirmant son refus de « compter (...) sur la providence

des marchés ». Le cycle des rencontres de M. Juppé devait se poursuivre, jeudi matin, par un petit déjeuner avec René Monory, président du Sénat. Cette opération de communication en direction des dirigeants de la majorité laisse, toutefois, perplexes. D'une part, elle ne fait pas émerger un

hypothèse, on ne peut plus clairement montrer que leur avis est secondaire.

Pour ce qui le concerne, M. Balladur a déclaré, mercredi soir sur France 2 : « Cela fait de nombreux mois que je réclame une baisse des impôts pour que nous retrouvions la croissance et l'emploi. On disait que

Charles Pasqua et Alain Madelin autour d'un méchoui

Charles Pasqua (RPR) et Alain Madelin (UDF) s'afficheront côte à côte, dimanche 15 septembre, au château de Villandry, près de Jouvigny, autour d'un méchoui organisé dans sa circonscription par Hervé Novelli, député UDF d'Indre-et-Loire et proche de M. Madelin. Si leurs positions politiques divergent parfois, les deux anciens ministres assurent partager certaines analyses sur la situation politique et sociale. Situés tous deux en marge de leurs partis respectifs, ils espèrent mieux se faire entendre en conjuguant leurs voix. Et, dans la perspective des élections de 1998, rendre indispensable à la majorité leur capacité à trouver un écho dans un électoral tenté par le vote extrême. Ils avaient déjà donné une large publicité à un déjeuner commun le 9 mai.

soutien sans faille, loin de là, chez les responsables de la droite ; d'autre part, le choix de certaines dates ne laisse pas d'intriguer. Pourquoi le premier ministre reçoit-il Charles Pasqua et Edouard Balladur, pour « écouter et expliquer » selon la terminologie utilisée à Matignon, alors même qu'il aura déjà tout présenté à l'opinion publique, quelques jours avant, à la télévision ? Est-ce une manière de montrer que le courant ne passe décidément pas avec ces deux hommes ou bien qu'ils sont isolés au sein de la majorité ? En toute

ce n'était pas possible. Je me réjouis qu'on considère maintenant que c'est possible. » A cette pique à M. Juppé, il a ajouté une autre d'ordre politique, en incitant le pouvoir à englober dans la majorité, comme les socialistes le font pour critiquer la gestion de la droite. Pour sa part, M. Pasqua évitera la convention des jeunes RPR, préférant faire sa rentrée politique, dimanche, à Saint-Nazaire. Il n'y sera probablement pas très tendre pour M. Juppé.

Olivier Biffaud

Louis Vianet « retend la main » à M^{me} Notat et à M. Blondel

D'ATTAQUE, Louis Vianet a harangué une heure durant les militants CGT de la région parisienne, réunis mercredi 4 septembre au 26-nih, salle traditionnellement réservée aux concerts. Le secrétaire général de la CGT n'a pas déçu. « Ne les laissez pas faire, Loulou, en avant », ont crié une poignée des 5 700 participants. Juste avant l'intervention du numéro un de la CGT, ponctuée par quelques « tous ensemble, ouais, ouais ». La salle avait été préalablement chauffée par un petit débat entre des délégués syndicaux de la SFR de France, Télécom, d'Air France, de la SNCF « entreprises exploitées » et par la présence d'une délégation de six « sans-papiers » ayant participé à l'occupation de l'église Saint-Bernard et qui a été reçue sous l'acclamation de la salle debout.

Pourant, si Louis Vianet a entamé son discours en citant des commentateurs qui vont « jusqu'à supputer que Jacques Chirac pourrait être le premier président de la République à devoir démissionner sous la pression du mouvement syndical », le dirigeant de la CGT est resté très

modeste, circonspect et en retrait sur la forme qui pourrait prendre la cristallisation de la morosité générale, ressentie chez les salariés. « Il n'existe pas de génération spontanée en matière de luttes sociales », a-t-il adressé en guise d'avertissement à la salle. « Le mouvement de novembre-décembre a contribué à revaloriser l'image du syndicat. Mais nous sommes loin du compte », a-t-il renchérit. « Il n'y a pas de recette toute faite », ni de « vote royal pour résoudre simplement ces problèmes », a-t-il enfin expliqué tout en définissant comme objectif d'« élargir le champ revendicatif » pour « contraindre l'aspiration à l'unité ».

Puisant tour à tour « la responsabilité écrasante des dirigeants français, actuels et passés, dans la crise qui frappe le pays » qui « ont tous accepté les contraintes de la monnaie unique », « les requêtes de la Bourse et de la finance », « les grandes décisions de casse » de l'emploi notamment, et « les mauvaises lois utilisées par les mauvais gouvernements », en particulier sur l'immigration, M. Vianet s'est attaché à

définir l'état des salariés placés « en situation de légitime défense ». Dans ces conditions, le secrétaire général de la CGT prédit l'échec des « démarches d'accompagnement des décisions patronales et gouvernementales » qui pourraient être recherchées par d'autres syndicats et estime que « c'est à partir des luttes dans le plus grand nombre de lieux possible que pourra se construire une convergence et que se profilera la possibilité d'un "tous ensemble" ».

FO « EN COLÈRE »

Invité de la chaîne LCI, après son meeting parisien, M. Vianet a cette fois-ci déclaré de manière explicite qu'il « retend la main » à Marc Blondel et à Nicole Notat, en précisant que la CGT n'a « pas l'intention de privilégier une alliance avec qui que ce soit ». « La recherche d'une convergence entre les différentes actions syndicales est une nécessité », a-t-il ajouté, pour expliquer sa démarche.

De son côté, Marc Blondel, dont la confédération prépare activement le rassemblement prévu le 21 septembre à la Bastille, se situe peu ou prou dans le même état d'esprit. Dans un entretien accordé au magazine VSD du 5 septembre, le leader de FO se dit « en colère » et s'interroge : « On peut imaginer des initiatives communes avec d'autres. Nous allons prendre date. Nous nous préparons à y aller (...) ». « Tous les ingrédients sont réunis pour une explosion générale. Mais est-il opportun de les coordonner ? », se demande M. Blondel, avant de répondre : « Ce serait faillir que de ne pas tenter de les coordonner ».

Alain Beauvillier

Urgences ciblées pour la CFTC et la CGC

Après avoir été reçu par Hervé Gayraud, secrétaire d'Etat à la santé, Alain Delen, président de la CFTC, a jugé, mercredi 3 septembre, « urgente » la mise en place d'une CSG élargie « en remplacement de la cotisation salariale maladie » de façon à « décharger un gain de pouvoir d'achat pour les salariés ». M. Delen a aussi estimé « essentiel » que les entreprises « ne cotisent plus tant sur le salaire de leurs employés que sur leur activité ».

Marc Vibenoff, président de la CFE-CGC, a interpellé le gouvernement sur le dossier du Crédit foncier, en estimant que sa « liquidation » par l'Etat « serait à la fois une injustice comptable vis-à-vis des salariés et une erreur économique grave ». « Comment pourrait-on démanteler cet établissement qui, dans les pires conditions, prouve sa viabilité ? », s'interroge la CGC.

Le « plan social » des armées coûtera 4 milliards de francs

LE MINISTRE de la défense, Charles Millon, a expliqué, mercredi 4 septembre, dans un long message aux armées, le détail des dispositions du projet de loi présenté en conseil des ministres (Le Monde du 4 septembre), relatif au départ des officiers et des sous-officiers qui accepteraient volontairement, entre 1997 et 2002, de quitter l'uniforme en dépassant la limite d'âge légale. Ces mesures ne concernent pas les personnels civils de la défense nationale dont le sort fait, à ce jour, l'objet de négociations avec les syndicats.

Le projet de loi crée en particulier deux mesures radicalement nouvelles, un pécule et un congé de reconversion. Le pécule, versé en une seule fois et échappant à l'impôt sur le revenu, est destiné aux officiers (à partir de vingt-cinq années de service) et aux sous-officiers (à partir de quinze ans de service) qui font valoir leurs droits à pension avec jouissance immédiate. Son montant est dégressif (de quatorze à quarante-cinq mois de solde) selon la durée du service restant à couvrir

jusqu'à la limite d'âge (quarante-deux ans pour un sergent, soixante ans pour un général). La plupart des cadres concernés se situent dans la tranche d'âge 52-57 ans.

Le pécule devrait intéresser, selon des calculs provisoires, quelque mille officiers et dix mille cinq cents sous-officiers. Les critères définissant (âge, durée de service, emploi occupé) seront déterminés, année par année, par une circulaire du ministre de la défense. Selon les collaborateurs de M. Millon, il sera attribué avec d'autant plus de facilité qu'il sera demandé en 1997 et 1998 ; il sera réduit de 10 % à partir de 1999, et même de 20 % à partir de 2001.

FORMATION PROFESSIONNELLE

D'autre part, il est créé un congé de reconversion (d'une durée maximale de six mois) au profit de la formation professionnelle de tout cadre qui continuera à percevoir sa solde tout en préparant, à plein temps, une reconversion. Ce congé pourra être prorogé de six mois supplémentaires, le cadre bénéficiaire étant alors en position de non-acti-

vis. Dès 1997, annonce M. Millon dans son message aux armées, il est prévu de consacrer 653 millions de francs pour l'attribution des pécules et 146 millions pour la revalorisation de l'indemnité de départ (vingt-quatre mois de solde, au lieu de quatorze) allouée aux sous-officiers ou aux caporaux-chefs quittant les armées entre huit et onze ans de service. Il faut y ajouter 919 millions de francs pour actualiser la solde des engagés : les armées veulent faire passer le nombre de leurs hommes du rang engagés de 52 000 hommes en 1997 à 92 500 en 2002.

Sur la base d'un « poids » financier moyen de 300 000 francs par cadre volontaire pour retourner dans le civil, les armées, dit-on au cabinet du ministre de la défense, devront consacrer quelque 4 milliards de francs au montant global des différents pécules de départ, durant l'exécution de la loi de programmation militaire qui couvre les années de 1997 à 2002.

Jacques Isnard



DANONE

PROGRESSION AU 1ER SEMESTRE 1996 DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RÉSULTATS

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1995	1 ^{er} semestre 1996	Croissance
Chiffre d'affaires	39 961	41 591	+4,1 %
Résultat opérationnel	3 549	3 701	+4,3 %
Résultat net (part du Groupe)	1 695	1 734	+2,3 %
Résultat net à impôts équivalents			+5,1 %

Le Conseil d'Administration de DANONE a arrêté les comptes du Groupe au 30 juin 1996, après que les Commissaires aux Comptes ont procédé aux contrôles prévus par la loi.

Au cours du 1^{er} semestre 1996, le Groupe DANONE a connu une croissance de 4,1 % de son chiffre d'affaires et une croissance supérieure de son résultat opérationnel (résultat avant frais financiers et impôts) : +4,3 %.

Cette évolution résulte à la fois de la progression des activités existantes et de la consolidation de nouvelles sociétés à l'international : biscuits en Chine, produits laitiers en Europe Centrale et en Argentine.

La marge opérationnelle (résultat opérationnel sur chiffre d'affaires) s'établit à 8,9 % en amélioration par rapport au niveau de l'ensemble de l'année 1995 (8,8 %) et au même niveau qu'au 1^{er} semestre 1995.

Avec une croissance de 26,4 % de son résultat opérationnel, « l'international » a significativement augmenté sa contribution au résultat de l'ensemble du Groupe.

La comparaison du résultat net des deux semestres est affectée par le fait que le 1^{er} semestre 1995 n'avait pas supporté l'augmentation du taux d'imposition des sociétés françaises ; celle-ci avait été constatée au 2^{ème} semestre pour l'ensemble de l'année. Corrigée de cet élément, la progression du résultat ressort à +5,1 % pour le 1^{er} semestre 1996.

Sur ces bases, le Groupe maintient sa prévision de croissance de 6 % du bénéfice net pour l'ensemble de l'année 1996.

La répartition du résultat opérationnel par activité est la suivante :

(en millions de francs)	1 ^{er} semestre 1995	1 ^{er} semestre 1996
Europe occidentale		
Produits Laitiers Frais	979	1 061
Epiceries - Pâtes	527	499
Biscuits	328	343
Bières	481	538
Eaux Minérales	521	458
Emballage	360	364
International	360	455
Résultat opérationnel des Branches	3 556	3 713
Résultats non répartis	(7)	(12)
Résultat opérationnel du Groupe	3 549	3 701

En 1996, certains « résultats non répartis » ont été réaffectés, au niveau des Branches ; les résultats opérationnels de 1995 ont été retraités selon les mêmes principes pour permettre la comparaison.

INFORMATION ACTIONNAIRES, TÉL : 05 320 323 ET MINITEL : 36-16-CLIFF.

Corse : le FLNC-canal habituel à son tour dans le collimateur de la police

LE QUARTIER BASSANESE, à la périphérie de Bastia, est réputé populaire et calme. Quelques immeubles abritent des appartements et des boîtes pour automobiles. Mercredi 4 septembre, en début d'après-midi, le commissaire Dimitrios Dragacci, nouveau patron du SRP en Corse, coordonne une opération policière. Commission rogatoire en main, signée du juge Laurence Le Vert de la 14^e section antiterroriste du tribunal de Paris, les enquêteurs perquisitionnent dans un des boîtes, qui sert de siège social à une association culturelle et sportive, dont le locataire est l'un des dirigeants. Cinq bâtons de dynamite, deux armes de poing, des munitions, une cagoule et une moto muniées sont découvertes, ainsi que des documents favorables au FLNC-canal habituel, bras armé du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), rival d'A Cuncolta pazzulista et de son bras armé, le FLNC-canal historique.

Les policiers interpellent le locataire du garage, son frère et sa concubine. Leur garde à vue ne fait que commencer que déjà des rumeurs circulent. Des informations, non confirmées, sont fournies aux journalistes par certains services de police. La commission rogatoire, délivrée le matin, l'aurait été dans le cadre de l'enquête sur l'attentat à la voiture piégée, le 1^{er} juillet à Bastia. Un militant d'A Cuncolta, Pierre-Louis Lorenzi, y avait été tué, Charles Piri, secrétaire national, grièvement blessé, et une douzaine de voisins sérieusement commotionnés.

RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE ?

L'indication, sans autres éléments de preuve, d'une piste possible dans cette affaire provoque une certaine suspicion et alimente les rumeurs d'éventuelle « manipulation » : il pourrait s'agir d'équilibrer les coups portés par le pouvoir contre les diverses factions nationalistes. La découverte de cette cachette, l'éventuelle implication de ses occupants dans l'attentat de Bastia, seraient en quelque sorte le pendant du récent coup de filet, à Ajaccio, où six membres présumés d'un commando du FLNC-canal historique avaient été interpellés et mis en examen pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

Équilibre ou pas, une stratégie de déstabilisation de la mouvance nationaliste se développe avec succès à l'initiative du SRP. La question est maintenant de savoir comment les deux organisations clandestines vont réagir. D'autant qu'un nouvel élément, lui aussi en apparence favorable à A Cuncolta, est intervenu : les dossiers des assassinats de Noël Sargenti et de la tentative de meurtre de sa concubine, Dominique Blancardini, membres d'A Cuncolta, le 31 août 1995 à Corte, ainsi que de l'assassinat de Vincent Dolcerocca, le 26 juillet 1995, ont été retirés, mardi, au tribunal de Bastia par la chambre criminelle de la Cour de cassation et confiés au tribunal de Paris, à-t-on appris mercredi. Or, le 23 juillet, la Cour de cassation avait refusé ce dessaisissement en observant que le dossier n'évoquait pas d'actes de terrorisme. A Cuncolta avait dénoncé une « provocation judiciaire, goute qui risque fort de faire déborder un vase trop plein de rancœurs et de frustrations », selon une formule de Jean-Michel Rossi, rédacteur en chef d'*U Ribombu*, dans l'hebdomadaire d'A Cuncolta, le 22 août. Autrement dit, le refus de ce dessaisissement était l'un des éléments mis en avant pour agiter les menaces de rupture de la trêve du FLNC-canal historique, en octobre. Jean-Michel Rossi nous a déclaré jeudi matin que ce revirement, « tentative timide de l'État pour décrier la situation », était « insuffisant » et ne constituait pas le « geste politique » attendu par sa mouvance.

Jean-Louis Andreani et Michel Codacci-Pignelli

François Léotard tente d'estomper les divisions de l'UDF

L'« université d'été » qui s'ouvre vendredi 6 septembre à La Baule rassemble toutes les composantes de la confédération centriste et libérale, bien que ses dirigeants mettent en œuvre des stratégies concurrentes

François Léotard et François Bayrou s'adresseront ensemble aux participants de l'« université d'été » de l'UDF qui s'ouvre vendredi 6 septembre à La Baule. Alain Juppé prendra la parole le lendemain matin devant les

membres de la deuxième composante de la majorité. Le président de l'UDF rendra la politesse au premier ministre et président du RPR. M. Léotard se rendra en effet, samedi 7 septembre, à Troyes, où sera réunie la

convention nationale des jeunes néogaullistes. La démonstration d'unité de l'UDF et l'affichage de son soutien au gouvernement ne peuvent cependant dissimuler que ses deux principaux dirigeants - MM. Léotard et

Bayrou - ne partagent pas tout à fait les mêmes objectifs, tandis qu'Alain Madelin, leur adversaire au printemps 1995 lors de la désignation du président de la confédération, fait bande à part.



délité au président de la République, se relayant pour défendre l'action du gouvernement. Plusieurs d'entre eux, comme Hervé de Charette, retenu par ses obligations de ministre des affaires étrangères, et Jean-Pierre Raffarin, ministre des PME, seront absents de La Baule. Alain Madelin, qu'ils avaient soutenu contre M. Léotard lors de l'élection à la présidence de l'UDF, continue pour sa part de critiquer la politique économique de M. Juppé, de conduire ostensiblement sa barque à l'écart du navire UDF et de rechercher ses propres alliances hors de la confédération. Il ne fera, au plus, qu'une fugace apparition à La Baule, mais, en revanche, s'attachera, le 15 septembre, en compagnie de Charles Pasqua (lire aussi page 7).

Les centristes, eux, se font discrets. Dans l'affaire des sans-papiers, M. Juppé avait su, il est vrai, s'assurer de leur silence en associant leur chef de file, François Bayrou, aux décisions du gouvernement. Hier en butte aux remontrances publiques de Jacques Chirac et du RPR à propos de la réforme de l'enseignement supérieur, M. Bayrou, président de Force démocrate (FD) et vice-pré-

sident de l'UDF, se veut aujourd'hui un ministre exemplaire, prêt, à l'occasion, aux commentaires plus qu'élogieux sur un premier ministre « compétent, désintéressé et courageux ». En revanche, ambitionnant de bâtir une grande force politique centriste, il garde son quant-à-soi au sein de l'UDF. S'il a accepté une « université d'été » commune, il a tenu à organiser, les 10 et 11 septembre, des « journées parlementaires » propres aux députés centristes avant celles de l'ensemble des élus de l'UDF.

CACOPHONIE SUR L'IMMIGRATION

M. Léotard ne manifeste pas des dispositions aussi inconditionnelles à l'égard de M. Juppé. Dégagé de la discipline gouvernementale, le président de l'UDF est d'abord soucieux de se poser en partisan à égalité face au RPR. Aussi allume-t-il avec soin les manifestations de loyauté et les critiques. Il s'impatiente sur la réforme fiscale, s'en prend à « la confusion des fonctions partisanes et gouvernementales » ou à la concentration des pouvoirs dans les mains de l'exécutif, mais s'entend à la discipline dans l'affaire des sans-papiers. Il ne lui est cependant pas facile d'obtenir de ses troupes qu'elles marchent à son pas. C'est ainsi que l'initiative personnelle de Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui a implicitement mis en cause la gestion de l'affaire

des sans-papiers, a aussitôt provoqué la cacophonie jusqu'au sein du Parti républicain.

La dispute n'en restera sans doute pas là, à l'UDF, sur le terrain de l'immigration, si sensible à l'approche des élections de 1998. Jean-Pierre Philibert (PR), député de la Loire, secrétaire national de l'UDF à l'immigration et à l'intégration et ancien président de la commission d'enquête parlementaire sur l'immigration, s'apprête à adresser une lettre à ses collègues UDF pour demander une « clarification » des positions sur ce sujet lors des journées parlementaires. Il rappelle que sa commission avait proposé plusieurs mesures pour remédier aux carences de la législation et pour renforcer le dispositif juridique contre l'immigration clandestine.

Avec la discussion budgétaire, l'automne pourrait cependant permettre à l'UDF de manifester davantage de cohésion, tout en ne faisant entendre face au RPR. La réforme fiscale, que les députés attendent comme un planche de salut avant les élections, leur fournit un sujet de choix. A la sortie de son entretien avec M. Juppé, M. Léotard ne s'est d'ailleurs pas privé de relever qu'en réduisant les impôts, le gouvernement se range aux souhaits formulés depuis un an par l'UDF, qui tentera sans doute de pousser son avantage dans ce débat.

Cécile Chambraud

Des sociétés de conseil aux frontières du politique et de l'entreprise

IL Y A QUELQUES SEMAINES, discrètement, Le Botin gourmand a changé de propriétaire : une transaction a priori anodine, tout juste susceptible d'agacer Portelle des éditeurs de guides gastronomiques et celle des gérants de couverts régulièrement mis à l'épreuve. Quelques plaisantins avertis ont toutefois décrié Le Botin gourmand désormais « chiraquo-madeliniste ».

Le vendeur ? George Pébereau et sa holding Marceau Investissement, en liquidation depuis et qui l'avait récupéré jadis en rachetant la société Sysmark. L'intermédiaire ? Didier Calmels, qui fut l'un des plus gros administrateurs judiciaires de la place de Paris avant de se lancer comme conseil en rapprochement d'entreprises. L'acheteur ? Une société créée ad hoc et présidée par Thibault Leclerc. Il y a associé sa très influente patronne à Image 7, Anne Méaux, fondatrice de cette société de relations publiques et conseillère de longue date de François Pinault et d'Alain Madelin.

Le Tout-Paris politico-économico-financier est un monde réduit. Et Image 7, la société pilote de M^{me} Méaux, y a pris une place prépondérante. L'entourage de M. Pébereau l'a bien compris qui se dit ravi d'avoir fait commerce avec si bonne compagnie. Avec DGM, entreprise de relations publiques fondée par Michel Frois - l'homme qui « inventa » la communication du CNPF - et, dans une moindre mesure, Solange Stricker Associés, Image 7 tient le haut du pavé dans le conseil en relations publiques des « déci-

deurs ». Ces trois sociétés partagent une caractéristique commune : un fondateur ou dirigeant qui, outre ses activités avec le monde des affaires, développe une activité de conseil politique, particulièrement auprès de personnalités UDF.

Michel Calzaroni, de DGM, a, un temps, aidé François Léotard avant d'apporter ses conseils à Gérard Longuer. De son côté, Solange Stricker est auprès du président du Sénat, René Monory, père du Futuroscope. Et M^{me} Méaux, qui fut membre de l'équipe « sondages » de Bernard Ridaud à l'Élysée sous Valéry Giscard d'Estaing, puis responsable de la communication de l'ancien président après son départ, suit de très près M. Madelin, qu'elle avait conseillé au ministère de l'Industrie lors de la première cohabitation. Seule exception à la règle tout-UDF : Françoise Monard, actuelle directrice de la communication de la BNP, associée d'Image 7 dès la création et, par ailleurs, le monde est décidément petit - administratrice de Solange Stricker Associés aux côtés de Corinne Bouyguès, fut responsable des relations presse de Bernard Kouchner au secrétariat d'État à l'action humanitaire.

Mélange des genres ? Tout le monde s'en défend. Selon un bon connaisseur du milieu, l'ambiguïté est davantage dans la tête des patrons clients que dans celle des dirigeants de ces sociétés, les premiers voulant acheter non seulement des prestations de communication, mais aussi un accès au pouvoir. Et il est vrai qu'aujourd'hui, pour certains chefs

d'entreprise, le choix d'Image 7 n'est pas totalement dénué d'arrière-pensées.

À l'été 1995, au moment où le lancement de la palmarisation de l'économie, décidé par M. Madelin, ministre de l'économie et des finances, Jean-Pierre Rodier, PDG de l'entreprise, ancien du cabinet de Pierre Mauroy, a sans doute estimé qu'il mettait un atout supplémentaire dans son jeu en sélectionnant M^{me} Méaux comme conseillère en image. Bernard Arnault, le patron de LVMH, avait sélectionné Image 7 avant l'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée, mais son insertion rapide dans les milieux chiraquo-madelinistes doit beaucoup à ce truchement. Quant à Edmond Alphandery, président d'EDF et ancien ministre de l'économie d'Edouard Balladur, il a choisi M^{me} Méaux, lui aussi, pour sa communication personnelle.

UN RÉSEAU D'INFLUENCE

Le groupe Image 7, tout comme DGM, réalise une bonne vingtaine de millions de francs de chiffre d'affaires. Il a été structuré de manière extrêmement intelligente. La Financière Sept, holding de tête, chapeaute plusieurs sociétés spécialisées par métier. Outre le navire amiral, Image 7, fondé en 1988, on trouve Com 7, qui se consacre aux collectivités locales (la région Poitou-Charentes, dont le président est Jean-Pierre Raffarin ; la Fédération des comités départementaux du tourisme ; jadis la mairie de Lourdes), et la tout récemment créée Com 7 Finance, consacrée à la communication fi-

nançière et, notamment, aux stratégies de communication lors des OPA.

C'est donc un groupe, mais aussi un réseau d'influence, Image 7, compte une grosse vingtaine de collaborateurs et beaucoup d'amis. Des amis dans l'audiovisuel, tels Patrice Duhamel et François Bonnemain qui, avant d'être, respectivement, directeur général de France 3 et membre du CSA, furent administrateurs d'Image 7.

Le second avait été choisi par M. Madelin comme chargé de la communication à Bercy. Image 7 peut être un tremplin et saïr essumer dans les ministères : par exemple, Cécile Ozanne, aujourd'hui responsable des relations presse de M. Raffarin, vient d'Image 7. Influence toujours : M^{me} Méaux est une proche d'Ivyes de Chalesmartin, le PDG de la Sopresse, à qui il lui est arrivé tout récemment de recommander un journaliste pour la rubrique politique du Figaro.

Et puis il y a les éditions du Tourisme, qui travaillent beaucoup avec la Mairie de Paris. M^{me} Méaux n'y a qu'une participation minoritaire, mais ce « ticket » serait stratégique : à la différence de ses pairs, qui se sont formés au contact des milieux patronaux, la patronne d'Image 7 est venue aux relations publiques par la politique et ne désespère pas d'y revenir.

Non plus comme conseillère, mais comme élue. Pourquoi, puis, en 1998, dans une circonscription parisienne ?

Caroline Monnot

Une présence puissante aux commandes de l'audiovisuel public

MICHEL BOYON, PDG de Radio-France ; Xavier Gouyou Beauchamps, PDG de France-Télévision ; Patrice Duhamel, directeur général de France 3 ; Walter Butler, chargé des privatisations dans le cabinet de François Léotard en 1986 et reprenant potentiellement la SFP : depuis la nomination par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) du PDG de la « maison ronde », en novembre 1995, le nombre d'amis de l'UDF qui se trouvent à des postes de responsabilité de l'audiovisuel public impressionne. Un responsable de l'audiovisuel extérieur, proche de Charles Pasqua, va jusqu'à parler, face à l'UDF, d'une véritable malédiction du RPR dans l'audiovisuel public.

Influence ? Réseaux ? Amitiés internes ? L'UDF possède tout cela, mais pas seulement. La droite centriste et libérale dispose aussi d'une culture et d'une pratique des ondes, travaillées avec le temps. Sa grande œuvre - l'éclatement de l'ORTF en sept sociétés

distinctes en 1974 - renseigne sur une philosophie qui ne trouve pas d'échos directs au sein du RPR, de tradition plus étatique. Un ancien collaborateur d'Alain Carignon et de Nicolas Sarkozy, tous deux RPR, au ministère chargé de la communication, résume ainsi leur conception : « On a le pouvoir, on réglemente ». « Ceux qui ne pensaient pas comme eux au cabinet passaient pour des suppôts de l'UDF et du marché », ajoute-t-il.

La pratique est née tôt. Comme l'explique un membre du CSA, les vieux « caciques » gaullistes avaient été balayés en 1974 au profit des giscardiens et, de 1981 à 1995, la droite n'a vécu que des cohabitations, qui ne sont pas des bons terrains pour implanter ses hommes. Un autre ajoute que les gaullistes ne se sont pas remis de l'abandon du monopole. La « culture » UDF est plus adaptée, si l'on en juge par les succès de Xavier Gouyou Beauchamps, ancien chef du service de presse de M. Giscard d'Estaing à l'Élysée,

puis PDG de la Sofrad jusqu'en 1981, président de TDF en 1986 et aujourd'hui président de France-Télévision, et de Michel Boyon, ancien conseiller technique de Michel d'Ornano, directeur du cabinet de François Léotard en 1986.

À l'exception du chiraquoïen José Frèches, les « sherpas » des « états généraux » de la droite qui planchaient sur l'audiovisuel, en 1993, se rangeaient majoritairement parmi les libéraux. Le RPR, lui, a brûlé l'occasion qui lui était offerte de remettre un pied dans le monde de la radio et de la télévision : Edouard Balladur a fait, en 1993, le choix d'hommes - Alain Carignon et son conseiller, Jean-Louis Dutaret - qui sont aujourd'hui, en prison.

Aux commandes de l'information, la génération « Giscard-Léotard » ne semble pourtant pas inquiéter son rival de droite. Dans l'entourage de Jacques Chirac, on affirme que le président de la République n'a jamais encouragé le « militantisme audiovisuel », tan-

dis que d'autres, au CSA, assurent que les deux derniers « sages » nommés - François Bonnemain, par Jacques Chirac, et Philippe Labarde, par Philippe Séguin - sont incontrôlables. A en croire un gaulliste anonyme, dans l'audiovisuel, un UDF serait souvent bien plus « obéissant » qu'un RPR.

Arlene Chemin



Préparez-vous à la monnaie unique.

50 pages pour découvrir l'EURO!

En vente en librairie 39 F

LES ÉDITIONS D'ORGANISATION

Recommandé par "Paris sans Cher" et "Paris Combines" POUR MIEUX ACHETER SOMMIERS - MATÉLAS CANAPES - SALONS CLIC-CLAC - FUTONS de grandes marques APPELEZ MOBECCO 7/7 de 10 h à 20 h 42.08.71.00

Des pistes pour la fin politique de soi

Des pistes pour la future politique de soins

La première Conférence nationale de santé doit remettre un rapport au gouvernement avant le 14 septembre

LA PREMIÈRE Conférence nationale de santé a achevé ses travaux, mercredi 4 septembre, après deux jours de débats à huis clos sur les grands problèmes sanitaires de la population française. Cette instance de soixante-douze professionnels, dont la création était prévue par le plan de réforme de la Sécurité sociale, a maintenant jusqu'au 14 septembre pour remettre au gouvernement un rapport sur les actions prioritaires à mener. Ce document sera un des éléments utilisés dans la préparation de la loi de financement de la Sécurité sociale.

Quelques pistes ont été tracées par cette conférence, présidée par le professeur Joël Ménard (hôpital Broussais, Paris) : instauration d'une « couverture universelle maladie » pour faciliter l'accès des plus démunis au système de soins ; maintien à domicile des personnes âgées dépendantes ; lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, notamment chez les adolescents ; politique sanitaire permettant la réduction du nombre de décès dus chaque année à des comportements à risques (environ 40 000 morts par an) ou conséquences d'une mauvaise utilisation des médicaments (près de 15 000 par an).

Intervenant, mardi 3 septembre, devant la conférence, le président de la Fédération nationale de la mutualité française, Jean-Pierre Davant, avait demandé que tout soit mis en œuvre pour qu'on analyse « sans tabou » l'indivisibilité et le juste prix des services de santé. « Si auparavant nous réaffirmions comme un droit fondamental le droit au service de santé, sans égard à la capacité individuelle de payer, et le libre choix du médecin par le patient, aucune autre question ne doit demeurer taboue », avait-il souligné. Reçu quelques heures plus tôt par le chef de l'Etat, M. Davant avait plaidé pour une « accélération » de la réforme de l'assurance-maladie, qu'il s'agisse du mode de financement des caisses (création d'une cotisation à assiette très large) ou du fonctionnement du système de

santé (informatisation des cabinets, carnet de santé des assurés, formation médicale continue obligatoire...).

De son côté, le nouveau président (CFDT) de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), Jean-Marie Spaeth, a prévenu, mardi, que son organisme ne voulait plus être le payeur aveugle des prestations, mais devenir « un acteur à part entière » dans l'application des objectifs prioritaires qui seront arrêtés par le gouvernement et le Parlement. Prenant l'exemple des dépistages de masse de certaines affections, comme le cancer, il a souhaité que les caisses « ne les financent plus » quand ils sont effectués en dehors des conditions que les experts jugent indispensables à leur efficacité.

SCÉPTICISME

Dès l'ouverture de la conférence, lundi, le ministre des affaires sociales, Jacques Barrot, avait plaidé pour un « changement culturel » afin de « faire évoluer le rapport des Français à la santé ». Il s'était prononcé pour une grande politique de santé publique associant prévention et soins. Pour sa part, le secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gayraud, avait insisté sur les fléaux que représentent le tabagisme et l'alcoolisme, annonçant qu'il souhaitait une augmentation du prix du tabac et un meilleur contrôle de certaines boissons alcoolisées comme les « prémix » (*Le Monde* du 4 septembre).

Ces déclarations d'intention reprenaient, en fait, les conclusions du Haut Comité de la santé publique, qui préconise « l'établissement de priorités dans la prise en charge des soins ». Une telle démarche est-elle encore inédite en France. Les propos des deux ministres peuvent cependant être accueillis avec scepticisme au moment où, sous la pression des lobbies, la loi Evin sur le tabac et l'alcool est en train d'être vidée de son contenu.

Jean-Michel Bezat

Le PS juge que l'Etat n'a pas à « soutenir » la commémoration du baptême de Clovis

POUR LE PARTI SOCIALISTE, « le baptême de Clovis n'est pas le baptême de la France ». Dans un communiqué diffusé mercredi 4 septembre, le bureau national indique que « l'Etat républicain, pas plus que les collectivités locales, n'ont à soutenir publiquement et financièrement des manifestations qui ne représentent pas, pour tous les Français, un symbole national fort. Ils n'ont pas à faire leurs leçons et la signification que des catholiques peuvent donner au baptême de Reims ».

Le PS rappelle que « la France est faite de traditions diverses qui ont toutes leur légitimité ». Il ajoute que « depuis les lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est la laïcité inscrite au cœur des valeurs de la République qui en permet la coexistence. Notre pacte républicain, fondé sur une volonté de vivre ensemble, un respect de la conscience religieuse privée, une égalité des religions entre elles et devant les institutions républicaines, doit être respecté par tous, et d'abord par ceux qui ont pour charge de veiller à la pérennité des principes de la Révolution française inscrits dans notre Constitution et doivent défendre la laïcité de l'Etat ».

DÉPÊCHES

■ **CORSE** : un village de vacances situé à Casabianda (Haute-Corse) et appartenant au ministère de la justice, a été la cible d'un double attentat qui n'a pas fait de blessés, dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 septembre. Deux charges de forte puissance ont détruit la cuisine de cet établissement situé à proximité du pénitencier de Casabianda, ainsi qu'un bar situé sur la plage du village. L'attentat n'a pas été revendiqué.

■ **NOUVELLE-CALÉDONIE** : le président du Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), Roch Wanytan, a exprimé sa satisfaction, mercredi 4 septembre, d'avoir reçu un « document de travail » du gouvernement français. Il a précisé que ce document traite du « règlement du contentieux colonial et [de] la mise en place d'un processus irréversible d'accession à l'indépendance ». Le texte est considéré à Paris comme « un document de cadrage » pour favoriser la reprise des négociations.

■ **UDF** : le président de l'UDF, François Léotard, a demandé, jeudi 5 septembre, sur RTL, « un examen attentif de la TVA » (taxe sur la valeur ajoutée), « dans un sens simple qui consisterait à rapprocher les taux français des taux européens ». En matière de salaires, M. Léotard veut « faire en sorte que dans le secteur concurrentiel, et surtout pour ceux qui n'ont pas d'emploi, des mesures puissent être prises pour maintenir un pouvoir d'achat global qui permette aux gens de ne pas tomber dans la détresse ».

Les néo-hippies bâtisseurs de Trémargat

Après Valenciennes, Saint-Etienne, Strasbourg, Vaulx-en-Velin, Nantes, Saint-Denis, Aulon, Gennevilliers, Marseille et Saint-Jean-de-la-Ruelle, nous continuons notre série de « cartes postales », illustrées par Killofer, sur l'état du lien social en France en 1996.

TRÉMARGAT (CÔTES-D'ARMOR)
de notre envoyé spécial
« L'hiver c'est encore mieux, lancent-ils d'un air gourmand, surtout lorsqu'il neige ! » Ces soirs-là, ils viennent au pimpant café-épicerie-gîte d'étape-cabaret-concert, comme d'habitude. Et ils s'y rendent à pied :

plus convivial, authentique, écologique. En somme, typique de Trémargat : ici, Dominique Voynet-la-verte est arrivée en tête au premier tour de l'élection présidentielle en 1995.

Vivre ensemble, c'est d'abord éviter de disparaître, en ce centre-Bretagne en voie de désertification. Saint-Antoine, la commune voisine, n'y est pas parvenue : son dernier habitant est mort en 1995. Pas de cela à Trémargat, petite bourgade lovée dans un repli vert des monts d'Arrée, aux confins des Côtes-d'Armor, loin de toute route nationale : « 152 habitants au recensement de 1990, 169 aujourd'hui, 200 en l'an 2000 », à en croire Daniel Talon, élu municipal et producteur de fromage de chèvre. Les habitants de Trémargat nourrissent même l'espoir de faire revivre le patrimoine rural de Saint-

Antoine, en y installant un centre culturel breton. La plupart de leurs projets sont rendus possibles grâce à l'aide du Pays Centre-Ouest Bretagne, une structure expérimentale obtenue grâce à une grève de la faim du député des Côtes-d'Armor Daniel Pennec (app. RPR).

Rebâtir des vieux murs de pierres est une activité très prisée à Trémargat depuis les années 70. Potier de son état - il exporte jusqu'en Allemagne - Pierre-Yves Morvan achève la restauration de son moulin, commencé il y a une vingtaine d'années. Sans doute le meilleur promoteur de Trémargat, de sa douceur de vivre et de son sens de l'entraide, le potier s'est intégré... en s'opposant, au projet de remembrement et à la rénovation stéréotypée du bourg. Ronan Suignard, lui, a remonté suffisamment de pierres dans sa prairie en pente pour réaliser un théâtre de verdure de six cents places. Voilà longtemps qu'il voulait s'installer ici avec sa famille et ses sculptures. Il expose actuellement le travail d'une cinquantaine d'artistes de Bretagne et du Burkina-Faso dans son parc enjôleur de Kergrist-Moelou.

Trémargat attire aujourd'hui une deuxième génération, après les jeunes chevelus des années 70. Mais des maisons toutes faites, il n'y en a plus, les nouveaux venus doivent se construire la leur. L'ancien presbytère, devenu gîte rural, est loué à l'année : le jeune animateur employé en contrat

emploi-solidarité à la ferme-accueil, qui reçoit des classes nature, en occupe une partie. Une famille d'instituteurs habite l'autre en attendant de terminer sa maison de bois ; un couple vit dans une caravane tout en réparant des ruines.

Qu'est-ce qui attire dans le coin les « hippies », comme les appellent, alors, les gens du coin, non sans méfiance ? « Notre culture vivante ! », répond sans hésiter le barde Marcel Guillou, natif du canton, agriculteur à la retraite et professeur de chants traditionnels bretons. Avant d'évoquer le prix modique de la terre, « la plus mauvaise du coin, en pente et pleine de gros cailloux », François et Yvette Clément, qui élèvent quatre cents brebis sur une quarantaine d'hectares, confirment. Qu'importe, « nous voulons être de simples paysans, pas des chefs d'entreprise ; vivre de ce métier, pas spéculer ».

François Clément est vice-président du Centre d'étude pour le développement d'une agriculture plus autonome (Cedapa). Avec Daniel Talon et cinq autres agriculteurs de la commune, ils ont mené, en décembre 1995, une grève de la faim - un genre de spécialité locale - pour protester contre les effets pervers de mesures européennes destinées à réduire l'emploi d'engrais. Il explique que la désertification rurale n'est pas inéluctable, à condition « de ne pas s'accaparer les terres des qu'elles se libèrent ». « Ici, on n'est rien, mais on est quelque chose aux yeux de son voisin, affirme-t-il, parce que les habitants de Trémargat se sentent responsables. » Les nouveaux venus sont pris d'apporter leur dynamisme et... leur « civisme ».

Martine Valo

PROCHAIN ARTICLE :
Taufes

TOTAL 1996 RÉSULTATS DU 1^{ER} SEMESTRE

FORTE PROGRESSION DES RÉSULTATS GRÂCE À LA CROISSANCE DE LA PRODUCTION ET AUX GAINS DE PRODUCTIVITÉ

Le Conseil d'Administration de TOTAL, réuni le 3 septembre 1996 sous la présidence de Thierry DESMAREST, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 1996.

■ **Hausse du résultat net (+45%) et du résultat net courant (+34%)**

Le chiffre d'affaires du Groupe est en croissance de 20% par rapport au premier semestre 1995, s'établissant à 80,7 milliards de francs. Le résultat opérationnel des secteurs d'activité s'élève à 4 958 millions de francs en hausse de 43% par rapport au premier semestre 1995. Le résultat net part du Groupe s'établit à 2 630 millions de francs en hausse de 45% sur le premier

semestre 1995, et de 34% par rapport au résultat net hors exceptionnels du premier semestre 1995. Il n'y a pas d'éléments exceptionnels dans les comptes du Groupe au premier semestre 1996.

Le bénéfice net par action s'élève à 11,0 francs, en hausse de 41%, sur la base d'un capital dilué de 258,9 millions d'actions au premier semestre 1996.

■ **Un environnement en amélioration**

Les variations des principaux paramètres d'environnement ont eu un impact positif sur le résultat opérationnel du Groupe d'environ 700 millions de francs au premier semestre 1996 par rapport au premier semestre 1995.

■ **Progression forte du résultat opérationnel grâce à la croissance de la production d'hydrocarbures et aux gains de productivité**

L'ensemble des secteurs d'activité contribue à l'amélioration du résultat opérationnel.

L'Amont assure l'essentiel de l'amélioration de la rentabilité du Groupe. La croissance de 53% du résultat opérationnel de l'Amont s'explique par trois facteurs, de poids sensiblement équivalent : la hausse du prix des hydrocarbures, l'augmentation de la production, et la baisse des coûts techniques. La production du Groupe est en croissance de 15%, à 766 000 bep/j (baril équivalent pétrole par jour) contre 668 000 bep/j au premier semestre 1995. La production hors Moyen-Orient a progressé de 28%, s'établissant à 478 000 bep/j (dont 213 000 b/j de liquides et 41 millions de m³/j de gaz). La production d'hydrocarbures au Moyen-Orient est stable à 288 000 b/j.

La Chimie commence à tirer parti des opérations de croissance externe. Le chiffre d'affaires du secteur Chimie de TOTAL est en progression de 14,9%, s'établissant à 12,5 milliards de francs au 1^{er} semestre 1996, essentiellement du fait de la croissance externe d'Hutchinson et de la division peintures.

Le résultat opérationnel de ce secteur est en hausse de 8% à 984 millions de francs. Sa progression inférieure à celle du chiffre d'affaires s'explique par une conjoncture médiocre en Europe, notamment dans le bâtiment. Les actions mises en œuvre doivent permettre de faire progresser la rentabilité du secteur en tirant pleinement parti des opérations de croissance externe.

■ **Perspectives**

Au début du second semestre, l'environnement est globalement inchangé, et les productions se maintiennent à un niveau élevé.

Pour la fin de l'année, les perspectives sur le prix du brut sont plus incertaines.

A moyen terme, la croissance des productions et les gains de productivité dans tous les secteurs devraient permettre de poursuivre l'amélioration de la rentabilité du Groupe.

1 ^{er} semestre 96 (en millions de francs : MF)	1 ^{er} semestre 95 (en millions de francs : MF)
Résultat opérationnel : 4 958	3 472
Résultat net part du Groupe : 2 630	1 809
Résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels 2 630	1 965
Résultat net / action en FF 11,0	7,8
Marge brute d'autofinancement : 7 007	5 624
Résultat opérationnel des secteurs d'activité (en millions de francs : MF)	
1 ^{er} sem. 1996	1 ^{er} sem. 1995
3 300	2 151
984	912
4 958	3 472
Paramètres de l'environnement pétrolier	
Cours moyen du Brent 19,04 \$/baril	17,49 \$/baril
Marge moyenne de raffinage 12,20 \$/tonne	9 \$/tonne
Parité franc/dollar 5,10	5,04
Chiffre d'affaires : +20 % 80 664 MF	67 209 MF
Investissements / Désinvestissements 8 840 / 490 MF	5 158 / 761 MF
Ratio dettes nettes / fonds propres 18 %	
INFORMATION DES ACTIONNAIRES 3615 Cliff (1.29 F/mn) http://www.webnet.fr/total Banque des communications ECOFIL	



هكذا من الامم

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

JUSTICE La commission d'instruction de la Cour de justice de la République, qui devait examiner la responsabilité pénale de Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix, est cependant loin d'être terminée. Il

mis en examen pour « complicité d'empoisonnement » dans l'affaire du sang contaminé, vient d'achever ses investigations. ● LA PROCÉDURE est cependant loin d'être terminée. Il

faut encore que la commission réponde aux demandes d'investigations déposées par la défense et qu'elle transmette le dossier au procureur général près la Cour de cassa-

tion, qui doit prendre ses réquisitions dans un délai de trois mois. ● CETTE INSTRUCTION pèse sur l'avenir politique de Laurent Fabius. L'ancien premier ministre, qui s'est souvent dit

« hanté » par cette affaire, sait qu'il doit attendre que la dossier judiciaire soit définitivement clos pour poursuivre sa carrière politique. (Lire aussi notre éditorial page 16.)

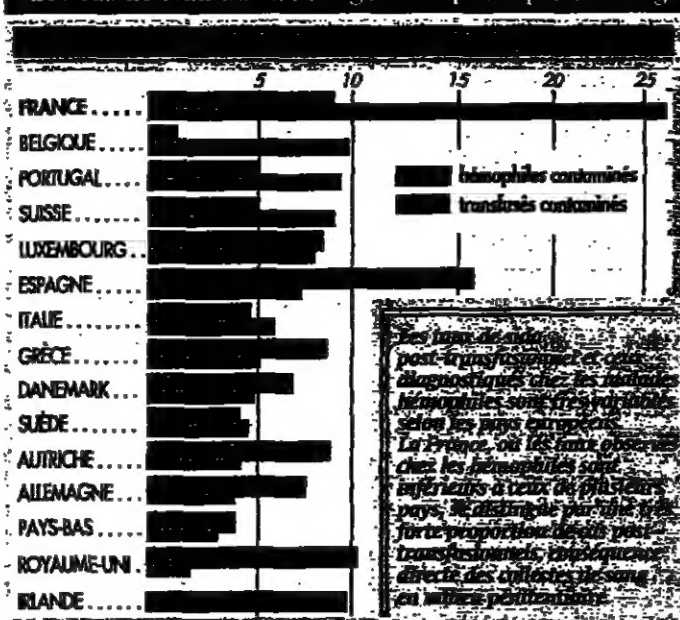
La Cour de justice a achevé son instruction sur le sang contaminé

Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix sont mis en examen pour « complicité d'empoisonnement » depuis 1994. Leurs avocats demandent des investigations supplémentaires sur la mise en place des tests et la poursuite des collectes en prison

PLUS DE ONZE ANS après la contamination de près de 1 300 hémophiles traités avec des produits sanguins infectés par le virus du sida, la commission d'instruction de la Cour de justice de la République, qui devait se pencher sur la responsabilité pénale de trois membres du gouvernement de l'époque - le premier ministre, Laurent Fabius, le ministre des affaires sociales et de la solidarité, Georgina Dufoix, et le ministre de la santé, Edmond Hervé - vient d'achever ses investigations. L'instruction n'est pas close: la

fonction devant les juridictions ordinaires. Les trois anciens ministres mis en cause dans l'affaire du sang contaminé, Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix, ont donc été mis en examen en 1994 pour complicité d'empoisonnement par la commission d'instruction de la Cour de justice de la République. Le choix d'une qualification criminelle - l'empoisonnement -, qui suppose une intention de tuer, a créé la surprise. Aujourd'hui, elle étonne encore les avocats, qui disent que le dossier ne contient aucun élément

Les cas de sida dus à l'usage thérapeutique du sang



Une juridiction pour juger les ministres

Avant 1993, les ministres qui commettaient des infractions pénales dans l'exercice de leurs fonctions étaient jugés par la Haute Cour. Cette juridiction était cependant très critiquée car sa saisine était éminemment politique: la mise en accusation des ministres était votée par l'Assemblée nationale et le Sénat. Le 19 juillet 1993, le Congrès, réuni à Versailles, votait la création de la Cour de justice de la République. Pour tenter de diminuer le caractère politique de la juridiction, la qualification des faits était confiée non plus aux parlementaires mais à une commission des requêtes composée de sept magistrats: trois membres de la Cour de cassation, deux conseillers d'Etat et deux conseillers maître à la Cour des comptes.

commission doit encore répondre aux demandes d'investigations supplémentaires formées par les avocats des trois anciens ministres. Une fois qu'elle aura donné sa réponse, elle transmettra le dossier au procureur général près la Cour de cassation, qui devra prendre ses réquisitions dans un délai de trois mois. La commission a décidé de renvoyer les ministres devant la Cour de justice ou de prononcer un non-lieu, total ou partiel. Les membres du gouvernement ne peuvent pas répondre des actes accomplis dans l'exercice de leur

pouvant justifier cette décision et aucune pièce faisant état d'une délibération des trois magistrats les amenant à privilégier l'empoisonnement. Les avocats d'Edmond Hervé, M^{re} Gérard Welzer et Patrick Maisonneuve, estiment donc qu'il y a violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme sur le procès équitable, qui précise que le justiciable doit connaître les motivations des magistrats. Ils considèrent en conséquence que la procédure doit être annulée. La qualification

d'empoisonnement retenue pour le moment par la commission n'est cependant pas définitive: au moment du renvoi devant la Cour de justice, rien n'empêche les magistrats de retenir une nouvelle qualification.

La qualification des faits, décidée bien difficile à faire dans le dossier du sang contaminé, n'est pas le seul sujet d'émotion de la défense. Les avocats sont surpris de trouver dans le dossier de la Cour de justice des documents issus de la procédure conduite pour empoisonnement, à Paris par la juge Bertella-Geoffroy, qui instruit le versant de l'affaire du sang contaminé qui ne concerne pas les ministres. Les deux dossiers ont plus d'un point commun, mais les critères de choix des pièces ne paraissent pas très clairs à la défense: elle demande donc que l'intégralité du dossier instruit au tribunal de Paris soit versée au dossier de la Cour de justice. La défense de M. Hervé demande également une foule d'investigations complémentaires, parmi lesquelles figurent des demandes d'expertises sur les conditions dans lesquelles les victimes ont été contaminées.

Les avocats souhaitent surtout que la commission d'instruction se penche sur le « savoir » de l'époque en matière de transfusion sanguine et de produits élaborés à partir du sang, tant en France qu'à l'étranger. Cette notion de savoir, qui est au cœur de l'affaire du sang contaminé, semble recevoir une interprétation différente selon qu'elle est soumise à un scientifique, un fonctionnaire, un homme politique ou un magistrat. Aussi la défense demande-t-elle la nomination d'experts et l'audition de plusieurs sommités du monde scientifique de différents pays. Une partie importante des poursuites étant relative au retard dans la mise en place du test de dépistage du virus du sida, M^{re} Maisonneuve et Welzer demandent que la commission se renseigne sur les mesures prises dans les autres pays et qu'elle lance des investigations approfondies sur la mise en place des tests en France. Les avocats demandent également aux juges d'examiner en détail les conditions dans lesquelles des collectes de sang ont été réalisées dans les prisons malgré une circulaire de la direction générale de la santé. Si la commission accepte, même

partiellement, les demandes des avocats, l'instruction se prolongera de façon sensible, car les renseignements à l'étranger sont souvent longs à obtenir et les expertises n'ont pas la réputation d'être rapides. Les magistrats de la commission d'instruction souhaitent cependant prendre une position définitive avant la fin de l'année. Au « délai raisonnable » imposé par la Cour européenne des droits de l'homme, s'ajoutent des impératifs liés au bon fonctionnement de la commission: deux de ses membres, qui sont

éhis pour trois ans, ont atteint l'âge de la retraite et ils ne peuvent solliciter un nouveau mandat. Cette échéance de la fin de l'année semble cependant difficile à tenir car, si leurs demandes sont refusées, les avocats de M. Hervé saisisseront sans doute l'Assemblée plénière de la Cour de cassation qui joue le rôle de chambre d'accusation pour la Cour de justice. Ensuite, il faudra encore communiquer le dossier au procureur général près la Cour de cassation, qui dispose d'un délai de trois mois pour faire connaître ses réquisitions. Le parquet général pourrait bien aller plus vite, mais le nouveau procureur général, Jean-François Burgelin, ne sera officiellement installé que le 6 septembre.

Dans ce dossier, qui comporte des aspects politiques, rien ne dit d'ailleurs que ce magistrat, connu pour son dévouement envers le pouvoir actuel, partagera les opinions de son prédécesseur, Pierre Truchet. En novembre 1992, la droite s'était déjà servie de l'assise politique que constitue cette procédure en réclamant la mise en accusation de Laurent Fabius. A moins de deux ans des élections législatives de 1998, cet aspect politique de l'affaire ne peut être négligé. La prescription ne serait cependant pas sans danger, tant sur le

Deux ans pour mettre en œuvre le dépistage

- Mai 1983. L'équipe du professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) publie dans le magazine scientifique américain *Science* un article décrivant les caractéristiques d'un nouveau virus qui semble associé au sida.
- 15 mai 1984. Lors d'une réunion organisée au ministère de l'Industrie, il est décidé d'engager le processus de production industrielle du test de dépistage du virus du sida.
- 23 mai. Dans une note adressée au directeur de la recherche et de la technologie, Laurent Fabius, alors ministre de la recherche et de l'Industrie, souhaite « qu'une suite rapide soit donnée à l'industrialisation et la commercialisation d'un test diagnostique sur le sida ».
- 9 janvier 1985. Le docteur François Pinon (CTS de Cochin) adresse une lettre à la direction générale de la santé dans laquelle il fait état d'une étude montrant que six pour mille des donneurs de sang du CTS de Cochin sont séropositifs.
- 11 février. La firme américaine Abbott dépose le dossier d'enregistrement de son test de dépistage; elle ne recevra son agrément que le 24 juillet.
- 28 février. Diagnostics Pasteur dépose sa demande d'enregistrement; il obtiendra son agrément le 21 juin.
- 2 mars. Le test Abbott est autorisé aux Etats-Unis.
- 12 mars. Le docteur Jean-Baptiste Brunet, rattaché à la direction générale de la santé, adresse une note au professeur Roux dans laquelle il lui indique que, si la proportion de donneurs séropositifs retrouvés dans l'enquête Cochin est représentative de la situation parisienne, « il est probable que tous les produits sanguins préparés à partir de pools de donneurs parisiens sont actuellement contaminés ».
- 13 mars. Dans une note au directeur du LNS, le professeur Roux indique que, compte tenu des « incertitudes » sur la fiabilité des tests proposés, « il convient de sursoir à l'enregistrement de tout réactif de ce type ».
- 25 avril. Dans une note adressée au docteur Weisselberg, du cabinet d'Edmond Hervé, le docteur Netter indique que, Abbott ayant correctement rempli son dossier, il ne lui est pas possible de surseoir plus longtemps à l'enregistrement du test sans risquer un « recours en Conseil d'Etat pour abus de pouvoir ».
- 29 avril. Jacques Biot, chargé de mission pour les affaires industrielles à Matignon, écrit à Laurent Fabius pour l'informer que le test Diagnostics Pasteur est « désormais opérationnel ».
- 9 mai. Au cours d'une réunion interministérielle placée sous la présidence du professeur François Gros, le cabinet du premier ministre demande que le dossier d'enregistrement d'Abbott soit « encore retenu quelque temps au LNS ».
- 19 juin. Laurent Fabius, premier ministre, annonce à la tribune de l'Assemblée nationale qu'il a décidé de rendre le dépistage obligatoire.
- 3 juillet. Le professeur Gros adresse une lettre à M. Schweitzer, directeur de cabinet de Laurent Fabius, dans laquelle il insiste sur le « risque » de voir le test Abbott « inonder le marché français, puisque nous ne pourrions plus retenir longtemps au LNS l'homologation de ce test ».
- 23 juillet. Au cours de plusieurs réunions interministérielles tenues les 12, 17 et 22 juillet sous la présidence de M. Philippe Calvès, il est décidé qu'un arrêté rendra le dépistage obligatoire à compter du 1^{er} août. Cet arrêté est signé par MM. Rimareix et Filippi, directeurs de cabinet de M. Hervé et de M^{re} Dufoix.

plan politique que sur le plan judiciaire. La procédure instruite par le juge Bertella-Geoffroy n'est pas encore achevée. Jugera-t-on les « complices » avant les « auteurs », les ministres avant leurs conseillers, ceux qui devaient « prévenir », les uns et les autres étant tous à tour témoins dans une procédure et accusés dans une autre? Après avoir révélé les carences de la médecine et de l'administration, l'affaire du sang contaminé a mis au jour celle d'une justice qui s'égare, noyée dans son remords d'avoir au départ choisi la qualification de tromperie, le « délit d'épicier ».

Trois procédures parallèles

Les condamnations pour tromperie sur la qualité substantielle d'un produit. Les docteurs Michel Garretta, ancien directeur du CNTS, et Jean-Pierre Allain, ancien chef du département recherche du CNTS, ont été inculpés en 1991 pour « tromperie sur la qualité substantielle d'un produit ». Le docteur Robert Netter, ancien directeur du Laboratoire national de la santé, et le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, étaient poursuivis pour non-assistance à personnes en danger. Le 13 juillet 1993, la cour d'appel de Paris a condamné le docteur Garretta à quatre ans de prison, le docteur Allain à la même peine dont deux avec sursis, le professeur Roux à trois ans avec sursis et le docteur Netter à une peine désormais amnistiée.

L'instruction en cours pour empoisonnement devant un juge parisien. Le rejet du pourvoi de ces quatre condamnés, en 1994, aurait dû mettre un point final aux poursuites. Au détour d'une phrase, la Cour de cassation glissait cependant quelques mots ambigus qui devaient s'interpréter, selon le président de la chambre criminelle, comme une porte ouverte à de

nouvelles poursuites pour empoisonnement. Le 28 juillet 1994, le docteur Garretta était à nouveau mis en examen sous cette qualification qui fut ensuite appliquée aux trois autres condamnés. Cette procédure est actuellement instruite par le juge parisien Odile Bertella-Geoffroy. L'instruction en cours pour empoisonnement devant la Cour de justice de la République. En 1992, au terme d'un débat tumultueux à l'Assemblée nationale et au Sénat, seuls habilités à saisir la Haute Cour, les trois anciens ministres mis en cause - Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé - étaient mis en accusation pour non-assistance à personnes en danger. Le 5 février 1993, la commission d'instruction constatait la prescription du délit mais une nouvelle juridiction, la Cour de justice de la République (CJR), était créée en août 1993. La CJR a estimé que les plaintes des hémophiles devaient recevoir la qualification d'« administration de substances nuisibles », ce qui permettrait d'éviter la prescription, mais les trois ministres ont été mis en examen en 1994 pour complicité d'empoisonnement.

quatrième mandat avec une confortable majorité d'union de la gauche. Sur sa lancée, il est resté président du district de l'agglomération. Cette victoire pouvait lui faire oublier la perte de son siège de député lors la déroute socialiste de 1993, à un moment où le drame du sang contaminé était dans tous les esprits. La façon dont il l'a obtenue lui a permis de montrer à ses administrés qu'il avait surmonté l'abandonnement qui s'était, un temps, emparé de lui.

Les blessures d'hommes qui n'ont pas le sentiment d'avoir failli

C'EST PEU DIRE que Laurent Fabius vit, depuis des années, l'affaire du sang contaminé comme un drame. Aussi « difficile », voire « indécent » soit-il, selon ses propres termes, de tenter de s'expliquer et de « faire part de ses propres blessures », face au drame des familles d'hémophiles ou de transfusés, l'ancien premier ministre socialiste n'a cessé, depuis des années, de se défendre des attaques dont il est l'objet dans ce dossier. Désespéré, durant l'hiver 1992, lorsque le RPR demandait qu'il soit traduit devant la Haute Cour de justice, tant il estimait avoir - au tout début de l'affaire, en 1985, alors qu'il était à Matignon - pris une décision lucide et rapide sur le dossier de la contamination des hémophiles, Laurent Fabius avait fini par se résigner à assumer toutes les procédures judiciaires qui pourraient être engagées contre lui.

Cela a été le cas vis-à-vis de la Haute Cour, saisie en décembre 1992, puis à l'égard de la Cour de justice de la République, créée en novembre 1993 et qui a décidé sa mise en examen, le 30 septembre 1994 pour « complicité d'empoisonnement ». Un soupçon et une hypothèque. M. Fabius est trop conscient - et il ne le cache pas depuis des années - qu'il lui faudra en passer par là et aller jusqu'au bout de ces procédures pour espérer lever à la fois le soupçon qui plane sur son comportement et l'hypothèque qui pèse sur sa carrière. Depuis l'automne 1992, le drame du sang contaminé est une épée de Damoclès sur l'avenir de celui qui a longtemps été « l'enfant gâté de la gauche ». On l'a bien vu, à l'automne 1994. Au lendemain du désistement de Jacques Delors dans la course à l'élysée, Laurent Fabius se voit solliciter par ses amis pour prendre le relais. Immédiatement, il répond que, mis en examen, deux mois plus tôt, par la Cour de justice, il n'est « pas en situation ».

Un an plus tard, dans son livre, *Les Blessures de la vérité* (Flammarion), il constate: « Je me sens innocent. Je me suis innocent. Je voudrais pouvoir avoir confiance en la justice. Mais la confusion dans l'opinion est si profonde, la demande d'explication est si puissante. Encore des mois à attendre avant un non-lieu espéré. Nous en sommes là. » Nul doute que, pour Laurent Fabius, tout allongement de l'instruction ne peut que retarder le moment où il retrouvera sa sérénité. Il n'est donc guère surprenant que ses avocats ne fassent rien qui pourrait prolonger la procédure en cours.

REPUTATION D'HOMME DÉTACHÉ. Edmond Hervé n'est pas dans la même situation. S'il reste trahit par la persistance des accusations portées contre son action au ministère de la santé, dans sa ville de Rennes il a soldé les comptes politiques. En juin 1995, il a conservé sa mairie, avec près de 60 % des voix, et il a entamé un

Gérard Courtols et Martine Vialo

Le gouvernement contre l'exploit

matins de Dijon ont été

Les dissensions à la mosq

Le gouvernement part en croisade contre l'exploitation sexuelle des enfants

Xavier Emmanuelli est chargé de « piloter » un projet de renforcement de l'arsenal répressif

Lors du conseil des ministres du 4 septembre, le président de la République et le premier ministre ont appelé à la mobilisation contre l'ex-

ploitation sexuelle des enfants. Un projet de loi renforçant l'arsenal répressif devrait être adopté le 20 novembre, date de la première Journée

nationale des droits de l'enfant. L'action gouvernementale devrait également porter sur la prévention et l'aide aux victimes.

QUELQUES JOURS après le premier congrès mondial réuni à Stockholm sur le thème de l'exploitation sexuelle des enfants, du 27 au 31 août (*Le Monde* du 28 août), Jacques Chirac et Alain Juppé ont appelé, mercredi 4 septembre, l'ensemble du gouvernement à se mobiliser contre ce que le secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'urgence, Xavier Emmanuelli, chargé de « piloter » ce dossier, appelle « le mal absolu ». Une mobilisation qui débouchera sur l'adoption en conseil des ministres, le 20 novembre, date de la première Journée nationale des droits de l'enfant, d'un projet de loi renforçant l'arsenal répressif.

Lors du conseil de mercredi, le président de la République et le premier ministre ont exhorté le gouvernement à se mobiliser « au-delà des conclusions du congrès de Stockholm et de l'émotion légitime créée par la tragédie belge » (l'assassinat de quatre fillettes et adolescentes par le pédophile Marc Dutroux). Alain Juppé a ensuite présidé, à Matignon, une réunion interministérielle avec les représentants de l'Unicef et d'une dizaine d'associations de protection de l'enfance, à laquelle participait, outre M. Emmanuelli, les ministres de la justice, Jacques Toubon, et des affaires sociales, Jacques Barrot.

Xavier Emmanuelli, à qui ce dossier tient à cœur, veut faire vite. Conscient de l'émotion populaire suscitée en France par le drame de Charleroi, le gouvernement l'espère. L'action de l'Etat se situe

sur trois terrains : la répression, la prévention et l'aide aux victimes. Comme onze autres pays seulement jusqu'à présent, la France s'est dotée, en février 1994, d'une législation extraterritoriale permettant de poursuivre devant ses tribunaux ses ressortissants auteurs d'abus sexuels commis à l'étranger contre des mineurs de moins de quinze ans. Point n'est besoin que cette poursuite soit précédée d'une plainte de la victime ou de ses ayants droit ni que le délit soit qualifié comme tel dans le pays où il a lieu. Il suffit qu'une plainte ou une dénonciation soit formulée par toute personne ayant eu connaissance des faits.

Cette législation souffre de deux handicaps. D'une part, elle est mal connue. Jacques Toubon veut donc « employer tous les moyens » pour la faire mieux connaître. Xavier Emmanuelli a rappelé l'existence de ce texte aux ambassadeurs de France, lors de leur réunion annuelle, à Paris, le 28 août. D'autre part, elle se heurte souvent à la difficulté de rassembler et de produire des preuves.

Certains enfants refusent de dénoncer leurs exploitateurs », nous disait, à Stockholm, Agnès Fournier de Saint-Maur, la coordonnatrice française du groupe de travail permanent d'Interpol, qui regroupe 60 policiers représentant 30 pays et s'est réuni dans la capitale suédoise en même temps que le Congrès mondial. A Stockholm, des délégués se faisaient l'écho du

traumatisme psychologique des enfants contraints dans certains pays, comme aux Philippines, de témoigner à plusieurs reprises devant policiers et juges, de raconter par le menu leurs souffrances avant d'être confrontés à leur exploitateur.

ACTION EUROPÉENNE
Le projet de renforcement de la législation concerne en priorité la pornographie enfantine. Il s'agit de punir les détenteurs de matériel pornographique utilisant des enfants. Pour l'instant, en France, seules la production et la distribution d'un tel matériel sont illégales (en vertu de l'article 227-23 du code pénal). Les coupables risquent une peine maximale de trois ans de détention et une amende de 500 000 francs. En Europe de l'Ouest, six pays ont déjà adopté, à l'exemple des Etats-Unis et du Canada, une loi punissant la possession de ce matériel, cinq autres sont dans la même situation que la France et cinq autres - dont l'Irlande et l'Italie - n'ont encore pris aucune disposition contre la pornographie enfantine.

La France soutiendra activement l'action commune de l'Union européenne à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres « Justice et affaires intérieures » qui se tiendra à Dublin les 26 et 27 septembre. Il y sera notamment question de la lutte contre le tourisme sexuel. La France milite aussi, depuis des années, en faveur d'un protocole additionnel à la convention de 1989 sur les droits des en-

Jean-Pierre Langelier

Les mutins de Dijon ont été rejugés en appel dans un climat plus serein

DIJON

A cent heures des tensions qui crispèrent l'audience du 24 avril (*Le Monde* du 26 avril), quatre des six détenus condamnés pour la mutinerie qui dévasta, début avril, la maison d'arrêt de Dijon, ont comparu, mercredi 4 septembre, devant la cour d'appel de la ville, présidée par Dominique Bray. Appel avait été interjeté par Messaoud Bouakaz, vingt-deux ans, qui avait été condamné à un an d'emprisonnement pour avoir jeté des cartons dans le feu, et Hocine Arbatni, dix-neuf ans, condamné à deux ans. Et par le parquet contre Abdelbaki Bourkhal, vingt-huit ans, et Antoine Pichota, vingt-six ans, condamnés à deux ans et quinze mois, ce dernier pour avoir jeté une bonbonne de gaz dans les flammes.

Le 7 avril, au terme d'une violente émeute de plusieurs heures, l'établissement, particulièrement vétuste, avait été incendié et complètement saccagé : les dommages causés étaient évalués à 25 millions de francs. Neuf détenus avaient été renvoyés devant le tribunal correctionnel dans le cadre de la procédure de comparution immédiate. La défense avait protesté de la rapidité avec laquelle la justice s'était empressée de juger quelques-uns des émeutiers après que le garde des sceaux,

Jacques Toubon, eut demandé que « des peines exemplaires » soient requises. Elle avait réclamé, manant, un complément d'information afin d'éclaircir le déroulement des faits. Aucune mesure d'instruction, aucune reconstitution n'avaient en effet été ordonnées, alors que l'audience-marathon bouslée du 24 avril révélait d'importantes contradictions dans les témoignages des surveillants.

Finalement, dans un jugement plutôt clément rendu le 22 mai, le tribunal relaxait trois des prévenus et condamnait les six autres à des peines de un à deux ans de prison, nettement inférieures aux réquisitions du ministère public. Mais il ne donnait pas suite à la demande de complément d'information.

RÉGULARITÉ COMITÉE

Peu dits en appel, les quatre détenus ne sont guère revenus sur les motivations de la mutinerie, notamment sur les conditions de détention au sein de la maison d'arrêt, qui avaient donné lieu, lors de la première audience, à des témoignages saisissants. Avec force détails, plusieurs détenus avaient insisté sur l'hygiène de l'établissement, qui comptait alors plus de 300 détenus pour 169 places.

Le substitut général Jean-Louis Moreau donnait des verges pour se faire battre en indi-

quant qu'un programme de réhabilitation était en cours, mais en omettait cette précision que les premiers travaux avaient concerné prioritairement le greffe et la comptabilité et non la chaufferie ou les douches des détenus, dont ceux-ci ne bénéficiaient que deux fois par semaine. Il réclamait des peines allant de six mois à trois ans de prison.

La défense, elle, persistait dans sa demande de complément d'information, trouvant même sur ce point l'appui des avocats des surveillants, constitués partie civile. Ceux-ci estimaient que « si l'on avait ouvert une information judiciaire, l'audience aurait gagné en clarté ». Contrairement aux affirmations du substitut général, qui estimait qu'une reconstitution aurait été « impossible », voire « sans intérêt », ces derniers soulignaient également qu'une telle reconstitution avait bien été possible avec leurs clients. Par ailleurs, pour l'ensemble de la défense, M. Mario Agnetta contestait la régularité de la composition du tribunal correctionnel, qui comprenait un juge d'application des peines, dont la fonction implique qu'il travaille quotidiennement avec les personnels pénitentiaires.

La cour rendra son arrêt le 25 septembre.

Jean-Michel Dumay

Les dissensions à la mosquée d'Evry virent à la guerre de clans

EVRY (Seine-et-Marne)

Une ordonnance sera rendue par le tribunal d'Evry (Seine-et-Marne), mardi 10 septembre, dans le conflit qui oppose deux groupes de fidèles musulmans pour le contrôle de la grande mosquée de la ville, l'un des principaux centres islamiques de la région parisienne. La situation tourne à la guerre de clans. Dimanche 1^{er} septembre, des violences ont éclaté qui ont fait six blessés.

La mosquée est occupée, depuis dimanche 4 août, par un groupe dirigé par Laredj Nizar, Français d'origine algérienne, ancien de la prison de Fleury-Mérogis. Celui-ci conteste la gestion du centre par Khalil Merroun, président fondateur de l'Association culturelle des musulmans d'Ile-de-France (ACMIF). Evincé alors qu'il était en vacances au Maroc, ce dernier a tenté une action en référé pour obtenir l'expulsion de l'équipe dirigée par Laredj Nizar, qui reproche à M. Merroun d'« avoir confisqué le pouvoir au profit d'une poignée de Marocains et de n'avoir jamais convoqué d'assemblée générale ».

Les travaux de la mosquée ont commencé en 1984 et ne sont toujours pas achevés. Leur montant est estimé à environ 60 millions de francs. Dès son installation dans les lieux, M. Nizar a fait dresser par lui-même un état des lieux qui s'est révélé accablant. Les travaux ont été arrêtés en 1992, mais, par manque d'entretien, la plus grande partie de ceux qui ont été réalisés sont à recommencer. Le 11 août dernier, M. Nizar a été élu président de l'ACMIF, mais M. Merroun en conteste la régularité et parle d'« autoproclamation ». Lors d'une audience, vendredi 23 août au tribunal, le président Lebraz a donc nommé un administrateur judiciaire, M. Marie-Christine Vogel, chargée de convoquer une assemblée générale extraordinaire et d'organiser des élections.

A ce conflit s'ajoute une querelle plus politique, révélatrice des difficultés de fonctionnement des mosquées en France, qui dépendent de fonds étrangers (Le Monde daté 11-12 août). La mosquée d'Evry est la propriété de la Ligue islamique mondiale depuis 1987. Cette organisation non-gouvernementale, basée à La Mecque, assure le financement des travaux. Abderrahmane Amari, trésorier de l'ACMIF et proche parent de M. Merroun, se déclare représentant de la Ligue en France, qualité qui lui est contestée par les amis de M. Nizar.

« VOYOCRATIE »

Mise en cause par le président du tribunal, la Ligue islamique avait dépêché un avocat lors de l'audience du mardi 3 septembre à Evry. M. Habib Alaoui a réclamé au président l'expulsion de l'équipe de M. Nizar : « Il faut le faire au plus vite, a-t-il dit, afin que le centre islamique retrouve sa sérénité. S'ils ont des réclamations à faire, qu'ils les fassent, mais la Ligue ne les reconnaîtra jamais ».

Représentant aussi les intérêts de M. Merroun, M. Jean-Marie Becam a souligné, pour sa part, que M. Nizar n'a jamais fait partie de l'ACMIF : « M. Nizar est un usurpateur. Une association a parfaitement le droit d'avoir un caractère fermé et de ne pas accepter n'importe qui ». Evoquant la plainte déposée contre son client pour « détournement de fonds et

abus de biens sociaux », M. Becam a estimé que « si malversations il y a eu, la Ligue n'a pas besoin de M. Nizar pour faire le ménage ». Le clan Merroun accepte le principe d'une nouvelle élection, en exigeant qu'elle reste dans le cadre des statuts de l'association, qui ne permettent pas aux amis de M. Nizar de voter.

M. François Baconnet, avocat M. Nizar et de ses proches, a revendiqué leur qualité de « put-schistes » : « C'est une guerre déclarée au gang des mosquées. Nous défendons la démocratie contre la voyocratie », a-t-elle déclaré. C'est la thèse développée par le Haut Conseil des musulmans de France, qui mène campagne depuis des mois contre les responsables des grandes mosquées de Paris, de Lyon et d'Evry. Si de nouvelles élections avaient lieu, M. Baconnet réclame la convocation des « cinq cents adhérents venus de la communauté musulmane de l'Essonne ». Le président Lebraz a demandé aux protagonistes de surseoir à toute violence avant la publication de l'ordonnance.

Sylvia Marie

Multiplication des manifestations de maîtres-auxiliaires

PLUSIEURS CENTAINES DE MAÎTRES-AUXILIAIRES (MA) ont manifesté dans différentes villes de France, mercredi 4 septembre, afin de protester contre « le chômage dans l'éducation nationale ». A Poitiers, environ trois cents « MA » ont manifesté devant le rectorat, tandis qu'une centaine d'entre eux forçait les grilles, occupant les locaux jusqu'à minuit. Selon les syndicats, environ cinq cents maîtres-auxiliaires de cette académie sont sans emploi alors que le total des heures supplémentaires « permettrait de donner du travail à la moitié d'entre eux ».

A Clermont-Ferrand, quelque deux cents personnes ont défilé à l'appel de l'intersyndicale FO-FSU-CGT-CFDT, exigeant la réaffectation de trois cent cinquante « MA » sans poste. Ils étaient deux cent cinquante devant le rectorat de l'académie Nancy-Metz (Meurthe-et-Moselle), comme devant celui de Rouen. Dans cette académie, 600 des 1 800 « MA » en poste l'an dernier n'auraient pas reçu d'affectation. A Perpignan, dans les académies de Marseille, Versailles et Créteil, plusieurs centaines d'enseignants ont également manifesté contre la précarité qui, selon eux, s'installe dans la profession.

Le meurtrier présumé de Mary-Lou Legros se rend à la police

LE MEURTRE PRÉSUMÉ de Mary-Lou Legros, l'adolescente de treize ans abattue samedi 31 août d'une balle de 22 long rifle dans la cité de La Pompiègne à Montpellier, s'est rendu à la police, mercredi 4 septembre, alors qu'avaient lieu les obsèques de la jeune fille. Kevin Mathieu, un jeune charcutier de dix-huit ans, s'est présenté en compagnie de son père dans les locaux du commissariat. Il a expliqué avoir touché la jeune fille par erreur, alors qu'il était en train de tirer sur des oiseaux. Sa garde à vue devait être prolongée jeudi 5 septembre.

A La Pompiègne, peu d'habitants parviennent à croire à la thèse de l'accident. Mary-Lou avait déjà été la cible d'un trouble le 9 août dans des circonstances similaires. Le jeune homme connaissait bien Mary-Lou, avec laquelle il avait eu une relation amoureuse il y a plusieurs mois. (Corresp.)

DÉPÊCHES

CARTABLES : Jean-Yves Haby (UDF, Hauts-de-Seine) a déposé, mercredi 4 septembre, une proposition de loi visant à limiter le poids des cartables à 10 % du poids de l'enfant et à réduire le poids et le nombre des manuels scolaires. Une circulaire du ministère de l'éducation nationale d'octobre 1995 demande déjà aux enseignants de limiter leurs exigences en matière de fournitures scolaires.

IMMIGRATION : Hamady Camara, le porte-parole des prévisites de la faim de l'église Saint-Bernard, a vu annuler l'arrêt préfectoral de reconduite à la frontière le concernant, mercredi 4 septembre, par le tribunal administratif de Paris. Cette annulation lui avait été notifiée le 23 août, alors qu'il en était à son 51^e jour de grève de la faim.

CATHOLICISME : Mgr Jacques Gallot a été invité à Reims par la conférence des évêques à l'occasion de la venue du pape, le 22 septembre. Il participera au déjeuner prévu entre Jean Paul II et l'ensemble des évêques de France, en activité ou à la retraite.

JUSTICE : Nice n'aura pas de cour d'appel, selon la décision annoncée par le garde des sceaux au maire de cette ville, Jacques Peyrat (RPR). Jacques Toubon justifie son choix par des motifs budgétaires. La création d'une cour d'appel à Nice nécessiterait trente-cinq magistrats supplémentaires. (Corresp.)

MEURTRE : un toxicomane de vingt-deux ans, soupçonné du meurtre d'une femme de quatre-vingt-trois ans, le 12 janvier, à Argenteuil (Val-d'Oise), a été interpellé, mardi 3 septembre, au domicile de ses parents, Marie-Madeleine Revillon, surnommée « Marinette », était une figure de la presse départementale, connue pour sa passion des faits divers (*Le Monde* daté 24-25 mars). Le cambrioleur avait pris la fuite, mais son signalement ainsi qu'une empreinte avaient permis d'identifier Abdelhak Rahmani.

PRÉFECTURE DE LA CÔTE D'OR

Direction des relations avec les collectivités locales et de l'environnement
Bureau de l'environnement
Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés
ENQUÊTE PUBLIQUE
SECONDE INSPECTION

Par arrêté préfectoral en date du 19 juin 1996, une enquête publique relative au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés se déroulera du 4 septembre au 4 octobre 1996 inclus.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête aux lieux et dates suivants :
DIJON : à la préfecture de la Côte d'Or, siège de l'enquête, du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.
BEAUNE : à la sous-préfecture, du lundi au vendredi, de 8 heures 30 à 11 heures 45 et de 13 heures à 16 heures.
MONTBARD : à la sous-préfecture, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.

Dans les mairies des communes suivantes :
- pour l'arrondissement de DIJON : AUKONNE, BRETAGNY-les-NORGES, CHENOVE, DIJON, ÉTAULES, FONTAINE-les-DIJON, FONTAINE-FRANÇAISE, GENLIS, GEYREY-CHAMBERTIN, GRANCY-le-CHATEAU, IS-sur-TILLE, MIREBEAU, MONTAIGNEY-sur-SAONE, REMILLY-en-TILLE, SAINT-SENE, ARBAYE, SAILLON-la-CHAPELLE, SELONGEY, SOMBERNON.
- pour l'arrondissement de BEAUNE : ARNAY-le-DUC, BEAUNE, BLIGNY-sur-OUËCHE, LIERNAIS, NOLAY, NUIS-SAINTE-GEORGES, POUILLY-en-AUXOIS, SAINT-JEAN-de-LOSNE, SEURRE.
- pour l'arrondissement de MONTBARD : AIGNAY-le-DUC, BAIGNEUX-les-JURÉS, CHATILLON-sur-SEINE, LAIGUES, LUGUAY, MONTBARD, MONTIGNY-en-AUXOIS, PRECY-sur-TILLY, RECEY-sur-ORCE, SAULIEU, SEMUR-en-AUXOIS, VENEY-les-LAUMES, VITTEAUX, aux heures habituelles d'ouverture des mairies.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées sur les registres d'enquête déposés en ces lieux, où pourront être adressées par écrit à la préfecture de la Côte d'Or, bureau de l'environnement, 21041 DIJON Cedex, à l'attention de M. le Président de la commission d'enquête relative au plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

Le tribunal administratif a désigné MM. François HORFFNER, Roland BONNEVIE, et Jean-Michel OLIVIER, respectivement au qualité de président et membres de la commission d'enquête et M. Jean-Louis LOUZO, comme suppléant.

Un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations aux lieux, jours et heures suivants :

- **DIJON** : à la préfecture de la Côte d'Or, siège de l'enquête les 4, 9, 21 et 27 septembre 1996, de 9 heures à 12 heures et le 4 octobre 1996, de 14 heures à 17 heures.

- **BEAUNE** : à la sous-préfecture, les 4, 21 et 27 septembre 1996, de 9 heures à 12 heures, les 12 septembre et 4 octobre 1996, de 14 heures à 17 heures.

- **MONTBARD** : à la sous-préfecture, les 4, 12 et 21 septembre 1996, de 9 heures à 12 heures, les 25 septembre et 4 octobre 1996, de 14 heures à 17 heures.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public, dans les lieux désignés ci-dessus, où le dossier pourra être consulté.

Le Préfet de la Région de Bourgogne
Président de la Côte d'Or
Jacques BAREL

HORIZONS

PORTRAIT

La descente aux enfers de Carlo De Benedetti

LES années 90 auront été impitoyables pour les « condottieri » du capitalisme italien. « L'Avvocato » Giovanni Agnelli vient de passer la main ; « Il Contadino » (le paysan) Raul Gardini a préféré se suicider en 1993 pour éviter la prison et ne pas voir la faillite de son jouet, le groupe Ferruzzi ; enfin, Carlo De Benedetti, « l'Ingegnere », le flamboyant, le contestataire, l'impécateur des compromissions et des dérives de l'establishment italien se voit contraint d'abandonner son entreprise fétiche, la source de sa réussite, Olivetti. Le mythe du capitaine d'industrie visionnaire, de l'italien cultivé, humaniste, européen convaincu a porté Carlo De Benedetti au sommet de la gloire à la fin des années 80. Avec sa démission annoncée mercredi 4 septembre (*Le Monde* du 5 septembre), le mythe est brisé.

« Alla grande ! », dit-on en Italie pour désigner le panache, la flamboyance, la posture d'orgueil touchante car un peu vaine. C'est ainsi que Carlo De Benedetti est apparu aux yeux de ses pairs en février à Davos pour le très prisé et très sélect forum des affaires. Le dîner Olivetti est une institution, le chic du chic, la soirée où il faut être. Maître de cérémonie dans l'hôtel le plus coûteux de la station helvétique, l'« Ingegnere » vient de perdre la majorité dans le capital d'Olivetti mais n'en laisse rien paraître. Détendu, accorte, bête attentive, l'homme d'affaires brille devant un parterre exigeant. Sans évoquer l'événement.

Qui dira la liste des paradoxes de l'entrepreneur italien ? A Davos, une partie de Benedetti était là. Ce « mélange incroyable de sérieux, de vanité et de légèreté », comme le résume l'un de ses anciens collaborateurs. Paradoxe... Tout dans Carlo De Benedetti incarne le capitalisme patrimonial. Sa volonté de voir ses enfants lui succéder. Son fils siège au conseil d'administration d'Olivetti. Ses réflexes, sa culture sont celles d'un financier... Son critère a toujours été le retour sur investissement. Son modèle est celui du capitalisme anglo-saxon. Son discours très européen le dispute d'ailleurs en permanence à sa fascination pour le business à l'américaine. Tout comme son étiquette de « patron de gauche », certaines amitiés au Parti démocratique de la gauche (PDS) - l'ex-Parti communiste italien - ne l'ont jamais empêché de restructurer à la hache et d'être un libéral convaincu.

Carlo le flamboyant est avant tout un homme qui compte ses sous. Et pourtant, en 1988, il n'hésite pas à jouer toute sa vie financière sur une affaire colossale - l'OPA sur la Société générale de Belgique - sans même l'avoir étudiée. « La décision relevait du pur coup de tête. C'était délirant », confie aujourd'hui son entourage. Il s'engage dans une opération risquée, flamboyante au vent. Entre les intérêts patrimoniaux et personnels d'une part, les visées d'influence sociale de l'autre, la balance avait penché en faveur des secondes. Paradoxe encore que cet autre mélange déconcertant de cynisme et de cynisme... « Dans la vie des affaires, il est difficile d'être plus menteur que lui », raconte un acteur de l'affaire Société générale de

Belgique. Toutefois, souligne le même interlocuteur, « au cours de cette OPA, il s'est quand même scrupuleusement attaché à respecter certaines règles. Il a mené sa conquête sans entorse au droit, sans acheter personne tandis que Suez réagissait par une contre-offre occulte au mépris de toutes les procédures ».

Paradoxe toujours que ses relations avec l'establishment. De Benedetti s'épuise des années durant à vouloir « lui appartenir sans lui appartenir tout-en-lui-appartenant ». En partant à la conquête de la SGB, il défie la vieille finance européenne. « Et pourtant, devant Renaud de la Genière, le président de Suez de l'époque, ou les associés de chez Lazard, il se comportait comme un petit garçon », se souvient un témoin. Chevauchant la vague spéculative des années 80, Carlo De Benedetti bouscule les frontières et l'aristocratie des affaires. La reconnaissance, à laquelle il a toujours aspiré, « l'Ingegnere » vient la trouver en France. Il conserve un souvenir ému de son passage le 23 novembre 1986, à l'émission « 7 sur 7 » de TF1 animée par Anne Sinclair. « Sans doute le plus beau jour de sa vie », se souvient l'un de ses proches.

Car la faille et le moteur de cet homme exceptionnellement intelligent, capable de charmer et de subjuger tous ses interlocuteurs, se trouvent dans le souci permanent de son image, une sorte de mégalomanie qui ne cessera de prendre de l'ampleur au fil des années. « Au point de le voir peu à peu se transformer de véritable capitaine d'industrie en spécialiste des relations publiques », assène un banquier italien. Carlo De Benedetti ne veut pas seulement être un grand homme d'affaires. Ni se contenter de « faire en une génération ce que d'autres [les grands noms du capitalisme italien] ont fait en trois ». Il veut aussi être reconnu comme un intellectuel, un visionnaire.

Sa personnalité s'est construite autour de trois sentiments très forts. A commencer par celui d'une insécurité permanente qui en faisait un bourreau de travail, le maintenant sous pression et le poussait à toujours chercher de nouvelles aventures. « Vous êtes jeune et beau, pourquoi ne vous donnez-vous pas un peu de temps, au lieu de débarquer tous les matins tendu et armé comme pour un raid sur Entebbe ? », lui avait dit Giovanni Agnelli dans les années 70, quand, pendant quelques mois, Carlo était devenu l'un des dirigeants de la Fiat.

Ce sentiment de précarité, il l'a hérité des années de guerre. Né le 14 novembre 1934 à Turin d'un père juif et d'une mère catholique, sa famille s'enfuit précipitamment d'Italie en 1943 avec quelques pièces d'or cachées au fond d'une boîte à savon. L'armée allemande a envahi la péninsule. Réfugiés dans un hôtel minable de Lucerne en Suisse, les De Benedetti cohabitent avec l'angoisse du lendemain et les cafards. A leur retour en Italie en 1945, leur maison et la petite usine familiale qui fabrique des tuyaux métalliques pour l'industrie automobile sont en ruine. Les De Benedetti sont obligés de louer un logement appartenant à la famille Agnelli, corso Oporto, à Turin. Les origines religieuses et sociales, petite bourgeoisie industrielle, de « l'Ingegnere », ne lui ouvriront ja-

mais vraiment les portes du gotha italien des affaires, encore bien plus fermé et bien plus dynastique qu'en France. Il en concevra à la fois une volonté de revanche, une haine du système et un désir de reconnaissance qu'il viendra chercher avec succès de l'autre côté des Alpes. Car l'Italie sera avant tout pour lui une terre de combats, de victoires, de défaites, d'inimitiés et de rivalités. La plus décisive, puisqu'elle va servir de carburant à sa folle ambition, l'opposera à Giovanni Agnelli.

En 1976, Carlo De Benedetti vend à Fiat pour 28 milliards de lires (140 millions de francs) la société familiale baptisée Gilardini et spécialisée dans les équipements pour l'industrie automobile. Parti de cinquante salariés en 1968, quand il succède à son père, il transforme totalement l'entreprise, la fait passer à mille six cents employés, fédère des petits équipementiers et l'introduit en Bourse. En l'ap-

Avec une énorme soif de reconnaissance sociale, « l'Ingegnere » s'est hissé parmi les premiers en Europe. Une succession de maladresses et un orgueil démesuré ont compromis son ascension

portant à Fiat, il devient soudainement le deuxième actionnaire du constructeur avec 6 % du capital, derrière la famille Agnelli, et fait une entrée fracassante en tant qu'administrateur délégué en mai 1976. Il a un plan tout prêt de redressement, de restructuration sur l'automobile du groupe et d'investissement massif pour un renouvellement total de la gamme qu'il met immédiatement à exécution avec l'aide de Giovanni Agnelli.

L'idylle entre les deux hommes va durer cent jours, le temps pour la famille Agnelli de prendre peur face à l'ambition et à l'énergie de Carlo. La séparation est brutale. De Benedetti est remercié à la fin du mois d'août 1976 et revient ses ac-

compagnons industriels et financiers pèsera plus de 80 milliards de francs de chiffre d'affaires dans l'informatique, les télécommunications, les pièces détachées pour l'automobile, l'agro-alimentaire, les services bancaires, l'immobilier, l'édition, la presse, les hôtels, les vignobles et tout cela en Italie, en France, en Espagne, au Portugal et en Hongrie.

C'est sa volonté de créer un groupe diversifié, à l'image de l'empire Agnelli, et son conflit de plus en plus âpre avec l'establishment italien qui le poussent, au milieu des années 80, à chercher des alliances à l'étranger. Une double opportunité le conduit en France : la rencontre avec Alain Minc, qui représente Saint-Gobain alors ac-

beaucoup plus malheureuses en Italie et en Europe. Comme ces deux mois passés en 1980 comme administrateur et vice-président de la trop véreuse banque vaticane Ambrosiano de Roberto Calvi, qui fera faillite quelques mois plus tard. Calvi sera retrouvé pendu sous un pont à Londres et Carlo De Benedetti sera condamné, dix ans après, en dépit de ses protestations d'innocence et en première instance à six ans de prison pour participation à une banqueroute frauduleuse.

DE BENEDETTI a toujours vu dans cette affaire un complot, la main de la famille Agnelli pour le torpiller. « Il s'est construit contre les Agnelli, qui n'éprouvent rien de tel à son égard, tout au plus de la condescendance », dit un collaborateur.

Mais l'échec le plus cuisant et le plus lourd de conséquences financières viendra de la bataille perdue en 1988 pour le contrôle de la Société générale de Belgique (SGB). Il porte une lourde part de responsabilité dans la déroute. Car il avait tous les atouts pour mettre la main sans coup férir sur la « vieille dame » qui contrôlait alors un tiers de l'économie belge. Carlo et sa holding française, Cerus, disposaient d'un trésor de guerre confortable de 7 à 8 milliards de francs, d'alliés solides (Nestlé, Philips, la BNF) et de 25 % du capital de la SGB au début de la bataille. « L'Ingegnere » avait notamment mis la main sur la banque Duménil-Leblé qui détenait officiellement 4 % de la SGB et officieusement 10 %.

Les maladresses et un certain manque d'humilité vont transformer le coup du siècle en désastre. Cerus multiplie à l'envi les erreurs tactiques. Carlo De Benedetti vexe les Belges et le gouverneur de la Générale de Belgique, René Lamy, en les traitant avec condescendance et en jouant les grands se-

igneurs en pays conquis. L'équipe loue à Bruxelles les trois derniers étages d'un des grands hôtels de la ville et débarque en hélicoptère. Carlo De Benedetti se met à dos les actionnaires français de Cerus, Suez et l'UAR en les ignorant. Il traite par le mépris ses adversaires regroupés finalement autour de Suez et... se retrouve pris au piège, minoritaire (48 % de la SGB) avec un endettement considérable (12 milliards de francs) et sans porte de sortie. Le droit belge ne protège pas alors les minoritaires. Mais l'« Ingegnere » ne veut pas perdre la face. Il mène une guérilla perdue d'avance et doit sortir piteusement de la SGB deux ans et demi plus tard.

Commence alors la spirale infernale. Son métier de base, l'informatique, traversant une crise sans précédent, il se trouve incapable de financer son empire et d'investir chez Olivetti les sommes nécessaires à son redressement. Dénonciateur du système mafieux qu'il a attaqué directement via ses journaux - le quotidien *La Repubblica* et l'hebdomadaire *L'Espresso* -, ennemi juré de l'axe Andreotti-Berlusconi-Craxi, il est, lui aussi, rattrapé par l'opération « mani pulite » (mains propres). Un juge le poursuit pour avoir versé des pots de vin à la poste italienne afin d'obtenir des marchés pour Olivetti. Carlo De Benedetti est piégé. Il expliquera : « Si on ne payait pas, on ne travaillait pas ». De Benedetti en restera extrêmement mortifié. « Un vrai goût pour l'industrie, des techniques financières alambiquées, un insatiable désir d'influence, le tout relié par un fort narcissisme », explique un de ses amis.

Eric Leser
et Caroline Monnot
Dessin : Marc Taraschoff



« Un vrai goût pour l'industrie, des techniques financières alambiquées, un insatiable désir d'influence, le tout relié par un fort narcissisme »

tions Fiat à la famille Agnelli. Nanti d'un joli pécule de 160 millions de francs, Carlo part à l'aventure seul. Il n'hésite pas à se défaire de ses amis et en charisme avec Agnelli et de combattre l'establishment au sein duquel ses principaux détracteurs le surmonteront « l'éternel juif errant ». « L'Ingegnere » fonde son empire en achetant une tannerie en déconfiture appelée Cir, cotée en Bourse et qui va servir de holding au groupe industriel dont il a la vision.

Peu de temps après, il prend le contrôle d'Olivetti qui n'est encore qu'une petite fabrique de machines à écrire au bord de la faillite. Il en fait le deuxième groupe informatique en Europe après IBM. Au sommet de son développement, le

tionnaire de Olivetti, et la possibilité de mettre la main sur Valeo, l'équipementier automobile. Les deux hommes se séparent mutuellement. Alain Minc et Carlo De Benedetti ont des traits de caractère communs. Le premier sera, lui aussi, piégé par des excès de vanité personnelle. « Pour avoir soutenu dans tout Paris qu'il déclinait de tout, alors que ce n'était pas le cas, on lui a imputé des défaites qui ne sont pas les siennes », affirme un proche de De Benedetti, peu suspect de complaisance envers M. Minc. La prise de contrôle de Valeo et la nomination à sa tête d'un gestionnaire brutal mais efficace, Noël Coutaud, seront la grande fierté de Carlo De Benedetti.

Il y a eu des diversifications

هكذا من لاجل

Les immigrés, bénédiction des pays riches

par Mario Vargas Llosa

J'étais invité par des amis espagnols à passer un week-end dans leur finca de la Manche. Ils m'y présentèrent un couple de Péruviens qui assuraient le gardiennage et l'entretien de leur maison. Très jeunes, originaires de Lambayeque, ils me firent le récit des péripéties qui leur avaient permis d'arriver jusqu'en Espagne. Le consulat espagnol de Lima leur avait refusé un visa mais, grâce à une agence spécialisée, ils avaient pu se procurer un visa pour l'Italie (ils ignoraient s'il était authentique ou falsifié) qui leur avait coûté 1 000 dollars.

Une autre agence les avait pris en charge jusqu'à Gènes. Elle leur avait fait traverser clandestinement la Côte d'Azur, puis passer les Pyrénées à pied, en suivant des sentiers de chèvres, par un froid terrible et pour la somme relativement modérée de 2 000 dollars. Ils vivaient depuis plusieurs mois en terre de Don Quichotte et commençaient à se faire à leur nouveau pays.

Je les ai revus un an plus tard, au même endroit. Ils étaient désormais acclimatés. Pas seulement à cause du temps qui s'était écoulé, mais aussi parce que d'autres membres de leur famille de Lambayeque avaient suivi leurs traces en Espagne. Tous avaient du travail, comme domestiques.

Cette histoire m'en a rappelé une autre, identique, entendue quelques années plus tôt de la bouche d'une Péruvienne de New York, qui travaillait illégalement à la cafétéria du Musée d'art moderne. Elle avait vécu une véritable odyssée :

le trajet Lima-Mexico en bus, la traversée du Rio Grande avec ceux que l'on appelle les *espaldas mojadas*, les « dos mouillés ». Elle se réjouissait parce que, disait-elle, les temps avaient bien changé. Sa mère, au lieu de tout ce calvaire, avait pu entrer en fraude aux États-Unis sans passer par la fausse porte mais en empruntant la grande : elle avait pris l'avion à Lima et débarqué à Kennedy Airport avec des papiers efficacement falsifiés au Pérou même.

Ces gens et les millions qui, venus comme eux de tous les endroits du monde où existent la faim, le chômage, l'oppression et la violence, franchissent les frontières des pays prospères, pacifiques et riches en perspectives d'avenir, violent la loi, c'est vrai. Mais ils exercent un droit naturel et moral que nulle norme juridique, nul règlement ne devrait essayer d'étouffer : le droit à la vie, à la survie, le droit d'échapper à la condition infernale à laquelle les gouvernements barbares de la moitié de la planète condamnent leurs peuples.

Si les considérations éthiques avaient le moindre effet persuasif, ces femmes et ces hommes héroïques qui traversent le détroit de Gibraltar, les Keys de la Floride, les barrières électrifiées de Tijuana ou les docks de Marseille en quête de travail, de liberté et d'avenir devraient être reçus à bras ouverts.

Mais puisque les arguments qui font appel à la solidarité humaine n'émouvrent personne, peut-être un autre, d'ordre pratique, se révélera-t-il plus efficace : mieux vaut accepter l'immigration, même à contrecœur, dans la mesure où,

comme le montrent les deux exemples précédents, bienvenue ou malvenue, il n'y a aucun moyen de l'empêcher.

Que ceux qui ne me croient pas interrogent le pays le plus puissant de la Terre. Les États-Unis leur diront combien cela leur coûte d'essayer de fermer les portes de la Californie dorée et du Texas flamboyant aux Mexicains, Guatémaltèques, Salvadoriens, Honduriens, etc. ; les côtes émeraude de la Floride aux Cubains, Haïtiens, Colombiens et Péruviens. Ils leur diront comment ceux-ci entrent chaque jour à flot en se moquant

des politiques du pays qui les applique, elles donnent une apparence de légitimité à la xénophobie et au racisme, et elles ouvrent les portes de la cité à l'autoritarisme.

En France, un parti fasciste comme le Front national de Jean-Marie Le Pen, bâti uniquement sur la base de la diabolisation de l'immigré, n'était-il y a quelques années qu'une excoffrée insignifiante de la démocratie. C'est aujourd'hui une force politique « respectable » qui contrôle presque le cinquième de l'électorat. En Espagne, nous avons vu, il y a peu, le spectacle honteux de

on tente de les dissuader d'entrer. En d'autres termes, il y a du travail pour eux. S'il n'y en avait pas, ils ne viendraient pas, car les immigrants sont peut-être des déshérités mais ils ne sont pas des idiots : ils ne fuient pas la faim au prix de peines infinies, pour aller mourir de faim à l'étranger. Ils viennent, comme mes compatriotes de Lambayeque installés dans la Manche, parce qu'ils trouvent des emplois qu'aucun Espagnol n'accepte plus de faire pour le salaire et les conditions de travail que ces gens-là acceptent, exactement comme cela s'est passé pour les centaines de milliers d'Espagnols qui, dans les années 60, ont envahi l'Allemagne, la France, la Suisse, les Pays-Bas, en apportant une énergie et des bras qui ont été précieux pour le formidable essor industriel de ces pays (et pour l'Espagne elle-même par le flux de devises que cela a signifié).

Telle est donc la première loi de l'immigration, qui a été rayée par la démographie régnante : l'immigré n'enlève pas du travail, il en crée, et il est toujours un facteur de progrès, jamais de retard.

N'y a-t-il donc aucun moyen de restreindre ou d'endiguer la marée migratoire qui, de tous les coins du tiers-monde, déferle sur le monde développé ? A moins d'exterminer à coups de bombes atomiques les quatre cinquièmes de la planète qui vivent dans la misère, non, il n'y en a aucun. Il est parfaitement inutile de gaspiller l'argent des malheureux contribuables à élaborer des programmes de plus en plus coûteux pour imperméabiliser les frontières, car il n'existe pas un

seul cas de succès prouvant l'efficacité d'une telle politique répressive. En revanche, cent cas prouvent que les frontières se transforment en passoires dès lors que la société qu'elles prétendent protéger aime les déshérités qui l'entourent.

L'immigration se réduira quand les pays qui l'attirent cesseront d'être attirants parce qu'ils seront en crise, ou saturés, ou quand les pays qui l'engendrent offriront à leurs citoyens du travail ou des possibilités de vivre mieux. Les Galiciens restent aujourd'hui en Galice, les Murciens en Murcie parce que, à la différence de ce qui se passait il y a quarante ou cinquante ans, ils peuvent vivre décemment en Galice et en Murcie, et offrir à leurs enfants un avenir meilleur que de s'échouer dans la pampa argentine ou de faire les vendanges dans le midi de la France. Il en va de même pour les Irlandais, et c'est pourquoi ils n'émigrent plus avec l'illusion de devenir policiers à Manhattan, etc.

Il y a de bonnes âmes qui, pour modérer l'immigration, proposent aux gouvernements des pays modernes une politique généreuse d'aide économique au tiers-monde. En principe, cela paraît fort altruiste. La vérité, c'est que si l'aide s'entend comme une aide aux gouvernements du tiers-monde, cette politique ne sert qu'à aggraver le problème au lieu de le résoudre à la racine. Car l'aide qui arrive à des gangsters comme Mobutu au Zaïre, ou à la sauterelle militaire du Nigeria, ou à une quelconque dictature militaire africaine, ne sert qu'à gonfler davantage les comptes bancaires privés que ces despotes possèdent en Suisse, c'est-à-dire à augmenter la corruption sans le moindre bénéfice pour les victimes.

Si aide il y a, elle doit être méticuleusement canalisée vers le secteur privé et étroitement surveillée à toutes les étapes afin qu'elle parvienne au but prévu, qui est de créer des emplois et de développer les ressources, loin de la gangrène étatique.

En réalité, l'aide la plus efficace que les pays démocratiques peuvent apporter aux pays pauvres est de leur ouvrir les frontières commerciales, de recevoir leurs produits, de stimuler les échanges ainsi qu'une politique énergique de l'incitation et de sanctions susceptibles rendre possible leur démocratisation.

Ces propos peuvent paraître très pessimistes à ceux qui croient que l'immigration – surtout la noire, la mulâtre, la jaune ou la cuivrée – prépare aux démocraties occidentales un avenir incertain. Il ne l'est pas pour qui est convaincu, comme je le suis, que l'immigration, quelle que soit sa couleur et sa saveur, est une injection de vie, d'énergie et de culture, et que les pays devraient la recevoir comme une bénédiction.

Les politiques de fermeture des frontières sont vouées à l'échec. En revanche, elles ont un effet pervers : elles minent les institutions démocratiques de l'Etat qui les applique

allègrement de toutes les peurs terrestres, maritimes, aériennes, en passant par-dessus ou par-dessous les clôtures électroniques édifiées à prix d'or et, surtout, au nez et à la barbe des policiers qui jalonnent l'histoire universelle de l'humanité, comment les défenses inutiles élevées par cette peur panique de l'immigré dont le monde occidental fait le bouc émissaire de toutes les calamités.

Les politiques anti-immigration sont vouées à l'échec parce que personne n'arrêtera les immigrants. En revanche, elles produisent un effet pervers : elles minent les institutions démocratiques

des pays qui les applique, elles donnent une apparence de légitimité à la xénophobie et au racisme, et elles ouvrent les portes de la cité à l'autoritarisme.

En France, un parti fasciste comme le Front national de Jean-Marie Le Pen, bâti uniquement sur la base de la diabolisation de l'immigré, n'était-il y a quelques années qu'une excoffrée insignifiante de la démocratie. C'est aujourd'hui une force politique « respectable » qui contrôle presque le cinquième de l'électorat. En Espagne, nous avons vu, il y a peu, le spectacle honteux de

qui goûte le loisir plus ou moins studieux à quoi s'apparente l'école, au lieu de sacrifier dans la proportion du tiers ou de la moitié aux préceptes rudesses d'un métier, comme il en allait à l'époque du certificat d'études, des quatorze ans. A peine y manque-t-il un doigt ou deux, une très petite parcelle de visage puisque la mortalité infantile vient de passer, dans le bon sens, le taux de 10 %, et ceux qui n'auraient jamais dû étudier, être là, nature, les élèves-éprouvettes, feront demain la rentrée.

La mixité, outre qu'elle a chassé l'atmosphère délétère de couvent ou de caserne où l'on était plongé dès l'enfance, donne à chacun des sexes l'occasion d'étudier l'autre en tant que tel. Les deux ensemble en prennent à leur aise avec les vieux croque-mitaines, les pénalités gothiques des surveillants généraux, des rizières et des djebels et les cruautés minutieuses des vieilles filles, la crainte toujours latente, la vétusté ambiante, l'orthographe, l'ennui rongeur, le silence.

On arbore la mine fleurie des enfants surnourris dont le moindre rhume a été soigné. Les dentures sont bardées d'appareils orthopédiques qui ponctuent d'éclairs les

Pierre Bergounioux est écrivain et enseignant.
PROCHAIN ARTICLE : « Un constat et un espoir » par Jean-Claude Casanova

Ce que nous avons eu de meilleur ?

par Pierre Bergounioux

LES Grecs définissaient déjà l'idiot comme la perfection de l'homme privé. Ce qu'on pense du progrès, tout seul dans son coin, est sans intérêt parce que dépourvu d'effet. Ce sont des impressions plutôt que des pensées. Il en va différemment lorsqu'on se retrouve devant un parterre de

LE PROGRÈS, vingt-cinq à trente élèves des deux sexes et d'une quinzaine d'années, qui attendent, visiblement, que vous vous prononciez. Quelques détails évoluent avec les années : le dialecte local, la longueur et la nuance des cheveux, leur axe directeur, le nombre et le diamètre des affluents qu'on porte à l'oreille, la coupe et le coloris de la panoplie collégienne, le carénage des chaussures qui commencent à dépasser largement dans les allées et sur lesquelles il faut, tout en parlant, se garder de buter. Sous le jeu changeant des superlatifs, il y a l'éternel penchant pour les plaisirs et la liberté, le goût du rire, la proximité des

larmes encore, les candeurs atroces de la jeunesse, la conviction que son avis mérite d'être pris en compte.

Elle estime que ce qu'elle pense n'est pas quantifiable mais une image valable de la réalité, à quoi celle dont le professeur se croit à tort ou à raison dépositaire est convenue à se frotter, la pierre de touche dont, impartiale du reste, raisonnable déjà, elle voudra bien se débarrasser après qu'à son contact notre idée aura fait la preuve de ses tirs et pures.

On a toujours la ressource d'écarter négligemment ce petit caillou pour bâtir à l'écart, sur quelque table rase, un cours mûr, classique, sans voisinage ni mitoyenneté, dont on livre, en prime, la clé. Mais c'est un autre métier, dans ce cas, qu'il vaut mieux exercer. Cette jeunesse, enfin, croît sans exception ni réserve au progrès.

On pense, à reconsidérer ces trente années qui furent, à leur manière, les nôtres, aux derniers mots de *L'Education sentimentale*, de Flaubert : « C'est ce que nous avons eu de meilleur. » L'attrait persistant, le poignant regret que laissent ces moments tiennent peut-être à ce que l'épreuve de la

réalité leur fut épargnée. Ils ont la légèreté des mondes incréés, l'éclat intact des possibles. Tant d'âges d'or ont eu des événements de plomb.

Enseigner, c'est prouver, par l'exemple, à des esprits qui n'en ont pas encore l'âge qu'il existe un plein usage de l'esprit et qu'il est joie, délivrance, nécessité.

Sous peine de se muer en petit prophète de malheur, *« appointé par l'Etat »*, ajouterait Weber, le professeur doit laisser à la porte de sa classe l'homme privé, ou la femme, dont l'histoire enferme une espérance morte, aux lumières de qui une clarté d'éclipse se trouve mêlée. Il ne saurait introduire avec lui son grief et ses regrets, son passé, sans attenter au principe même de l'action pédagogique, à son caractère d'actualité. On est, selon la formule inhabituellement heureuse du jargon administratif, « en présence d'élèves », c'est-à-dire d'une communauté neuve sous bien des rapports, pour peu qu'on se souvienne, et bien faite pour délivrer l'enseignement des souvenirs qui l'encombrent, des fantômes qui l'ont escorté jusque dans le corridor.

D'abord, l'effectif est au complet. C'est toute la classe d'âge

qui goûte le loisir plus ou moins studieux à quoi s'apparente l'école, au lieu de sacrifier dans la proportion du tiers ou de la moitié aux préceptes rudesses d'un métier, comme il en allait à l'époque du certificat d'études, des quatorze ans. A peine y manque-t-il un doigt ou deux, une très petite parcelle de visage puisque la mortalité infantile vient de passer, dans le bon sens, le taux de 10 %, et ceux qui n'auraient jamais dû étudier, être là, nature, les élèves-éprouvettes, feront demain la rentrée.

La mixité, outre qu'elle a chassé l'atmosphère délétère de couvent ou de caserne où l'on était plongé dès l'enfance, donne à chacun des sexes l'occasion d'étudier l'autre en tant que tel. Les deux ensemble en prennent à leur aise avec les vieux croque-mitaines, les pénalités gothiques des surveillants généraux, des rizières et des djebels et les cruautés minutieuses des vieilles filles, la crainte toujours latente, la vétusté ambiante, l'orthographe, l'ennui rongeur, le silence.

On arbore la mine fleurie des enfants surnourris dont le moindre rhume a été soigné. Les dentures sont bardées d'appareils orthopédiques qui ponctuent d'éclairs les

sourires. Les machines qui ébranlent les fondements de la pensée, voilà vingt-cinq ans, et confondent les philosophes, on en use sans phrase, quotidiennement. Les lointains où nous mettions confusément nos rêves héroïques, on s'y est rendu par corps. Ils apparaissent au monde réel et l'on en parle posément, sans s'émouvoir. Il y a une dernière chose, qui est l'ultime ressort de toute avancée : c'est l'intelligence virgine, profuse, étonnante que l'on voit aux enfants.

Une obligation de réserve m'interdit de livrer l'impression amère, désenchantée que m'inspire le présent, c'est-à-dire, en partie, mon passé. L'avenir est là, en germe, assis, dont la fréquentation est décapante, le contact revigorant. Lorsque l'entre en classe, le lundi à huit heures du matin, j'ai donc deux raisons, l'une externe, négative, l'autre intime et positive, de croire au progrès.

Mario Vargas Llosa est écrivain.
© El País (Traduit de l'espagnol par François Maspéro)

هكذا من لامل

Les pays riches

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE
« La Sorcière »
de Marie Ndiaye
page II

PREMIER ROMAN
Marie Darrieussecq
page III

Le Monde LIVRES

VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

RENTREE DES ESSAIS
pages VI et VII

RAYMOND AUBRAC
Parcours exemplaire
d'un étonnant
« compagnon de route »
page XI

L'invention de La Fayette

Venger la France des
revers infligés par
l'Angleterre, aider les
peuples à
conquérir
leur liberté,
c'est tout un
pour Charles
de Broglie, chef
du premier service
secret moderne. Ultime
étape d'une trilogie,
« La Revanche
américaine », de Gilles
Perrault, clôt avec
éclat une œuvre
citoyenne

LE SECRET DU ROI
Tome III : La Revanche
américaine
de Gilles Perrault
Fayard, 576 p., 150 F.

Mémoire ou oubli.
L'époque a le goût de l'extrême, des
commémorations tapageuses où la
projection idéologique bouscule
l'Histoire – telle celle, anticipée, du
baptême de Clovis – aux amnésies
négligentes – silence total sur la dé-
faite de Crécy, il y a eu six cent cin-
quante ans le 26 août. Deux dates
clés de la mythologie nationale dont
les fortunes posthumes contrastées
trahissent le défaut d'une lecture
« patriotique » globale.

A ce jeu pénétrant, il est des vain-
queurs chanceux : le Secret du roi,
premier service de renseignements

plonger dans l'imbricatio-
nisme de l'Europe des Lumières !
Premier volet d'une trilogie qui
s'achève aujourd'hui, La Revanche
américaine commence une fresque
étourdissante. Bien loin en appa-
rence des combats justiciers entre-
pris par l'auteur du Pull-Over rouge.
Au point que nombre de lecteurs de
Perrault, surpris, qui comparent mal
cette incursion dans le passé, n'y
voient qu'une simple récréation. Au
très large accueil – didactique –
du premier volume fit suite un écho
tout aussi favorable mais plus dis-
cret lors de la parution du
deuxième, L'Ombre de la Bastille
(1993) (2).

Souhaitons que le dernier tome,
La Revanche américaine, permette à
chacun de mesurer la réelle dimen-
sion de l'entreprise, son sens pro-
fond aussi. Fruit d'un engagement
éthique, livre d'historien et œuvre
de citoyen tout à la fois, c'est à sans
doute le maître ouvrage de l'écri-
vain. Le plus intime et le plus ambi-
tieux, essentiel et foisonnant
comme un opéra de Mozart : Le Se-
cret du roi ou L'Esprit de la liberté.

Gilles Perrault fait, bien sûr, un travail
d'historien, mais il livre surtout la clé
de toute sa démarche intellectuelle.
Croisé infatigable de la liberté et de
la vérité, il s'est fait le spécialiste de
la figure du double : double fond,
double jeu. Le goût lui en est venu
très tôt, dès l'enfance, quand l'en-
gagement de ses parents, paisibles
avocats du « rapprochement de Pa-
ris » passés à la Résistance, lui fit per-
cevoir l'écart entre l'apparence et le
réel, le factice et le vrai, l'écart mas-
qué par un vocabulaire qui trompe :
« Comment aurais-je pu admettre
que mes parents aient été du nombre
de ces terroristes dont les affiches de
la propagande nazie dénonçaient les
exactions ? », se demande-t-il en-
core. Le goût du secret à préserver
ou à percer, de la vérité à faire
triompher ne le quittera plus.

Gilles Perrault n'a pas trente ans

lorsque s'achève la publication de la
Correspondance secrète du comte de
Broglie avec Louis XV, en 1961, dans
la très érudite édition due à Michel
Antoine et à Didier Ozanam. C'est
une révélation : l'aventure sous-
terraine qui prépare dans Le Secret du
roi la revanche de la France sur l'An-
gleterre – négociations pour offrir le
trône de Pologne à un Bourbon,
projet d'invasion outre-Manche,
plus tard, soutien aux insurgés
d'Amérique du Nord – fascine Per-
rault, qui a trouvé là le modèle du
héros de l'ombre, Charles de Broglie.
Ce chef du premier service de
renseignement moderne, qui « in-
venta » La Fayette, attendait son
historien. Le lecteur aussi impatient.

Comme rien ne semble devoir ré-
pondre à son attente, Gilles Perrault,
qui a, entre-temps, abandonné le
barreau de Paris pour se consacrer à
l'écriture, où son talent l'impose
comme l'un des enquêteurs-es-
sayistes les plus sûrs, décide d'écrire
lui-même le livre qu'il aurait voulu
lire. C'est ainsi qu'en octobre 1976 il
signe avec Claude Durand, le PDG
de Fayard, le contrat éditorial du Se-
cret du roi, épopée oubliée que les
historiens négligeaient d'écrire.
Vingt ans plus tard, le grand œuvre
s'achève enfin. Avec éclat. Et désor-
mais se dégage la forme du monu-
ment.

C'est un « tombeau ». Le thème



Estampe représentant La Fayette lors de la guerre de l'indépendance américaine

ne doit rien à la remarque, d'une
densité extrême, qui termine les ul-
times remerciements. « Sans Claude
Durand, j'aurais emporté dans la
tombe le regret de n'avoir pas écrit
cette histoire du Secret ». Mais à la
forme esthétique, dont le goût
semble perdu. C'est là l'une de ces
compositions que poètes et musi-
ciens offrent à la mémoire de leurs
amis défunts, hommages à la fois in-
times et publics. Le Secret du roi est,
bien sûr, le tombeau de Charles de
Broglie, ce « patriote » selon le cœur
de Perrault, qui n'eut jamais l'âme
retorse, au point d'y perdre sa pos-
tion. Et là encore, Perrault est au
combat. Pour édifier le tombeau

« sans épitaphe » d'un homme qui
« est passé à côté d'un destin » dont il
« avait l'effluve », d'un champion
dont le « cœur a toujours battu, de la
Pologne à l'Amérique, en faveur de la
liberté des peuples ». Pour que « nous
soyons nombreux à lui dire adieu ». A
ce diplomate qui n'a pas forcé les
portes du dictionnaire (il est vrai que
la famille de Broglie ne manque ni
de talent ni de génie et qu'il est bien
difficile de concurrencer trois mar-
chands, deux présidents du conseil,
autant de scientifiques de stature in-
ternationale dont un Prix Nobel de
physique), comme à tous les héros
de l'ombre ; tous ceux qui résistent,
disent non aux prétendues fatalités,
osent les remises en cause au risque
des déconvenues. Mais ce tombeau
a naturellement l'élégance du
temps, ce XVIII^e siècle dont Perrault
est épris : il faut l'entendre s'enthousias-
mer pour « cette époque admi-
rable, le "vrai Grand Siècle", selon
Michelet, celui des grands commen-

cements, des aventures de l'esprit et
des ruptures audacieuses ». Perrault
en partage la culture, culture histo-
rique, bien sûr : La Revanche améri-
caine commence quand le Secret
disparaît, à la mort de Louis XV. Plus
que jamais, c'est l'heure des ré-
formes, des scandales, des engage-
ments de conviction que symbolise
le jeune La Fayette, préparant sa
campagne américaine comme on
déserte, dans la fièvre des départs
sans retour. Charles de Broglie, éloi-
gné, accompagne ce siècle enflam-
mé dont les lumières éblouissent
Perrault sans jamais l'éblouir.

L'auteur a aussi la culture stylisti-
que du temps. Regardons-le bro-
sser avec une économie de moyens
digne d'un fleuriste exercé le por-
trait des grands.

(1) Gallimard, 1990.
(2) Les deux premiers volumes sont aus-
si disponibles en Livre de poche.
Lire la suite page XI

Silences d'Allemagne

Heidegger ne fut évidemment pas le seul à se compromettre avec les nazis. Parmi les universitaires,
la plupart se rallièrent. Après la guerre, presque tous se turent. Pourquoi ?

L'écriture est la parole.
L'écriture, la volonté de
comprendre. Ils ne cessent
de scruter l'Histoire, d'ex-
pliquer les faits. Ils s'efforcent au-
ssi de s'expliquer eux-mêmes, com-
mentant leurs parcours, disséquant
leurs propres erreurs. Les intellec-
tuels, d'habitude, ne sont pas
avares de commentaires. Déro-
geant à la règle, les penseurs de
toute une génération, en Alle-
magne, se sont tus après la guerre.
En effet, les très nombreux univer-
sitaires allemands qui furent nazis
ont fait silence – presque tous – sur
le sens et la portée de ces années.

Qu'ils se soient fortement
compromis avec le régime hitlé-
rien, comme Carl Schmitt, « juriste
suprême » ; qu'ils aient pris au fil
des ans quelque distance tout en
restant membres du parti, comme
Heidegger, qu'ils aient « simple-
ment » suivi le courant, ils se sont
très rarement exprimés sur leurs
attitudes. Il fut peu question, en un
demi-siècle, de leurs motivations
d'alors, de leurs sentiments
d'après. Difficile de savoir, pour la
plupart d'entre eux, comment s'est
partagé l'esprit – entre les travaux

qui ont suivi leur cours et, par af-
faires, la culpabilité, la honte ou la
stupéfaction qui engendrèrent le mu-
tisme.

Car tout – en apparence – avait
fini par reprendre et se poursuivre,
dans l'Université allemande,
comme si le nazisme n'avait pas

existé. Comme si l'intelligence ne
s'était pas massivement alliée à la
barbarie. Comme si ceux qui
étaient depuis toujours gardiens de
la liberté de l'esprit ne s'étaient pas
moralement suicidés en s'associant
aux brutes. Comme si Karl Jaspers
n'avait pas en raison d'affirmer en
1946 que « la conscience de la honte
nationale est inévitable pour les Alle-
mands ». Ce passé tu, mis entre pa-
renthèses, n'avait évidemment pas
disparu. Les silences pesaient.

Qu'on fait su ou non, sur les pro-
pos tenus. La génération suivante
écoutait ses maîtres parler de leurs
recherches et se taire sur leur his-
toire, leurs parcours, leur éthique.
Le silence de Heidegger s'enten-
dit beaucoup. D'autant qu'il avait
fait, en 1933, des déclarations

comme celle-ci : « Que ni des prin-
cipes doctrinaux ni des "idées" ne
soient les règles de votre vie. Le Führer
lui-même et lui seul est la réalité
allemande d'aujourd'hui et du futur,
ainsi que sa loi. » De 1946 à 1976,
année de sa mort, le penseur ne
donna que fort peu d'explications
sur son engagement, et
guère plus sur la signifi-
cation historique du nazisme.

La nouvelle biographie du philo-
sophe, qui paraîtra le 10 septembre
chez Grasset, est signée de Rüdiger
Safranski, à qui l'on doit déjà,
entre autres, un excellent travail
sur Schopenhauer et les années
folles de la philosophie (PUF, 1990).
En observant Heidegger et son
temps, Safranski ne découvre pas
de faits nouveaux, mais il aide à
comprendre la complexité du per-
sonnage, de l'époque et du silence
qui les marque.

Quels furent les effets de ce si-
lence des maîtres sur les étudiants
de l'après-guerre ? Comment la gé-
nération suivante a-t-elle compris
le passé de ses aînés, et le fait qu'ils
en aient dit si peu de choses ? Ces
questions sont abordées par Karl-
heinz Stille, né en 1936, qui fit ses

études à Heidelberg à la fin des an-
nées 50. Il se souvient du « silence
épais comme de la glace » qui ré-
gnait alors, et réfléchit sur ses
conséquences. Son témoignage est
d'autant plus intéressant que son
propre maître, Hans Robert Jauss,
à qui il a succédé en 1988 à la chaire
de littérature romane de l'universi-
té de Constance, s'engagea volon-
tairement dans la Waffen-SS à dix-
sept ans et ne s'était pas véritablement
exprimé sur ce passé depuis.

Hans Robert Jauss, spécialiste
mondialement connu de littérature
comparée, traduit en une vingtaine
de langues, a accepté de répondre
aux questions de notre collabora-
teur Maurice Olender, auteur de
travaux sur l'histoire intellectuelle
du racisme. En lisant cet entretien
inattendu, où Jauss s'efforce de
comprendre son ancien mutisme,
et d'évoquer aussi les attitudes di-
verses de Heidegger, de Gadamer
ou de Jünger, on se dit que quelque
chose est peut-être en train de
changer. Non pas l'avènement
d'une parole qui n'a pas eu lieu,
mais une tentative pour défaire
l'oubli.

* Lire pages VIII et IX.

Alain Veinstein

L'ACCORDEUR

roman

Calmann-Lévy

LA SORCIÈRE
de Marie Ndiaye.
Minuit, 190 p., 85 F.

À la sempiternelle mélodie sur la décadence de la littérature française s'en ajoute aujourd'hui une autre, d'une inspiration tout aussi magique, celle de la fin de siècle. Comme la plupart des mythes, celui de la fin de siècle n'a pas d'auteur reconnu; sa véracité n'en est que plus indiscutable. Les siècles, ces constructions de l'esprit élevées sur des bases arbitraires et diverses - la date, présumée et erronée, de la naissance de Jésus-Christ pour ce qui concerne l'Occident chrétien -, connaissent une évolution vitale assez semblable à celle des hommes. Pleine de vigueur et de créativité dans les périodes de jeunesse et de maturité, elle s'étiolerait inexorablement dans les dernières années, pour laisser place à la sénilité, à l'épuisement, à la répétition maniaque et pusillanime, à la langueur et au byzantinisme. On avait Molière et Racine, on sombre dans Dürer et Crébillon; le siècle des Lumières tourne en eau de boudin avec les illuministes; celui d'Hugo et de Flaubert se meurt dans les voluptés fades de Paul Bourget et de Jean Lorrain. Quant à notre XX^e...

Ne nous étonnons donc pas trop si tout fuit le camp: c'est inscrit dans les dates. Il n'y a plus qu'à faire le gros dos en attendant que décade se passe et que nous héritions enfin d'un siècle nouveau; mieux encore: d'un nouveau millénaire, tout frais, tout neuf. Côté superstition et chronopastie, nous n'avons rien à envier aux millénaristes du Moyen Âge. L'horizon 2000 de l'ère chrétienne - sans la moindre signification pour les trois quarts de l'humanité - façonne déjà les discours, les imaginations et les projets. Pour nous débarrasser de ce trompe-l'œil, rien ne vaut la lecture de *La Sorcière* de Marie Ndiaye. D'abord pour répondre aux contempteurs de la « fin de siècle » et de sa prétendue déliquescence. Marie Ndiaye n'a pas trente ans. *La Sorcière* est son deuxième roman depuis *Quant au riche avenir*, paru en 1985. Nulle trace chez cette jeune femme de torpente néoromantisme ou de fièvre anxieuse. Dès son premier livre, rédigé sur les bancs du lycée, elle s'est installée dans un univers bien à elle et qui ne doit rien à l'imitation d'un modèle ancien, ni à l'application d'une doctrine, ni à l'enseignement d'une école, ni à la soumission à une mode. Elle a lu, sans doute, beaucoup; l'extrême souplesse de sa langue ne trompe pas; mais si elle s'est choisie des maîtres, bien malin qui pourrait dire lesquels tant elle les a assimilés à son propre usage et à sa propre invention littéraire. Marie Ndiaye s'impose en premier lieu par son originalité; elle a un propos et une voix qui ne ressemblent à rien de connu.

Cette originalité s'accompagne d'un métier. *La Sorcière* est mieux qu'un livre d'auteur comme il y en a tant, c'est un livre d'écrivain: entendez que celle qui écrit sait disparaître derrière ce qu'elle écrit pour ne laisser deviner qu'une ombre vague et secrète, une présence. Dans une société littéraire dominée par le spectacle, cette position constitue un handicap, et nul doute que la réputation de Marie Ndiaye sera beau-

D'un côté, une description minutieuse de quotidiens ordinaires baignés d'ennui, de drames, d'angoisse, de solitude. De l'autre, un récit fantastique et onirique. Entre les deux, la plume ensorceleuse de Marie Ndiaye confectionne un roman paré de toutes les séductions.

coup plus grande et ses lecteurs plus nombreux si elle consentait à livrer un peu de sa personne à travers ses personnages. Mais ce n'est pas son travail. Le sien consiste à s'améliorer de livre en livre, à creuser plus net le sillon, à traquer les facilités de plume, à parfaire son observation du monde et à se médier, en bon classique, de ses dons, qui sont riches et nombreux. Il est précisément question de dons dans *La Sorcière*: des dons de voyance et de métamorphose qu'on se transmet de mère en fille dans la famille de Lucie. Lucie n'est pas une sorcière très douée; ses visions sont plutôt courtes et souvent parcellaires: inefficaces, donc, dans un monde où l'efficacité est devenue la pierre de touche des valeurs. Car Lucie est une sorcière de notre temps. Elle habite un pavillon dans un lotissement de banlieue pour classes moyennes; elle est dotée d'un mari qu'elle n'aime pas davantage qu'il ne l'aime et qui bientôt va la quitter pour aller retrouver, à Bourges - capitale de la sorcellerie - une autre femme et un autre foyer. Elle a surtout deux filles, des jumelles, Maud et Lise, qui, ayant atteint l'âge de douze ans, celui de la puberté, sont à leur tour initiées aux rites de voyance et se révèlent d'emblée infiniment mieux pourvues que leur mère et dotées de succroît d'un solide sens pratique et d'un non moins redoutable

Eloge du charme



égoïsme. Elles sont modernes, ces jeunes sorcières, façonnées par la morale et la vision du monde des siècles révolus, et Lucie ne tarde pas à perdre pied face à ces deux donzelles dédées et agressives.

Le livre se déroule donc sur deux plans que l'art de Marie Ndiaye parvient à conjuguer, sans couture apparente. Sur un bord, une description presque ethnologique de la vie ordinaire des citoyens ordinaires dans la France petite-bourgeoise et toujours provinciale d'aujourd'hui, avec ses rites, ses habitudes, ses tempêtes médiocres, son complot profond et soigneusement entretenu. Avec ses drames aussi, qui, pour être éternels, n'en sont pas moins porteurs d'angoisses et de douleurs: les enfants qui grandissent, qui s'éloignent de vous et qu'on ne comprend plus; les familles qui éclatent, le goût de l'avenir qui s'éteint dans la répétition des jours, la conjugalité qui tue l'amour, l'argent après lequel on court, par pente, par indifférence. Un paysage d'acablement, de soupe quotidienne et de formica brique, si pesant, si étouffant, si immobile qu'on y espère le mouvement salvateur d'un crime. Quand quelque chose se passe, quand un père, par exemple, abandonne sans prévenir et à jamais épouse, enfants et foyer délaissés, la force d'inertie est telle et telle l'indifférence à la vie réelle que rien, en fin de compte, n'a lieu: « La connaissance des comportements humains que mes filles acquièrent, non dans les livres (elles ne lisent que des magazines) mais grâce aux feuilletons télévisés, était si fruste, internationale et standardisée qu'elle avait une efficacité certaine dans les situations très communes comme celle-ci. (...) Je constatais avec soulagement qu'elles ne semblaient pas plus étonnées que si ces faits de leur existence concernaient les personnes qu'elles regardaient maintenant, dans un silence attentif, raconter leurs propres malheurs, dans cette émission de confidences et d'épanchements qu'elles affectionnaient. »

Sur l'autre bord, un récit fantastique et onirique où les femmes pleurent des larmes de sang, où les enfants se transforment en corbeilles et s'envolent (n'attend-

on pas des adolescents qu'ils apprennent à « voler de leurs propres ailes »?), où les épouses changent en escargot le mardi volage. La rhétorique banale voudrait que ce second mode de narration soit la face cachée ou symbolique ou métaphorique du premier. Le propos de Marie Ndiaye est tout autre: faire sentir, faire voir que face à l'énigme du monde et à l'obscurité du réel, nos sociétés dites rationnelles, scientifiques et pratiques continuent à se fabriquer des réponses qui ne diffèrent guère de celles qu'apportent les sorcières, les magies, les griots et les chamanes. Dans les pavillons Bouygues pour cadres à attachés-casques continuent à résonner les incantations des pythies et les tambours des thaumaturges. Pour ne rien dire de la prospérité des charlatans.

Pour nous entraîner sur ce chemin escarpé et si riche de vagues nouvelles, Marie Ndiaye a recours à la fantaisie - au sens employé quand on parle d'une fantaisie chromatique de Bach: une liberté d'imagination parfaitement construite et réglée. On pourrait tout aussi bien nommer cela de l'ensorcellement si ce mot ne traitait pas avec lui des rejets de maléfice un peu lourdauds. Or la prose de notre sorcière est d'une incroyable légèreté. Les phrases font penser à des vols d'oiseaux, aériennes, libres, joyeuses, avec d'imprévisibles changements de direction, précisément calculés pour atteindre en pleine cible leur objectif. Il faut dire un mot à ce propos sur la manière qu'a la romancière de jouer avec la conjugaison, dans une parfaite correction grammaticale certes, mais en dosant assez subtilement les temps et les modes pour donner au lecteur un sentiment d'incertitude et de tangage, d'indécision temporelle, de coexistence du passé et de l'avenir dans l'instant présent.

Un livre grave qui parle avec des accents inédits de l'enfui, de la solitude, de l'abandon et de l'angoisse, livre de réflexion aussi sur l'archéologie de notre vie quotidienne et sur le substrat de barbarie qui continue à régir nos comportements prétendument civilisés, *La Sorcière* est surtout un livre délicieux écrit avec plaisir, pour le plaisir et pour celui de ses lecteurs. « Délicieux » n'est pas un adjectif qui a le vent en poupe, pas plus qu'« agréable » ou « exquis »; on ne sait trop quelle bile de mauvaise conscience ou de vanité fait paraître ces qualités-là superficielles et superficielles. Sera-t-on mieux compris en écrivant que *La Sorcière* nous tient sous son charme? Au contraire de son héroïne, la pauvre Lucie aux sortilèges émusés, ce roman est paré de toutes les séductions, les plus discrètes et les plus fines. Au point qu'il ne faudrait pas grand-chose pour qu'il devienne l'œuvre.

Mais un souffle de rigueur et d'austérité vient restaurer ce qu'il faut d'équilibre et d'harmonie. En sorcellerie comme en écriture, il est moins difficile d'avoir des dons que d'en faire bon usage. Malgré de visibles efforts, Marie Ndiaye, dans ses romans précédents, ne parvenait pas toujours à mettre des pulsions virtuoses, ni des cabriolets de gamme. Aujourd'hui, elle donne le meilleur, sa plénitude accomplie: une comédie classique; c'était le titre de son deuxième roman.

Version originale

SAGGI
(Essais)
d'Italo Calvino.
Édition établie et présentée par
Mario Barenghi.
Mondadori, deux tomes, 3 081 p.,
110 000 lire

Bien qu'il soit mondialement connu pour ses romans et nouvelles, Italo Calvino a toujours pratiqué un autre genre de prose, celle des essais, des articles, des reportages, des écrits autobiographiques, des préfaces et des commentaires, car, pour l'auteur du *Baron perché*, le travail de l'écrivain ne se cantonnait pas à la fiction. Fruit de son engagement militant aussi bien que de son travail d'écrivain, ces genres différents ont occupé tout au long de sa vie une place importante à côté des fictions, avant et après la création littéraire, l'accompagnement et l'aidant. La plupart de ces textes étant dispersés dans un grand nombre de revues, journaux et publications en Italie comme à l'étranger, même les meilleurs spécialistes de l'œuvre de Calvino n'avaient pas, jusqu'à aujourd'hui, pris la véritable mesure d'une si vaste production.

En effet, l'ensemble de ces textes représente quelque trois mille pages que, pour la première fois, Mario Barenghi vient de collecter

dans les deux volumes des *Saggi* qui terminent la publication des *Opere complete* de l'écrivain, dans la prestigieuse collection des « Meridiani » de Mondadori. Il s'agit d'une initiative particulièrement méritoire puisque, de son vivant, Calvino n'avait réuni qu'une toute petite partie de ces textes, notamment des écrits littéraires dans *Una pietra sopra* (La Machine littéraire, Seuil, 1984) et des reportages culturels dans *Collezione di Sabbia* (Collection de Sable, Seuil, 1986), auxquels auraient dû s'ajou-



PEPE FERNANDEZ

la guerre, lorsque le jeune écrivain a commencé à collaborer au quotidien *l'Unità* et à la revue de Vittorio il *Politecnico*, dans lesquels il publia des nouvelles, des reportages et des comptes-rendus littéraires. Cette double activité a continué pendant quarante ans, puisque Calvino n'a jamais renoncé à participer aux débats d'idées qui agitaient la culture italienne, en réfléchissant sans cesse sur son temps et son activité intellectuelle. Ainsi, à travers des écrits nés souvent occasionnellement, il a

Italo Calvino. Italo Calvino (1923-1985) est l'un des écrivains italiens les plus importants de l'après-guerre. Auteur de nouvelles et de romans, il est devenu célèbre grâce à la trilogie *Nos ancêtres*, qui composent *Le Vicomte pourfendu* (1952), *Le Baron perché* (1959) et *Le Chevalier inexistant* (1959). Après avoir croisé science et littérature dans les nouvelles de *Cosmicomiche* (1965) et *Temps zéro* (1967), il a écrit des romans structurellement plus complexes, tels que *Les Villes invisibles* (1972), *Le Château des destins croisés* (1973) et *Si par une nuit d'hiver un voyageur* (1979). Les nouvelles de *Palomar* (1983), où plusieurs interrogations philosophiques trouvent une heureuse forme narrative, sont son dernier projet achevé. Entre 1967 et 1980, il a vécu à Paris.

poursuivi sa recherche, qui, en dépit de son caractère erratique, s'est organisée autour d'axes bien définis correspondant à ses intérêts majeurs.

C'est parce qu'ils continuent à définir progressivement sa poétique que l'écrivain est resté attaché à ces textes auxquels il attribuait une place de choix. D'ailleurs, au moment de sa disparition - tout en travaillant aux *Leçons américaines*, dont figurent ici des pages inédites et plusieurs variantes -, Calvino pensait à de nouvelles anthologies de ses essais où réorganiser en forme définitive une autre partie de ses textes, en les enchaînant à l'intérieur d'un plan capable de mettre en valeur la cohérence d'un travail si dispersé.

Dans les *Saggi*, Barenghi a réorganisé la variété des sujets traités par Calvino en six grandes sec-

Calvino, encyclopédiste du possible

Essais, articles, reportages, écrits autobiographiques, préfaces, commentaires... Après une longue recherche, Mario Barenghi a réuni pour la première fois la part réflexive et non romanesque, de l'œuvre de l'auteur du *Baron perché*.

pects, mais il a choisi l'option inverse, où la variété des intérêts donne lieu à un grand nombre de textes formant une sorte d'encyclopédie du possible, à l'image de l'idée de la littérature qu'il élaborait à partir des années 60.

Dans cet ensemble à première vue hétéroclite, mais où il est possible de discerner les lignes de force de sa recherche et l'évolution de ses convictions, on retrouve les éléments qui, à plusieurs niveaux, ont nourri ses romans sur le plan des thématiques, des réflexions théoriques ou des options structurales. On s'aperçoit ainsi que le travail critique, avec ses découvertes et ses remises en question, est un moment incontournable de son activité, puisqu'il enrichit et oriente sa démarche de narrateur. Par exemple, le passage d'une conception de la culture issue de l'historicisme dialectique à une conception dominée par le relativisme anthropologique aura des conséquences dans l'organisation de ses romans. Tout comme la curiosité vis-à-vis de la science ou la ré-

flexion concernant les relations auteur-public ou le statut du « je » en littérature.

Les essais nous permettent de découvrir également la fidélité de Calvino à certains auteurs, par exemple Aristote et Stendhal, Queneau et Conrad, Pavese et Vittorini. Mais aussi le souci autobiographique qui se manifeste à plusieurs reprises, bien que l'écrivain n'ait jamais trouvé la manière de parler ouvertement de lui-même. Selon Barenghi, cette impossibilité serait le « moteur caché » des essais des dernières années. D'ailleurs, l'essai pour Calvino est toujours « expérience » et « mise à l'épreuve de soi-même », ce qui correspond bien au profil d'un écrivain conscient de « ses responsabilités éthiques et intellectuelles », mais « peu enclin à s'identifier pleinement à un rôle et à institutionnaliser son activité ». A travers les essais, il a accompagné sa propre évolution et celle de la culture italienne de l'après-guerre, en essayant de multiplier et de diversifier ses compétences, dans un processus d'« auto-formation » jamais con-

Ce qui explique l'approche problématique de ses textes qui ne sont jamais péremptoirs, ne donnent pas de leçons et se fondent sur un style simple et nécessairement si - remarque encore Barenghi - sa « perplexité systématique » introduit progressivement dans l'écriture les formules hypothétiques. Le style visant à la clarté et à la transparence du discours est une nécessité éthique, comme il l'a lui-même rappelé: « Si le monde est toujours plus insensé, nous pouvons seulement essayer de lui donner un style. » Ainsi, loin d'être simplement une occupation secondaire, les essais de Calvino nous montrent un intellectuel engagé attentivement dans son temps, mais aussi un écrivain qui a pleinement conscience du fait que, en plus de la fantaisie, sa littérature se nourrit sans cesse des idées.

Fabrizio Gambero

ECRIVAINS

pour vos envois
de manuscrits
renseignements :

Éditions LA BRUYÈRE
128, rue de Belleville
75020 PARIS
Tél. (1) 43.66.14.63

Accords parfaits

U

La bête humaine

Par la voix de sa narratrice, Marie Darrieussecq décrit la métamorphose d'une femme en truie. Une fable radicale et féroce sur notre part d'animalité

TRUISMES
de Marie Darrieussecq.
POL, 158 p., 85 F.

Les animaux ont bon dos. Depuis toujours, les hommes utilisent sans vergogne l'effigie - ou la caricature - des bêtes pour stigmatiser leurs propres travers. Toute la ménagerie y passe : chien, loup, dinde, serpent, cafard ou linotte... Mais cet anthropomorphisme d'usage courant n'a-t-il pas pour fonction de nous prémunir contre un danger obscur, difficile à enfermer dans une rhétorique inoffensive : l'animalité, la part, non plus symbolique, mais réellement animale qui nous habite ?

Marie Darrieussecq reprend la question à son compte, avec une crudité et, si l'on ose dire, une santé impressionnantes. Le premier roman de cette jeune universitaire, dont l'audace, loin d'être l'effet de quelque désir de l'imagination, semble parfaitement mûrie et pensée, laisse le lecteur pantelant. *Truismes* n'inaugure certes pas un genre littéraire. D'Ovide au Kafka de *La Métamorphose* et de *Rapport à une académie*, en passant par La Fontaine, les écrivains furent nombreux à faire parler, penser et agir les animaux à la place des humains. Récemment, Yves Bichet, dans un beau premier roman, *La Part animale* (Gallimard, 1994), avait puisé dans la thématique animalière, mais au profit d'une intrigue plus champêtre, moins radicale et angoissante. C'est d'une manière toute personnelle, résolument extrémiste, que Marie Darrieussecq s'inscrit dans cette tradition.

Elle mène loin, dans des contrées fort inquiétantes, cette question de l'animalité. Une fois qu'on l'aborde, l'humanité, qui est son contraire, fait un peu figure de principauté cernée par les

empire de la sauvagerie. L'une des significations possibles de *Truismes*, qui est une fable, est précisément de montrer la non-étanchéité des deux mondes, de désigner les passages nombreux qui mènent de l'un à l'autre, toujours dans le même sens : du règne de l'homme à celui où ce même homme - dans *Truismes* il s'agit d'une femme - se dévot, se rabaisse, dévalant quatre à quatre l'échelle de la création, jusqu'au rang de la bête. La fable politique qu'il contient fournit une autre « entrée » au livre. Veulerie et violence font craquer les belles apparences de la civilisation. L'air est connu et le radicalisme du récit s'égare là, un peu, dans la convention. Mais ce défaut est très largement compensé par l'audacieuse vivacité du roman de Marie Darrieussecq, sa montée en puissance tout au long des pages, sa truculence et sa gravité mêlées - le lecteur hésite souvent entre le rire et la suffocation. De plus, malgré un sujet risqué, la romancière a su éviter l'écueil de la vulgarité.

INQUIÉTANTE ÉTRANGÉTÉ

La narratrice, dont tout le roman est la confession, parle à la troisième de ces deux mondes. Plus précisément, son état animal et son identité de truie - dans laquelle elle se vautre avec un certain délice - n'ont pas annulé en elle la capacité de s'exprimer, de réfléchir et même d'écrire ! Le « trouble » et l'« angloise », que l'auteur de ces aveux sait devoir susciter chez le lecteur, proviennent du brouillage des fonctions et des attributs de chacun des deux règnes, humain et animal. Et surtout du caractère pour ainsi dire naturel de la métamorphose, qui fait passer le je du récit de l'état de femme à celui de truie.

Mais l'inquiétante étrangeté monte de plus loin encore, comme d'un puits sans fond : du possible

même de cette confusion, de son caractère vraisemblable... Finalement, la truie qui parle dans le roman, qui vit et raconte de si humaines aventures, n'est que l'image grotesque, la monstrueuse exagération de ce possible, la manifestation d'une virtualité habituellement en sommeil.

La narratrice-truie ne jure d'ailleurs que très modérément au milieu d'humains qui ne répugnent pas toujours à revêtir l'apparence de porcs. Il arrive même à de pitoyables mâles, dans la parfumerie un peu spéciale qui emploie l'héroïne, ou dans les soirées très privées auxquelles elle participe, de mal dissimuler leur fébrilité face à la truie et replète créature, qui, pour faire bonne mesure, ne s'en plaint guère... Il y a dans tout le roman comme une contagion irrésistible de l'animalité. Et c'est l'érotisme, évidemment, qui véhicule, en même temps qu'il figure, la maladie.

A la fin du livre, un calme crépusculaire semble pacifier l'angoisse ; tout rentre dans l'ordre... Et le lecteur, avant de chercher à faire partager son trouble, se surprend à accepter, comme une chose évidente, un truisme en quelque sorte, la monstrueuse histoire qu'on vient de lui conter.

Patrick Kéchichian

GÉRARD RONDEAU POUR DARRIEUSSECQ

Une audace et une crudité parfaitement pensées



diste du possible

Accords parfaits

Le premier roman d'Alain Veinstein, hanté par le thème de la filiation

L'ACCORDEUR
d'Alain Veinstein.
Calmann-Lévy, 240 p., 110 F.

Un pianiste, un fossoyeur, un enfant abandonné qui devient un adulte abandonné et une attention constante aux mots, aux souvenirs, aux sensations négligées de la vie : voilà ce qui constitue le « premier roman » d'Alain Veinstein - même si cet auteur, dont le nom est si familier aux écrivains et aux auditeurs nocturnes de France-Culture, a déjà beaucoup publié, poèmes, récits, brefs essais (1).

Le narrateur est saisi entre une mère absente et un fils dont il va voler la femme. Bien qu'il s'exprime très directement, très précisément, racontant avec une sorte de minutie lyrique son enfance, ou va progressivement douter de la véracité de ses souvenirs. Le rythme même de la narration, parfois précipité comme une histoire policière, parfois nonchalant comme une rêverie musicale, suscite le doute. Le grand-père, nous dit-on, a émigré en France et, « franchissant la frontière, ne savait ni lire ni écrire, ce qui lui avait valu de perdre une branche de la première lettre de son nom ». La mère n'existe pas, n'existe plus, si bien que lorsque le narrateur doit, en classe, la représenter, il se contente, sous les tirs cruels de ses camarades, de tracer un rond. Mais, pour sortir de cette « nuit sans mère », le narrateur s'abandonne à la douceur morbide de son grand-père.

L'enfance n'est guère dissipée quand, devenu adulte et pépiniériste, le narrateur entre dans la vie. Sa compagne l'abandonne, et son fils ne lui revient que pour le projeter involontairement dans la tragédie, en lui offrant la tentation de Lena, pianiste virtuose qui se dérobe au moment même où elle l'entraîne dans la passion. Les

manques de l'enfance, le père absent - « un père qui vous aide à passer du jour au lendemain, je ne suis pas sûr qu'il y ait une autre façon d'apprendre qu'on est vivant » -, interdisent d'accueillir la plénitude de la vie. Le monde intérieur, littéraire ou musical avec Lena, est le dépositaire de la mort : « Au début, c'était dans les livres qu'il s'était approché des mots, donc dans une langue immobile qui avait déposé sa mort en lui ».

Il y a, dans ce récit constamment pensé, retenu, intense, une très grande tristesse, issue de la tragédie de l'origine ou des souvenirs (une naissance sous les bombes, un père immédiatement déporté), mais aussi profondément entretenue par un style limpide et secret en même temps. L'amour sensuel, l'amour paternel semblent désormais impossibles. « Né d'un père et d'une langue inconnue, peut-être avais-je été privé de l'étincelle initiale. Dès le cri du vivant, la mère avait été vendue. » Et l'amour charnel ? « Deux êtres grimés dans l'ombre d'une chambre n'étaient que deux solitudes incapables d'engendrer l'enfant de l'amour. »

Car la paternité est le thème obsessionnel de ce bref roman : paternité vers le haut et vers le bas, si l'on peut dire, ascendance et descendance. Ai-je un père, suis-je un père ? ne cesse de se demander le narrateur, hanté par quelques photos défranchées, par les gestes du grand-père, qui chaque jour ensevelit le temps, les mots et les morts, par le fils que l'on trahit, par la femme en qui l'on cherche une fille, une mère, l'impossible rédemption de la mort. Quant à l'accordeur, c'est « la main de la mort ».

René de Ceccatty

(1) Alain Veinstein anime chaque nuit l'émission « Du jour au lendemain », de minuit à 1 heure. Ses livres ont été publiés au Mercure de France, chez Gallimard, Orange Export et Maeght, où il dirige lui-même une collection.

Justine Lévy
Le rendez-vous

François Morel
Meuh !



192 pages, 30 F.



160 pages, 26 F.

POCKET

Pocket à découvrir

Livraisons

LITTÉRATURE

● OPUS 100, d'Emmanuel Moses

L'aisance qu'Emmanuel Moses (né en 1959) manifeste dans ce livre de poèmes n'est pas une donnée immédiate de son art : il ne l'a pas trouvée sans beaucoup la chercher, probablement. Une réflexion souvent grave et lente, un foud de tristesse peut-être, « des filaments que l'on pourrait appeler / Fatigue d'être », président à cette quête, donnant à l'apparence de facilité un timbre particulier et émouvant. En poèmes longs ou distiques, Moses dessine la géographie d'un territoire mental et affectif, dont il est le passant plus que l'occupant... (Flammarion, 128 p., 79 F.)

● MADAME DE SAINT-SULPICE, d'Alphonse Boudard

Saint-Sulpice, un Monseigneur, un établissement à l'enseigne de l'abbaye, une dame au joli nom de Blandine dont le fils est promis à une carrière au Vatican... Boudard donnerait-il dans le sacré ? Qu'on ne se méprenne pas. La maison de Blandine est un bordel où les soutanes ne paraissent pas pour des bénédictions... En rapportant la carrière de son héroïne, il en fait une espèce de prototype d'un univers disparu. On retrouve sans déplaisir la verve de l'auteur et ce style où l'adjectif devient nom et l'adverbe adjectif. (Éditions du Rocher, 308 p., 128 F.)

● L'IMPOTRTE, de François d'Epenoux

Rien de plus banal, voire de plus lassant, que l'impotisable trio. François d'Epenoux se lance dans le stéréotype en faisant à la loi du genre une belle entorse. Entre Jeanne et Pierre, il y a bien une em-pêcheuse, « belle comme le ciel est bleu », une redoutable rivale dont Jeanne ne viendra pas à bout... Mais cette concurrente a ceci de particulier d'être de pierre. C'est contre une maison et les souvenirs qu'elle renferme que l'épouse devra lutter, contre un adversaire qui a pour arme le passé qui fait de celle qui ne l'a pas connu un étranger. C'est par la voix de celle-ci que nous suivons cet original antagonisme, et on peut dire de la narratrice qu'elle a une belle écriture, déjà aperçue dans *Géogé*, le premier roman d'un auteur qui ne déçoit pas ce deuxième. (Anne Carrière, 192 p., 95 F.)

● ADIEU MA MÈRE, ADIEU MON CŒUR, de Jules Roy

Le 2 novembre 1995, à quatre-vingt-huit ans, Jules Roy a décidé : « drôle d'idée », « un coup de colère probablement » - d'aller porter des roses sur la tombe de sa mère, à Sidi-Moussa, au sud d'Alger. Lui, le subversif, l'ancien pied-noir anticolonialiste, le militaire déserteur et partisan de l'Algérie indépendante, avait choisi en son temps, bien que disciple inconditionnel de son ami Camus, la justice contre sa mère. Arrivé au cimetière « à demi crevé » lui-même, dans l'actualité des assassinats, entouré de gardes du corps et d'autorités locales, il s'adresse à celle qui avait essayé de lui apprendre à détester les Arabes, regarde l'Algérie désolée, pense à sa ville natale, Rovigo, devenue siège du FIS, à ses maîtres Camus et Arrouche, à son oncle Jules, à ses premières amours à Blida, à sa vie telle qu'elle surgit dans ses étonnantes *Mémoires barbares*, et il n'arrive pas à pleurer. Avec son franc-parler gaullois, il conclut sa visite à sa mère : « Blida n'est plus la même. Tu n'as rien perdu ». (Albin Michel, 204 p., 89 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● LA TIGRESSE, de Walter Serner

Dans le monde interlope du Paris des années 20, une garce surnommée Bichette tombe amoureuse d'un aventurier revenu de tout et qui s'étonne seulement d'être encore en vie. La volcanique demi-mondaine aurait-elle enfin trouvé son maître ? Mais la passion ne met pas fin aux bonnes vieilles habitudes prises dans les bars et les bordels ; la jungle des villes reprend bien vite ses droits. Né en 1899, Walter Serner a mené une vie errante et mystérieuse. Après avoir brièvement participé au mouvement Dada, il disparaît, sans doute pour côtoyer ce monde d'escrocs qu'il décrit dans ses livres, avec une prédilection pour Paris et la Côte d'Azur. En 1942, il est rattrapé par le destin ; interné avec sa femme dans le camp de concentration de Theresienstadt, il y meurt peu de temps après. Du même auteur et chez le même éditeur est déjà paru *Au singe bleu*, un recueil de trente-trois histoires criminelles. (Traduit de l'allemand par Danielle Meudal et Jürgen Ritte ; éditions Alia, 154 p., 120 F.)

● RÉVERIES ET AUTRES PETITES PROSES, de Robert Walser

« Ces histoires sont d'une tendresse tout à fait inhabituelle, cela chacun le comprend. Ce que tous ne voient pas, c'est qu'elles contiennent non pas la tension nerveuse d'une vie décadente, mais l'atmosphère pure et ornée de la vie convalescente », écrivait Walter Benjamin dans un texte daté de 1929, heureusement repris en postface de ces textes traduits de l'allemand par Julien Hervier et préfacés par Frédéric Brumont. Benjamin paraît également de « noblesse érudite ». C'est le plus bel hommage que l'on peut rendre à l'œuvre bouillonnante de Robert Walser. (Le Passer, 126 p., 82 F.)

● C'est ainsi un hommage que Marie-Louise Audibert a écrit, sous forme d'essai biographique, dans la collection « L'un et l'autre », sous le titre *Le Vagabond immobile*. (Gallimard, 212 p., 120 F.)

HISTOIRE LITTÉRAIRE

● HISTOIRE LITTÉRAIRE DE LA LITTÉRATURE EN SUISSE ROMANDE. Tome 1 : Du Moyen Âge à 1815, sous la direction de Roger Francillon

Depuis un siècle, depuis l'*Histoire littéraire de la Suisse romande des origines à nos jours*, de Virgile Rosset (1889-1891) et l'*Histoire littéraire de la Suisse française*, de Philippe Godet (1895), aucun ouvrage d'ensemble n'avait été consacré à l'une des plus vivantes des littératures, non pas francophone, mais bel et bien française quelque produite en Suisse. L'exemple classique qui vient tout de suite à l'esprit est celui de Jean-Jacques Rousseau, citoyen de Genève au moment où celle-ci est encore une République, ce qui ne permet de la rattacher, en droit, ni à la Suisse ni à la France. Or, de Grandson, Jean Calvin, Théodore de Bèze, Pierre Viret, Isabelle de Charrière, Madame de Staël, Benjamin Constant sont étudiés, conjointement à la naissance du « mythe » suisse, de l'époque littéraire des voyageurs, dans cet ouvrage monumental, réalisé par une cinquantaine de spécialistes et qui comptera quatre volumes. (Éditions Payot, Lausanne, 428 p., 59 FS.)

● LES LIVRES NUES, numéros 1 à 10-12

Les *Livres nus* sont nées à Anvers, en 1953, dans l'esprit de Marcel Mariën, alors employé d'une grande raffinerie : dès l'année suivante, les francs-tireurs du surréalisme belge, comme Louis Scutenaire ou Paul Nougé, y publient poésies, proses, « inscriptions », aphorismes, slogans, collages, réclames et romans-photos détournés. De 1955 à 1956, les membres de l'Internationale lettriste - Gil J. Wolman, Michèle Bernstein et surtout Guy-Ernest Debord - y inscrivirent les fondements de la préhistoire situationniste. À la suite des éditions Plasma qui l'avaient déjà reproduite en un volume en 1978, les éditions Alia réimpriment à l'identique la première série de cette « revue trimestrielle contre la Vérité, contre la Liberté, contre la Justice, contre le Bonheur ». En conclusion, un long texte politique de Marcel Mariën, « Théorie de la révolution mondiale immédiate ». (Dix fascicules et un volume d'index, sous emballage ; éditions Alia, 190 F.)

Crime et châtiement à Knokke-le-Zoute

LE VENT DU NORD
de Jean-Baptiste Baronian.
Éditions A. M. Métailié,
174 p., 78 F.

Knokke-le-Zoute, il y a quarante ans. Sur la plage déserte où souffle « le vent sauvage de novembre » qu'évoquait Verhaeren, Alexandre, un chétif enfant de douze ans, que sa santé contraint à passer l'hiver sur le littoral, trouve dans le sable, en guise de trésor, un revolver. Deux détonations, et c'est la plongée dans l'océan. Plus que le plaisir de l'épouvante à la Foire du Midi. La peur s'aggrave avec le retour à « La Reculée », la villa tarabiscotée de sa tante Lucienne, qui semble avoir été construite par un architecte fou, et où règne une odeur délétère.

Quarante ans plus tard, c'est « tous jours novembre ». Alexandre, devenu un écrivain raffiné, cultivé, rédige comme un journal la chronique de son retour à Knokke, où il n'y a plus de saison morte. Entre ses angoisses et lui, il interpose des tableaux, des films, des notes. « Le silence est une douleur. Je n'ai qu'un remède : la musique » - le *Concerto champêtre* de Poulenc, les *Voies nobles et sentimentales* de Ravel, où les dissonances sont « merveilleusement stridentes ». Les ombres de Zweig et de Verhaeren, marchant dans les dunes près du Zoute, ont chassé les figures grimaçantes de tante Lucienne et de son amant, le docteur Vermeire, le médecin légiste. Jusqu'au moment où, avec les clés de « La Reculée » et une enveloppe léguée par la défunte tante, revient, transmis par le notaire, le passé. Crime et châtiement.

Romancier et chroniqueur, Baronian a construit habilement, comme un piège, ce roman soûlément décadent que balait le vent sauvage, et il s'affirme comme un des maîtres de la littérature fantastique à laquelle il a consacré, sous le pseudonyme d'Alexandre Lous, de nombreux essais.

Monique Petitjean

Une femme invente sa liberté

Aux côtés de son héroïne, une jeune exilée devenue romancière, Nicole Avril s'interroge sur son parcours d'écrivain.

UNE PERSONNE DÉPLACÉE
de Nicole Avril.
Grasset, 306 p., 126 F.

Qu'est-ce que se choisir un pays, une langue ? Est-ce s'exiler ou se vouloir vraiment libre, entièrement maître de son existence, en une sorte de nouvelle naissance qu'on suit en la force de décider ? Toutes ces questions, le nouveau roman de Nicole Avril - joliment intitulé *Une personne déplacée* - les pose, sans lourdeur, avec même une sorte d'allégresse. Bien sûr, on peut lire ce livre sans chercher les réponses, comme une « histoire simple », un roman uniquement préoccupé de sa trame narrative. Une jeune femme, Eva, débarque à Paris au début de 1969, fuyant la Tchécoslovaquie après l'échec du « printemps de Prague ». La passion de la France, de sa langue, de sa littérature, lui vient de sa grand-mère. Situation précaire, chambre de bonne prête, petits boulots (femme de ménage)... Eva franchit toutes les étapes obligées de l'installation dans la grande ville.

Deuxième temps de l'initiation : rubrique astrologique dans un magazine et quelques soirées où des bourgeois se croient inventifs et libérés parce qu'ils s'adonnent à certaines « partouzes » très privées, avec invités très sur le volet.

On retrouve Eva, dix ans plus tard, écrivain français, travailleuse incessante et méthodique - « j'ai toujours banni de mes ateliers la musique et les hommes » - s'interrogeant sur son passé, sa famille, ses blessures intimes et les drames de l'histoire contemporaine. Enfin, vingt ans après ce matin de janvier où elle débarquait à la gare de l'Est, inquiète, mais exaltée d'avoir osé, d'avoir rompu net avec son passé, Eva est une romancière à succès qu'on essaie d'abattre en

lançant une romueur - elle interdirait à son éditeur de publier d'autres auteurs venus de l'Est - tandis qu'elle se débat dans une passion sans espoir. Si l'on en reste là, le roman est plaisant, mais il y manque un centre, une nécessité.

Or, au-delà de l'anecdote, Nicole Avril, avec Eva, s'interroge sur son propre parcours de romancière, sur la manière dont on s'approprie un héritage littéraire, dont on perçoit, peu à peu, le monde diffusément, pour l'écrire, dont on acquiert une attention singulière aux détails - du paysage, des événements, des personnes. « J'aimais par-dessus tout les autobus, dit l'héroïne qui partage ainsi l'une des passions bizarres de Nicole Avril. En traversant Paris, je me sentais chaque fois novice comme au premier jour. J'absorbais avec avidité toute la beauté de la ville, et même la beauté de sa laideur... » Dans le petit matin maussade, l'autobus le plus bruyant se faisait transport amoureux. Je n'étais pas seulement sensible à l'évidente splendeur de la ville, la rengaine de la vie quotidienne m'environnait davantage encore (...). Regarder les visages, absorber leur ennui, comprendre leur lassitude, saisir au fond d'un regard l'éclat de la haine, évaluer l'immensité de certains désirs privés d'oasis.

Si Eva vient d'un pays de l'Est, c'est plus parce que la situation historique de l'époque - vingt ans avant la chute du mur de Berlin - rend son retour impossible que pour parler des problèmes de l'Europe de l'Est. C'est aussi parce que Nicole Avril, en écrivant, voilà quelques années, après onze romans, la biographie d'Elisabeth d'Autriche - Sissi - (1) s'est « tournée vers l'Est ». Paradoxalement, c'est grâce à ce premier travail biographique - qui suppose d'accepter des contraintes, de freiner l'imagination - que Nicole Avril a trouvé sa véritable liberté de romancière et s'est dégagée de cer-

taines conventions de style.

Avec *L'Impératrice*, Nicole Avril a aussi découvert la compassion. Une certaine forme d'humanité, de tendresse, qui manquait à ses livres antérieurs. Mais elle a un peu perdu - provisoirement, sans doute - cette magnifique férocité envers ses personnages qui rendait ses romans singuliers - même ceux qui, comme *La Disgrâce*, ont touché un très large public - étrangers à la bien-pensance des livres à succès. Peut-être parce qu'Eva est une « personne déplacée », exilée, et un écrivain - donc une personne doublement « déplacée ». Nicole Avril a pour elle une étrange indulgence. Au point que, lorsque son héroïne se laisse aller à une passion très conventionnelle pour un homme qui la refuse, la romancière semble suspendre son jugement et tenter de nous faire compatir.

Heureusement, tout se termine dans une gare, là où tout avait commencé : « Paris ressemblait à mes rêves d'enfant et je me félicitais de l'avoir choisie entre toutes les villes. (...) Mes pas me portaient souvent vers les gares comme si tout devait procéder, d'elles ou s'y résoudre. (...) Dans le bruit des halloporteurs et le désordre des bagages, il y a des serments, des affrontements, des arrachements, il y a des boîtes et des larmes, il y a des voleurs et des désespérés (...). Il y a des destins, des pans, comme celui qui fit Eva en débarquant de Prague. Il y a des romans à écrire, lorsqu'on est vraiment devenue « autre », habitant non pas seulement la ville qu'on a émise et dont on voit la beauté, alors que tant de ses habitants la délaissent, mais le langage et la culture que symbolise cette ville. C'était tout l'enjeu de l'histoire d'Eva, métaphore de la construction d'une personnalité d'écrivain qui veut « écrire la vie ».

Josyane Savigneau

(1) Grasset, 1994.

Portraits croisés

Dans une Egypte sous domination anglaise, une jeune femme décide de s'accomplir par son art : la photographie. Avec cette « Mamelouka », Robert Solé signe une chronique romanesque et politique

LA MAMELOUKA
de Robert Solé.
Seuil, 346 p., 130 F.

Dans l'Egypte, où il a vécu jusqu'à l'adolescence, Robert Solé a gardé une mémoire riche d'images et de sensations, des souvenirs réels ou fabuleux, grâce auxquels son œuvre de romancier participe au jeu subtil de la fiction comme au jeu subtil de la chronique. Contrairement à certains écrivains, qui ne distancient jamais la réminiscence autobiographique, Robert Solé choisit d'évoquer des époques bien antérieures à ses propres années égyptiennes. Il peut ainsi jouer avec le temps, tout en respectant l'histoire, demeure fidèle à cette tradition orale, si propre à l'Orient, qui lie à travers les âges les récits des grandes figures du passé, et idéaliser les lieux mythiques de son enfance, en les glissant au prestige de l'imaginaire.

La *Mamelouka*, comme ses deux précédents ouvrages (1), est une chronique romanesque et politique, qui cherche à retrouver le climat de cette Egypte d'autan, sous occupation anglaise. Robert Solé reprend l'histoire de la famille Touta, « l'une des plus honorables de la communauté grecque catholique ». La *Mamelouka* s'ouvre en 1891, sur la rencontre d'Emile Touta et de Doris Sawaya, tous deux en vacances à Fleming, paisible station balnéaire d'Alexandrie. Doris a dix-neuf ans, elle est belle, intrépide, et passe ses journées sur la plage, à peindre les flots bleus, le ciel et la ligne d'horizon. Emile, lui, est photographe : joli garçon au charme fantasque, il tient, dans le centre du Caire, une petite boutique où il exerce son art, mais sans grand succès. Conversant, sur cette plage, sur les vertus de leur art respectif, les deux jeunes gens connaissent bientôt un coup de foudre réciproque. Mais, tombant amoureux d'Emile, Doris va se passionner pour ce moyen d'expression qui lui est pratiquement inconnu : la photographie. Au



Robert Solé.

commencement très récente, peu convaincu que la photographie soit un art de l'image à part entière, Doris comprendra peu à peu ce qu'une telle technique réserve d'avenir et de richesse, à une époque charnière entre deux siècles, quand on veut, comme elle, s'approprier la « réalité ».

Devenue l'épouse d'Emile, appartenant au « clan Touta » - dont elle se tiendra toujours à distance - Doris, certes amoureuse, mais aussi éprise de liberté, défendra, envers et contre tout, son autonomie en perfectionnant inlassablement sa maîtrise de « l'appareil » et ses innombrables perspectives. On ne la surnomme pas « la Mamelouka » pour rien : celle qui

somme ni à Londres ni à Paris, mais au Caire dans les années 1930. Néanmoins, du contexte historique et politique qui est le sien, Doris saura tirer profit, jouant avec habileté de ses privilèges, de ses relations, de sa séduction, de sa coquetterie, elle dépassera, dans la connaissance et la pratique de la photographie, celui qui lui en avait transmis les rudiments, Emile, et défiera ainsi l'harmonie de son couple. Jacquesmart est le grand photographe officiel de l'époque ; cependant, Doris Touta deviendra la portraitiste la plus en vue du Caire. « Ce qui fait l'artiste n'est pas le procédé, dit-elle, mais le sentiment. » C'est, sans nul doute, grâce au sentiment

que Robert Solé a si bien réussi ce beau portrait de femme, tout à nous communiquer l'attachement et l'admiration qu'il semble vouer à son héroïne. Rien dans la construction du personnage n'est laissé au hasard : ses complexes d'adolescente, les raisons de sa passion de l'image, ses culpabilités, ses rêves secrets... Tout cela est décrit avec un sens très aigu du réalisme psychologique et de l'histoire romanesque, notamment dans les passages où Doris photographie les officiers du Caire. On la voit, comme une Vigée-Lebrun en son temps, mais usant d'une autre technique, travailler sur les ombres, les lumières, l'esprit singulier d'un visage. « Mes photos expriment ce que j'ai ressenti en les réalisant. Ce sont presque des autoportraits », confie-t-elle. Débauchant donc

son mari, ses enfants, pour satisfaire aux exigences de sa carrière, Doris rompra provisoirement avec Emile, l'homme qu'elle aime pourtant le plus au monde. « La Mamelouka » s'embarquera pour une autre aventure, au Soudan, celle du reportage.

Si le roman de Robert Solé retrace, dans la tradition de l'épopée, le destin d'un personnage d'exception, il n'oublie pas de fournir d'innombrables détails sur les épisodes qui firent de l'occupation européenne, dans bien des colonies, le berceau du nationalisme. On comprend comment, à la force de réduire les dirigeants du pays à des autorités d'opérette, réfugiées dans des casernes, la puissance britannique se désagrégea et précipitera sa fin. Robert Solé décrit, avec ironie et objectivité, une situation qui porte en germe une multitude de drames à venir, de violences et d'humiliations. Ainsi le roman offre-t-il deux canaux de narration qui scellent la fiction à l'histoire : d'une part, la progression d'une femme qui lutte pour être elle-même et transgresser sa condition ; d'autre part, l'histoire d'une société, persuadée de sa légitimité, qui pense perpétuer à jamais son empire et ses valeurs.

Le plaisir que « prodigue » cette fresque provient aussi de la distance avec laquelle l'auteur l'a composée, pour mieux nous familiariser avec l'époque, les lieux, les personnages. Le style élégant et classique de Robert Solé est dénué de tout maniérisme exotique. Aucune nostalgie non plus dans cette peinture réaliste du passé. La *Mamelouka* est une chronique sensible, vivante, d'une monde dans lequel on s'engouffre, dès les premières lignes, avec curiosité et bonheur. L'art, les sentiments, l'histoire, la force des paysages... Tout cela propose, il est vrai, une telle diversité de thèmes qu'il faut reconnaître à Robert Solé une belle témérité dans sa générosité et son talent.

Nicolas Bréhal

(1) *La Tarbouche*, 1992, et *Le Séraphore d'Alexandrie*, 1994 (tous deux aux Seuil).

La mu

Les corps sacrés de Michèle Roberts

Mi-anglaise, mi-française, la romancière a fait de la double identité le cœur de son dernier livre, qui, dans sa structure fragmentaire, interroge le féminin et le masculin, les liens de la chair et du sang

CHAIR DE MA CHAIR
(Flesh and Blood)
de Michèle Roberts.
Traduit de l'anglais
par Sabine Boulongne,
Calmann-Lévy, 235 p., 110 F.

La Manche fait plus, semble-t-il, que séparer deux pays et deux peuples : elle divise deux cultures, ou tout au moins deux littératures, qui, si l'on en croit les chiffres et le peu de traductions effectuées du français à l'anglais, ne s'interpénètrent pas, ou très inégalement. Il est cependant des exceptions à cette tendance et de jeunes écrivains anglais fortement influencés par la littérature française. Michèle Roberts, auteure de huit romans, née de mère française, il est vrai, et de père anglais, en est imprégnée, qui cite parmi ses sources des écrivains aussi divers que Nathalie Sarraute, « parce qu'elle a renouvelé la conception du roman », Hélène Cixous, avec laquelle elle se sent des affinités, notamment dans son approche du féminisme, Colette, Maupassant ou Sade, qui inspirèrent un certain nombre des histoires constituant *Chair de ma chair*.

En réalité, il s'agit moins d'une double culture que d'une double appartenance, et même d'une double identité, thème qui est au cœur du livre de Michèle Roberts. « Être à demi française et à demi anglaise a fait de moi un écrivain. Les langues étaient liées à l'image de mes parents, si bien que l'anglais représentait la masculinité et le français la féminité. En tant qu'enfant, je vivais un conflit monstrueux, ne sachant à quelle culture, à quel côté j'appartenais et je pense que c'est ce sentiment de confusion, de division à propos de la langue et de l'identité qui m'a poussée à vouloir écrire, à inventer quelque chose, à inventer un moi, une identité... »

La Manche, et souvent traversée,

la mer devint le symbole de ce qui sépare deux aspects d'un même être : masculin, féminin, mais aussi de ce qui les relie. Dans *Chair de ma chair*, où déguisements, robes et étoffes chatoyantes, légères et transparentes jouent un grand rôle, les femmes, en changeant d'habits, deviennent des hommes, et les hommes se transforment en femmes. Ainsi George Manot, un peintre français qui, au cours d'une partie de campagne, ravit à la jeune Félité sa virginité, est en fait, le lecteur l'apprendra à la fin du livre, une femme, peintre elle aussi, et mariée heureusement en Angleterre ; entre les deux histoires, un siècle de distance. « Une partie de la plaisanterie, c'est que vous pouvez très efficacement faire l'amour à une femme sans avoir de pénis », commente en riant Michèle Roberts, pour qui le thème du travestissement et de l'androgynie a pourtant une autre fonction que de leurrer et de surprendre le lecteur : réagir contre une société qui avait tendance à opprimer les femmes, montrer que les hommes, quant à l'âme tout au moins, sinon dans leur comportement en société, sont « tout juste comme des femmes dans des habits d'homme ».

Dans cette chasse au trésor effectuée au plus profond de soi qu'est la recherche du langage, l'un des mots qui fascinent le plus Michèle Roberts est celui de femme. « Être femme ne va pas de soi. C'est une condition que chacune doit explorer pour son propre compte ; par bien des côtés, c'est une mascarade, mais, plus profondément, il y a la chair, le corps. Non le corps individuel, mais le corps transfiguré, radieux, tel qu'on le découvre dans l'art. A mon sens, le féminisme est relié à la féminité, au pouvoir de la féminité. » Le corps féminin, longuement regardé, dénudé, caressé et aimé, un corps qui n'est pas limité à lui-même, mais qui est peut-être le lieu de



Diptyque de Laura, de Chuck Close (1984)

L'Amour, ou de l'origine, figure dans chacune, ou presque, des histoires, ou fragments, composant *Chair de ma chair*. A la figure de la mère - d'où tout part et où tout revient - est consacré le chapitre central, le cœur du roman, vision du paradis à laquelle mènent les

sept fragments d'histoires qui, depuis l'époque contemporaine, le Londres des années 70, remontent les âges et le temps jusqu'à l'origine, avant de revenir, dans la seconde partie, progressivement au présent. Sept histoires ébauchées, laissées inachevées comme autant

d'énigmes, étagées au long des siècles, avec leurs mystérieux héros et héroïnes, qui trouveront leur solution dans la deuxième partie du livre, symétrique de la première et composée elle aussi de sept textes.

Autout du roman, une rupture :

celle qui affecte le couple constitué par Fred ou Freddy, fille ou garçon, et sa mère. A la fin, la réconciliation, le retour à l'origine, à la mère, et le recommencement de la vie. « Je devais commencer avec l'image d'un être blessé psychologiquement, atteint dans son identité de femme. Le livre retrace le voyage vers une guérison. C'est pourquoi la structure en est brisée : la relation mère-fille est, elle aussi, brisée. Il fallait que le lecteur fasse l'expérience de cette rupture. » Freddy remonte les siècles, le temps, l'histoire, par l'imagination, jusqu'au moment où elle retrouve le paradis perdu, qui est peut-être la fusion avec la mère, le sein maternel, mais alors en tant que symbole de renaissance et de transfiguration : nul ne peut se tenir à cet état fusionnel, il faut en sortir, recommencer à vivre, repartir vivifié... « Les symboles sont ce qui constitue la religion et la spiritualité. Les artistes sont des êtres religieux en raison même de leur activité : ils travaillent avec des symboles et ils construisent des symboles à partir du corps - et c'est ce qu'on peut faire de plus beau. Pour moi, c'est cela la religion, c'est cela Dieu. »

Michèle Roberts, qui eut une éducation catholique, a fait de la religion l'un des centres de son roman : s'y mêlent les fresques de la villa des Mystères, à Pompéi, consacrées au culte de Dionysos, et les procès de l'Inquisition, comme dans l'histoire de l'abbesse qui, au sein de son couvent dans l'Italie du XVII^e siècle, voulait changer les mœurs et sombra dans l'excès. Quand elle ne se documente pas afin « d'alimenter son imagination et d'inventer un langage » approprié à ses histoires, Michèle Roberts jardine dans sa propriété de la Mayenne, avec passion, comme elle lit et écrit. Elle a alors l'impression de jouer, comme un enfant, sur « un grand corps sacré ».

Christine Jordis

La meilleure affaire d'Ólafur Jóhann Ólafsson

Ancien vice-président de Sony Amérique, ce jeune homme pâle, né en Islande dans une famille cultivée, est un surdoué qui est passé de la physique nucléaire au business, avant d'embrasser la littérature. Son dernier roman met en scène un vieux misanthrope enfermé dans sa culpabilité

ABSOLUTION
(Absolution)
d'Ólafur Jóhann Ólafsson.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Mimi et Isabelle Perrin,
Seuil, 235 p., 130 F.

Un jour de janvier 1996, Ólafur Jóhann Ólafsson s'est retiré des affaires. Finalement, les voyages à la chaîne, la marée montante des rénovations, les journées taillées dans des montagnes de rendez-vous. S'il a choisi de décrocher, ce ne fut ni par dépit ni par défi, moins encore par ennui ou par fatigue, mais pour s'offrir le précieux plaisir de gouverner son agenda comme il l'entendait. C'est qu'au calendrier des brasseries de millions les heures prennent des allures bizarres, effritées, fuyantes, et le temps paraît se rétracter sous les pas du businessman. Surtout s'il est vice-président de Sony Amérique et président-fondateur de la branche multimédia du même groupe. Surtout s'il n'a que trente-quatre ans et l'idée, depuis longtemps déjà, que l'écriture sera la pièce maîtresse de son jeu.

Pour adoucir le vertige engendré par son grand saut hors du business, Ólafur Jóhann Ólafsson a gardé sa place dans quelques conseils d'administration. Deux jours par semaine, il continue d'assister au spectacle des fortunes en mouvement. Mais ce spectacle-là, depuis plusieurs mois, lui sert d'abord à enrichir une œuvre qui se nourrit, comme toutes les fictions, de fragments empruntés à la réalité. Loin de se cantonner dans un monde ébérété, ce jeune homme élégant, pâle et souriant s'est toujours fait une règle de laisser la bride sur le cou à des curiosités qui l'éloignent, en apparence, de ses domaines de prédilection.

Né en Islande dans une famille cultivée, il a hérité de son père, romancier de renom, le goût de l'écriture. « A douze ans, j'écrivais en ca-

chette des choses qui paraissent directement à la poubelle, se souvenant-il, l'air encore un peu coupable. Mon père m'a toujours soutenu, mais jamais poussé à écrire. Issu d'une famille de fermiers modestes, il savait que la littérature n'est pas la meilleure façon de gagner sa vie. » Après s'être fait chasser de l'école pour indiscipline - « par ennui », dit-il -, après avoir réintégré l'établissement grâce à l'intercession de sa mère, puis amassé plus de lauriers universitaires que l'Islande n'en avait jamais décerné, Ólafur Jóhann Ólafsson s'interroge sur son avenir.

La littérature, il l'a déjà étudiée à Reykjavik et il voudrait se frotter à une discipline vraiment inconnue. Ce sera donc la physique, qui lui semble être « la plus philosophique des sciences », et même la physique nucléaire, à l'université américaine de Brandeis, dans le Massachusetts. Mais ce sont l'expérience et la découverte qui le tentent, rien de plus. Au bout de quatre ans, il annonce sa volonté d'abandonner la physique, au grand désespoir de ses professeurs. L'un d'entre eux fait alors appel à un ancien élève, devenu dirigeant de Sony, pour convaincre cet étudiant si prometteur de ne pas quitter l'université.

Non seulement la tentative s'avère vaine, mais l'intermédiaire se transforme en traître d'opérette, puisque c'est finalement pour Sony qu'Ólafsson quittera les atomes. De cette entreprise, où il a passé plus de dix ans, il conserve des souvenirs excitants et la certitude que son passage dans l'électronique ne l'a pas éloigné de la fiction, au contraire. « Comme ce sont des mondes très séparés, ce qui se passait dans un univers trop proche de la littérature, l'édition par exemple. »

Après un premier recueil de nouvelles publié en Islande à l'âge de

vingt-quatre ans, Ólafur Jóhann Ólafsson a écrit deux romans et vient d'en terminer un troisième, qui doit paraître au printemps 1997. Le deuxième, *Absolution*, a battu tous les records de ventes en Islande et remporté un joli succès aux États-Unis, dans une traduction entièrement revue par son auteur, « pour plus de sûreté ». Cette attitude éminemment professionnelle et pourtant dénuée de toute froideur, il la met au service de la littérature comme il l'avait mise à celui des CD-ROM et autres jeux multimédias. « De mon père, observe-t-il, j'ai surtout appris que l'écriture n'est pas une activité bohème, comme voudrait le faire croire une vision romantique des choses. L'inspiration est directement proportionnelle au nombre d'heures passées devant sa table de travail. »

Absolution n'en présente pas

pour autant les caractéristiques désagréables d'un roman trop bien huilé, comme auraient pu en produire les manières « efficaces » qui prévalent dans les milieux d'affaires. Il ne s'agit pas d'un livre conçu, a priori, pour faire un best-seller, mais d'un roman tourmenté sur la faute et la culpabilité. Le cadre géographique est New York, le Danemark, mais aussi l'Islande, là où sont les racines d'Ólafsson, là où il passe encore le tiers de son temps. Dans un va-et-vient entre le Manhattan actuel et l'occupation allemande, Ólafsson décrit les angoisses et les contradictions d'un vieil islandais misanthrope, qui le souvenir d'une trahison commise au temps de sa jeunesse détruit petit à petit.

Riches, repliés sur ses obsessions, il attend la mort en pensant que ses péchés ne « seront pas pardonnés ». En dépit de quelques imperfections, l'ouvrage campe un portrait remarquable de l'égoïsme et des effets asséchants d'une culpabilité refoulée. Coupé des autres par un mélange d'intense mépris et de remords, Peter Peterson est sans cesse décrit comme le centre d'un univers vide, seulement rempli d'« images » effrayantes. Tout le reste lui est extérieur. La femme qui vit avec lui n'est que « la jeune personne », ses enfants sont amnésés par un « qu'ils ne soient jamais venus au monde n'aurait fait aucune différence », et le reste de l'humanité disparaît, écrasée sous des qualificatifs tels que « ces gens de l'Est », « ces Latins », « ces Orientaux » ou « les autres ». La plupart des individus et des sentiments ne sont définis

que par rapport à lui, à ses besoins, à son esthétisme, à ses peurs, à son passé. L'auteur réussit parfaitement à rendre la puissance de cet égoïsme en établissant le caractère manipulateur de son personnage et son violent désir de concevoir un monde dont il serait le maître.

Manipulations objectives quand le vieil homme échafaude des plans pour provoquer la colère de ses enfants, mais aussi tentatives beaucoup plus naïves d'immersion dans les souvenirs des autres ou de reconstruction du passé. C'est finalement de l'illusion qu'il s'agit et de ses pouvoirs maléfiques, comme le montre très bien le coup de théâtre de la fin.

« Fantômes, mensonges, in-

trigues, trahisons façonnent notre vie sans que nous puissions intervenir. Et nous disons adieu à ce monde sans avoir vraiment pu discerner le vrai du faux », affirme le vieillard. Les glissements entre le passé et le présent, entre les faits et leurs métamorphoses, renforcent cette im-

pression. Mais ce livre, qui entretient des relations ambiguës avec la religion, ou du moins avec la transcendance, porte aussi l'idée, seulement suggérée, que le salut vient tout de même des autres.

Raphaëlle Rérolle

magazine littéraire

N° 346 - Septembre 1996

LE DOSSIER

THOMAS MANN ET LES SIENS

Heinrich, Erika, Klaus, Golo. Une famille d'écrivains

INÉDIT

Homosexualité et fascisme par Klaus Mann

Les romans de la rentrée

ENTRETIEN

Stendhal. La vie d'Henry Brulard, version originale.

Un entretien avec Gérard Bannaud

Chez votre marchand de journaux : 30 F

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 132 F

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- | | | |
|--|---|--|
| <input type="checkbox"/> Umberto Eco | <input type="checkbox"/> Retour aux Latins | <input type="checkbox"/> L'Age du Baroque |
| <input type="checkbox"/> L'Individualisme | <input type="checkbox"/> Jacques Derrida | <input type="checkbox"/> Cheyenne d'amour |
| <input type="checkbox"/> Littératures allemandes | <input type="checkbox"/> Witold Gombrowicz | <input type="checkbox"/> Michel Leiris |
| <input type="checkbox"/> Collette | <input type="checkbox"/> Les énarques de la Belle | <input type="checkbox"/> Montaigne |
| <input type="checkbox"/> Boris Vian | <input type="checkbox"/> Époque | <input type="checkbox"/> Attentat |
| <input type="checkbox"/> William Faulkner | <input type="checkbox"/> Arthur Rimbaud | <input type="checkbox"/> André Gide |
| <input type="checkbox"/> Italo Calvino | <input type="checkbox"/> Fernando Pessoa | <input type="checkbox"/> Rainer Maria Rilke |
| <input type="checkbox"/> Virginia Woolf | <input type="checkbox"/> Céline | <input type="checkbox"/> Kant |
| <input type="checkbox"/> Albert Camus | <input type="checkbox"/> Hölderlin | <input type="checkbox"/> Guy de Maupassant |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Duras | <input type="checkbox"/> George Sand | <input type="checkbox"/> Lévi-Strauss |
| <input type="checkbox"/> Jean Starobinski | <input type="checkbox"/> 1492, l'invention d'une | <input type="checkbox"/> La fin des certitudes |
| <input type="checkbox"/> Sartre | <input type="checkbox"/> Éullens | <input type="checkbox"/> Jean Genet |
| <input type="checkbox"/> Marguerite Yourcenar | <input type="checkbox"/> Joseph Conrad | <input type="checkbox"/> Roland Barthes |
| <input type="checkbox"/> Sade | <input type="checkbox"/> Tchekhov | <input type="checkbox"/> Jacques Lacan |

Nom : _____
Adresse : _____

Règlement par chèque bancaire ou postal

magazine littéraire

40, rue des Saules-Pères, 75007 Paris - Tél. : 45.44.14.51



ILLUSTRATIONS GUILLAUME D'EGE

Banc d'essais

Le pap

En philosophie moderne, Martin Heidegger est de nouveau sous les feux de l'actualité éditoriale, avec la biographie de Rüdiger Safranski, *Un maître d'Allemagne*, Heidegger et son temps (voir la chronique de Roger-Pol Droit, page 12). Autre biographie attendue, celle de Bergson par Philippe Soulez, auteur déjà d'un *Bergson politique*; ce livre, après la mort accidentelle de son auteur il y a deux ans, a été complété par Frédéric Worms (Flammarion, octobre). Le même mois, chez Verdier, paraît un volume de textes dispersés de Maurice Merleau-Ponty, datant des années 1935-1951, *De la perception au visible*, présenté par Jacques Prunier. Du même auteur, des *Notes de cours* (Gallimard, octobre).

La pensée de Wittgenstein commence à être mieux connue en France: outre une nouvelle traduction (par Marc Golberg et Jérôme Sackur) des *Cahiers bleu et brun* (Gallimard) et le tome 1 des *Diaries de Wittgenstein à Walsman et pour Schlick* (PUF, octobre), on annonce en octobre deux essais importants au Seuil: *La Voie de la raison: Wittgenstein, le scepticisme, la moralité et la tragédie*, de Stanley Cavell, et *Règles et langage privé: introduction au paradigme de Wittgenstein*, de Saul A. Kripke. Descartes, dont on continue à fêter cette année le quatrième centenaire de la naissance, est présent avec la première édition intégrale - et dans l'ordre souhaité par le Seuil - de son essai *Le Monde* (Seuil); à signaler également un nouveau volume d'*Etudes cartésiennes* (Sur l'ego et sur

Dieu), de Jean-Luc Marion, aux PUF, où est également réédité l'essai sur l'art du philosophe, *La Croisée du visible*; du même, un volume *Descartes dans la collection « Coup double »* chez Hachette (octobre). Dans cette même série, toujours en octobre: *Pascal*, par Marianne Alphant; *Gilles Deleuze*, d'Alain Badiou; *Diderot*, de Laurent Versini, et *Hegel*, de Jean-Luc Nancy.

Les deux éditeurs italiens des œuvres de Nietzsche proposent chacun, aux éditions de l'Éclat, un livre sur l'auteur de *La Généalogie de la morale*: Giorgio Colli rassemble ses préfaces dans *Écrits sur Nietzsche* (octobre) et Maurizio Montinari analyse l'*« invention »* de l'œuvre posthume du philosophe dans *La « Volonté de puissance » n'existe pas* (novembre); de leur côté, Hélène Nancy et Philippe Choniet ont composé une anthologie commentée de textes de Nietzsche sur *« l'art et la vie »* (éd. du Seuil). L'Éclat a également publié, en novembre, la traduction de l'essai classique de Werner Seyden, *Aristote, fondements pour une évolution de sa*

Patrick K. K.

pensée. Dans la collection « Corpus », chez Payot, sont annoncées les œuvres de Nicolas Fréret, qui eut notamment comme titre de gloire d'être, dans la première moitié du XVIII^e siècle, l'un des piliers de l'Académie des inscriptions et belles lettres (en octobre). Chez Gallimard paraît *La Sociologie des religions*, de Max Weber. Aux PUF, on pourra lire un essai de Philippe Raynaud sur Weber (novembre).

Les éditions Rivages font paraître un recueil d'essais et de conférences de Hans Georg Gadamer sur *L'Héritage de l'Europe*. Toujours du côté des auteurs vivants, dans des styles passablement différents, Jacques

On ne dénombre pas moins de 460 titres dans la catégorie « essais et documents », pour une rentrée traditionnellement plus ouverte à la littérature

Derrida et André Comte-Sponville seront à l'honneur, le premier avec trois titres chez Gallée - *Le Monolinguisme de l'autre*, *Passions de la littérature* (collectif, octobre) et *Echo-graphie de la télévision* (avec Bernard Stiegler, octobre) -, le second avec seulement deux livres: *Arsène Lupin, gentleman philosophe* avec François George, le Pén, (octobre) et *Impromptus* (PUF, « Perspectives critiques »). Dans la même collection, signale-t-on trois autres ouvrages: *Montaigne et la philosophie*, de Marcel Conche, *L'Homme sans visage, une anthropologie négative*, d'Agnes Minazzoli (octobre), et un collectif dirigé par notre collaborateur Michel Conat, *Pourquoi et comment Sartre a écrit Les Mots* (octobre).

Mort en février 1994, le théoricien de l'anarchisme épistémologique, Paul Feyerabend, sera néanmoins présent en octobre au Seuil, avec deux livres: son autobiographie, *Tuer le temps*, et des *Dialogues sur la connaissance*. Au Seuil toujours, une introduction au discours du tableau, de François Wahl, et en novembre,

en coédition avec Gallimard et l'École des hautes études, un *Essai hétéroclite* de Sylvia Scheld-Menchel. Massimo Piattelli Palmarini, spécialiste des sciences cognitives, dans un *Petit traité sur Kant*, entreprend d'exposer la pensée du maître de Königsberg (Odile Jacob, octobre). Aux PUF, où se poursuit l'édition des œuvres de Berkeley dans la collection « Épiméthée » (tome IV, *Le Questionneur et Stris*), deux grands classiques de la philosophie du droit et de la philosophie politique: *Théorie générale des normes*, de Hans Kelsen, fondateur de l'école juridique de Vienne, et, en novembre, l'essai de J. G. A. Pocock, *Le Moment machiavélien*. Toujours aux PUF paraîtront en octobre et novembre un *Dictionnaire de philosophie politique*, sous la direction de Philippe Reynaud et Stéphane Riols, et le *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale*, dirigé par Monique Canto-Sperber. Signale-t-on enfin, outre un essai de François Launelle, *Principes de non-philosophie* (PUF, décembre), le livre de Pierre-Yves Boudill, qui se veut un manuel et un guide, *Faire la philosophie* (Cerf).

ISLAM

Le besoin ou la demande d'ouvrages de référence sont, semble-t-il, toujours aussi grands. Les grandes religions étant aussi des corps de doctrine, ce besoin est ici particulièrement justifié. Pour l'islam, Dominique et Janine Soudel proposent un *Dictionnaire historique* (PUF, octobre). Au Cerf paraît ainsi la version française de *L'Enchiridion symbolorum*, plus communément appelé « le Denzinger ». Ce recueil, qui rassemble les « symboles, définitions et déclarations en matière de foi et de mœurs » de l'Église catholique, est depuis 1854 l'ouvrage de référence pour toutes les questions de dogme et de morale; cette édition est la dernière en date, préparée par Peter Hüfnerman. Toujours au Cerf, en co-édition avec Verdier, la monumentale *Étude d'Ephraïm Elimelech Urbach sur Les Sages d'Israël*, qui recense toutes les recherches de ce savant (mort en 1991) sur les rites rabbiniques concernant les croyances et les conceptions religieuses du judaïsme. De son côté, Catherine Chabrier, élève d'Emmanuel Levinas, s'interroge sur *L'Inspiration du philosophe* (Albin Michel). Joseph Mouton, quant à lui, ne craint pas les vastes sujets et se livre à une critique de Dieu (Anubis). Guère moins ambitieux, un ancien jésuite, Jack Miles, est l'auteur de *Dieu: une biographie* (Laffont, octobre). Toujours au chapitre des divines biographies, signale-t-on celle d'Antonio Pinero - dont on peut penser qu'elle est plus sérieuse - sur *L'autre Jésus: vie de Jésus selon les Évangiles apocryphes* (Seuil). Plus important, la traduction d'*Histoire des religions et destin de la théologie*, début de l'édition en dix volumes des œuvres d'Ernst Troeltsch, philosophe et théologien protestant allemand mort en 1923, dont la pensée se situe à l'intersection du néo-kantisme et de la sociologie religieuse de Max Weber (Cerf).

Chez Jacqueline Chambon, plusieurs titres intéressants: *Choses au non-choses*, des « esquisses phénoménologiques », de Vilém Flusser; *La Philosophie de l'art de Nelson Goodman*, de Jacques Morizot et, en octobre, *Les Écrits posthumes*, de Regge.

Dans un chapitre plus public, tandis qu'Alain Finkielkraut s'interroge sur notre siècle dans *L'Humanité perdue* (Seuil, octobre), Jacques Attali invite ses lecteurs sur les Che-

mins de sagesse, dans un essai dont le sous-titre est *Traité du labyrinthe* (Payot). Plus modeste, Jean-Paul Enthoven, avec ses *Enfants de Saturne*, livre quelques portraits qui ont en commun de renvoyer obliquement l'image du portraitiste (Grasset). Tsvetan Todorov publie en octobre, au Seuil, *L'Homme déposé*.

La mort et le suicide, dans des directions de pensée différentes, font l'objet de plusieurs publications: *Mourir vivant*, de Christian Biot, Françoise Guinand et Françoise Hortal, traite des pratiques d'accompagnement des mourants (éd. de l'Atelier, octobre); un texte inédit de Hans Jonas, *Le Droit de mourir* (Rivages/Poche); un essai sur le suicide, *Porter la main sur soi*, de Jean Améry, écrivain de langue allemande qui se donna la mort en 1978 (Actes Sud, octobre). Marc Crépon, dans *Les Géographies de l'esprit*, se livre à une analyse critique, qui promet d'être intéressante, de cette volonté de caractérisation des peuples présente dans la pensée occidentale « de Leibnitz à Hegel » (Payot). Thèmes classiques avec *L'Amour et l'Amitié*, d'Allan Bloom, qui fut professeur à l'université de Chicago et spécialiste de Shakespeare, ou plus secret avec *La Prudence*, collectif de la série « Morale », chez Autrement, dirigé par Gilles Achaiche (octobre); dans la même série, *Le Cynisme*, par Hélène Bellanger. Willy Pastini se livre, quant à lui, à un *Éloge de l'Amitié* (Payot). L'éditeur du livre de Daniel Goleman, un Américain ancien professeur de psychologie aujourd'hui journaliste sur *L'Intelligence émotionnelle* souligne que cet essai « explique pourquoi le cœur l'emporte sur la raison » (Laffont, octobre).

On peut faire l'éloge de tout... ou de rien. Dans le riche chapitre « psychanalyse et psychiatrie » de cette rentrée, où quelques peripatétiques importantes s'annoncent, Henri Rey-Fland propose ainsi *L'Éloge du rien*, dans lequel il tente de répondre à cette question: « Pourquoi l'obsessionnel et le pervers échouent-ils où l'hystérique réussit? » (Seuil). C'est à La Douleur que J.-D. Nasio a consacré son dernier essai (Payot, octobre). Dans *Lorsque l'enfant disparaît*, Ginette Ralmbault aborde la question du deuil des parents qui voient leur enfant mourir (Odile Jacob). Un psychanalyste, Serge Tisseron, se penche sur la photographie et sur *Le Bonheur de voir* (Belles Lettres). Perspective inverse chez Gérard Bonnet avec *La Violence du voir* (PUF). Quant à Laure Razon, c'est à *L'Enigme de l'inceste* qu'elle consacre un essai (Denoël, octobre). Dans *L'Adolescent et le psychanalyste*, Jean-Jacques Rassi analyse les problèmes de la rencontre avec des adolescents (Payot).

FREUD, JUNG...

Chez les Empêcheurs de penser en rond, plusieurs ouvrages pour servir à l'histoire de la maladie mentale: *Un siècle de psychiatrie*, de Pierre Pichot, des études cliniques sur la schizophrénie de Henri Ey, et en octobre *Ethnopsychiatrie des Indes Moindres*, de Georges Devereux. Pour ce qui est des ouvrages plus généraux, signalons, encore chez Odile Jacob, *Les Nouvelles Cartes de la psychanalyse*, de Daniel Widlöcher, qui confronte les progrès des sciences de l'esprit et les théories freudiennes (octobre), et un ouvrage de référence, incluant un historique et un dictionnaire sur *La Folie*, de Jean Thullier (Laffont-Bouquins). Enfin, les PUF poursuivent la publication des *Œuvres complètes de Freud*, avec le tome XV

(1916-1920) (novembre) et propose un volume de *Letres de famille de Sigmund Freud et des Freud de Manchester, 1911-1938* (octobre). Albin Michel achève, avec ce cinquième volume, l'édition de la *Correspondance* (1958-1961) de Carl Gustav Jung. En octobre aux PUF, un livre de Paul King et Riccardo Steiner sur les *Controverses entre freudiens et kleinians, 1941-1945*.

Moisson plus modeste en anthropologie avec *Science de l'homme et tradition*, de Gilbert Durand (Albin Michel) et *La Mère des dieux, de Cybèle à la Vierge Marie*, de Philippe Borgeaud, qui repense la complexité de la figure maternelle dans les sociétés antiques aux origines de la chrétienté (Seuil, octobre). En octobre également sera traduit chez A.M. Métailié l'essai de Clifford Geertz, *Art et la-bas*.

Signaux pour terminer quelques essais littéraires généraux, ou portant sur l'histoire du livre: de Pierre Campion, *La Littérature et la recherche de la vérité* (Seuil); de Roger Chardier, *Culture écrite et société* - sous ce titre, l'auteur reprend un livre paru en 1992 chez Alinéa, *L'Ordre des livres*, augmenté d'une réflexion plus récente sur l'histoire du livre entre le XIV^e et le XVIII^e siècle et sa place dans la société (Albin Michel); *Roman et censure, ou la mauvaise foi d'Éros*, de Maurice Couturier (Champ Vallon). En fermeture et un peu à l'écart, l'essai de Lucien d'Azy qui porte le beau titre de *La Volupté sans recours*, consacré au Verrou de Fragonard (Climat).

Rentrée de

Des inédits en poche

Il est certain que le premier public visé par les éditeurs de livres inédits en format de poche est celui des universitaires, des scolaires, des étudiants auxquels on propose des sommes bien faites sur des sujets de base et forcément un peu « bateaux ». Dans le même ordre d'idées, on trouvera aussi des rééditions de textes devenus introuvables - même en grand format - ou de nouvelles traductions de classiques indispensables (ou oubliés). Mais on voit surgir aussi ici ou là des curiosités dignes des cabinets d'amateur et des étagères de dégustateurs émérites.

Assez classique dans sa conception, une anthologie en deux tomes de textes sur *La Psychanalyse*, réunis et présentés par Françoise Delbary (Pocket/Agora). Au livre de poche, dans le même esprit d'acquisition des connaissances, deux nouveaux titres en « Références/Inédits », *Rome et le droit*, de Michèle Ducos, et *La Monnaie*, de Michel Dov Zerah; et, en « Biblio/Essais », *Deux conférences sur la psychanalyse*, de Louis Althusser, *Napoléon, le pouvoir, la nation, la légende*, de Jean Tulard, et un *Cours de philosophie politique*, de Blaudine Kriegel, ces trois derniers ouvrages étant tout simplement des reprises de cours. Pour reconsidérer la littérature du XVII^e siècle, Thomas Pavel, professeur à Princeton, propose *L'Art de l'éloignement, essai sur l'imaginaire classique* (Gallimard, « Folio/Es-

sais »). Dans la collection « Découvertes » de Gallimard, et en coédition avec la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, *La France du patrimoine, les choix de la mémoire*, de Marie-Anne Sire, de façon à bien préparer les Journées du patrimoine (les 14 et 15 septembre); et, pour les fans du paléolithique, *Chasseurs et artistes au cœur de la préhistoire*, de Denis Vialou. Parmi les grands disparus retrouvés, le texte fondateur du catholicisme social, *Paroles d'un croyant*, de Félicité de Lamennais (Pocket/Agora), publié en 1834 au fort de l'agitation sociale, *Le Discours décisif*, d'Averroès (Flammarion/GF, bilingue), ou la *Préface de la phénoménologie de l'esprit*, de Hegel (Flammarion/GF, bilingue). Certains inédits tiennent de la « compit »: c'est le cas de *L'Égypte ancienne* (Seuil, « Points/Histoire »), composée d'articles repris de la revue *L'Histoire* avec une présentation de Pierre Grandet. Françoise Héritier a rassemblé différents exposés sur le thème de la violence prononcés entre janvier et mars 1995 au Collège de France (Odile Jacob/Opus). Par ailleurs, quinze spécialistes de tous bords ont été interrogés par Ruth Scheps sur un autre thème: *Les Sciences de la prévision* (Seuil, « Points/Sciences »). Le groupe de Bruges propose une réflexion sur les politiques agricoles sous le titre *Agriculture, un tournant nécessaire* (L'Aube Poche). Plus littéraire, *Madame de Sévigné vue par des*

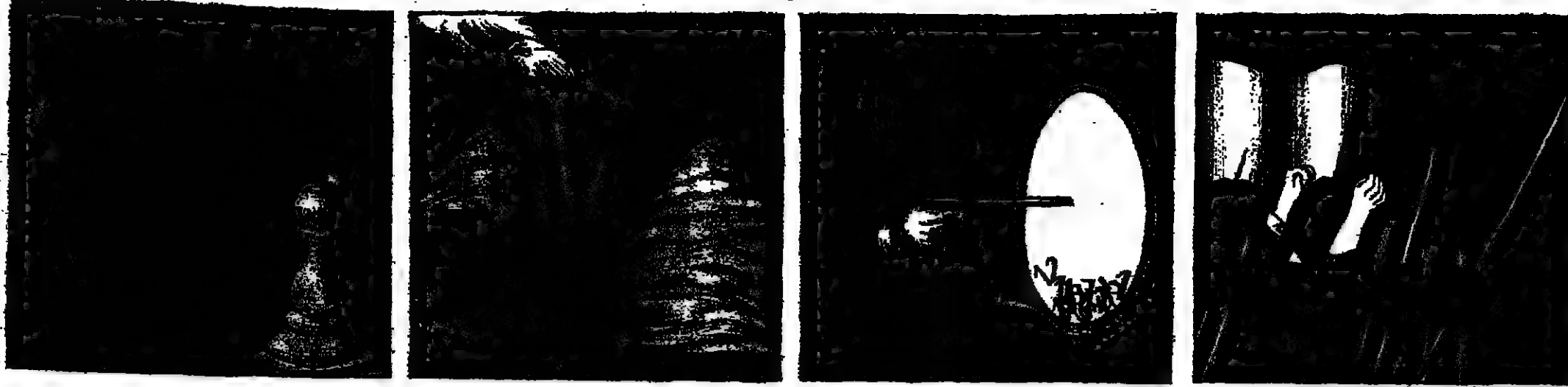
écrivains, de Bussy-Rabutin à Philippe Sollers (L'École des lettres).

Le livre de poche lance une nouvelle série de monographies consacrées à l'art, « Références/Art », avec deux premiers titres: *La Belle Manière, anticlassicisme et maniérisme dans l'art du XVI^e siècle*, d'Antonio Pinelli, et *La Sculpture florentine de la Renaissance*, de Charles Avery. On y trouvera aussi le célèbre *Picasso d'André Fernigier*, remis à jour et complété d'une bibliographie et de la localisation des œuvres. Plusieurs études ou biographies permettent d'aborder des personnages mal connus, méconnus ou trop connus, comme *La Fragilité de la politique selon Machiavel*, de Paul Valadier (Seuil, « Points/Essais »), *Krishnamurti ou l'insoumission de l'esprit* (Seuil, « Points/Sagesses »), *Léonard de Vinci, d'Alexandro Vezzosi* (Gallimard, « Découvertes »), *Descartes, bien conduire sa raison*, de Pierre Guenancia (Gallimard, « Découvertes »), ou encore *François Truffaut, les films de sa vie*, d'Annette Insdorf (Gallimard, « Découvertes »). Et pour en finir, au propre et au figuré, le *Code de déontologie médicale* (Seuil, « Points/Essais »), de Louis René (ancien président du conseil de l'Ordre des médecins), et *Le Droit de mourir* (Rivages Poche), de Hans Jonas, l'auteur du *Concept de Dieu après Auschwitz*, une réponse philosophique au problème de l'extinction.

Marthe Silber

Témoignages, inédits et grands « retours » marquant l'automne 96: les souvenirs professionnels et civiques de Jean-Pierre Vernant (*Entre mythe et politique*, Seuil), un nouveau posthume de Norbert Elias (*Du temps*, Payot) ou la nouvelle édition de *La France protestante* de Poujol et Dubier (éditions de Paris, octobre) devraient soulever moins de vagues que le cours de Lucien Febvre, *Honneur et patrie*, au cœur d'une polémique fameuse dans la chapelle braudélienne (Perrin). On pacifiera les consciences sinon avec le nouveau livre de Pierre Chaudi, au titre intimidant, *Trois millions d'années, quatre-vingts milliards de destins* (Hachette), avec *L'Histoire de l'écriture* de Louis-Jean Calvet (Plon), qui nous renvoie aux origines du temps historique.

Pour une fois, l'histoire ancienne n'a rien d'un parent pauvre: outre le volume à trois voix de Jean Bottéro, Jean-Pierre Vernant et Claude Lévi-Strauss sur *L'Orient ancien et nous* (Albin Michel), on retiendra *Mémoire d'Ulysse*, récit sur la frontière en Grèce antique de François Hartog (Gallimard) et, versant mythologique, *La Mère des dieux de Philippe Borgeaud* (Seuil, octobre) et *La Grèce de l'imaginaire* de Richard Buxton (La Découverte), plus promoteur que le très discuté *Black Athena*, *Les Racines afro-asiatiques de la civilisation classique*, de Martin Bernal (PUF, novembre). Amnésie oblige - celui de l'école française d'Athènes - l'archéologie n'est pas oubliée: Roland



Le pape, l'Europe et la « vache folle »

C'est entre actualité, commémoration et bilan qu'oscille la rentrée des documents. Une rentrée éditoriale marquée par la visite du pape en France, du 19 au 22 septembre. Côté poétique, Pierre Bergé brandit bien haut le drapeau laïc dans *L'Affaire Clovis* (Plon). Dominique Janet avec *Clovis ou le baptême de l'ère* chez Ramsay, lui fait écho et réexamine de manière critique l'histoire du roi franc.

La personnalité de Jean Paul II fait l'objet, chez Plon, d'une biographie très étendue de Carl Bernstein (un ancien du *Washington Post* et l'un des journalistes du Watergate) et Marco Politi. *La Sainteté*, Gérard Leclerc, dans *Parusque* veut-on sur l'Église ? (Fayard), s'interroge, sur l'Église avec laquelle, pense-t-il, les médias traitent l'institution catholique et le souverain pontife. Le même auteur publie chez Christian de Bartollet *Jean Paul II : la résistance*. Le sociologue Emile Poulat, dans *Le christianisme va-t-il disparaître ?* (Plon-Mame), analyse la désaffection des fidèles, tandis qu'Alain Besançon, dans *Les Trois Tentations de l'Église* (Calmann-Lévy) - actualisation d'un livre de 1978 - remonte le cours de la crise de l'Église jusqu'à 1789. Flammarion donne la parole à un des personnages centraux de la hiérarchie : le cardinal Joseph Ratzinger dans *Un tourment pour l'Europe* (octobre).

Religion toujours : deux personnalités du judaïsme s'expriment cet automne : l'ancien grand rabbin de France René Samuel Sirag, chez Nil, dans *La Tendance de Dieu* et Gilles Bernheim, rival malheureux à l'élection de l'actuel grand rabbin Strack, et dont l'enseignement était jusqu'ici exclusivement oral : celui-ci publie son premier ouvrage (en principe en novembre), chez Calmann-Lévy, il devait être intitulé *Un rabbin dans la cité*.

L'Islam aussi aime un fort courant éditorial. *Le Nationalisme arabe*, d'Olivier Carré, retrace la vie et la mort de l'utopie panarabiste. Un *Iran au XX^e siècle*, de Jean-Pierre Digat, Bernard Hourcade et Yann Richard, est également prévu, en octobre, chez Fayard. La guerre civile en Algérie demeure aussi un thème fort avec *Une autre voix pour l'Algérie* de Louis Hanoune, à La Découverte, dans lequel cette militante de gauche et féministe s'entretient avec une journaliste algérienne, Ghania Moutouk.

Autre conflit qui se réveille - ou ne l'était pas - celui du Moyen-Orient. En prévision de perpétuelles nouvelles dans la bataille pour Jérusalem, Actes Sud sort un *Jérusalem, une histoire politique*, de l'Israélien Miron Benvenisti, ancien maître adjoint de la ville sainte. Toujours chez Actes Sud, deux écrivains parlent d'un dialogue qui bat de l'aile et dont ils furent les initiateurs, le Palestinien d'Israël Emile Habibi (mort le 2 mai) et l'Israélien Yoram Kanuk

(*La Terre des deux promesses*, octobre). Bayard, qui lance une collection d'essais et de documents politiques, apporte sa contribution à ce puzzle compliqué en publiant simultanément une biographie d'Yehak Rabin, *La Mission inachevée*, de David Horowitz, un journaliste israélien de gauche, et *Ararat, la poudre et la paix*, de deux journalistes américains, Janet et John Welch. Toujours en octobre, *L'Histoire secrète de la paix au Moyen-Orient* de Charles Enderlin et Danielle Enderlin (Stock).

Les questions religieuses, et particulièrement la figure de Jean Paul II, ainsi que les problèmes politiques et sociaux dans l'espace européen alimentent cette année un fort courant éditorial

AMÉRIQUES

Lois de l'Ordre, le Mexique d'aujourd'hui comme d'hier - peut-être à cause de la géolittérature du Chiapas - retient l'attention des éditeurs. *Poussières médicinales* de Pino Cuccini, chez Payot (octobre), rassemble ainsi une trentaine de courts essais sur un pays à la recherche de ses racines ethniques, et *Le Mexique insurgé*, de John Reed, un témoignage sur la révolution mexicaine, paru au Seuil en octobre. Enfin à l'approche des élections américaines quelques ouvrages suscitent les États-Unis : *Il était une fois l'Amérique* de Philippe Ronzon, chez Denoël, parti sur les routes rencontrer ce pays dans ses profondeurs, et *Le Complexe d'Hillary* d'Ulysse et Frédéric Gossiet chez Larousse - portrait de la femme du président Clinton, et état des lieux de la révolution féministe et sociale promise par la première dame du pays, lors de l'élection de son mari.

Plus près de l'Europe, on annonce chez Fayard une biographie du chancelier allemand, une des premières du genre, corrigée à la fois par un Français Jean-Paul Picaper et un Allemand, Karl Hugo Pnyss : *Helmut Kohl* (octobre). C'est aussi chez Fayard que Henry Kissinger publie une histoire des relations internationales, de Richelieu jusqu'à l'après-guerre froide, sous le simple titre de *Diplomatie*. Autre personnalité de la vie internationale qui livre des souvenirs très attendus : l'ancien ministre des relations extérieures, Roland Dumas, dans *Le Fil et la Pelote* (Plon, octobre). Jacques Foccart, acteur plus secret des relations entre la France et l'Afrique, rend public en même temps que le deuxième tome de ses *Mémoires* -

Foccart parle, tome II (Fayard, octobre) - son propre journal sous le titre *Rue de l'Élysée*. La première période couvrira les années 1965-1967. Enfin Elle Wiesel publie le deuxième tome de ses *Mémoires Et la mer n'est pas remplie au Seuil*.

Le 20 mars 1996, le ministre anglais de la santé annonçait que les scientifiques n'excluaient plus la transmission à l'homme de l'encéphalopathie spongiforme bovine - mieux connu sous le nom de « maladie de la vache folle ». Voici déjà les premiers bilans des dégâts causés par cette nouvelle maladie. Celui de Martin Hirsch, directeur de la pharmacie centrale des hôpitaux de Paris (PCH), et du médecin Philippe Dumetron, lesquels tentent, dans *Malades de la vache folle* chez Baland (octobre), de démentir la part d'irrationnel et de certitudes que recèle l'épidémie, tandis que le sociologue Claude Flahier, dans *La Vache émissaire* chez Odile Jacob (octobre), annonce lire dans les peurs alimentaires des indices d'une crise plus globale, à la fois sociale et scientifique.

L'indépendance de la justice, la lutte anti-corruption seront à l'ordre du jour d'un appel conjoint lancé à Genève, le 1^{er} octobre, par plusieurs magistrats en faveur d'un espace judiciaire européen lequel donnera lieu, chez Stock, à la sortie simultanée d'un ouvrage dont le titre n'est pas encore communiqué. Il rassemblera les contributions de sept juristes européens, dont Renaud Van Ruymbeke, Bernard Bouteau, José Garçon et Luigi Colombo. L'avocat

Nicolas Weill

Rentrée de classe pour l'Histoire

Etienne dirige l'ouvrage collectif *Cent cinquante ans de fouilles en Grèce* (Fayard), que l'on pourra compléter en Méditerranée occidentale par *La Grande Grèce : histoire et archéologie* d'Emmanuelle Greco (Hachette, octobre). Sous le titre *Le Savoir grec*, Jacques Brunschwig et Geoffrey Lloyd proposent un dictionnaire critique sur la constitution de la connaissance dans la Grèce antique (Flammarion, octobre). Enfin, une importante synthèse de François Decret, *Le Christianisme en Afrique du Nord ancienne* (Seuil, octobre), vient compléter cet ensemble.

Moins de rendez-vous forts en histoire médiévale, malgré le très attendu travail de John Boswell *Les Unions du même sexe dans l'Europe antique et médiévale* (Fayard, octobre) et, sur ces compagnons d'exclusion des homosexuels, *Les Bannis au Moyen Âge* d'Hanna Zaremska (Aubier, octobre). Au rayon des ouvrages de référence, relevons *XIV^e et XV^e siècles : crises et genèse*, dirigé par Jean Favier (« Peuples et civilisations », PUF), et une passionnante « Nouvelle Clio », *Les Mentalités médiévales* d'Hervé Martin (PUF, octobre).

En marge de la poursuite de l'Histoire artistique de l'Europe, avec *La Renaissance* de Jean Delumeau et Ronald Lightbown (Seuil, octobre), on retient le difficile mais magnifique sujet de Pierre Béhar, *Langues occultes de la Renaissance : essai sur la crise intellectuelle de l'Europe du XVI^e siècle* (Desjonquères, octobre). Le versant culturel des travaux sur l'Antique Régime est particulièrement

fréquent cet automne avec *Les Académies en France au XVI^e siècle* de Frances A. Yates (PUF, novembre) et, plus théorique, *Le Règne de l'Histoire. Discours historiques et révolutions XVII^e-XVIII^e s.* de Jean-Marie Goulemot (Albin Michel). Aussi dense, *L'Economie d'Ancien Régime* de Jean-Yves Grenier s'annonce comme un futur classique (Albin Michel), ce qu'aurait du mal à devenir *Le Siècle de Louis XIV* de Pierre Goubert (Faliois, octobre), tant la référence à Voltaire peut égarer. Violences et passions avec *La Chasse sous l'Ancien Régime* de Philippe Salvadori (Fayard) ou, très attendu, *Ces merveilleuses possessions* de Stephen Greenblatt (Les Belles Lettres), analyse de la conquête du Nouveau Monde qui devait organiser les circuits de l'esclavage. On lira sur le sujet *L'Argent de la traite d'Olivier Pétré-Grenouilleau* (Aubier, octobre). Les coercitions politiques et religieuses du temps sont au cœur du nouveau travail de Barbara de Negrom, *Intolérances, Catholiques et protestants en France (1560-1787)* (Hachette). Un seul opus, enfin, sur la Révolution, *Début et fin : le musée révolutionnaire* de Dominique Poulot (Gallimard, novembre).

Hormis l'approche classique de l'Histoire de la Restauration de Benoît Yvert et Emmanuel de Waresquiel (Perrin), l'époque contemporaine choisit les chemins de traversé et propose *La Culture de la haine* de Peter Gay sur l'Europe de 1815 à 1945 (Plon, octobre), *Du premier baiser à l'ulcère : la sexualité des Français au quotidien 1850-*

1950 d'Anna-Marie Sohn (Aubier, octobre) et, sage compromis entre ces emportements symétriques, *L'Ecole républicaine et les petites patries (1879-1940)* de Jean-François Chatelet (Aubier). Notons encore une étude de Sophie Delaporte sur *Les Gueules cassées* (Noësis, novembre) et celle de Jean-Marc Beillette, *Le Monde des policiers en France XIX^e-XX^e siècles* (Complexe).

Des mythes qu'on abat

Laissant le rimel du cinquantenaire (celui de la deuxième guerre mondiale ayant été largement épiqué), les ouvrages d'histoire contemporaine retrouvent le rythme de la recherche et de l'ouverture des archives, dans l'ancien bloc de l'Est notamment. Collaboration, régime de Vichy, Résistance, continuent à constituer un centre d'intérêt poissant, même si les réinterprétations d'ensemble, comme *Le Double-jeu du Maréchal*, du général Maurice Schmitt (aux Presses de la Cité), laissent plutôt place aux monographies comme celle du chercheur américain John Sweett, qui se penche sur *Clermont-Ferrand à l'heure allemande* (Plon).

Pour les années 30, Robert Paxton, livre un nouvel ouvrage consacré au fascisme en France : *Le Temps des chemises vertes* (Le Seuil, octobre), et Edouard Belin un *Grand Désastre de la prohibition américaine* (Plon).

Mais à coup sûr, c'est du « froid » que viendront les événements de la rentrée, avec, en novembre au Seuil, la publication de deux biographies : celle d'Émile Flandin par Annie Kiege et Stéphane Courtois, représentant de l'Internationale communiste en France à l'époque du Front populaire, et un ouvrage de Karel Bartosek, *Prague-Paris-Prague 1948-1968*, qui, à partir d'archives exhumées dans l'ancienne capitale de la Tchécoslovaquie, jette un regard iconoclaste sur un certain nombre de personnalités, Arthur London par exemple (Lise London publie par ailleurs au Seuil un *Printemps des camarades*).

N. W.

Histoire de l'alimentation de Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari (Fayard) ou *Histoire des prédictions* de Georges Minois (Fayard, octobre), les éditeurs

Ph.-J. C.

« L'étrangeté radicale de la barbarie nazie a paralysé une génération d'intellectuels »

Maître de l'école de Constance, Hans Robert Jauss fut officier dans la Waffen-SS. Il explique à l'historien Maurice Olender le silence des universitaires allemands compromis avec le III^e Reich

« Qu'est-ce qui vous a lutté, en octobre 1939, à vous engager volontairement dans la Waffen-SS ?

— Avant d'en venir à l'histoire d'un jeune allemand qui avait dix-sept ans au début de la guerre, j'aimerais rappeler qu'il y a au moins trois manières de comprendre l'histoire : celle qui se déroule au présent quand on s'y trouve engagé comme acteur ; celle où on se trouve plongé passivement, voire comme témoin. Enfin, il y a l'histoire qui a eu lieu et est devenue un objet de réflexion. Quand on tente de cerner son propre passé, ces trois niveaux peuvent se chevaucher, mais c'est la reconstitution par le souvenir qui l'emporte.

« Ce qui m'a décidé à entrer dans la Waffen-SS n'était pas vraiment une adhésion à l'idéologie nazie. Fils d'instituteur, appartenant à la petite bourgeoisie, j'étais un jeune homme qui voulait se conformer à l'air du temps. Cela dit, ma lecture du *Décadent* de Spengler, un auteur interdit par les nazis, m'avait rendu sceptique à l'égard de l'empire hitlérien. Mais avec d'autres futurs historiens — je pense à mes amis Reinhart Koselleck et Arno Borst —, nous avions en commun la volonté de ne pas rester à l'écart de l'actualité : il fallait être présent sur le terrain, là où l'histoire se faisait, en participant à la guerre. A nos yeux, le contraire eût été une fuite, une manière de s'enfermer dans une attitude esthétique pendant que nos camarades de classe risquaient leur vie.

« S'engager dans la Waffen-SS à dix-sept ans, devenir chef d'une compagnie à dix-huit ans, être responsable de plus d'une centaine d'hommes, telle a été ma vie quotidienne pendant la guerre. Mon expérience était alors cloisonnée et l'horizon restreint : j'ai souvent appris seulement après coup quelle avait été la bataille à laquelle j'avais participé. Ce qui s'était vraiment passé, je ne l'ai découvert qu'à la fin de la guerre, avec horreur. Le but était de survivre avec mes hommes, là où je me trouvais, sur le front de l'Est. Pas de place ici pour l'idéologie. Ni d'ailleurs pour l'héroïsme ; ce qui nous soutenait était une intelligence de la survie.

« A ce propos me revient l'anecdote qui se raconte alors. « Sous notre dictature nazie, il y a trois possibilités : si on est intelligent et au parti, on n'est pas sincère ; si on est sincère et intelligent, on n'est pas au parti ; si on est sincère et au parti, on n'est pas intelligent. » Tel était notre état d'esprit, qui témoigne bien du cynisme qui régnait alors.

A lire également

Parmi les volumes consacrés aux relations de Heidegger et du nazisme, on rappellera les ouvrages de Victor Farias, *Heidegger et le Nazisme* (Verdier, 1987), de Hugo Ott, *Martin Heidegger. Eléments pour une biographie* (Payot, 1990), de Philippe Lacoue-Labarthe, *La Fiction du politique* (Christian Bourgois, 1988), de Dominique Janicaud, *L'Ombrage de cette pensée* (Jérôme Millon, 1990), et la traduction française des *Essais politiques* de Martin Heidegger présentée et annotée par François Féder (Gallimard, 1995).

Pour commencer à comprendre les relations entre le philosophe et celle qui fut son étudiante, on se reportera au livre d'Elzbieta Etinger, *Hannah Arendt et Martin Heidegger* (Seuil, 1995), ainsi qu'aux correspondances de Hannah Arendt traduites en français cette année, celle avec Jaspers (1926-1969) publiées chez Payot et celle avec Mary McCarthy éditée chez Stock.

De Karl Jaspers, il convient de lire *La Culpabilité allemande*, texte paru en Allemagne en 1947, traduit par Jeanne Hersch en français et publié en France en 1949, et réédité en 1980 avec une préface de Pierre Vidal-Naquet (Éditions de Minuit).

Un témoignage extrêmement éclairant sur la vie universitaire et intellectuelle des années 30 en Allemagne est l'ouvrage de Karl Löwith, *Ma vie en Allemagne avant et après 1933* (Hachette, 1988).

Signalons enfin que les éditions Gallimard annoncent pour novembre la parution de la correspondance de Heidegger avec Karl Jaspers.

« Que cela suive ainsi son cours, voilà la catastrophe », écrivait Walter Benjamin. Autrement dit, la catastrophe n'est pas un événement apocalyptique, une rupture ; elle résulte de ce à quoi tout le monde participe, ne fût-ce que tacitement »

— Que s'est-il passé pour vous quand l'Allemagne a été libérée du nazisme ?

— Prisonnier de guerre, ce qui a le plus compté pour moi, ce fut le tribunal militaire international de Nuremberg. Parce que c'est grâce à lui-ci que nous avons pu être informés précédemment des faits et prendre ainsi la mesure de l'horreur absolue commise par l'Allemagne nazie. C'était aussi pour nous l'espoir que désormais les atrocités commises pendant les guerres, et touchant aux droits de l'homme, seraient toujours jugées par des tribunaux internationaux... ce qui, hélas, n'a pas été le cas. On espérait, comme le pensait Kant, qu'un crime contre l'humanité commis sur quelque point que ce soit du globe serait justiciable dans tout autre lieu du monde. Si, depuis 1945, des crimes contre l'humanité ont existé, et s'ils sont, en tant que tels, passibles de jugements internationaux, je ne pense toutefois pas qu'il faille imaginer des équivalences historiques entre les massacres : chacun d'eux conserve sa spécificité. L'histoire et la compréhension ici obscurcit plus qu'elle ne peut éclairer l'histoire. Ce la dit, les crimes du régime nazi dépassent absolument tout ce qui est imaginable dans une nation civilisée.

— Après avoir été jugé et libéré, vous arriviez à l'université de Heidelberg.

— Nous sommes alors en 1948. Avec d'autres, nous avions une volonté de mutation radicale dont témoigne la revue *Die Wandlung* (« Le Changement »), où nous pouvions lire, notamment, des textes de Karl Jaspers et de Hannah Arendt. Et si l'enseignement portait sur Heidegger, nous étions bien plus enthousiasmés par Sartre. Nous voulions créer, dans une nouvelle Allemagne européenne, une société dont la culture empêcherait, à tout jamais, la renaissance des idées nationalistes qui avaient conduit l'Allemagne à cette abjection qui fut aussi une forme extrême d'avilissement de soi et d'autrui.

— Il existe une énorme bibliographie sur la deuxième guerre mondiale, en Allemagne comme ailleurs, de très nombreuses études d'historiens, de sociologues, de psychologues sur les crimes commis par les nazis. Mais comment expliquer que de grands universitaires allemands compromis avec le nazisme se soient mis sur leur passé, n'aient rien pu dire, ou si peu, aux générations d'étudiants qui se sont succédés depuis plus d'un demi-siècle ?

— Il m'est difficile de parler du silence de mes maîtres, de Heidegger ou de Gadamer. Les exceptions furent en effet plutôt rares. Outre Jaspers et les textes de la revue *Die Wandlung*, il faut chercher des auteurs comme le grand philologue marxiste Werner Krauss pour entendre quelques voix isolées. Karl Löwith parle bien du silence de Heidegger. Dans ses témoignages, Löwith dit combien les séminaires de Heidegger, au tout début des années 30, avaient poussé loin la destruction de la métaphysique, au point de se trouver à deux pas de ce que l'idéologie nazie allait devenir (1). Si nos maîtres furent en effet silencieux, notre génération en fut aussi notre devise : « Plus jamais Auschwitz, plus jamais Hiroshima. »

— Pouvez-vous en dire plus sur ce silence d'une génération ?

— Le silence est sans aucun doute lié ici à un refus de comprendre ce qui est inhumain. Leo Spitzer nous a éclairé sur ce phénomène, dans un



Jauss dans la Waffen-SS

Nous sommes en 1939, dix-sept ans, j'ai dix-sept ans. Je suis un jeune homme allemand, fils d'instituteur, appartenant à la petite bourgeoisie. Je veux me conformer à l'air du temps. Cela dit, ma lecture du *Décadent* de Spengler, un auteur interdit par les nazis, m'avait rendu sceptique à l'égard de l'empire hitlérien. Mais avec d'autres futurs historiens — je pense à mes amis Reinhart Koselleck et Arno Borst —, nous avions en commun la volonté de ne pas rester à l'écart de l'actualité : il fallait être présent sur le terrain, là où l'histoire se faisait, en participant à la guerre. A nos yeux, le contraire eût été une fuite, une manière de s'enfermer dans une attitude esthétique pendant que nos camarades de classe risquaient leur vie.

article sur « Le propre et l'étranger », publié également dans *Die Wandlung*. Spitzer se demande pourquoi les universitaires allemands, qui ont tant contribué à légitimer le nazisme, ont en, après la guerre, tant de peine à parler de ce qui s'était passé. Comme si l'inhumanité incompréhensible des crimes commis par ce régime enfermaient ceux qui en furent, à quelque titre que ce soit, acteurs ou témoins, dans un mutisme total. L'étrangeté radicale de la barbarie nazie a ainsi paralysé une génération d'intellectuels, les confinant dans la passivité, dans une stupidité — si tant est que la stupeur rende muet.

— Dans mon dernier livre (2), j'ai essayé de parler de l'acte de compréhension qui est lié à une « libre volonté » (*Freiwilligkeit*). En effet, on ne peut accéder à la compréhension ni par la force, ni par la réglementation, ni même par une argumentation logique : comprendre quelque chose ou quelqu'un implique un assentiment. Il me faut donc refuser la compréhension de ce que je ne saurais approuver moralement. Pour moi, cette « libre volonté » que suppose toute compréhension est un dernier recours à l'humanité. Car si on peut tout comprendre, on peut tout pardonner, ce qui est irrecevable. On ne peut pas comprendre le génocide commis par les nazis parce que le comprendre serait une manière de l'approuver : s'il faut donc continuer à recenser et à étudier les faits pour montrer jusqu'où ont pu

conduire les mécaniques du Reich nazi, il faut refuser de les comprendre.

— Dans ce contexte, il me semble périlleux d'admettre les analyses historiques dont la sophistication consiste à tout expliquer pour finir par tout comprendre et même trouver des « raisons suffisantes » à l'avènement de la dictature nazie. Imaginer que la morale ne doit jouer aucun rôle dans l'étude du passé me paraît d'une grande naïveté et il faut être bien positiviste pour croire à la toute puissance des analyses historiques ou sociologiques.

— Pour revenir au silence des universitaires compromis avec le nazisme, croyez-vous qu'il y ait un lien entre une dette sans fin à l'égard des victimes — cette « culpabilité morale » que Jaspers considérait comme « inexpiable » — et l'empêchement de penser ?

— Oui, sans doute, un lien avec la culpabilité mais aussi avec la honte. Voilà pourquoi je ne comprends pas qu'il n'y ait jamais eu chez Heidegger et d'autres maîtres de sa génération ni culpabilité ni honte. Ce refus d'examiner son passé comme également Jung. Pour les gens de mon âge, il n'a pas été un modèle lorsqu'il glorifiait une esthétique de la guerre. Encore ne prend aucune distance critique par rapport à ses années de guerre. Je ne m'explique pas mieux la mode récente du juriste Carl Schmitt : catholique militant et grand dignitaire nazi, il fut aussi un

antisémite sans repentir dont les écrits ont même trouvé d'excellents éditeurs en France. Pourtant, dès 1935, Karl Löwith avait fait une analyse lucide de la pensée théorique de cet homme sans scrupule (3).

— Vous parlez d'une génération entre la honte et la culpabilité ?

— Pour en dire plus sur ce qui touche ici à la culpabilité et à la honte, il vaut la peine de rappeler qu'en allemand, comme en beaucoup d'autres langues, *Schuld*, le honte, signifie aussi le peccier. Et dans le silence, il peut aussi y avoir de la pudeur. Mais il faut souligner qu'assumer entièrement une culpabilité n'efface en rien la honte et le silence qui peuvent s'ensuivre. On ne peut pas compenser, ni racheter l'irréparable.

— D'un tel sentiment de « honte nationale inévitable », dont parle Jaspers, y compris pour ceux qui n'ont commis aucune action criminelle, peuvent résulter deux attitudes : soit l'on ne fait plus rien, si non se morfondre et quelquefois même se complaire dans une indignation verbale ou une autoaccusation gratuite parce que cela n'a aucun sens de s'insurger en juge, ni même en juge de soi-même ; soit on s'efforce de transformer la culpabilité et la honte par une action commune qui permette de sortir d'un passé mortifère. Quant à moi, je me suis efforcé de réformer la structure surannée de l'université allemande. En créant le groupe « Poetik und Hermeneutik » en 1963, avec Hans Blumenberg et quelques autres amis, je me suis aussi lancé

dans un projet intellectuel contre-carrant toute velléité de retour à l'idée de nationalité ou de race comme vecteurs significatifs dans les sciences humaines.

— Y a-t-il une idée, une vision du monde qui vous a particulièrement marqué ?

— Peut-être la phrase de Walter Benjamin, « Das es so weiter geht, das ist die Katastrophe » (« Que cela suive ainsi son cours, voilà la catastrophe »). Autrement dit, la catastrophe n'est pas un événement apocalyptique, une rupture ; elle résulte de ce à quoi tout le monde participe, ne fût-ce que tacitement. L'horreur, le fait que nous concourrions passivement au même mouvement sans s'y opposer, voilà ce qui conduit à la catastrophe : c'est alors que la barbarie nazie fit irruption au sein même de la culture. La prise de pouvoir par Hitler n'était pas une nécessité inhérente à l'histoire, pas plus que l'antisémitisme n'est consubstantiel à l'Allemagne. Je n'accepte pas l'idée d'une providence ni d'un destin naturel qui serait historique.

— Si un éditeur vous invitait à écrire vos « Mémoires », à parler de la honte et du silence d'une génération d'intellectuels compromis avec l'Allemagne nazie... ?

— Peut-être cela aurait-il du sens, puisque j'ai le sentiment, aujourd'hui, d'une compréhension après-coup de choses qui, sans être entièrement ensevelies dans le silence, ne m'apparaissent pas aussi distinctement. Et pourtant, je sais, nous savons tous, que les souvenirs s'estompent. Déjà, prisonnier de guerre, je me rendais compte que ma mémoire pouvait être trompeuse. Il faudrait donc écrire ses « Mémoires » contre ses souvenirs.

— Il y a autre chose encore. Mes lettres de jeunesse, envoyées du front, longtemps je n'ai pas pu les relire. Lorsque je les ai enfin relues, je me suis étonné d'un jeune homme devenu étranger, dans lequel je ne pouvais pas me reconnaître. Pour raconter sans faiblesse l'histoire, il me faudrait donc trouver un discours brisé.

— De toutes les biographies lues récemment, une seule me paraît convaincante. Il s'agit d'*Erlebnis* de Nathalie Sarraute. Dans ce beau livre, un dialogue se noue entre le moi qui raconte des épisodes de son passé et une autre voix qui ne cesse de l'interpeller, de sorte que toute idéalisation du souvenir est évitée. Entre question et réponse, le vécu apparaît dans sa contingence insupportable.

Propos recueillis par Maurice Olender

(1) Karl Löwith, *Ma vie en Allemagne avant et après 1933*, Hachette, 1988, pp. 76-79.

(2) *Wege des Verstehens* (Les Chemins de la compréhension), W. Fink Verlag, 1995.

(3) *Der Mensch im Mittel der Geschichte* (L'Homme au milieu de l'Histoire), Stuttgart, J. B. Metzler, 1990, pp. 19-48. Voir aussi, à propos de Carl Schmitt, Jürgen Habermas, *Continuité allemande*, *Über Carl Schmitt*, supplément de *Actes de la Recherche en sciences sociales* n° 109, pp. 8-11.

L'œuvre et son public

Traduit en une vingtaine de langues, pour une esthétique de la réception de Hans Robert Jauss paraît chez Gallimard en 1978 (1). Dans sa préface, Jean Starobinski dit « l'irréparable ampleur de l'expérience littéraire de Jauss », soulignant la dimension historique et sociale de ses analyses, appliquées tant à la littérature française qu'allemande — de sa thèse sur Proust à ses études sur Diderot, Balzac, Flaubert ou encore Charles Perrault.

Ce qui a rendu Jauss et l'école de Constance célèbres, c'est l'importance accordée non plus au couple traditionnel formé par l'auteur et son œuvre, mais à la relation dynamique existant entre le livre et son public — ce « tiers état » longtemps passé sous silence. Pour Jauss, c'est précisément « la réception » d'une œuvre par le public qui lui confère son sens, soumis dès lors aux variations du temps. Cette « théorie de la réception » présuppose une expérience esthétique qui fonde les activités de production, de réception et de communication de l'art (2).

Le concept d'« horizon d'attente » — ce que le grand public peut

imaginer et « attendre » à propos d'un ouvrage, quelquefois avant même sa publication — suppose également pour Jauss un certain commun entre l'auteur — dont l'œuvre implique par ailleurs également une « attente » — et son lecteur ordinaire. L'histoire littéraire rejoint ici une sociologie historique de la connaissance.

S'inspirant de Husserl, de Benjamin, de Sartre et de Gadamer, les formulations de « l'esthétique de la réception », dont Jauss exposait les principes fondamentaux en 1967, ont marqué durablement, aux États-Unis comme en Europe, les disciplines littéraires, mais aussi le travail des historiens.

M. O.

(1) A présent dans la collection « Tel », n° 169.

(2) Cela a été exposé dans les deux derniers ouvrages de Jauss : *Ästhetische Erfahrung und literarische Hermeneutik*, Frankfurt, Suhrkamp, 1982 (certains chapitres de ce livre sont traduits dans *Pour une herméneutique littéraire*, Gallimard, 1988) ; *Wege des Verstehens* (« Les Chemins de la compréhension »), Munich, W. Fink, 1994.

L'université, la

La chronique
de Roger-Pol Droit

L'oubli de l'humain



**Heidegger aurait
trouvé « admirables »
les mains de Hitler.
Rien dans sa pensée
ne l'a empêché
de s'engager au côté
des nazis en 1933,
ni de faire silence
après la guerre**

HEIDEGGER ET SON TEMPS
de Rüdiger Safranski.
Traduit de l'allemand
par Isabelle Kallnowski,
Grasset, 480 p., 189 F.
(en librairie le 10 septembre).

Juste une phrase qui ne passe pas, une de celles – il y en a tant – qu'on préférerait n'avoir pas lues, dont on aimerait mieux qu'elles n'aient pas été dites. En juin 1933, le philosophe Karl Jaspers rend visite, pour la dernière fois, à son collègue Martin Heidegger. Depuis le mois d'avril, ce dernier est recteur de l'université de Fribourg et membre du Parti national-socialiste. Jaspers : « Comment un homme aussi inculte que Hitler pourra-t-il gouverner l'Allemagne ? » Heidegger : « La culture ne compte pas (...). Regardez donc ses admirables mains ! » Un homme de pensée, s'il ne plaisait pas, peut-il dire cela ? On admettra volontiers bon nombre des évidences soulignées par les disciples de Heidegger, depuis bientôt dix ans que la polémique s'est ouverte à propos de sa compromission avec le nazisme. Qu'il s'est représenté Hitler selon ses vœux plutôt que selon la réalité. Qu'il n'avait pas, vraiment pas, la tête politique. Qu'il a quand même fini – plus ou moins tard, plus ou moins fort, selon les versions – par reconnaître son erreur. Que les nazis de 33 ne sont pas ceux de 44, etc. « Admirables mains » n'en demeure pas moins une formule obscène.

Elle signe la démission du jugement, l'irresponsabilité, l'esthétisme bon marché – traits déconcertants chez un homme réputé si fin. Admirer les mains de Hitler : l'irrationalisme et l'inhumain temporairement triomphent. Cette fascination n'est pas un trait isolé. Elle caractérise une attitude se retrouvant chez Heidegger à d'autres propos. La nouvelle biographie qui lui est consacrée permet de mieux saisir la disposition générale du penseur envers la vie. Le livre n'apporte pas de faits nouveaux concernant son existence, mais il éclaire la forme singulière de piété qu'il habitait. Celle-ci est malaisée à définir, car elle est dépourvue d'objet clairement déterminé. « L'expérience de l'être », note Rüdiger

Safranski, vise un rapport pieux à l'être : fervent, méditatif, plein de gratitude, de respect et de sérénité. Cette piété ne s'inscrit pas dans le cadre d'une religion instituée. Elle ne s'adresse à personne, ne vénère rien qui soit, mais se révèle insistante, lancinante, omniprésente, comme si elle craignait toujours d'être insuffisante, de ne pas sonner juste, de rater ce qu'elle attend, sans être en mesure de dire quoi.

Voilà donc, diront ceux qui prétendent savoir, une pensée incommensurable réduite à une psychologie de bazar ! Faudrait-il, pour mieux honorer la pureté de la pensée, se détourner tout à fait de la vie du penseur ? On se contenterait alors, pour tout philosophe, de ce qu'un jour Heidegger dit lui-même à propos d'Aristote : « Il naquit, travailla et mourut. » Si l'on accepte au contraire que la biographie ne soit pas dépourvue de sens, il faut consentir aux méandres de l'enfance et des affects, il faut accepter que le démontage des concepts ne soit pas sans lien – le plus souvent obscur, incertain, indémonstrable – avec des rivalités imaginaires, des fantasmes, des histoires de sexe. Comment dé-

finer, dans la piété heideggerienne, la part qui revient à l'Eglise ? Le père sacristain, le jeune homme – vingt-deux ans – à renoncer à la prêtrise comme à la théologie. L'abandon final du catholicisme par Heidegger, en 1919, n'est pas encore élucidé. Il s'agit bien d'une rupture, d'un choix définitif de la philosophie pour elle-même. Mais comment la piété fut-elle alors travaillée, transposée ? Était-ce seulement par ironie que le jeune maître dit un jour à ses étudiants, pour

la crise de 1911 ? On sait en fin de compte peu de chose de cet épisode, sauf qu'il conduisit le jeune homme – vingt-deux ans – à renoncer à la prêtrise comme à la théologie.

L'abandon final du catholicisme par Heidegger, en 1919, n'est pas encore élucidé. Il s'agit bien d'une rupture, d'un choix définitif de la philosophie pour elle-même. Mais comment la piété fut-elle alors travaillée, transposée ? Était-ce seulement par ironie que le jeune maître dit un jour à ses étudiants, pour

expliquer son mutisme sur la portée religieuse des questions abordées : « Nous honorons la théologie en gardant le silence à son sujet ? » A partir de sa première période d'enseignement, à Fribourg puis à Marbourg, on peut suivre son débat avec la logique d'Aristote, sa prise de distance envers Husserl, sa réappropriation des Grecs. Ce cheminement coïncide avec la genèse d'*Être et temps*, le livre de 1927 qui fit connaître dans le monde entier le nom du professeur (1). Sans doute ces années charnières virent-elles aussi, de plus en plus, se lier la question de l'être et celle du néant. Ce dernier devint pour Heidegger la matrice de l'étant dans son essence.

L'homme est « sentinelle du néant », « le néant est originellement le même que l'être », dit ce penseur qui espéra dépasser le nihilisme et se montra fasciné par le retrait, l'absence, l'attente, le rien, la promesse d'une parole à venir. Il se pourrait qu'en approfondissant l'analyse du nihilisme pour mieux s'en échapper il n'ait fait que le renforcer (2).

Quel rapport avec les mains de Hitler ? Avec l'engagement de Heidegger, un temps, au côté des nazis ? Avec son silence obstiné après la guerre, tant sur sa propre conduite que sur l'horreur du siècle ? Comment tout cela se combine-t-il avec la vie conjugale auprès d'Elfride, dont l'antisémitisme est patent,

et la passion d'une vie pour Hannah Arendt ? Questions qui ne se règlent pas en trois phrases. Le livre de Rüdiger Safranski les pose à nouveau, sans proposer de solution.

Vouloir trouver quel élément de sa pensée conduisit Heidegger aux côtés des nazis est sans doute une impasse. Il importe plus de souligner que sa philosophie n'a pas été en mesure d'empêcher son adhésion. Le fait est que rien, philosophiquement, ne le dissuadait de soutenir Hitler en 1933. Il ne participa certes pas aux violences antisémites, il ne les approuva même pas, mais il sut s'en accommoder et parvint à fermer les yeux, apparemment sans trop de difficultés. Aucune contrainte éthique ne le porta non plus à prendre en compte, après-guerre, la responsabilité allemande : il continua à considérer que seul le règne planétaire de la technique était radicalement détestable, et que le nazisme n'en était qu'un avatar, sûrement déplorable, mais au fond ni totalement singulier ni réellement évitable.

Il a manqué à son horizon – curieusement clos sur la célébration de l'ouvert et la préparation indéfinie d'une extase à venir – une appréciation lucide des places respectives de la pensée et de l'histoire politique. Le cours du monde, quand on suit Heidegger, paraît suspendu à quelque événement occulte, dépendant de mutations souteraines dont seuls quelques-uns connaissent le fin mot. Ces géants se saluèrent de loin en loin par-dessus les siècles. La foule, l'histoire, les guerres, les sciences, la diversité des cultures, leurs rencontres, les changements économiques, sociaux, intellectuels ne seraient que poudre aux yeux.

Le regard du penseur ne serait pas dupe de ce miroitement illusoire : « Le public mondial et son organisation ne sont pas le lieu où se décide le destin de l'être humain. » La phrase, « admirable » en son genre, figure dans une lettre adressée par Heidegger à Karl Jaspers en juin 1949. Dans une note rédigée par ce dernier à la fin de sa vie, le vieux philosophe, qui s'était efforcé de conduire la réflexion sur la culpabilité allemande, écrit simplement : « Alors que je cherchais en vain des hommes qui attacheraient une importance aux spéculations éternelles, je crus en rencontrer un. C'était le seul. Cet homme était mon ennemi, en toute civilité. Car les puissances que nous servions étaient inconciliables. Il apparut bientôt que nous ne pouvions plus nous parler. »

(1) Différents aspects de l'évolution de la pensée heideggerienne pendant cette période sont analysés dans les actes du colloque organisé par Jean-François Marquet, édité par Jean-François Courtine, *Heidegger 1919-1929. De l'herméneutique de la facticité à la métaphysique du Dasein*. Vrin, coll. « Problèmes et controverses », 236 p., 160 F.
(2) Voir à ce sujet le chapitre intitulé « Heidegger et le nihilisme » dans le très intéressant livre de Denise Souche-Dagues, *Nihilisme*, qui vient de paraître (PUF, coll. « Philosophie d'aujourd'hui », 264 p., 148 F.).

L'université, la barbarie et la mémoire

Avoir vingt ans à Heidelberg, dans les années cinquante, c'était se heurter au mutisme des maîtres. Comment revint la mémoire ? Et que faire pour combattre la montée actuelle de l'indifférence

Tu frémis d'horreur si je romps le silence. Le silence de Phèdre est une barrière contre l'horreur. Mais c'est l'horreur qui rend le silence épais comme de la glace.

Quand j'avais vingt ans, en 1956, nos professeurs à Heidelberg gardaient un silence complet sur leur rôle dans un monde du désastre. Quel était donc le désastre dans la catastrophe des douze ans du III^e Reich ? C'était que l'université, lieu des Lumières, des humanités, bref de la culture et de la science, ne s'était pas opposée à la barbarie qui s'affirmait chaque jour davantage. De ce désastre, il n'était plus question. Comme si l'abîme s'était clos en dévorant le monstre, rien ne rappelait plus ce qui n'avait peut-être été qu'un mauvais rêve.

Même dans une publication comme *Die Wandlung* (« Le Changement »), qui se voulait le lieu d'un renouvellement radical, le mythe de l'« heure zéro » empêchait en quelque sorte une prise de conscience de ce qui l'avait précédée. Quand Hannah Arendt, en 1948, y publia un essai sur la terreur des *Konzentrationslager* (les camps de concentration), cette réflexion demeure sans écho, sinon précieusement l'écho du silence. C'est sans doute cette même surdité qui explique que *Die Wandlung*, fondée en 1945, cesse déjà de paraître en 1948. Mais dans cette même revue, Ernst Robert Curtius publia en 1946 une préface écrite pour son livre *Littérature européenne et Moyen-Âge latin*, préface que l'auteur

choisit finalement de ne pas laisser en ouverture de son ouvrage. Dans ces pages, Curtius dit sans détour sa fascination pour l'Empire allemand, successeur de l'Empire romain, en se servant d'une formule de Nadler célébrant « la communion millénaire de la culture germano-romaine ». Mais ici, nulle allusion à l'axe entre Berlin et Rome ni aux fantasmagories impériales qui l'animent. Telle fut donc, après la guerre, la position d'un des grands intellectuels allemands : la conscience du désastre ne l'effleurait pas.

En peu de temps, l'université retrouvait ainsi son ancienne dignité, ses vieilles formes académiques, sa « normalité ». Y avait-il une seule voix, au début de mes études, pour parler du rôle joué par l'université dans le « système » national-socialiste ? Non.

« De nobis ipsi silemus. » Ce silence est devenu une devise de la science moderne et « objective ». Kant s'est servi de ce mot de Bacon en exergue à sa *Critique de la raison pure*. Parler de soi, se confesser, dire la honte d'une institution de l'intelligence qui n'avait pas en la force d'imposer sa voix et était, disons-le, souvent opportuniste

Karlheinz Stierle. Né en 1936, Karlheinz Stierle est professeur à l'université de Constance, où il a succédé en 1988 à Hans Robert Jauss à la chaire de littératures romanes. Auteur de livres sur Pétrarque et sur Nerval, il a été invité au Collège de France en mars 1996 : ses leçons portaient sur « Paris, son mythe et son discours », sujet également de son dernier livre, *Der Mythos von Paris* (Carl Hanser Verlag, 1993, 990 p., à paraître en traduction française chez Diderot éditeur).

et même collaborationniste, tout cela n'aurait pas été de « bon ton académique ». L'ordre du discours universitaire se veut science, donc silence sur soi, silence aussi sur

l'institution elle-même. Par ailleurs, il est vrai qu'assez vite les spécialistes se mettaient au travail pour donner, avec une objectivité impossible, une présentation des « faits » relatifs à l'Allemagne nationale-socialiste. Mais ce discours académique de l'historiographie professionnelle ne cachait qu'un silence profond. La devise de l'effacement du moi devant l'objectivité de la science masquait, le plus souvent, un autre silence, celui devant l'horreur.

Pourtant, l'ambivalence du silence ne s'arrêta pas là. La honte, même silencieuse, peut se transformer en énergie créatrice de nouveaux projets. En effet, la situation de l'Allemagne, après la dernière guerre mondiale, ne peut pas être comparée à ce qui s'est passé après la guerre de 1914-1918. La foi dans une Europe de la civilisation est désormais une force politique bien réelle, et aujourd'hui, grâce notamment aux

universités, nationalisme et racisme ne sont plus en vigueur dans les sciences humaines. Nous ne sommes plus au temps de ces dialogues franco-allemands marqués par une courtoisie crispée, comme ce fut le cas dans l'entre-deux-guerres, aux décades de Pontigny (devenues depuis de Cerisy), où Curtius défendait « son Allemagne ».

Mais si la solidité des relations franco-allemandes paraît à présent évidente aux yeux de tous, il ne faut pourtant pas sous-estimer les effets néfastes de ce silence académique sur ce que furent les années 1933-1945. Le silence figé de ceux pour qui la libération de 1945 fut le moment d'un recommencement risqué, aujourd'hui, de se perdre dans l'indifférence. Voilà pourquoi il n'y a pas de normalité possible là où le silence n'a jamais pu devenir parole publique.

Plus encore que les deux Allemagnes sorties de la guerre, l'Allemagne réunifiée d'aujourd'hui a du mal à saisir son identité, qu'elle ne pourra trouver que si elle ne refuse pas son époque la plus noire. Le temps du III^e Reich ne peut être effacé, il doit faire partie de l'histoire allemande.

Tant que le désastre créé par le nazisme reste présent dans la mémoire, il peut être banni, et donc interdit d'avenir. Une mémoire collective allemande où le silence aurait produit l'oubli et l'indifférence rendrait caduque toute responsabilité historique – celle qui regarde le passé comme celle qui concerne l'avenir.

Monseigneur
Pierre Claverie
ET LES EVÊQUES DU MACHREB
**LE LIVRE
DE LA FOI**

Révélation et Parole de Dieu
dans la tradition chrétienne

144 pages, 80 F

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DU NORD DE L'AFRIQUE

cerf

ECONOMIE

• par Philippe Simonnot

Et si l'on supprimait l'impôt sur le revenu ?

J'ACCUSE L'IMPÔT SUR LE REVENU de Bernard Maury, Calmann-Lévy, 187 p., 82 F

S'il existait un concours Lépine des idées économiques, nul doute que les fiscalistes se trouveraient au rang des vainqueurs. Et, en cette rentrée où l'on parle une fois encore de réformer l'impôt sur le revenu, le premier prix irait à René Maury, qui propose de le supprimer purement et simplement.

Encore qu'il s'agisse d'une vieille idée. Comme l'auteur le fait remarquer lui-même, elle a été défendue déjà plusieurs fois par des auteurs de gauche comme de droite. Et de citer pêle-mêle le socialiste suédois Gunnar Myrdal, le keynésien anglais James Meade, des Américains de renom tels que Milton Friedman, Franco Modigliani, James Buchanan. En France, des personnalités aussi diverses que Maurice Allais, Pierre Uri, Michel Jobert, Eugène Schueller, Pascal Salin ont milité dans le même sens. Comment cet impôt a-t-il pu résister à tant d'assauts ? Il faut que quelque démon s'en mêle.

C'est bien le cas, à en croire notre auteur. « Le diable a inventé l'impôt sur le revenu pour démolir les plus humbles afin que jamais ils ne puissent élever les gens importants. » Le diable en l'occurrence s'est appelé Joseph Caillaux, le créateur de l'impôt, en 1917. Bien avant qu'il n'ait, un certain Turgot avait noté un projet d'imposition sur le revenu à l'usage progressif de cette phrase assassine : « C'est l'auteur qu'il faut exécuter, non le projet. »

L'impôt en question, inspiré par la haine de l'envie, serait un concentré de perversité quant à ses effets. En taxant le travail, il fabrique du chômage. Du fait de la forte progressivité de ses taux, l'effort et le talent sont punis, l'épargne découragée, l'investissement entravé. Loin d'être réduites, les inégalités sont renforcées. Pour la raison toute simple que les plus fortunés ont les moyens de se réfugier dans les paradis fiscaux. Les plus pauvres étant exonérés, « les principales victimes de cet impôt demeurent en France les classes moyennes ».

L'absurdité de cet impôt se mesure au nombre de dérogations qu'il a fallu accorder. La moitié des assujettis y échappent. En outre, c'est un maquis de privilèges dignes de l'Ancien Régime. Maury en donne quelques exemples croustillants. Les stars de cinéma, les possesseurs de pipes de Saint-Claude, les passementiers et guimpistes des tissages de soierie dans la région du Sud-Est, les ouvriers fabriquant des éponges dans le département de l'Ain, leurs collègues qui font des rubans dans la région de Vienne. Etc.

Pire encore, l'impôt sur le revenu permet d'échapper à l'impôt de solidarité sur les grandes fortunes (ISF). Comment cela ? En application de la règle selon laquelle le contribuable ne peut être imposé au total au-delà de 80 % de son revenu. Exemple, votre fortune est de 65 millions de francs, mais vous vous arrangez pour déclarer un revenu de seulement 72 000 F par an. Votre contribution au titre des impôts directs ne pourra dépasser 80 % de cette somme, soit 57 600 F. Au titre de l'ISF, vous auriez dû payer 1,5 % de votre capital, soit 675 000 F. Economie réalisée : 617 400 F.

Ne faudrait-il pas mieux réformer l'impôt sur le revenu plutôt que de le supprimer ? Il n'est pas réformable, répond René Maury. Car « il serait politiquement impossible d'en corriger les tares les plus flagrantes qui constituent autant de privilèges catégoriels sans coaliser une majorité écrasante d'opposants ».

Comment retrouver les 300 milliards de francs que rapporte, bon an mal an, l'impôt direct si on le supprime ? Le déficit des finances publiques ne risque-t-il pas de s'aggraver ? Pas du tout, assure l'auteur, qui escompte que la suppression qu'il préconise donnera un coup de fouet à la croissance, améliorant ainsi les rentrées d'impôts indirects. Diminué par le redressement de la croissance, le chômage pesera moins lourd sur les finances de la Sécurité sociale.

Surtout – et c'est l'argument le plus fort qu'a trouvé notre ingénieux auteur –, seule la France peut aujourd'hui abolir l'impôt sur le revenu. Parce que la part de cet impôt dans les recettes fiscales est beaucoup plus faible en France que dans tous les autres pays industrialisés : moins de la moitié par rapport à l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou le Royaume-Uni, le tiers de la Belgique, le cinquième du Danemark. Par conséquent, nos principaux partenaires ne pourraient pas nous suivre sur ce chemin. « Imaginons un instant, rêve René Maury, que les revenus du travail, les bénéfices industriels ou commerciaux ne soient plus imposés en France seulement : ce serait un afflux formidable de richesses dont notre pays serait bénéficiaire. »

Selon les calculs – invérifiables – de notre auteur, cet afflux pourrait être de 1 000 milliards de dollars. Mais n'y aurait-il pas aussi un afflux de main-d'œuvre ? Oui, reconnaît Maury, et cet afflux aiguillera la concurrence sur le marché de l'emploi, augmentera la pression vers davantage de flexibilité, ce dont se félicite le libéral grand teint.

Comment procéder ? Certainement pas par un vote au Parlement, beaucoup trop clientéliste pour faire aboutir une telle réforme (voir plus haut). L'abolition doit être votée par référendum, lequel serait précédé d'un sondage auquel ne pourraient participer que les contribuables acquittant l'impôt. Quant aux seize mille agents des contributions directes, ils seront reconvertis dans la chasse aux fraudeurs, ce qui justifierait une augmentation de 20 % de leur salaire. Décidément, notre auteur a pensé à tout... Mais à trop vouloir prouver...

Le livre de Maury est un symptôme. Jusqu'à maintenant, la mondialisation, en mettant en compétition les systèmes fiscaux, avait entraîné une réduction de l'impôt sur le capital. Aujourd'hui, elle vient peser sur le comportement de citoyens en révolte fiscale. « Pour la première fois depuis le XIX^e siècle, écrit Maury, on juge des poteries sur un rapport : que nous coûtent-elles et qu'en reçoit-on ? » Ou encore : « On se donne une patrie comme le lieu où se trouvent réunis la liberté, le niveau de vie le plus élevé, l'environnement le plus agréable. » Les classes se mettraient-elles donc en marche ? Vers où ? Vers qui ?

INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

COULEURS PRIMAIRES (Primary Colors) Anonyme. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Alexis Champion, Presses de la Cité, 408 p., 100 F.

Mentur ! Les journalistes américains sont tombés à bras raccourcis sur leur collègue Joe Klein quand il s'est avéré que le chroniqueur de CBS et de Newsweek était bien l'auteur de *Primary Colors*, après avoir nié pendant des mois cette paternité. Mentur ! Le qualificatif visait cet « Anonyme » qui aurait préféré le rester. Pas son récit des primaires démocrates de 1992 : un roman à clés, qui sont livrés dès les premières pages. Jack Stanton, le gouverneur pratiquement inconnu d'un petit Etat du Sud, qui se lance dans la course à l'investiture, c'est évidemment Bill Clinton. La présence à ses côtés de sa femme, tout à la fois égérie, conseillère et âme de l'entreprise politique familiale, ne laisse planer aucun doute.

« Anonyme » ne s'embarrasse pas de flottes. Sous le couvert du roman, il décrit les Stanton et leur équipe comme une bande d'escrocs de tout scrupule, dont le seul but est de faire de Jack le président des Etats-Unis. Pour y parvenir, tous les moyens sont bons, dans une épreuve qui est une véritable course d'obstacles, depuis la première primaire du New Hampshire jusqu'à l'affrontement décisif avec le président (républicain) sortant. *Couleurs primaires*, c'est la politique côté arrière-cuisine. « Anonyme » décrit les coups bas préparés pour abattre les adversaires (à ce stade de la compétition, ils sont du même parti), les parades mises au point pour contrer les cam-

POLITIQUE

• par Gérard Courtois

A L'ÉLYSÉE

1991-1995 d'Hubert Védrine. Fayard, 784 p., 180 F.

55, FAUBOURG SAINT-HONORÉ de Michel Charasse. Grasset, 325 p., 129 F.

Fidèles d'entre les fidèles, ils l'ont été l'un et l'autre. Du premier au dernier jour des deux septennats de François Mitterrand, Michel Charasse et Hubert Védrine auront tout partagé de cette longue traversée, de l'allégresse du départ aux douloureuses enclaves des derniers mois. Le premier livre de ce livre est « 55, Faubourg Saint-Honoré », même quand il fut ministre du budget après 1988. Le second gravit tous les échelons : conseiller diplomatique, porte-parole, secrétaire général adjoint, enfin secrétaire général de l'Elysée.

Nul doute que cette longévité les qualifie pour témoigner. D'autant qu'ils sont tous deux amis d'une même volonté. En éclairant telle ou telle décision, espère Michel Charasse en introduction des entretiens qu'il a confiés à Robert Schneider, peut-être sera-t-il possible de « démanteler trop de critiques le plus souvent déformées et inexactes et systématiques » à l'encontre de la personne ou de l'action de François Mitterrand. Quant à Hubert Védrine, en retraçant l'ensemble de la politique étrangère de l'ancien président, il entend « d'abord répondre à ces critiques illogiques quoique jamais éteintes » qui l'ont assailli – en particulier durant le second septennat.

La pourtant s'arrête le parallèle entre les

SOCIÉTÉ

• par Robert Sold

LA FRANCE ÉCLATÉE de Christian Jelen. Nil, 284 p., 120 F. (En librairie le 11 septembre.)

UNE SOCIÉTÉ FRAGMENTÉE ? Sous la direction de Michel Wieviorka. La Découverte, 329 p., 150 F. (En librairie le 13 septembre.)

La France, en ce temps-là, était une nation. Elle avait une seule langue, une seule culture, et tous ses citoyens se trouvaient égaux devant la loi. Cela s'appelait la République. Les étrangers qui choisissaient de la rejoindre épousaient ses valeurs et ses règles, reléguant à la vie privée les coutumes de leur pays d'origine, comme leur religion. Et, au bout d'une ou deux générations, la question ne se posait plus : ils étaient parfaitement assimilés.

« L'assimilation est devenue un gros mot », constate avec amertume Christian Jelen. Ce fils d'émigrants juifs polonais ne reconnaît plus le pays que sa famille avait adopté avec passion, malgré mille difficultés, car l'intégration se faisait alors dans la douleur, et parfois au forceps. Lentement, insidieusement, souflette-t-il, la France se transforme en société multiculturelle, risquant, à l'image des Etats-Unis, de devenir une mosaïque de ghettos ethniques, religieux ou idéologiques. Les signes de cette dérive, il les voit dans l'émergence de nouveaux patois en banlieue, dans la violence islamique à l'école, la quasi-légalisation de la polygamie, l'abandon des tribunaux à sanctionner l'excision... Bref, dans la tentation croissante d'abandonner des coutumes rétrogrades et d'accepter des discriminations contraires aux lois républicaines, sous prétexte

Les Clinton côté cuisine

pagons graveleuses montées contre Stanton, les pressions exercées sur des témoins gênants, les tentatives de manipulation de la presse.

Les Stanton ont une autre obsession : l'argent. Pas pour eux-mêmes, mais pour financer la campagne, pour payer les spots à la radio et à la télévision, les « négatifs » pour démolir les concurrents, les « positifs » pour vanter les mérites du héros. De l'argent encore pour affréter les avions et les bus qui transporteront les « scorpions ». C'est le surnom donné aux journalistes dans l'équipe Stanton. Le narrateur – un Noir, directeur adjoint de la campagne Stanton – n'est pas tendre avec eux, mais Joe Klein ne condamne pas ses confrères par son entremise. Si les « scorpions » piquent, le venin leur est fourni par les hommes politiques et les officines à leur service.

Dernière les péripéties peu ragoutantes de la campagne, il y a un couple, Jack et Susan Stanton. Lui est volage, cyclothymique, boulimique dans les phases de déprime, traînant quelques casseroles qui devraient lui barrer à tout jamais la route de la Maison Blanche. Il n'a pas de convictions, mais quelques idées, auxquelles il tient : l'éducation permanente, par exemple. Dans un moment difficile, il explique à sa garde rapprochée : « Il faut qu'on trouve comment communiquer ce qu'on aime. Il faut qu'on leur montre qu'on ne fait pas ça par ambition ni pour la gloire. » Pas uniquement, rectifie Susan.

De l'ambition, elle en a pour deux. A la télévision où Jack Stanton doit répondre de ses infidélités conjugales, sa femme sauve sa carrière. « Elle venait de faire la réponse la plus pointue. Elle avait été mordante. Elle s'en était tirée.

son avantage. Lui, d'un autre côté, ressemblait à un acteur qui concourt pour l'Oscar du second rôle. Quand les projecteurs s'éteignent, elle lâcha la main de Jack comme s'il s'agissait d'un rat crevé. » « Anonyme » met dans la bouche de Susan la réplique d'Hillary Clinton dans des circonstances quasiment identiques : « Oui, nous aussi, nous avons traversé des moments difficiles, mais nous sommes toujours ensemble. »

Dans sa préface, Edward Behr, lui aussi journaliste à Newsweek, exagère un peu en parlant de *Couleurs primaires* comme de « l'événement littéraire de ces vingt dernières années aux Etats-Unis ». Mais un événement éditorial, certainement. Plus d'un million d'exemplaires ont été vendus en six mois. Le livre ne vaut pas seulement par ses révélations croustillantes sur les hommes publics ; il est aussi une réflexion sur la politique, sur ce jeu implacable dont on ne peut pas sortir, en tout cas pas vivant. Un jeu qui a aussi sa noblesse. Jack Stanton ne doit pas son succès qu'à ses magouilles : « Ce qu'il aimait, c'était les gens. Il était formidable avec les gens, il distribuait des poignées de main éloquentes, prêtait une oreille attentive : il avait un truc – non, c'était plus qu'un truc ; c'était quelque chose de plus profond, de plus respectueux – pour leur faire comprendre qu'il les avait écoutés et entendus. Il ne quittait jamais une salle sans se rappeler le nom de chacun. Et il les retenait tous. (...) C'était un centre de tri humain. » A lire, à deux mois de l'élection présidentielle américaine. Et à méditer au-delà. Même si, optimiste, Edward Behr écrit qu'à côté des primaires américaines « le duel Balladur-Chirac paraît aussi anodin qu'une course à la présidence entre membres d'un club de pétanque dans un village de Haute-Provence ».

Plaidoyers pour Mitterrand

deux hommes. Muré dans son personnage, le sénateur du Puy-de-Dôme fustige, brocarde, rime, rime, rime « la haine de beaucoup de grands médias » dont a été victime à ses yeux le pouvoir mitterrandien. Mais d'explications, point ou guère. On n'attendait pas de lui d'états d'âme. Mais au moins une lecture de ces quatorze années qui en fasse mieux comprendre les ressorts. Et, puisqu'il était avec lui en « communion d'esprit », qu'il trace au plus près le portrait de l'ancien président et de sa façon de gouverner. Au lieu de quoi, comme pour solde de tout compte, Michel Charasse confie cette abrutissante réflexion de François Mitterrand au soir de la déroute socialiste de mars 1993 : « En fait, ils n'ont pas gouverné ! Les Français leur font payer. »

Ok Charasse échoue, Védrine excelle. Certes, celui qui fut l'un des principaux « mécaniciens » de la diplomatie mitterrandienne se cantonne strictement à l'action extérieure conduite entre 1981 et 1995. Mais il en dresse une fresque passionnante. Minuteusement, il démonte les rouages, démontre les rapports de force, les tensions, les dynamiques qui ont permis à François Mitterrand d'assumer cette mission de « passer » entre le monde d'ici – celui de la compétition Est-Ouest – et la mondialisation brutale qui, aujourd'hui, « affole les boussoles géopolitiques ».

De l'affaire des enromisties en 1961 à la guerre du Golfe dix ans plus tard, de Brejnev à Eltsine en passant par Gorbatchev, de l'effondrement du mur de Berlin à celui de l'URSS, du drame de la Bosnie à celui du Rwanda, du discours du Bundestag à celui de la Knesset, des coups-gorge annuels des réunions du G7 à la « thérapie collective » des Douze, sans oublier

le grand œuvre de la relance européenne couronnée par le traité de Maastricht : tout ou presque est mis à plat, éclairé par d'innombrables verbatim des conversations entre les responsables des principales puissances mondiales.

Chemin faisant, Hubert Védrine n'oublie aucune des polémiques qui ont jalonné ce parcours. François Mitterrand a-t-il raté le train de l'histoire au moment de l'unité allemande ? A-t-il sous-estimé le rejet de l'Europe au moment du référendum sur Maastricht ? A-t-il, trop favorable aux Serbes, manqué de pugnacité dans l'affaire yougoslave au point de paraître insensible au drame bosniaque ? A chaque fois, l'ancien secrétaire général de l'Elysée explique, argumente et contre-attaque en opposant les actes aux intentions et aux « vertiges » éventuels qui les nourrissent. La « responsabilité » de l'homme d'Etat ou « d'ingénieur » – fit-il sincère et talentueux – des intellectuels et des moralistes.

« L'incompatibilité entre le temps mitterrandien et le temps médiatique, entre l'histoire et l'indignation, entre solutions et jugements, n'a jamais été aussi flagrante que dans le drame yougoslave », analyse Hubert Védrine avant de broder, parmi cent autres, ce portrait de François Mitterrand : « Jamais il ne tenta d'aller contre les faits, contre l'inéluctable. Il ressent les mouvements de l'histoire comme gros d'autant de drames que de promesses. Devant eux, il salue les libertés mais se défie des illusions lyriques. Il ne se pose pas de vaines questions telles que : « Suis-je pour ou contre ? ». Il s'empêche d'accompagner, canaliser, domestiquer les événements. » Tout est dit, pour les uns comme pour les autres.

A chacun sa France

qu'elles sont l'expression d'autres cultures. Christian Jelen, auteur d'un ouvrage très optimiste sur l'intégration (*Il y avait de bons Français*, Laffont, 1991), publie cette fois un livre dérangeant qui s'adresse aux Français les plus généreux, les plus ouverts aux autres cultures. Avec vivacité, il les met en garde contre une République qui ne serait plus une communauté de citoyens libres et égaux, mais une association de communautés. Ce multiculturalisme, remarque-t-il, engendre du racisme et nourrit l'extrême droite, en fournissant la preuve éclatante que des Africains ou des Asiatiques ne sont pas intégrables.

C'est une thèse différente, pour ne pas dire diamétralement opposée, que défend l'ouvrage collectif dirigé par Michel Wieviorka. On y trouve des contributions de plusieurs chercheurs associés au Cadi, un laboratoire de l'école des hautes études en sciences sociales : François Dubet, Françoise Gaspard, Farhad Khosrokhavar, Didier Lapeyronnie, Yvon Le Bot, Danilo Martuccelli, Simonetta Tabboni, Sylviane Tihou et Alain Touraine. Plus complexe et d'une lecture plus ardue que celui de Christian Jelen, ce livre ne touchera pas les mêmes lecteurs. Dommage.

Le modèle français fonctionne de moins en moins, constate Michel Wieviorka. Les grandes institutions intégratrices (école, syndicats, Eglises...) sont en panne ; la séparation entre domaine public et domaine privé se brouille et la culture est en constante transformation. Dans ce contexte, défendre à tout prix le vieux système relève de la nostalgie et de l'excitation, pour conduire finalement à la répression. Le directeur du Cadi n'en conclut pas qu'il faut remplacer le modèle républicain par la société multiculturelle. Sa thèse est plus subtile. Il faut, selon lui, sortir d'un manichéisme dar-

gereux qui consiste à opposer l'universalisme abstrait de la République à un multiculturalisme caricatural. Nous n'avons pas à choisir entre deux modèles, affirme-t-il, mais apprendre à les combiner, faute de quoi nous risquons d'être emportés dans des évolutions dramatiques. Les combiner comment ? En adaptant le droit français à la différence culturelle, « tout en évitant son éclatement dans une multiplicité de juridictions particulières ». Mais encore ? Plus concrètement, Alain Touraine précise : « Je persiste à ne pas voir au nom de quel principe la polygamie doit être interdite, même si je reconnais qu'elle rend plus difficile l'intégration sociale des femmes africaines. » En revanche, il s'oppose à l'excision, au nom d'une conception universelle des droits de l'homme.

Les tenants de cette thèse se défendent de vouloir transformer la nation française en association de communautés. La société multiculturelle, affirme Alain Touraine, s'oppose au communautarisme : ce n'est pas la séparation des cultures qui constitue une société multiculturelle, mais la communication entre elles. Encore faut-il, selon lui, que soit abandonnée la prétention d'une culture – la culture française, en l'occurrence – à s'identifier à la modernité et à l'universalisme. Et la laïcité « doit être redéfinie positivement ».

Le débat s'engage à fronts renversés. Pendant longtemps, c'est la gauche qui défendait le modèle républicain. Aujourd'hui, c'est surtout dans ses rangs qu'on le remet en question. Mais y a-t-il vraiment débat ? Dans un climat émotionnel, fait de colère, de crainte ou de mauvaise conscience, les Français donnent l'impression de subir, impuissants, des évolutions qu'ils n'ont pas choisies et qui les dépassent.

en côté cuisine

Paul Claval, un géographe en mille détours

LA GÉOGRAPHIE
COMME GENRE DE VIE,
UN ITINÉRAIRE INTELLECTUEL
de Paul Claval,
L'Harmattan, 144 p., 95 F.

Paul Claval est certainement le plus productif, en nombre de pages, des géographes de sa génération. Depuis sa *Géographie générale des marchés*, en 1962, il a écrit quelque trente ouvrages. La *Géographie comme genre de vie*, un itinéraire intellectuel, peut être considéré comme le meilleur, car Paul Claval y révèle, par un long retour sur lui-même, tout ce qui l'a animé au cours de près d'un demi-siècle d'un très fructueux itinéraire intellectuel.

Souvent, Claval lit. On trouve de mots, assez fréquemment dans l'abstraction, semble parfois se perdre en dehors des préoccupations habituelles de la discipline. Ses bibliographies l'éminent en une sorte d'encyclopédie vivante des sciences humaines et sociales. Toutes les modes intellectuelles l'ont accablé à un moment ou à un autre. Mais longtemps, les hiérarchies les plus traditionnelles de l'école française ont rejeté Claval, qui dérangeait, tandis que les marxistes n'appréciaient guère un auteur qui avait l'originalité de ne pas s'alligner et de le dire. Les uns et les autres le consacrent maintenant.

La géographie française lui doit beaucoup. Sans doute fallait-il trimer pour intégrer la pensée économique, comprendre les géographes anglo-saxons, déboucher sur la géographie culturelle, ouvrir toutes les portes.

A cet éclectisme apparent, l'itinéraire raisonné de l'ouvrage permet d'ajouter maintenant la rigueur d'une démarche. Penser la géographie, affirme Paul Claval. Pour lui-même et pour les autres, c'est avant tout un éveil d'idées.

Armand Frémont

L'invention de La Fayette

suite de la page 1

Marie-Antoinette ? « Une duelliste : combats brèves et sans merci pour le point d'honneur. Du pouvoir elle n'aime que la menace mortelle. » Louis XVI ? « Un homme fou avec des angles aigus. » Perrault connaît si bien la langue du temps qu'il parvient parfois à fondre sa prose dans le style péroratoire du XVIII^e, l'un des « plus brillants, des plus élégants, peut-être le plus beau jamais écrit », reconnaît-il. Cette langue, il la cite avec une efficacité sans faille, mais malicieuse aussi. A l'entrée de Malesherbes au ministère, d'Alembert s'enflamme : « Un jour plus pur nous vient », répondant au sombre pronostic du duc de Croÿ qui voyait dans la nomination de Turgot « le plus grand coup porté à la religion, peut-être, depuis Clovis ».

Car, on l'aura compris, derrière le métier de l'historien amateur (et le mot convient bien s'il est qu'on lui rend sa charge étymologique), le travail de Gilles Perrault est œuvre citoyenne. Contemporaine. Et pas seulement par d'instinctifs clins d'œil, telles l'apparition de la notion de « guerre froide » dès 1778, une réflexion pionnière sur le délit d'habitat ou la sentence de Vergennes, ancien du Secrétaire et responsable de la diplomatie officielle, sur l'Angleterre, « nation pour qui rien n'est sacré que son intérêt momentané » - les remous de l'affaire de la « vache folle » aujourd'hui lui donnent-ils raison ?

La réflexion est politique lorsqu'il s'agit de mesurer le fossé toujours accru entre riches et pauvres. « Vieilles histoires dont nous voyons bien qu'elle n'est pas finie. » Reprenant à son compte une analyse d'Edgar Faure (3) sur l'échec de Turgot, Perrault stigmatise ceux qui pensent que la pire des politiques est celle qui dérange, mais sans sombrer dans l'optimisme béat : « l'immobilisme ne peut éviter une issue fatale, mais l'action la plus généreuse semble la précipiter. »

L'œuvre est civique enfin par sa

OU LA MÉMOIRE S'ATTARDE
de Raymond Aubrac.
Ed. Odile Jacob, 373 p., 150 F.

Aux dernières lignes d'un livre au genre indéterminé, qui mêle mémoire, confession et rapport d'expertise, l'impénitent Raymond Aubrac écrit : « Voilà pour les grandes lignes d'une vie dont je revendique la cohérence. » De quelle cohérence se crédite-t-il, après soixante ans de pleine activité ? « Avoir eu la chance, dans quelques circonstances, de servir à réduire l'écart (...) entre les aspirations populaires et les réalisations sociales. » Nous sommes avertis : Aubrac est un optimiste invétéré qui n'a pas baissé les bras face à la barbarie et à l'injustice du siècle.

Son parcours ne laisse pas d'impressionner. Il est né en 1914, le jour même de l'assassinat de Jaurès. A Vesoul puis à Dijon, sa famille juive, si peu pratiquante et encore sous le choc de l'affaire Dreyfus, vend bourgeoisement des nouveautés, mais la maman lui infuse des sentiments politiquement plus avancés que ceux du papa conservateur. Au lycée de Dijon, Samuel, futur Aubrac, est joyeusement antimilitariste et socialisant, sous l'influence notamment de Robert Jardillier, le futur maître, qui fut son professeur. Puis, dans les années 30, sans que s'éteigne le grand soleil familial, vinrent la « taupie » sinistre de Saint-Louis, le succès à l'entrée de l'Ecole des ponts et chaussées, la première route construite par l'apprenti ingénieur et les gentilles causeries sur Marx et Lénine d'un vague cercle d'études pour étudiants où apparaissent Georges Politzer et Georges Cogniot.

En 1937, une nouvelle chance, conquise à l'arraché : une bourse d'études pour Harvard et le MIT, d'où Aubrac revient joliment diplômé et amoureux des Etats-Unis

double révérence. Envers les seuls projets aptes à modifier un réel en panne, à rebondir quand l'échec mutile (Broglie est un modèle d'énergie inextinguible). Envers les choix individuels, plus complexes que le conformisme des légendes noires ou dorées. Si le bonhomme Franklin n'est pas lu sans recul (il « invente la désinformation »), le cas Beaumarchais est exemplaire : malmené sans nuance (« d'une courtoisie de caniveau » lorsqu'il court l'Europe en quête de brochures obscènes, il connaît la rédemption : « Après l'avoir tenu pendant dix-huit mois dans des sentines nauséabondes, Beaumarchais accroche son char à treize étoiles »). La belle image de La Fayette, « inventée » par Broglie qui le pousse littéralement à partir outre-Atlantique quand le jeune homme semble paralysé par l'audace de sa désobéissance, est parfaitement justifiée par son héroïsme au gué de la Brandywine. A vingt ans, il incarne l'idéal de la liberté en marche : l'élève n'a pas démenti le maître.

Le Secret du Roi n'a donc rien d'une désertion pour Gilles Perrault, plus coutumier des arcanes contemporains. Loin de trahir une sympathie dévoyée pour un Ancien Régime obsolète, il livre la clé d'une humanité profonde, nécessaire pour animer sans caricature la complexité moule du temps. A deux siècles de distance, « les problèmes et les situations sont différents, mais comment ne pas s'enthousiasmer devant tant d'énergies, d'ardeurs mobilisées pour changer le destin des hommes et qui y sont dans une certaine mesure parvenues ». La leçon est donc bien d'abord civique. Evidemment.

L'invention de La Fayette, icône emblématique à la hauteur du grand dessein, est, selon Perrault, le vrai triomphe de Broglie, ce « professeur d'énergie » comme les aimait Barrès, au « patriotisme rien moins qu'étroit et suffisamment généreux pour n'être jamais plus grand qu'en volant à l'aide des peuples à la conquête de leur liberté ». Perrault reprend résolument à son compte la devise des Broglie : « Pour l'avenir ».

Philippe-Jean Castinchi

(3) La Dignité de Turgot, Gallimard, 1961

Raymond Aubrac, toujours debout

De la Résistance aux actions menées en faveur des pays en voie de développement, de ses durables « amitiés » communistes à la désillusion, parcours exemplaire d'un étonnant « compagnon de route »

en version New Deal. Enfin, au hasard du service militaire dans le gîte à Strasbourg, il rencontre en 1939 la bouillonnante Lucie, professeur d'histoire aux Pontonniers : cette naissance d'un couple exemplaire est dite avec l'intensité pudique qui sied. Vient la guerre, qu'Aubrac décrit en des termes qui corroborent d'instinct ceux du Marc Bloch de *L'Étrange Défaite*, puis la débâcle, où le jeune officier, sous les sikas, s'enrage en tirant à tout hasard ses derniers coups de mousqueton quelque part près de Senones. Il est grand temps pour les Aubrac de passer aux choses les plus sérieuses.

Le cœur du livre est là, très attendu depuis que Mr Vergès, à l'occasion du procès Barbie, avait eu bon d'asséner quelques periphrases, condamnées en justice, mais qui ont en, hélas, la vie soumise de la rumeur : les Aubrac auraient joué un rôle néfaste dans l'affaire de Caluire et l'arrestation de Jean Moulin le 21 juin 1943. Raymond Aubrac est une trop haute figure de la Résistance pour avoir à plaider : il lui suffit de raconter. Avec, en prime, quelques portraits colorés de d'Assier, Delestraint ou de Ganille. Son chapitre 2, n'en doutons pas, va peser lourd dans l'histoire du témoignage résistant.

La suite est plus inédite et tout

aussi passionnante. Elle retrace placidement et non sans humour une brève carrière de « fusible » à la Libération entre Paris et le terrain, quand Aubrac fut commissaire de la République à Marseille, parant à l'urgence du ravitaillement d'une ville épuisée, faisant gérer des usines réquisitionnées, inventant les futurs CRS et, surtout, s'assurant à tous coups la moins mauvaise complicité des communistes pour conduire un laborieux retour à la normale. On retrouve la même honnêteté sans grandiloquence dans la description hallucinante de sa mission de salut public qui succéda à l'aventure marseillaise, sous la houlette de Raoul Dautry : le déminage du territoire, et surtout du littoral, pour lequel il fallut sacrifier 2 500 hommes, Français volontaires et Allemands prisonniers.

Les hasards de la vie faisaient bien les choses, voilà qu'à peine nommé inspecteur général à la reconstruction, Aubrac, toujours aussi rebelle, refuse le carcan administratif et fonde avec quelques amis communistes un Bureau de recherches pour l'industrie moderne (Berim) qui va expertiser et prévoir pour les municipalités progressistes et les futures démocraties populaires. En 1946, sa maison de Soisy va même abriter

en toute simplicité amicale Hô Chi Minh, venu interminablement négocier à Fontainebleau l'indépendance de l'Indochine. C'est le début de longues et fidèles amitiés rouges, de contacts internationaux multiformes, de négociations discrètes entre l'Est et l'Ouest en pleine guerre froide. Au point qu'Aubrac fut parfois tout bonnement accusé d'être devenu depuis lors une sorte de taupier du KGB. L'accusation est repoussée sans peine d'un revers de main. Mais il faut bien avouer qu'on alimenterait en savoir un jour beaucoup plus sur le pittoresque Berim, sur ses liens avec la Banque commerciale pour l'Europe du Nord de Charles Hillman, à capitales soviétiques, et avec Jean-Baptiste Doumeng, le futur milliardaire rouge édifiant son empire d'Interagra.

De fil en aiguille, ou plutôt d'acierie tchèque en filières néerlandaises, de nettoyages d'îlots insalubres à Aubervilliers en réfection de routes vers Fort-Lamy, notre Aubrac découvre dès 1953 la Chine de Mao aux audaces « souvent excessives » (sic) avec une belle naïveté de « compagnon de route » et ne s'éveillera véritablement de sa somnolence dogmatique qu'au spectacle de la terreur à Prague, vers 1956. Sur l'entrefaît, le voilà reparti vers une aventure

qui mobilisera toute la suite de sa vie : l'aide aux pays pauvres sous-développés, via la FAO et les amitiés progressistes.

Dès lors, les lecteurs les plus heureux seront ceux que passionne l'introduction de la betterave à sucre au Maroc ou les méandres de la gestion et de la documentation dans une grande organisation internationale. Aubrac sauve pourtant la fin de son livre en décrivant par le menu le rôle, un rien surestimé peut-être, d'ami du Vietnam démocratique assaillant les méchants Américains, participant aux efforts louables du mouvement Pugwash, hantant les couloirs d'une guerre sans fin entre Hanoï, Rome et New York. Cela nous vaut quelques portraits pittoresques de Philippe Ariès en statisticien des bananes, Henry Kissinger...

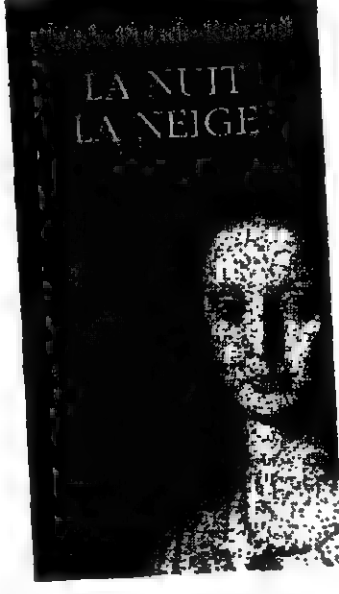
Au bilan, la fidélité au marxisme de sa jeunesse agacera, l'absence du compagnonnage avec le Parti communiste semblera tout juste vidée, le mondialisme pro-Sud passera pour très daté. Reste Raymond, pétillant de malice, courageux à l'extrême, sympathique en diable. Debout, toujours. Avec Luc le. Et cela seul compte. Dieu qu'on les aime, ces deux-là !

Jean-Pierre Rioux

PAROLE D'ACTES SUD, L'UN DE CES ROMANS A ÉTÉ ÉCRIT POUR VOUS



Ivre d'alcool et de musique, un délinquant pompiste rêve de départs sublimes vers le Sud et s'entremet dans un périlleux songe de meurtre. Ou de rédemption.



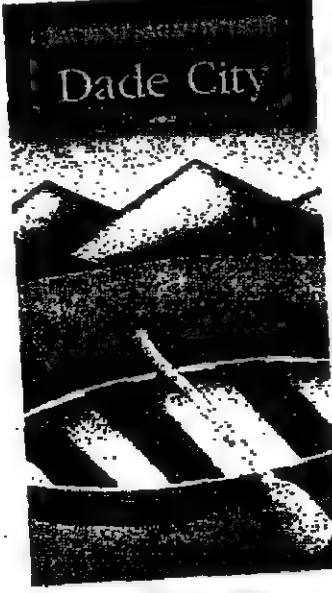
Du public à l'intime, deux femmes affrontent les réalités et les mirages du pouvoir, dans l'Espagne du XVIII^e siècle et donnent leur version de l'Histoire et du politique.



Nada, qui écrit l'histoire de la jeune Barbe, mise à mort en 1716, retrouve sa propre enfance. Par ces voiles alternées s'épanouit un roman sur la création et son double fascinant : l'inspiration.



Ils sont trois quinquagénaires assez proches du pouvoir, soudés par d'anciens engagements politiques. Face à eux une jeune génération fascinée par l'immensité de leur chute...



Meurtre supposé, témoignages parcellaires... mais condamné bien réel. Un premier roman sur la malédiction d'un peuple et sur la falsification de son histoire.



En forme d'autofiction, le parcours d'Yves Navarre à la rencontre des fantômes de son désir dans quelques rues de Montréal où l'écrivain passa les dernières années de sa vie.

L'EDITION FRANÇAISE

Mouvements dans l'édition.

● Jean-Etienne Cohen-Séat, PDG des éditions Calmann-Lévy depuis 1985 et âgé de cinquante ans, est nommé directeur délégué d'Hachette Livre, chargé des relations humaines auprès de Jean-Louis Lismachio, PDG, qui entend ainsi réaffirmer la volonté de développement de ce secteur. Jean-Etienne Cohen-Séat, qui avait dirigé Hachette Littérature de 1975 à 1978 et fondé les éditions Mazarine, participera également à l'étude de dossiers du développement en tant que membre du comité exécutif Hachette, actionnaire majoritaire de Calmann-Lévy, proposera lors d'un conseil d'administration extraordinaire la nomination d'Olivier Nora, directeur général de la maison depuis 1995, pour lui succéder à la tête de l'entreprise. Agé de trente-six ans, celui-ci avait travaillé une première fois chez Calmann-Lévy comme éditeur de 1988 à 1991 avant de diriger le Bureau du livre français à New York.

● Muriel Beyer, directrice de la communication chez Flammarion, où elle avait également des responsabilités éditoriales, rejoindra les éditions Plon à partir du 2 janvier 1997 en tant que directrice littéraire, dans les domaines de la non-fiction et du roman français. Elle était entrée chez Flammarion en 1982, à l'âge de trente ans. « Sans aucune relation de cause à effet », dit-on chez Plon, au moins deux « auteurs Flammarion » à succès, Frédéric Hébrard et Françoise Dorin, ont quitté Flammarion pour les éditions Plon.

● Prune Berge prendra en charge le secteur audiovisuel de Gallimard à partir du 1^{er} octobre, qui ne se limitera pas à la vente des droits - assumée jusqu'alors par Isabelle Gallimard, actuelle directrice du Mercure de France -, mais sera élargi afin de donner « un nouveau rayonnement en créant différents secteurs de développement ». Après six années passées à France 2 (conseillère à la direction des programmes, puis responsable des « Mercredis de la vie »), Prune Berge, cinquante et un ans, avait dirigé l'audiovisuel et les droits étrangers aux éditions du Seuil, de 1981 à 1990.

Précision

À la suite de l'annonce de son départ pour le groupe Hachette (« Le Monde des livres » du 30 août), Louis Audibert nous précise qu'il sera chez Flammarion jusqu'au 19 septembre, où il « assure la production de l'automne », en particulier le lancement du dictionnaire critique de Jacques Brunschwig et Geoffrey Lloyd, *Le Savoir grec*. Il rejoindra Hachette en octobre, non pour diriger Hachette Référence, comme nous l'avons écrit, mais pour « créer et développer une entité éditoriale nouvelle » dont le champ devrait être plus vaste.

AGENDA

LITTÉRATURE

Truismes, de Marie Darrieussecq (p. III), L'Accordeur, d'Alain Veinstein (p. III), Une personne déplacée, de Nicole Avril (p. IV), Le Vent du Nord, de Jean-Baptiste Baroni (p. IV), La Mamelouka, de Robert Solé (p. IV), Chair de ma chair, de Michèle Roberts (p. V), Absolution, d'Olivier Johanna Olafsson (p. V).

CHRONIQUES

Heidegger et son temps, de Rüdiger Safranski (p. IX), l'accuse l'impasse sur le revenu, de Bernard Maury (p. X), Couleurs primaires (p. X), A l'Elysée, d'Hubert Védrine (p. X), 55, Faubourg-Saint-Honoré, de Michel Charasse (p. X), La France éditée, de Christian Jelen (p. X), Une société fragmentée, sous la direction de Michel Wiewiorka (p. X).

ESSAIS

On la mémoire s'attarde, de Raymond Aubrac (p. X), La Géographie comme genre de vie, un itinéraire intellectuel, de Paul Claval (p. X).

LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...
Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.
La sélection du Monde des livres.

36 15 LEMONDE

Un libraire chez les Indiens

Des montagnes du Montana à Vincennes, les va-et-vient de Francis Geffard

Francis Geffard n'est pas un libraire comme les autres. Fondateur en 1980 de la librairie Millepages, à Vincennes, mais aussi directeur des collections « Terre indienne » et « Textes d'Amérique » chez Albin Michel, depuis 1992, c'est encore ailleurs, pour lui, que se trouve l'essentiel : quelque part au fond des États-Unis, sur les terres sauvages du Montana, là où se concentrent les écrivains qu'il part rencontrer et qu'il entend défendre plus que tout : les Indiens d'Amérique. Chez lui, c'est une vieille passion. « Déjà, enfant, j'étais complètement fasciné par les légendes et les films sur les Indiens », raconte-t-il, imperturbable et bizarrement aussi à son aise dans le paysage de l'édition parisienne que dans les lointaines montagnes où il se retire si souvent. « Tout ça, c'est à cause des livres », dit-il en guise d'explication.

La rentrée littéraire, il commence tout juste à en prendre connaissance, à peine revenu, justement, d'un voyage de deux mois dans le Montana. Les cartons envahissent le sous-sol, les livres en attente de rangement traînent empilés dans les rayons, « on fait les offices », comme on dit dans le jargon des libraires - ce qui veut dire : ouvrir les cartons, faire les petites fiches vertes à intégrer dans les livres, les inventories sur ordinateur, placer les autotels, « faire les tables, les vitrines », bref, la mise en ordre routinière. Pour la rentrée, plus encore que de coutume.

Francis Geffard n'est pas un libraire comme les autres. Fondateur en 1980 de la librairie Millepages, à Vincennes, mais aussi directeur des collections « Terre indienne » et « Textes d'Amérique » chez Albin Michel, depuis 1992, c'est encore ailleurs, pour lui, que se trouve l'essentiel : quelque part au fond des États-Unis, sur les terres sauvages du Montana, là où se concentrent les écrivains qu'il part rencontrer et qu'il entend défendre plus que tout : les Indiens d'Amérique. Chez lui, c'est une vieille passion. « Déjà, enfant, j'étais complètement fasciné par les légendes et les films sur les Indiens », raconte-t-il, imperturbable et bizarrement aussi à son aise dans le paysage de l'édition parisienne que dans les lointaines montagnes où il se retire si souvent. « Tout ça, c'est à cause des livres », dit-il en guise d'explication.

La rentrée littéraire, il commence tout juste à en prendre connaissance, à peine revenu, justement, d'un voyage de deux mois dans le Montana. Les cartons envahissent le sous-sol, les livres en attente de rangement traînent empilés dans les rayons, « on fait les offices », comme on dit dans le jargon des libraires - ce qui veut dire : ouvrir les cartons, faire les petites fiches vertes à intégrer dans les livres, les inventories sur ordinateur, placer les autotels, « faire les tables, les vitrines », bref, la mise en ordre routinière. Pour la rentrée, plus encore que de coutume.

Francis Geffard n'est pas un libraire comme les autres. Fondateur en 1980 de la librairie Millepages, à Vincennes, mais aussi directeur des collections « Terre indienne » et « Textes d'Amérique » chez Albin Michel, depuis 1992, c'est encore ailleurs, pour lui, que se trouve l'essentiel : quelque part au fond des États-Unis, sur les terres sauvages du Montana, là où se concentrent les écrivains qu'il part rencontrer et qu'il entend défendre plus que tout : les Indiens d'Amérique. Chez lui, c'est une vieille passion. « Déjà, enfant, j'étais complètement fasciné par les légendes et les films sur les Indiens », raconte-t-il, imperturbable et bizarrement aussi à son aise dans le paysage de l'édition parisienne que dans les lointaines montagnes où il se retire si souvent. « Tout ça, c'est à cause des livres », dit-il en guise d'explication.

La rentrée littéraire, il commence tout juste à en prendre connaissance, à peine revenu, justement, d'un voyage de deux mois dans le Montana. Les cartons envahissent le sous-sol, les livres en attente de rangement traînent empilés dans les rayons, « on fait les offices », comme on dit dans le jargon des libraires - ce qui veut dire : ouvrir les cartons, faire les petites fiches vertes à intégrer dans les livres, les inventories sur ordinateur, placer les autotels, « faire les tables, les vitrines », bref, la mise en ordre routinière. Pour la rentrée, plus encore que de coutume.

Il y a des livres partout. « C'est le mois de tous les possibles, du meilleur comme du pire », commente Francis Geffard. « Le libraire est devant une vitrine avec de nombreux livres. On ne sait pas lesquels on va goûter et lesquels seront les plus savoureux. » Il n'a pas encore vraiment commencé sa lecture des quelque 500 nouveaux romans de la rentrée, ni celle des 460 essais et documents. Son équipe, elle, a déjà entamé sa quête des « découvertes ». Dans la librairie Millepages, on a l'habitude de faire part de ses préférences par des petites fiches écrites de la main des libraires, qui décrivent en quelques lignes les raisons de leur engouement.

ESPRIT VAGABOND

À l'entrée, une table baptisée « Les livres que nous avons aimés ». Les premiers favoris de la rentrée. Francis Geffard a beau avoir encore un peu l'esprit vagabond dans les grands espaces du Montana, il assure que la rédaction des fameuses « fiches » est en cours. De la table des coups de cœur naitra, en décembre, comme chaque année, un élu du « prix Millepages ». On n'hésite pas non plus à prolonger la vie de certains ouvrages en les gardant le temps nécessaire pour les faire connaître, « même si financièrement ils ne sont pas rentables ».

Ici, on fait fi des pressions des éditeurs pour que leurs livres occupent une place de choix : l'actualité littéraire de Millepages sera, comme toujours, la sienne.

propre, celle que dessinent ses libraires. Le libraire idéal, pour Francis Geffard, est avant tout un fervent lecteur et un découvreur. « On ne peut être libraire sans être acteur dans sa librairie. En vivant au milieu de tous ces livres, le libraire en vient à être, comme le somnambule qui vend son vin, un fin connaisseur, un récepteur de la richesse de la production éditoriale. » C'est peu de dire qu'il correspond assez bien à sa propre définition.

Tout a commencé quand, en 1980, alors qu'il n'avait que vingt ans, Francis Geffard a racheté le local d'un ancien magasin de jouets, au grand dam de ses parents. « Ils auraient voulu que je continue mon droit au lieu de m'engager sur cette pente dangereuse », s'amuse-t-il, visiblement soulagé d'avoir enfin « installé » sa librairie, après les premières années de difficultés financières. Non seulement il se sent aujourd'hui sorti du gouffre, mais son succès est considérable, au vu des difficultés actuelles de la librairie en France. Millepages, à ses débuts, n'était qu'un petit point de vente de 35 m². Tous les cinq ans, Francis Geffard s'arrangeait pour le faire grandir, au point que la librairie s'étend aujourd'hui sur deux étages et occupe 250 m². En outre, un espace jeunesse a été ouvert, au mois de septembre 1995, dans la même rue de Fontenay, à quelques mètres de là.

Mais Francis Geffard ne se contente jamais de lire, et c'est sans doute la clé de cette inépui-

sable énergie qui fait de lui, un véritable combattant pour les livres. Toutes les armes sont bonnes, et l'une des dernières nées est un journal mensuel, créé au mois de janvier, rédigé par l'ensemble de l'équipe de Millepages (12 libraires), destiné à prolonger les « coups de cœur » et à « faire l'invitation à lire au-delà des murs de la rédaction ». Le dernier numéro paru (le quatrième) s'intitulait *Vacances*... et proposait une sélection de romans estivaux. Les libraires, qui ne manquent pourtant pas d'occupations, en pleine rentrée, trouvent encore du temps pour se consacrer à la rédaction du prochain numéro, dont la sortie est prévue pour la mi-octobre, où devrait apparaître leur vision personnelle des livres de l'automne, sans oublier, bien sûr, les rencontres et signatures organisées chaque semaine, dont ils sont en train de faire le menu, avec des auteurs de livres pour adultes ou pour enfants. Récemment, Tony Cartano et Léo étaient de la partie pour représenter respectivement *En attendant Gollagher* (Grasset) et *Aldebaran 5* : la photo (Dargaud).

VENDEZ AINSI SULTIZER

Ajoutons que Geffard n'est pas un « puriste ». Il ne cache pas sa répugnance pour les librairies finitricées, ces chapelles où les livres sont sacrifiés, où le lecteur est tenu à distance. Pas de risque, chez Millepages, où on trouve tout, ou presque. Des best-sellers aux textes érudits, aucune lecture n'est négligée, aucun âge et aucun

goût ne sont privilégiés : « Je n'ai jamais regretté de vendre Sultizer même si je n'aime pas cela », lance Francis Geffard pour qui la librairie n'a de sens que si elle est un lieu vivant, qui vaut pour tous les publics. « Les lecteurs cloisonnés n'existent pas. Une librairie existe à partir du moment où elle ressemble à une palette de couleurs où le libraire peint ce qu'il a envie de peindre. » La réussite est à son apogée lorsque l'on voit, à Millepages, les Vincennes revenir débattre de leur découverte ou simplement partager une bonne page.

Même si, finalement, on ne sait jamais ce qui porte le lecteur vers un livre plutôt que vers un autre : « un chemin complètement éphémère, mystérieux, incalculable » et dont Francis Geffard aime à penser qu'il « lui échappera toujours » ; il a fait de son autre, un véritable lieu d'échanges entre le lecteur et le livre. De Vincennes au Montana et du Montana à Vincennes, il poursuit inlassablement la quête : découvrir des textes injustement oubliés pour les offrir au public et ouvrir le champ d'une réflexion qui, selon lui, se fait rare. La devise de Geffard - passion, ouverture, indépendance - n'a pas fini de faire des adeptes. « Encore à cause des livres... »

Sophie Lhuillier et Anne Roulin
* Librairie Millepages, 174, rue de Fontenay, 93300 Vincennes, Millepages Jeunesse, en 133 de la même rue.

Hachette « entre » chez Anne Carrière

Le groupe Hachette, que l'on surnommait naguère « la Pleuvre », ne s'intéresse pas seulement aux gros poissons. Après la prise de contrôle de Hatier, au printemps, le numéro deux de l'édition française a annoncé, mercredi 4 septembre, son entrée, à hauteur de 20 %, dans le capital des Éditions Anne Carrière. Pour Hachette Livre, cet accord original - une participation minoritaire dans une structure jeune, jusqu'à présent indépendante et de petite taille - a valeur de « symbole ». Il marque, si l'on en croit son PDG, Jean-Louis Lismachio, une « inflexion » dans l'attitude d'un groupe « suffisamment attaché à la création et à l'émergence de maisons nouvelles pour accepter de faire un bout de chemin avec elles ».

Créées en 1993 par la fille de l'éditeur Robert Lafont, les Éditions Anne Carrière ont connu une prospérité rapide, fondée presque exclusivement sur l'étonnant succès de l'auteur brésilien Paulo Coelho. Avec *Sur le bord de la rivière Piedra* (1995), *Le Pèlerin de Compostelle* (1996) et surtout *L'Alchimiste* (1994) - dont il sort toujours, en moyenne, un million d'exemplaires par jour -, Coelho s'est déjà vendu en librairie à près d'un million et demi d'exemplaires, sans compter les ventes en clubs. Grâce à lui, le chiffre d'affaires d'Anne Carrière a littéralement explosé en trois ans, passant de 10 millions de francs en 1994 à 38 millions prévus pour 1996. Si bien qu'il est permis de se demander si Hachette n'achète pas, plus qu'une part de capital dans une petite maison, le « contrat de fidélité » ou le gage de rentabilité qui lie celle-ci à un

auteur à succès. Le groupe s'en défend, bien sûr, et souligne qu'Hachette n'aura aucune influence sur les choix littéraires ni sur la gestion des Éditions Anne Carrière, dont il distribue les ouvrages depuis leurs débuts. Le volume de la production ne devrait pas varier (une vingtaine de titres par an) ni les effectifs (cinq personnes), et aucune augmentation de capital n'est prévue à ce jour. Outre les romans de Paulo Coelho - dont le prochain, *La Cinquième Montagne*, annoncé pour 1998, devrait faire l'objet d'un lancement international (1) -, Anne Carrière souhaite « encourager davantage les jeunes auteurs », prévoit de se lancer dans les essais dès l'année prochaine et d'envisager « une maison généraliste très ouverte ». Un tel dynamisme ne peut que réjouir le nouvel actionnaire. « Qui aurait-il, il y a trois ans, qu'Anne Carrière réussisse de façon aussi magistrale ? », lance Jean-Louis Lismachio. Le rapprochement qui s'effectue aujourd'hui est d'après lui un message aux éditeurs : ceux de son groupe, qu'il invite à la créativité, et les autres : « Un jour ou l'autre, dit-il, Hachette peut se trouver sur leur route et les épauler. » « La Pleuvre » se serait-elle déguisée en agneau ? Hachette laisse entendre que ses visées sur d'autres maisons pourraient donner lieu d'ici peu à de nouvelles opérations de ce type.

Florence Noëlle
(1) L'« industrie Coelho » devrait également donner lieu, au printemps prochain, à un CD-ROM, *The Pilgrim*, adapté du *Pèlerin de Compostelle*.

À L'ÉTRANGER

Nouvelle tête pour Penguin

Michael Lynton, trente-six ans, succède à Peter Mayer à la tête de Penguin Books, la célèbre maison d'édition anglaise, spécialisée dans les livres de poche et fondée en 1935 par Allen Lane. Arrivé chez Penguin en 1978, Peter Mayer avait su faire face à la recession et à une concurrence de plus en plus vive (Le Monde du 7 juillet 1995) ; mais, s'il a quitté cet été son poste chez Penguin, il ne cesse pas pour autant toute activité : il compte désormais se consacrer à Overlook Books, maison d'édition de bien moindre envergure qu'il a créée en 1971. Son remplaçant, Michael Lynton était jusqu'à présent président de Hollywood Pictures, une des branches de la compagnie Disney, mais il s'est également occupé des activités éditoriales et a publié, par exemple, les ouvrages du candidat à la présidence des États-Unis Ross Perot. Il a bien l'intention, tout en tenant compte de la tradition Penguin, de renouveler les modes d'exploitation de la marque avec toute la force du marketing tel qu'on peut le concevoir à Hollywood. En dehors du Penguin proprement dit, le groupe comporte d'autres maisons d'édition comme Puffin (édition jeunesse), Michael Joseph, Hamish Hamilton, Dutton ou Viking. La fin du Net Book Agreement a posé de gros problèmes aux éditeurs en Angleterre en intensifiant la concurrence ; et, en dépit des gros succès de Penguin, en particulier avec le lancement des mini-livres à 60 pence (plus de 24 millions d'exemplaires vendus), la branche anglaise avait dû procéder à une certaine de licenciements ces derniers mois.

COUPS SUR COUPS

Il était une fois un auteur à succès du nom de Richard Bachman. Il meurt. On l'oublie. Mais sa veuve découvre, en 1995, dix ans après sa mort, un manuscrit presque achevé : *The Regulators*, que publie Hodder et Stoughton en même temps que le dernier roman de Stephen King, *Desperation*. Or, surprise, ces deux textes se ressemblent étrangement tout en étant très différents, bien qu'indiscutablement liés. Bref, il faut savoir que la mort de Bachman était due à une forme de cancer très rare, le cancer du pseudonyme... Que les faux se régèrent - à condition de pouvoir lire en anglais, car la version française ne sera probablement pas disponible avant un an ; or les livres sont déjà en vente en France dans les librairies anglo-saxonnes alors qu'on ne les trouvera en Angleterre que le 21 septembre, accompagnés d'un tapage publicitaire comme on en voit rarement.

Alain Veinstein

L'ACCORDEUR

ROMAN
Calmann-Lévy

« L'Accordeur est un livre sombre et intense qui dit sa haine du bavardage et où les mots naissent comme s'ils avaient été arrachés au monde sans fond du silence. » Gilles Anquetil Le Nouvel Observateur



Harmoniser la frayed
une inflation m

Harmoniser la frayed

Harmoniser la frayed
une inflation m

Harmoniser la frayed
une inflation m

Harmoniser la frayed
une inflation m

Surmonter la frayeur d'une inflation mythique

par François Rachline

TEL UN NAVIRE INCAPABLE d'éviter un iceberg pourtant repéré longtemps à l'avance, la réflexion contemporaine court sur son erre. Pour trois raisons majeures emboîtées : elle ressent la nécessité d'une analyse globale, mais ne songe qu'à des réponses partielles ; elle continue d'appliquer des remèdes inadaptés à une situation nouvelle ; elle semble ignorer que les moyens existent de fabriquer un avenir meilleur.

La prégnance de la mondialisation est telle que pas un économiste ne songerait à en contester la réalité. Dès que le débat porte sur la notion de crise, l'importance de l'« extérieur » s'impose : un taux de croissance ne se crée pas, on ne peut obliger personne à dépenser son argent pour acheter nos produits, un taux de change ne se gouverne plus à volonté, la concurrence internationale exacerbe s'impose à tous.

Ces aveux d'impuissance relative ne sont pas erronés, car l'économie contemporaine dicte toujours davantage aux États sa dimension internationale. Non seulement les frontières nationales sont devenues poreuses, mais les flux qui les transcendent contournent de plus en plus les contrôles ou les réglementations établies pour les contenir. Flux migratoires, flux marchands matériels et immatériels, flux monétaires, flux d'informations : autant de mouvements qui s'accroissent à mesure que triomphe partout l'économie de marché. Cette agitation brownienne met à mal les souverainetés, qui n'en peuvent mais.

Celles-ci ont adopté jusqu'ici trois grands cycles de réactions : reprise en main, relâchement, concertation. Dans le premier cas, le bafoué se rebiffe. Refusant d'être débordé, la souveraineté tente de resserrer les mailles du filet pour endiguer les flux économiques : le stockage par la France en 1981 des magnétoscopes japonais à Poitiers en fut un symbole. L'histoire a pourtant montré à l'envi que les murailles de Chine, les lignes Maginot et autres fortresses finissent toujours par s'effondrer. A l'heure de l'information généralisée en temps réel, la vitesse d'effondrement peut être fulgurante.

Deuxième réponse : le relâchement. Constatant qu'il perd prise, un État décide alors que le meilleur moyen de ne pas être victime d'une tendance consiste à l'épouser. « Je suis leur chef, donc je les suis », résume une telle attitude. La déréglementation exprime cette logique : lâcher du lest afin de définir de nouvelles règles du jeu. Ce fut le cas des prix du gaz et du pétrole aux États-Unis dès 1979, puis du transport aérien, des télécommunications ou de la finance dans le monde occidental. Résultat : la concurrence aug-

mente, mais les marchés s'unissent face à des États désunis.

Dernière voie tentée : la concertation. Cette fois, on reconnaît que l'action isolée demeure vouée à l'échec. Ce raisonnement séduit nombre de gouvernements, mais le passage à l'acte demeure lent et fragile, par manque de confiance réciproque, fortes résistances internes ou crainte de perdre son âme. Regardez l'Europe : à n'en pas douter, la conscience de l'interdépendance conduisit plusieurs pays européens à oser un vrai rapprochement juridique, économique et politique.

Cependant, au moment de basculer dans une réelle fédération d'États, les vieux démons d'antan resurgissent. Au lieu de plonger en avant pour constituer une nouvelle unité, chacun veut garantir sa propre identité contre tout empiètement, au nom d'une souveraineté qui tend à confondre le nationalisme et le patriotisme. Que cette souveraineté soit au-

considérable : sous-emploi, pauvreté, exclusion, dissolution progressive de la société civile, refus de se projeter dans l'avenir, pessimisme individuel et social. Aveuglés à leur propre cécité, beaucoup aujourd'hui ne le comprennent pas. Ils dominent hélas encore la pensée. L'enfer, comme le disait Voltaire, est que « l'esprit dominant assujettit les autres à son tribunal et la plupart du temps à ses erreurs ».

Cet esprit dominant ne voit toujours pas que les sociétés modernes ont inventé les moyens de se sortir de l'ornière déflationniste. Par la création monétaire *ex nihilo*, elles peuvent se doter de liquidités propres à relancer l'activité, la croissance et l'emploi. Cela s'effectue d'ordinaire au moyen d'une banque centrale, et nous ne sommes plus éloignés du moment où une telle institution émettrice verra le jour au niveau européen.

Parce que l'inflation n'est plus d'actualité, une politique moné-

Parce que l'inflation n'est plus d'actualité, une politique monétaire expansive est indispensable pour briser l'engourdissement progressif dans lequel nous nous sommes laissés prendre

jourd'hui largement débordée ne semble pas convaincre les différents partenaires que seule une nouvelle souveraineté partagée permettrait de surmonter collectivement une crise globale.

Comment ? Les pays européens ressemblent de nos jours à des spécialistes qui se réuniraient pour voter contre le cancer et le sida, puis se sépareraient, la conscience tranquille. Chacun dans son coin tâcherait de trouver le remède miracle et reporterait automatiquement sur le voisin la responsabilité de son échec. En même temps, la terreur de l'inflation pousse chacun à trembler devant la moindre reprise de l'activité.

Plusieurs articles récents, dans ces mêmes colonnes, l'ont amplement démontré : la situation actuelle est tout sauf inflationniste. Non seulement les prix ne montent pas, mais, depuis des années, la mobilité internationale des facteurs - personnes, marchandises, capitaux, informations - exerce une formidable pression concurrentielle qui interdit l'inflation dans un seul pays.

Néanmoins, l'Allemagne, dont la cicatrice monétaire de 1923 semble se rouvrir à toute occasion, n'en finit pas d'exorciser ce démon, et la conscience européenne vit au rythme de cette angoisse chronique. Pendant ce temps, la frayeur d'une inflation mythique provoque des dégâts

taire expansive est indispensable pour briser l'engourdissement progressif dans lequel nous nous sommes laissés prendre. Mais à condition qu'elle ne soit pas menée dans un seul pays. Tout est là. Ce qui est interdit à l'un quelconque des gouvernements ne l'est pas à leur ensemble constitué. Voilà pourquoi il faut que tous les membres de l'Union européenne aillent dans le même sens et en même temps, et voilà pourquoi ils devraient aujourd'hui augmenter en concertation leurs masses monétaires.

Bientôt, cela pourra s'effectuer sous l'égide de la banque centrale européenne. Pour l'instant, il faut s'accommoder de son absence. D'ici quelques années, souhaitons ne pas avoir à regretter l'absence de monnaie unique qui nous aurait empêchés de sortir de notre crise. Il n'y avait déjà pas assez d'Europe pour intervenir rapidement en ex-Yugoslavie. Tâchons qu'il y en ait assez pour vaincre le chômage. Accélérons si besoin est la mise en place de la monnaie unique, et immédiatement après adoptons des mesures de grande ampleur, à l'échelle du continent. Travaillons à la mise en œuvre d'une politique monétaire expansive intelligente au niveau européen.

François Rachline est économiste.

Ukraine : l'enjeu ne se réduit pas à Tchernobyl

par Georges de Ménéil

FACE À LA VOLATILITÉ politique de la Fédération de Russie, l'Occident - et en particulier l'Europe - a intérêt à se pencher avec plus d'attention sur l'avenir d'un des nouveaux États indépendants qui peut, plus que tout autre, en constituer un contrepoids à la Russie, être un facteur d'équilibre dans une région charnière entre l'Est et l'Ouest. L'Ukraine - un grand pays dont la taille, les richesses agricoles et la tradition scientifique rappellent la France - détient la clef de la stabilité des frontières orientales de l'Europe.

Malgré son importance géopolitique, l'Ukraine reste cachée aujourd'hui dans l'ombre de Tchernobyl. Les risques d'accidents sont effectivement importants, non seulement à Tchernobyl, mais aussi dans les treize autres centrales nucléaires du même type (modèle RBMK) qui fonctionnent toujours dans l'ancienne Union soviétique (la plupart dans la Fédération de Russie). Une action concertée de l'Europe, du G7 et de l'Ukraine menant à la fermeture de Tchernobyl créerait une forte pression pour la fermeture (ou la mise en sécurité) de l'ensemble de ces centrales.

Si elle souhaite que les promesses soient suivies d'effet, l'Europe - et plus particulièrement la France - doit mettre son poids dans la balance de façon efficace. En commençant par comprendre que Tchernobyl ne pourra être fermé que par un gouvernement démocratique dans une Ukraine économique stable. Ce ne sont pas les Russes qui voudront fermer Tchernobyl, et aucun gouvernement ukrainien ne pourra prendre la décision d'arrêter le courant si l'avenir économique de son pays ne semble pas assuré. De ce constat découlent trois impératifs pour la France et l'Europe.

Premièrement, il faut que l'Europe accepte d'assumer sa part du prix de la fermeture de Tchernobyl et de l'aide économique internationale à l'Ukraine. Dans le meilleur des cas, fermer une centrale nucléaire est une opération lourde,

beaucoup plus lourde qu'on ne se l'imaginait il y a vingt ans quand est née la politique du tout-nucléaire. A Tchernobyl, où le sarcophage qui couvre les restes du réacteur numéro 4 est devenu lui-même fragile, l'opération sera particulièrement complexe et lourde. Les discussions entre l'Ukraine et le G7 ont tourné entre 2 et 4 milliards de dollars d'aide internationale. La facture totale, y compris le stockage permanent des déchets, dépassera vraisemblablement 10 milliards de dollars. Ce chiffre représente 40 % du produit national brut (PNB) annuel de l'Ukraine. Il est réaliste de penser que ce pays peut supporter une partie importante des frais financiers directs (y compris les frais sociaux) de la fermeture.

Pour sa part, l'Ukraine met dans la balance un programme draconien d'économies d'énergie, à base d'incitations. Depuis le 1^{er} janvier 1995, toutes les industries du pays voient leur énergie facturée au prix mondial. On en sera au même point pour les ménages, pour lesquels on a atténué le choc, à la fin de cette année. Ceux qui accusent l'Ukraine de chantage n'ont pas connu les hivers froids de Kiev sans chauffage.

De façon plus générale, il faut accepter que l'Ukraine existe, que cette nation de 52 millions d'habitants n'est pas la Russie, et n'a pas vocation à s'y intégrer. Combien sont nombreux les Français de tous niveaux qui vous demandent quand on part pour Kiev : « Quel temps fait-il en Russie ? » Les vieilles habitudes changent lentement. Une partie importante de la haute administration et de l'élite politique française raisonne toujours en fonction de ce qu'étaient les liens privilégiés entre la France et la grande Russie du siècle dernier.

Finalement, il faut accepter de traiter l'Ukraine comme un partenaire économique et politique à part entière, et s'engager à soutenir son indépendance. Si jamais les forces nationalistes russes pouvaient réaliser leur désir d'empire, il ne resterait rien des accords et

des protocoles des deux dernières années concernant Tchernobyl. Au-delà de l'enjeu écologique, l'avenir démocratique et stable de l'Ukraine serait lui-même en cause. L'indépendance d'une nation qui s'approvisionne pour presque la moitié de ses besoins énergétiques (gaz, pétrole) auprès du grand frère, n'est pas une évidence. Pour garantir cette indépendance, l'Ukraine doit reconstruire son économie, réaliser le potentiel que représentent une population instruite et disciplinée ainsi que des richesses agricoles importantes. L'Europe a un rôle essentiel à jouer dans cet effort dont le volet, peut-être le plus difficile et le plus important, est l'ouverture de ses frontières aux importations de produits ukrainiens.

Si l'on veut que ce pays fasse des efforts écologiques, il faudrait peut-être commencer par accepter d'acheter ses produits

Actuellement, le tiers des exportations de l'Ukraine vers l'Union européenne est traité par l'Europe comme entrant dans la catégorie de « biens sensibles » (produits de la métallurgie, de la chimie et du textile) sujets à des limitations dra-

conomiques. L'Ukraine souffre, entre autres, d'une pléthore d'actions anti-dumping selon des procédures discriminatoires conçues avant la chute du mur de Berlin pour arrêter des biens produits alors à perte grâce aux subventions soviétiques. Comme si l'Ukraine n'était pas entrée, il y a presque deux ans, dans un programme courageux de libéralisation radicale, grâce auquel toutes les subventions sont arrêtées. Aujourd'hui les entreprises ukrainiennes paient leur gaz et leur pétrole (achetés en Russie) au prix du marché mondial, c'est-à-dire des centaines de fois plus cher qu'il y a trois ans.

Si l'on veut que l'Ukraine fasse des efforts écologiques - qui, même s'ils sont dans son intérêt propre, coûtent cher pour un pays qui aujourd'hui n'a pas de ressources et où le salaire moyen est de 350 francs par mois -, il faudrait peut-être commencer par accepter d'acheter ses produits.

Georges de Ménéil est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

AU COURRIER DU MONDE

QUAND LE PAYSAN ÉTAIT L'ÉTRANGER

La lecture des textes du passé manque rarement d'apporter un éclairage précieux aux événements présents. Dans *Le Peuple* (GF Flammarion, Paris, 1974, p. 94), Michelet rappelle qu'en France, jusqu'au XIX^e siècle, l'immigration opposa essentiellement paysans et citadins : « La ville, écrit le grand historien, repousse le paysan par des orbes terribles, par l'énorme cherté du prix des vivres. Assiégée par ces foules, elle essaie ainsi de chasser l'assailant. Mais rien ne le rebute, nulle condition n'est assez dure. Il entrera, comme on voudra, domestique, ouvrier, simple aide des machines, et machine lui-même. »

Les temps ont changé, le paysan désormais a la peau noire, et, comme naguère les Italiens et les Espagnols, dont nombre de Français sont issus, il a l'insigne défaut de n'être « pas du pays ». La nuance est-elle pourtant à ce point réductrice qu'elle doive dispenser de tout devoir de réflexion ceux qui, avec la compassion, ont perdu la mémoire et qui, bien que souvent eux-mêmes enfants, petits-enfants ou arrière-petits-enfants de paysans, n'ont pas pensé faire la relation entre le merveilleux courage de leurs aïeux et l'entêtement désespéré des sans-papiers de Saint-Bernard ?

Guy Tortosa, Paris

Overtake events

via the World's Daily Newspaper



You're on the spot, on the pace and on line to the world's most powerful news gathering network through the pages of the World's Daily Newspaper.

— — — — —

ENTREPRISES

LE MONDE/ VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

TÉLÉPHONE Pour devenir l'alternative de France Télécom en France dès le 1^{er} janvier 1998, la Générale des eaux a créé Cegetel, pôle regroupant ses activités dans le télé-

phone, où trois branches utiliseront le sigle SFR, celui de la filiale dans le radiotéléphone. ● LE CAPITAL de Cegetel, pas encore bouclé, sera majoritairement aux mains de la Gé-

nérale des eaux. Ses alliés actuels, l'américain Southwestern Bell et le britannique Vodafone, devraient aussi y figurer. Les investissements, concentrés sur le territoire national,

atteindront 4 milliards de francs par an de 1997 à 1999. ● LE CHIFFRE D'AFFAIRES visé est 40 milliards de francs en 2003, et les télécommunications devraient représenter alors

15 % de l'activité de la Générale des eaux, contre 3 % actuellement. ● ALCATEL ALSTHOM met à profit cette réorganisation pour revendre sa participation dans SFR.

La Générale des eaux s'arme pour affronter France Télécom

C'est sous le nom de Cegetel que le groupe va se battre pour devenir le deuxième opérateur global de téléphone en France. L'ambition est de réaliser 40 milliards de francs de chiffre d'affaires en 2003

ALORS QUE le gouvernement travaille à la rédaction des décrets d'application qui cadreront l'ouverture totale à la concurrence des services téléphoniques au 1^{er} janvier 1998, décidée avant l'été par le Parlement, la Générale des eaux, seul candidat à s'être jusqu'à présent déclaré décidé à affronter France Télécom, achève sa préparation. Au niveau des structures, le groupe dirigé par Jean-Marie Messier est désormais en ordre de bataille. Il lui reste encore à boucler ses alliances capitalistiques. Ce qui devrait être fait au cours des prochaines semaines, a assuré, mercredi 4 septembre, Jean-Marie Messier, en officialisant la création de Cegetel, le pôle mis en place pour regrouper l'ensemble des activités télécommunications.

Cegetel, dont M. Messier assurera lui-même la direction, comportera trois branches utilisant toutes le sigle SFR, le nom de l'opérateur de radiotéléphone dont la Générale des eaux estime qu'il a désormais acquis suffisamment de notoriété. « SFR branche mobilité », qui reprendra les activités de SFR dans le radiotélé-

phone et de TDR dans la radiomessagerie, cotiera ainsi « SFR branche services aux entreprises », prolongement de l'actuelle société Siris, ainsi que « SFR branche longue distance ».

TOUR DE TABLE

La Générale des eaux, dont l'ambition est d'être « un opérateur global sur l'ensemble des segments des télécoms », contrôlera majoritairement Cegetel. Ses alliés

existants, l'américain Southwestern Bell et le britannique Vodafone, présents au capital de Cegetel, le holding de contrôle de SFR, devraient figurer dans le tour de table de ce nouvel ensemble. Cegetel, dont Alcatel Alsthom va se désengager, continuera d'exister mais n'aura plus qu'un rôle intermédiaire entre Cegetel et ses trois branches opérationnelles. Si une entrée en Bourse n'est pas prévue à moyen terme (quatre

à cinq ans), d'autres investisseurs, qui ne seront « ni des banques ni des investisseurs institutionnels », devraient également épauler la Générale des eaux au sein de Cegetel. M. Messier n'a pas souhaité s'exprimer sur leur identité, mais le nom d'AT&T est sur toutes les lèvres, le géant américain des télécommunications étant indirectement l'allié du groupe français à travers Uniworl, société commune avec le consortium européen Unisource, partenaire de Siris.

Les fonds propres apportés par ces partenaires, anciens et nouveaux, ne devraient pas être supérieurs, la Générale des eaux, qui compte d'abord se concentrer sur le territoire national, prévoyant, par exemple, d'investir quelque 4 milliards de francs par an sur la seule période 1997-1999.

L'objectif est de parvenir à un chiffre d'affaires de 27 milliards de francs dans les services de télécommunications en l'an 2000 (dont 16 milliards dans les mobiles), puis de 40 milliards de francs en 2003 (dont 22 milliards dans les mobiles), date à laquelle

Le marché des télécoms en France



La Générale des eaux prévoit de réaliser un chiffre d'affaires de 27 milliards de francs dans les services de télécommunications en l'an 2000.

les télécommunications devraient représenter 15 % de l'activité totale de la Générale des eaux, contre 3 % actuellement. Cegetel

devrait présenter un « cash-flow d'exploitation positif en 1997 et un cash-flow net positif en 1999 », SFR, la principale entité du pôle, devant être pleinement bénéficiaire en 1998.

En termes de parts de marché, l'ambition est qu'en 2003 Cegetel s'arroge 40 % dans le téléphone mobile, 20 % dans le téléphone longue distance et 10 % dans les liaisons locales. Pour tenir ses objectifs dans le téléphone fixe, la Générale des eaux devra cependant pouvoir avoir accès à une infrastructure autre que celle de France Télécom. Des discussions sont toujours en cours avec des entreprises telles que la SNCF ou les sociétés autoroutières pour l'utilisation de leurs réseaux. Mais la Générale des eaux admet qu'elle ne pourra pas disposer dans toute la France de réseaux locaux (ceux qui vont jusque chez les abonnés). Dans ce domaine, le groupe table essentiellement sur des tarifs d'interconnexion au réseau de France Télécom relativement bas.

Philippe Le Cour

Alcatel Alsthom va se désengager du radiotéléphone

A la faveur de la création de son pôle télécommunications Cegetel, la Générale des eaux est parvenue à un accord avec Alcatel Alsthom aux termes duquel ce dernier va revendre ses 20 % de Cofira, holding de contrôle de l'opérateur de radiotéléphone SFR. Les parts d'Alcatel Alsthom seront remplacées auprès d'« actionnaires qui échangeront leurs titres Cofira contre des titres Cegetel », s'est bornée à indiquer la Générale des eaux. Alcatel Alsthom était entrée dans Cofira à l'automne 1994 après avoir perdu face à Bouygues la bataille du troisième réseau français de radiotéléphone. Cette opération avait reçu l'aval du gouvernement, malgré les conflits d'intérêts possibles, Alcatel étant fournisseur d'équipements de France Télécom et de SFR.

Arrivé à la tête d'Alcatel Alsthom en 1995, Serge Tchouk avait d'emblée indiqué qu'il inclinait cette participation dans les 10 milliards de francs de cessions d'actifs auxquelles il entendait procéder. La sortie de la Cofira pourrait rapporter 3 à 4 milliards de francs.

Kodachrome, une pellicule de couleurs bien orchestrées

Voici le dernier article de la série publiée à l'occasion des vacances, illustrée par Jacques Viot, retraçant l'histoire des produits et des marques associés à la période estivale.

PEUT-ON composer une symphonie avec des couleurs ? C'est la question que se posent, en 1917, deux collègues de Rio de Janeiro, dans l'État de New York, l'un et l'autre fils de solistes célèbres, eux-mêmes se destinant à la musique, le premier, Leopold Mannes, au piano, le second, Leopold Godowsky, au violon. Amls de toujours, les deux Léo, « Man and God », rêvent d'un accord parfait, d'une synthèse des couleurs primaires, le vert, le rouge et le bleu - qu'ils obtiendront en 1934, avec le film Kodachrome. Avant les années 20, Mannes et Godowsky ont déjà réalisé une image en couleur impressionnante

trois plaques sensibles. Cette expérience de reproduction photographique des couleurs n'est pas vraiment nouvelle. Les deux complices apprennent qu'en 1912 l'Allemand Rudolf Fischer a lui aussi effectué une « réaction chromatique » liant la formation de la couleur au développement chimique de l'image argentique, c'est-à-dire imprégnée d'argent.

Sans se décourager, les musiciens en herbe poursuivent leurs recherches pendant leur temps libre. Mannes étudie, maintenant la musique et la physique à Harvard. Godowsky suit les cours de physique et de chimie à l'université de Californie, tout en jouant du violon dans l'orchestre philharmonique de Los Angeles. En 1923, les deux jeunes hommes, devenus interprètes et professeurs de musique à New York, finissent par breveter une émulsion couleur basée sur deux couches aux

tors juxtaposés sur une même plaque. La photo obtenue n'est pas de très bonne qualité, mais cette invention leur appartient. Il leur faudra toutefois patienter jusqu'en 1930 pour rejoindre un grand laboratoire, celui de l'Eastman Kodak Company, installé à Rochester, au nord de l'État de New York. Là, les deux amis vont accomplir des prodiges, rompan avec le système dit additif (qui consistait à ajouter les couleurs primaires), ils adoptent un système soustractif : les couleurs sont extraites de la lumière blanche qui, par essence, les contient toutes.

D'UNE FIDÉLITÉ CONFONDANTE

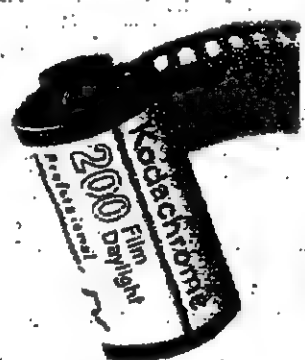
Pour ce faire, ils ont une intuition géniale, en tous cas décisive : incapables de résoudre le problème de la fixation des couleurs sur le film, ils vont contourner la difficulté au stade du développement « à pénétration contrôlée ». Chaque couche - donc chaque couleur - est traitée isolément. L'agent chimique formant la pigmentation est introduit dans le liquide de développement et non plus à même le film. Un pas considérable quand on sait que cet agent chimique avait jusqu'ici une fâcheuse tendance à glisser, donc à mélanger les couleurs à la manière d'un dalmatien... Mannes et Godowsky n'en croient pas leurs yeux, et pourtant leur Kodachrome est d'une fidélité confondante. A une condition : le film « couleur », sensible à toutes les radiations du spectre, doit être manipulé dans l'obscurité complète. Aussitôt se pose la question du temps de

développement. Il n'est pas question de placer dans les chambres noires le moindre chronomètre, même faiblement lumineux. Or il faut se montrer précis sur les délais de trempage et de séchage. Qu'à cela tienne. Mannes et Godowsky sont des musiciens. Au milieu de l'obscurité, ils sifflent le final de la *Symphonie en mi mineur* de Brahms. La Pathétique de Tchaïkovsky vient aussi en renfort pour leur permettre de calculer le temps d'immersion des plaques dans le révélateur. Les deux hommes ont véritablement composé leur symphonie de couleurs.

La pellicule Kodachrome naît d'abord pour le cinéma d'amateur en 16 mm le 15 avril 1935. Puis en diapositive 24x36 l'année suivante. Le traitement est complexe : vingt-huit opérations dans trois machines. Il suffira d'une seule machine en 1938, mais elle mesure dix mètres... Au fil des ans, la Kodachrome n'a cessé d'avancer vers la lumière. Elle allie la netteté à la rapidité et conserve longtemps la mémoire intacte des couleurs d'origine. Les contrastes sont bons, le grain souvent irréprochable. En 1954, la loi antitrust votée aux États-Unis a privé Kodak de son monopole de développement du Kodachrome. La petite pellicule, aujourd'hui hexagonale, en a conçu un goût plus vif encore pour les voyages, qu'elle restitue par touches chatoyantes et gaies. Comme si la chimie, ici, était mère du naturel.

Eric Fottorino

HISTOIRE DE PRODUITS



La société Kodak Pathé France emploie 5 906 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 7,45 milliards de francs. Elle est filiale du groupe américain Eastman Kodak Company dont les effectifs mondiaux sont de 95 000 personnes pour un chiffre d'affaires de 15 milliards de dollars (75 milliards de francs).

Le président de Total ne croit pas à une hausse durable du prix du pétrole

« L'ÉVOLUTION actuelle du prix du brut à 20 dollars le baril n'est pas représentative des tendances à long terme ». Lors de la présentation des résultats semestriels de Total, le 4 septembre, Thierry Desmarest, président du groupe pétrolier, s'est refusé à croire à une augmentation durable des prix. Pour lui, l'année 1996 est différente des autres en raison d'un hiver très rigoureux, d'une baisse des stocks et de l'agitation politique au Moyen-Orient avec, ces derniers jours, le bombardement américain sur l'Irak.

Néanmoins, en raison de l'abondance de l'offre dans les pays non OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), la hausse des cours ne peut durer. Le patron de Total s'attend, à court terme, à une stabilisation des prix. L'inversion de tendance sera liée à l'application de l'accord « pétrole contre nourriture », négocié récemment entre Bagdad et l'Omn, autorisant l'Irak à vendre 700 000 barils/jour. L'accord devait entrer initialement en vigueur à l'automne, mais sa mise en œuvre a été suspendue après l'offensive de Saddam Hussein contre les Kurdes.

« Nous restons convaincus que le prix du pétrole va redescendre. Nos prévisions sont basées sur un baril autour de 16 dollars. Ce n'est donc pas parce que nous observons une embellie depuis le début de l'année que nous allons assouplir les critères de choix dans notre politique d'investissement en matière d'exploration. Nous ne nous lancerons pas dans des projets qui ne tiendront pas la route. » Fidèle à la culture de son groupe, Thierry Desmarest demeure prudent et se garde de toute euphorie même si, comme la plupart de ses concurrents, il profite du redressement des cours du brut, passé à 19,04 dollars le baril pour le « Brent » contre 17,49 pour les six premiers mois de 1996. Total a enregistré une amélioration de 45 % de son bénéfice net à 2,6 milliards de francs, l'un des meilleurs scores du secteur comparé à ceux des « majors » internationales.

« Il ne s'agit pas d'une performance positive dans un bon environnement mais du résultat d'un effort », précise Thierry Desmarest pour relativiser la performance. L'effet baril contribue pour un tiers

à la croissance des résultats du secteur amont (exploration-production), les deux autres provenant de l'augmentation de la production et de la baisse des coûts techniques.

DOUBLEMENT

L'analyse est identique chez Elf Aquitaine, qui a annoncé le 5 septembre une progression de 24 % de son bénéfice à 3,56 milliards de francs. Les deux groupes français ont maintenant pour objectif de porter, dès 1998, la rentabilité de leurs fonds propres au-dessus des 10 % comme leurs concurrents. Pour le patron de Total, la satisfac-

tion vient avant tout des niveaux de production et de réserves du groupe. « Nous nous attendons à réaliser le doublement de notre production hors Moyen-Orient, plus tôt que prévu ». Programmé pour l'an 2000, cet objectif sera atteint dès 1998, grâce aux gisements d'Amérique du Sud (Argentine, Colombie), d'Algérie, d'Angola, de Thaïlande et de Norvège. La production d'hydrocarbures du groupe devrait atteindre 1 million de barils/jour dans deux ans. En 2005, elle arrivera au niveau des 1,25 millions de barils/jour. Simultanément, la durée de vie des ré-

servers augmente, passant de treize ans à quinze ans entre 1990 et 1995, un niveau supérieur à la moyenne des « majors », dont le ratio réserve sur production oscille entre huit et douze ans.

A l'opposé, les activités de raffinage sont toujours préoccupantes. Le niveau des marges toujours faible oblige tous les pétroliers à se réorganiser. Aux États-Unis, après la fermeture du site d'Ark City, le groupe dispose encore de trois installations. En France, la situation évolue lentement. « Ce n'est pas facile de prendre des décisions de restructurations », insiste M. Desmarest, rappelant que les futures réorganisations seront faites en accord avec les autres acteurs du secteur, et en liaison avec les pouvoirs publics. Seul motif d'optimisme dans ce domaine, la Chine, avec enfin, le démarrage de la raffinerie de Dalian, près de Pékin, prévu pour le second semestre. Total est autorisé à commercialiser 30 % de la production sur le marché chinois mais souhaite augmenter cette part à l'avenir.

Dominique Gallois

Un pacte d'actionnaires dans le nucléaire

« Le gouvernement a besoin pour que les intérêts français restent majoritaires avec un pacte d'actionnaires dans le groupe qui sera basé de la fusion » entre GEC Alsthom et Framatome, a expliqué le ministre de l'Industrie, Franck Boretra dans *Les Echos* du 5 septembre. Pour l'avenir de la filière nucléaire, les pouvoirs publics réfléchissent également aux structures de partage des participations de CEA-Industrie. « Toutes les activités rattachées actuellement à l'Euro, CEA-1 et Isis, qui ne relèvent pas d'une activité stratégique de l'État, doivent aller dans le privé ».

Concernant le raffinage, « le problème est l'élong de Berre, affirme M. Boretra. Il faut préserver ce pôle (en organisant) des accords entre participants ».

Syndicats et financiers s'inquiètent de l'avenir d'Olivetti

LA SATISFACTION des milieux financiers après l'annonce du départ de Carlo De Benedetti de la présidence d'Olivetti aura été de courte durée. Mercredi 4 septembre, le titre avait gagné 73 livres à l'ouverture, à 799 livres, pour terminer la séance à 749 livres, sur une hausse de 23 livres. Jeudi matin, le titre était toutefois suspendu dans l'attente d'une réunion d'information de Francesco Caio, le nouveau PDG du groupe italien.

Renzo Francesconi, numéro trois du groupe, recruté il y a à peine deux mois comme numéro deux, a donné sa démission en l'accompagnant de commentaires inquiétants. Il suggère, dans un communiqué, que l'avenir de l'entreprise pourrait être bien plus compromis que ne le laissent paraître les résultats semestriels, pourtant déjà catastrophiques. Ce départ d'un haut dirigeant fait suite à plusieurs autres, dont celui de Corrado Passera, l'ancien bras droit de Carlo De Benedetti, qui avait quitté l'entreprise fin juin.

Les salariés, de leur côté, se sont immédiatement inquiétés des répercussions sociales de tous ces bouleversements. En guise d'avertissement, une grève d'une heure a été prévue lundi 9 septembre dans les établissements de Canavese, près de Turin. Et les syndicats ont prévenu qu'en cas où la nouvelle direction déciderait de supprimer l'importation de certaines activités industrielles d'Olivetti, ils riposteraient par une grève nationale de toute l'entreprise. Une menace qui concerne au premier chef la vente éventuelle, voire la fermeture du fusine de fabrication de micro-ordinateurs d'Olivetti dans le nord de l'Italie. Les dirigeants des trois principaux syndicats italiens ont réclaté, mercredi, la tenue rapide d'une réunion avec la nouvelle direction d'Olivetti. Ils devaient rencontrer ce jeudi les ministres de l'Industrie et des télécommunications, Pierluigi Bersani et Antonio Maccanico, afin de leur faire préciser les intentions du gouvernement en matière d'informatique et de télécommunications, les deux secteurs-clés d'Olivetti. (Lire le portrait de Carlo De Benedetti, page 13.)

La City veut pouvoir défendre sa place financière même si la Grande-Bretagne n'adopte pas l'euro

Quelle est la meilleure manière de préparer la première place financière européenne à la monnaie unique ? La Banque d'Angleterre interroge

la City. La clause d'exemption dont bénéficie la Grande Bretagne provoque de vives controverses. L'Association des banques étrangères

craint de subir « un tort considérable ». Dans l'incertitude, les établissements s'apprêtent à dépenser 1 milliard de livres pour se préparer.

■ **AIRBUS** : le consortium européen a proposé au constructeur suédois Saab une coopération pour le développement d'un avion commercial de très grande capacité (A - 3XX), a indiqué Saab, mercredi 4 septembre. Les ministres européens chargés du dossier Airbus ont affirmé, le même jour, que le versement d'avances remboursables pour le lancement de nouveaux avions était conditionné à la transformation d'Airbus en société privée.

■ **SOCIÉTÉ MARSEILLAISE DE CRÉDIT** : la banque publique a enregistré au premier semestre un résultat net de 57,1 millions de francs après un déficit de 856 millions de francs sur l'ensemble de l'année 1995. La SMC a été à nouveau recapitalisée fin juin par l'Etat à hauteur de 858 millions de francs. Sa privatisation est prévue pour la fin de l'année.

■ **BANQUE ÉLECTRONIQUE** : les clients de 22 banques américaines, dont American Express, First Chicago ou Bank of Boston, vont pouvoir mener leurs transactions bancaires en ligne sur le réseau America Online grâce au logiciel BankNow, mis au point par Intuit, le premier éditeur mondial de logiciels de finances personnelles.

■ LLOYD'S : le gouvernement britannique a donné mercredi 4 septembre son accord définitif au plan de sauvetage de l'institution londonienne en autorisant la création de la compagnie de réassurance Equitas.

■ L'EPEE : les sept ex-salariés du fabricant de pendulettes assignés en référé mercredi 4 septembre au tribunal de grande instance de Montbéliard (Doubs) pour occupation illicite d'usine (*Le Monde* du 4 septembre) connaîtront la décision du juge le 11 septembre.

LONDRES
de notre correspondant
dans la City

La Banque d'Angleterre a entamé ce matin des négociations avec une consultation des principaux acteurs de la City sur la meilleure manière de préparer la première place financière européenne à l'avènement de la monnaie unique en janvier 1999. La clause d'exemption (out-out) doit bénéficier la Grande-

« La possible exemption britannique de la monnaie unique pourrait élargir un tort considérable à la City ».

Enfin, la sortie le 3 septembre de Michael Cassidy, responsable de la Corporation of London, l'organe de gestion de la City, a été affirmé : « L'Union économique et monétaire (UEM) est conduite sur le plan politique par les Français et les Allemands, qui envient la part de marché acquise par Londres ».

Après plusieurs mois de calme, le débat s'est soudainement rallumé dans les salles de marché depuis la mi-août avec trois événements marquants. D'abord, les inquiétudes exprimées par les banques de dépôt du royaume que la France et l'Allemagne ne leur offrent qu'un accès limité au système de paiement et de compensation (*le Clearing du 15 août*). Ensuite, le *ci d'alarme* lancé à la fin du mois par l'Association des banques étrangères établies en Grande-Bretagne, dans une lettre adressée au ministre des finances selon laquelle

l'on-dit eurosceptique et un vice-gouverneur passant pour europhile.

Quant au chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, l'un des membres du gouvernement conservateur les plus favorables à la construction européenne, il croit à l'avènement de la monnaie unique mais sans donner de date. Il se garde de provoquer les anti-Maastricht de son parti à l'approche d'élections générales devant se dérouler au plus tard à la mi-97.

IMPASSIBILITÀ

Pour connaître le sentiment de la City, le seul recours reste ce sondage récent selon lequel 71,4 % des économistes britanniques interrogés estiment que l'euro verra bien le jour comme prévu. Dans ce cas, parlent-ils, la Grande-Bretagne ne serait pas dans le premier cercle des pays choisissant l'UEM, mais pourrait y adhérer en 2002, à l'occasion de l'introduction des billets

et des pièces inéligibles en euros. Les intérêts en jeu dans cette affaire sont considérables. Leader mondial sur le marché des changes et les prêts aux banques internationales, la City défend une position largement dominante en Europe dans les transactions « euro-bonds », les fusions-acquisitions, les swaps et les produits dérivés. Pourtant, officiellement, on observe toujours la même hiérarchie, le même ordre des choses. Le choix est difficile. Les banques commerciales et les banques d'affaires ne voient pas l'heure d'un même ciel. Les jérémies vont devoir procéder à des investissements considérables, estimés l'an dernier à un milliard de livres sterling. « Quand ça t'arrive du *starring*, le 1^{er} janvier 1999 nous serons prêts à offrir des comptes en euros à nos gros clients, les sociétés. Pour la presse, cela prendra plus de temps », nous dit Margaret Sodén, directrice de la planification à la Midland Bank. En revanche, pour les *merchant banks*, opérant sur les marchés de capital

taux, les ajustements risquent d'être moins douloureux. « Si l'euro doit entrer en vigueur, nous devons tout simplement nous habituer à une nouvelle devise, du même type que le mark ou le franc », insiste avec flegme David Marsh, directeur auprès de Flemings. Un autre cliché qui complique l'adoption d'une stratégie commune oppose les banques de nationalité britannique, craignant la perte de clients comme les grandes multinationales, au profit des établissements continentaux, dont le paysage bancaire est adhérent à l'euro. Enfin, les marchés d'actions, la grande spécialité de la City, apparaissent moins vulnérables que le marché obligataire à la concurrence de Francfort, siège de l'Institut monétaire européen.

Sans sous-estimer ces problèmes, la City reste confiante. Les banques allemandes, qui ont racheté à grands traits des charges britanniques prestigieuses (Morgan Grenfell, Kleinwort Benson...), ne tiennent pas à voir leurs placements dévalorisés par l'effaiblissement de Londres. Grâce aux télécommunications et à l'électronique, le lieu du négoce financier n'a guère d'importance, tant que les fuseaux horaires restent avantageux. L'envolée des coûts, en particulier les salaires et l'équipement informatique, freine les velléités de démembrer ailleurs. Enfin, en cas de non-participation du *sterling*, les banques basées à Londres pourraient facilement satisfaire leurs besoins quotidiens en euros auprès de leur filiale ou leur correspondant installés à Paris ou Francfort. La marge de manœuvre monétaire du gouvernement britannique issu du prochain scrutin, qu'il soit de gauche ou reste de droite, sera forcément réduite. Une ou pas à l'échéé, la Grande-Bretagne semble bien plus pourvue à praiquer une dévaluation compétitive : « Les investisseurs pourraient décider qu'il est plus sûr de voir ailleurs », insiste un professionnel.

Marc Roche

LE MECUL DU FRANC face au deutschemark, entamé à nouveau depuis le début de la semaine, s'est amplifié brutalement mercredi et jeudi 5 septembre dans la matinée. La devise française a franchi un temps, jeudi, pour la première fois depuis six mois, le seuil des 3,43 francs pour un mark avant de revenir autour de 3,4290.

des critères de Maastricht par la limitation des déficits publics à 3 % du PIB. M. Juppé doit aussi annoncer une baisse d'impôt de 22 à 25 milliards de francs.

Depuis mardi, des fonds d'investissement anglo-saxons puis asiatiques se sont portés vendeurs de francs contre des marks, fudique un cambiste. « Toutefois, les marchés n'ont pas lancé de véritables attaques spéculatives contre le franc, il s'agit plutôt d'escarmouches. Ils ne veulent pas engager un bras de fer contre la Banque de France et la Bundesbank », indique un analyste d'une banque française.

Le franc a souffert de la relative faiblesse du dollar, qui a renforcé le mark. Mais c'est l'annonce de *mauvais chiffres de la croissance* en France au deuxième trimestre (le PIB français a reculé de 0,4 %, contre 0,3 % prévu) qui a pesé beaucoup sur la devise française. En particulier, la baisse de l'investissement des entreprises a surpris les économistes. La faiblesse de l'activité en France est d'autant plus pénalisante que l'Allemagne a annoncé de « bons » chiffres de croissance au deuxième trimestre. Le PIB a progressé de 1,5 % au deuxième trimestre par rapport au premier trimestre. Les économistes tablèrent en moyenne sur une hausse de 1,1 % sur le trimestre. Des chiffres qui soulignent un décalage conjoncturel entre la France et l'Allemagne et pourraient inciter encore plus les investisseurs à délaisser le franc pour le mark. Toutefois, sur l'ensemble de l'année, la croissance de la France et celle de l'Allemagne devraient être en phase, estiment des économistes.

E.L.

RTL = 18,6% Europe 1 + NRJ + RMC = 17,0 %



IP FRANCE, 136 AVENUE CHARLES DE GAULLE. 92200 NEUILLY SUR SEINE. TEL (1) 46 40 20 20

■ LA BANQUE DE FRANCE lance un appel d'offres dont la tombée est de 40,5 milliards de francs. Le 2 septembre, elle avait maintenu son taux d'appel d'offres à 3,35 %.

NEW YORK ↓ DOW JONES	LONDRES → FT 100	MILAN → MIL 30	FRANCFORT ↗ DAX 30
----------------------------	------------------------	----------------------	--------------------------

CAC 40:5 Jour

règlement mensuel, on retrouvait Cerus, qui à l'image de la veille progressait vivement. L'action de la filiale d'Olivetti gagnait 9,6 % à 108 francs.

Valeo, les difficultés que rencontre l'homme d'affaires italien pouvant l'amener à reconsidérer sa position au sujet de ses participations.

LA VAGUE d'achats spéculative qui a suivi l'annonce du départ de Carlo de Benedetti de la présidence d'Olivetti a nettement profité à sa filiale. Cerus, mercredi 4 septembre, à la Bourse de Paris, l'action a terminé sur un gain de 7,3 % à 98,50 francs avec 521 000 titres échangés, plaçant ainsi la valeur en tête des plus fortes hausses. Les intervenants soulignent que le départ de Carlo de Benedetti relançant la possibilité de désengagement de Cerus dans

Valeo, les difficultés que rencontre l'homme d'affaires italien pouvant l'amener à reconsidérer sa position au sujet de ses participations.

Bourse de Londres a progressé, l'indice Footsie terminant en hausse de 16,8 points à 3 872,7 points, soit un gain de 0,43 %. Progression également à la Bourse de Francfort, où l'indice DAX a terminé la séance sur un gain de 0,86 % à 2 532,39 points, un mouvement à interpréter comme un rebond technique après les pertes de la veille, ont souligné les courtiers.

	Cours du 04/08	Cours du 03/08	Var.
Paris CAC 40	1964,77	1967,20	-0,13
New-York DJ Industriels	5670,29	5670,29	0,00
Tokyo Nikkei	27348	27348	+5,62
London FT100	3907,50	3907,50	+0,00
Frankfurt Dax 30	2524,39	2524,39	+0,04
Frankfurt Commerz	887,16	887,16	+0,03
Boursellesbel 20	2058,48	2058,48	+0,61
Bourselles General	1727,74	1727,74	+0,61
Milan MIB 30	963	963	+0,00
Amsterdam C6 Chi	576,50	576,50	+0,74
Madrid Ibex 35	350,76	350,76	-0,36
Stockholm SMI	1569,11	1569,11	-0,01
Singapore FTSE 30	2796,80	2796,80	-0,01
Hong Kong Hang S. 11077	11077	11077	-0,01
Korea KOSPI	2094,48	2094,48	-0,51

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	2004	180P
Allianz Holding N	2444	2517
Bayer AG	45,67	42,15
Bayer AG	52,60	52,25
Commerzbank AG	11,25	11,07
Deutsche Bank AG	48,87	49,00
BMW	566,50	554,10
Commerzbank	341,10	339,50
Continental AG	25,24	25,06
Daimler-Benz AG	79,83	79,83
Deutsche Bank AG	31,50	31,50
Deutsche Babcock A	54,50	54,20
Deutsche Bank AG	72,70	72,25
Dresdner BK AG FR	40,40	39,90
Haniel VZ	60,90	60,90
Heute AG	51,22	50,55
Kernkraft AG	56,50	51,50
Linde AG	92,50	92,50
Linde AG	92,50	92,1
DT. Lufthansa AG	201,90	199,20
Man AG	372,80	367,00
Mannesmann AG	390,50	529
Mittelstand AG	27,83	27,05
Porsche AG	13,50	12,47
Rwe	93,60	93,50
Schering AG	107,55	106,80
Siemens AG	78,80	77,52
Thyssen	26,8	26,65
Veba	76,99	76,10
Viel AG	547	537,25
Wolfs AG	560	556

PARIS	PARIS	NEW YORK	NEW YORK	FRANKFURT	FRANKFURT
→	→	→	↗	→	↗
Jour à Jour	CAT 10 ans	Jour à Jour	Mots 10 ans	Jour à Jour	Mots 10 ans

LE CONTRAT notional du Maffi obéissait du terrain, jeudi 5 septembre, au cours des premiers échanges, abandonnant 14 centimes à 123,12, dès l'ouverture. La veille, profitant de la meilleure tenue de l'obligataire américain, le contrat septembre avait terminé en hausse de 10 centimes à 123,26. Le notional échéance décembre avait également progressé de 10 centimes, à 121,84.

terme était resté bien orienté. Le contrat Pibor échéance septembre a gagné 2 centimes, à 95,89. Le contrat décembre est resté stable à 95,72. Au comptant, le rendement de FOAT à dix ans s'est détendu à 6,47 % contre 6,48 % la veille.

Dans un contexte d'affaiblissement du franc, les marchés s'attendent généralement à un maintien par la Banque de France de ses taux directeurs.

Faiblesse du franc

LE FRANC continuait de faiblir, jeudi 5 septembre, dès les premières transactions entre banques. Face au deutsche-mark, la devise française s'échangeait à 3,426 francs, après avoir même brièvement franchi le niveau des 3,43 francs pour un mark. La veille, la monnaie allemande s'était échangée à 3,4268 francs selon le cours indicatif de la Banque de France et 3,4285 francs au cours des derniers échanges interbancaires. Selon les analystes, l'affaiblissement du franc

face au mark est dû à un accès de méfiance envers la monnaie française après l'annonce de mauvais chiffres de croissance au deuxième trimestre, et avant la présentation par le gouvernement des grandes lignes du budget 1997.

Le dollar s'inscrivait en repli à 5,0755 francs, 1,4797 deutschemark contre respectivement 5,0815 francs et 1,4628 deutschemark dans les échanges interbancaires de mercredi soit:

Notionnel 10 % première échéance, 1 an

1234

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TALUX 04/09	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	Indice des prix
France	3,45		7,28	
Allemagne	3		7,15	
Grande-Bretagne	5,81		8,20	
Italie	8,59		9,86	
Japon	0,50			
Etats-Unis	5,25		7,05	

MARCHÉ OBLIGATAIRE

TAUX DE RENDEMENT	Taux	Taux	Indice (base 100 fin 85)
	du 04/08	du 03/09	
NC	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	NC	NC	NC
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	NC	NC	NC
Obligations françaises	NC	NC	NC
Fonds d'Etat à TME	NC	NC	NC
Fonds d'Etat à TRE	NC	NC	NC
Obligat. franç. à TME	NC	NC	NC
Obligat. franç. à TRE	NC	NC	NC

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	AGE 04/09	VEIN 04/09	AGE 04/09	VEIN 04/09
Jour le jour				
1 mois		3,87		3,87
3 mois		4,12		4,12
6 mois		4,25		4,25
1 an		4,31		4,31
FIBOR FRANCIS				
Fibor Francis 1 mois				
Fibor Francis 3 mois				
Fibor Francis 6 mois				
Fibor Francis 9 mois				
Fibor Francis 12 mois				
FIBOR ECU				
Fibor Ecu 3 mois				

MATIF

Échéances 04/09	volumen	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
MOTIONNEL 10 %					
Sept. 96	8995	123,34	123,34	123,26	
Oct. 96	4252	121,34	121,34	121,40	121,48
Mars 97	224	121,26	121,26	121,28	121,28
juin 97	—	120,94	120,94	120,94	120,94

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 04/09	volumes	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Sept. 96	11311	2000,00	2000,00	2000,00	1992
Oct. 96	1673	2000,00	2000,00	2000,00	1997
Nov. 96	—	—	—	—	—
Déc. 96	100	2000,00	2000,00	2000,00	2000

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Alveiges	1970	1971	1972	1973	1974
Alveiges (100 dm)	32,630	37,433	330	354	
Bcu	5,635	6,076			
Erbs-Toms (1 tuz)	56,995	60,3	16,500	5,550	
Belgique (100 f)	16,389	6,73	7,650	1,733	
Italy (100 f)	305,680	6,632			
France (100 f)	10,000	10,000	3,000		
France (100 f)	87,720	10,616	6	27	
Friends (1 tuz)	8,570	9,425	7,850	6,650	
Grèce (Belgique (1 tuz)	7,971	9,425	7,500	6,650	
Grèce (100 grach)	2,166	2,122	1,000	2,280	
Suède (100 lra)	76,500		71	71	
Suisse (100 f)	10,000	10,000	3,000		
Suisse (100 f)	73,330	7,628	74	6,824	
Austrie (100 f)	46,990	9,016	47,050	50,135	
Espagne (100 pec)	4,0530		3,700	1,6230	
Portugal (100 esc)	3,3450		2,9500		
Japan (1 dollar is)	37,715	37,715	37,715	37,715	
Japan (100 yens)	3,7715	3,7715	3,7715	3,7715	
	100	100	100	100	

L'OR

	coms 04/09	coms 13/09	INDICES
Or fin (lt. blanc)	69100	62800	Dow-Jones compliant
Or fin (en lingot)	69350	63150	Dow-Jones à terme
Once d'Or Londres	386,55	385,60	CRS
Pièce française(20)	364	364	
Pièce suisse (20)	364	368	
Pièce belg (20)	364	363	
Pièce 10 dollars us	2405	2410	MIETEAUX (Londres)
Pièce 10 dollars us	1302,50	1312,30	Cuivre compliant
Pièce 10 pesos mex.	2953	2953	Cuivre à 3 mois
			Aluminium compliant
			Aluminium à 3 mois

LE PÉTROLE

En dollars	cours 04/09	cours 02/09	en \$ 3 mois
Brent (Londres)	22,09	—	Zinc comptant
WTI (New York)	—	—	Zinc à 3 mois
Crude Oil (New York)	—	—	Nickel comptant
			Nickel à 3 mois

LES MATIÈRES PREMIÈRES

INDICES	04/09	03/09
Dow-Jones composite	214,78	215,24
Dow-Jones à terme	351,47	354,76
CRI	248,52	248,88
METALUX (Londres)	deftary.com	
Orbe composite	2015	2020
Orbe à 3 mois	1995	2000
Aluminium composite	1471	1475,30
Aluminium à 3 mois	1504,50	1505,30
Plomb composite	821	824,30
Plomb à 3 mois	814	815,30
Etain composite	6190	6205,10
Etain à 3 mois	6240	6240,10
Zinc composite	1009	1009,30
Zinc à 3 mois	1034,30	1035,30
Nickel composite	7425	7385,30
Nickel à 3 mois	7525	7404,30
METALUX (New-York)	Shontel	
Argent à terme	5,23	5,20
Palladium à terme	397,40	399,60
Palladium	127	127
CHRONIS, DENREIS (Chicago)	Shontel	
BR (Chicago)	4,49	4,53
Grain 30 (Chicago)	2,57	2,56
Grain 50 (Chicago)	2,57	2,56
Tour. soia (Chicago)	20,60	20,54
CHRONIS, DENREIS (Londres)	Shontel	
P. de terre (Londres)	72,50	72,50
Orge (Londres)	99,25	99,50
SOFTS	Shontel	
Cacao (New-York)	1353	1358
Café (Londres)	1615	1620
Sucre blanc (Paris)	1427,64	1427,64
OLÉAGINEUX, AGRIUMES	ceasta.com	
Coton (New-York)	0,76	0,76
Jus d'orange (New-York)	1,08	1,12

AUJOURD'HUI

SPORTS

FOOTBALL La rencontre entre le Sporting club de Bastia et l'Olympique de Marseille, pour le compte de la 6^e journée du championnat de France, initialement prévue vendred

di 6 septembre, a été reportée au dimanche 8 septembre. **LES DIRIGEANTS BASTIAIS** souhaitent ainsi assurer au public de meilleures conditions de sécurité sur la tribune

nord, toujours en chantier, et dont l'ouverture n'a pas été autorisée par la commission départementale de sécurité. Une forte passion populaire entoure ce match, marqué par

le souvenir du drame du 5 mai 1992, qui avait coûté la vie à 17 personnes. **LA LIGUE NATIONALE** de football (LNF) a imposé aux clubs de première et deuxième divisions de ré-

pondre à plusieurs normes de sécurité, et des stades sont en travaux. Mais des élus, propriétaires des équipements, protestent contre ces coûteuses exigences.

La rencontre Bastia-Marseille réveille de douloureux souvenirs

La sécurité n'est toujours pas assurée à Furiani au moment de recevoir les supporters marseillais pour la première fois depuis la catastrophe qui avait fait 17 morts et plus de 2 000 blessés le 5 mai 1992

BASTIA
de notre correspondant
L'Olympique de Marseille n'est jamais revenu jouer à Bastia depuis la catastrophe du 5 mai 1992, qui avait fait 17 morts et plus de 2 000 blessés. Cette première rencontre, pour le compte de la 6^e journée du championnat de France de D1, initialement prévue le vendredi 6 septembre, a été reportée au dimanche 8 septembre. La Ligue

nationale de football (LNF) a ainsi répondu favorablement à la demande du président du club corse de disposer du temps de préparation nécessaire « dans la crainte de ne pas faire face à la situation générée par l'engouement que suscite ce match ».

En fait, au cœur de cet annuaire, il y a la question de l'ouverture partielle au public d'une partie de la tribune nord du stade. Cette tribune, en cours de construction, est édifée à la place de l'échafaudage effondré le 5 mai 1992. L'achèvement des travaux est prévu pour le mois de novembre. La procédure d'attribution du marché des travaux par le district urbain à une entreprise locale dirigée par le maire de Furiani est contestée devant le tribunal administratif par le préfet de la Haute-Corse et le plan de financement de l'ensemble des installations sportives du vieux stade Armand-Cesari est largement hypothéqué par les difficultés particulières rencontrées par les

partenaires publics de cette opération (Le Monde du 7 août). Mais chacun en Corse semble vouloir éluder cette question, tant les urgences sont nombreuses et imbriquées.

L'ouverture de la partie basse de la tribune aurait permis de vendre au moins 150 F les 3 000 sièges supplémentaires

La plus criante est cette rencontre SCB-OM. Outre la référence cruelle à la rencontre du 5 mai 1992, elle s'inscrit dans la tradition des oppositions tumultueuses entre

des groupes de supporters méridionaux et insulaires décidés à imposer leur équipe respective. Mardi 3 septembre, la commission départementale de sécurité de la Haute-Corse a émis un avis défavorable à l'ouverture partielle au public de la partie basse de cette tribune contenant déjà 3 000 places assises. Selon la commission de sécurité, la proximité d'engins, outils, palissades et autres objets sur le chantier présente un danger potentiel grave en cas d'affrontements entre supporters rivaux. Face à cette situation, le club corse a souhaité pouvoir bénéficier de détails supplémentaires pour réaliser les aménagements de chantier nécessaires à la limitation des risques d'intrusion sur les parties arrières et haute de la tribune en construction.

Dans ce cas seules les 2 000 places debout, situées à l'avant, seront, comme depuis le début du championnat, disponibles à la vente. La commission départementale de sécurité aura à nouveau à

donner son avis, avant dimanche, sur les aménagements provisoires réalisés.

La similitude est étrange avec la période fatale de 1992 : tous les espoirs sont placés sur une équipe sportive performante alors que la logique en matière de sécurité ou de financement semble défailante. L'aspect financier du match contre l'OM n'est pas négligeable. Depuis le début du championnat, les places debout sont vendues à 60 francs l'unité. L'ouverture de la partie basse de la tribune aurait permis de vendre au moins 150 francs les 3 000 sièges supplémentaires. En effet les tarifs de cette rencontre classée « match de gala » sont libres.

Les enjeux sportifs et passionnels du match sont tels que les organisateurs s'attendent à un triplement des demandes d'achat. La capacité actuelle du stade est de 4 700 places et 1 700 personnes y ont des sièges d'abonnés achetés pour toute la durée de la saison. Les

3 000 places restantes, réparties sur trois côtés du terrain, seront rapidement vendues. Les 2 000 places debout, sur le côté nord, seront également vite occupées. Dans ces conditions, comment la pression populaire de supporters quelquefois violemment antagonistes pourra-t-elle être contenue devant les guichets du stade ?

Le président du SCB a clairement dit qu'il n'assumerait pas ce qui est du ressort des services publics. La leçon de la catastrophe de Furiani avait permis d'affirmer qu'en mai 1992, la forte attente du public avait été suffisamment lourde pour empêcher toute évocation du report de la rencontre par le préfet, bien que la commission départementale de sécurité n'ait jamais émis officiellement d'avis favorable définitif. Aujourd'hui, les uns et les autres ne semblent pas hésiter à se placer dans les mêmes conditions qu'en 1992.

Michel Codacci-Pisanelli

COMMENTAIRE

BIS REPETITA

Les retrouvailles entre deux clubs dont l'histoire commune est douloureuse auraient dû être l'occasion d'un travail de mémoire. Jouer au football, sur les lieux même de la catastrophe, imposait à chacun un devoir de dignité. Le souvenir des 17 spectateurs tués le 5 mai 1992 dans l'effondrement d'une tribune de fortune, les cris de souffrance des milliers de victimes, qui ont résonné dans le tribunal correctionnel de Bastia au moment du procès des responsables de l'époque, auraient dû dicter leur conduite aux responsables d'aujourd'hui. Les hommes ne sont plus les mêmes. Ni à Bastia, ni à Marseille, ni même à la tête du football français. Refaire les réflexes, l'appât du gain, l'argent, cet aspect à l'odeur de mort par qui la catastrophe de 1992 est arrivée. Les dirigeants corses ont demandé un report du match pour « raisons de sécurité ». Il y a du cynisme dans ce prétexte. En quatre ans d'interdiction, les conditions d'accueil - au prix fort - de 2 000 spectateurs supplémentaires dans un stade en chantier ? Les motifs invoqués pour forcer la main des autorités, sont les mêmes qu'il y a quatre ans : satisfaction du public corse, risque d'émeutes aux guichets, débordements divers. Les réponses du pouvoir sportif ne sont pas plus fermes qu'à l'époque. Bis repetita ?

Jean-Jacques Bézouzer

Dans les stades français, les travaux d'adaptation aux normes prennent du retard

L'ASSOCIATION Troyes - Aubagne rêvait sans doute d'un retour plus discret en deuxième division. Le samedi 10 août, la venue de Saint-Etienne rend le stade de l'Aube trop exigü. Près de 9 000 personnes se pressent aux portes du stade, prévu pour en accueillir 7 000. Un peu débordés, les dirigeants troyens, encore ébourrés de se retrouver à pareille fête, décident de laisser rentrer tous les impatients. La décision apparaît risquée puisque, comme de nombreux clubs de deuxième division, le stade de Troyes est en travaux afin de répondre aux exigences posées, en janvier 1996, par la Ligue nationale de football (LNF) en matière de sécurité.

La LNF a imposé aux clubs de D2, sous peine de rétrogradation à l'échelon inférieur, de disposer, avant le 1^{er} janvier 1998, d'un stade de 12 000 places - dont les deux tiers de places assises - avec une dérogation pour les villes de moins de 100 000 habitants, autorisées à agrandir leur stade à hauteur de 10 000 places. Les clubs doivent également augmenter leur capacité d'éclairage et installer, au plus tard le 1^{er} juillet 1997, un système de vidéosurveillance.

A Troyes, après une demi-heure de jeu, une grille a cédé sous la poussée de trois cents supporters stéphanois, mais sans faire de victime. Pour Christian Denis, membre de la commission sécurité de la LNF, l'incident reste révélateur. « Troyes n'a

pas connu l'élite depuis très longtemps. Ses dirigeants doivent comprendre qu'il existe un fossé énorme entre le championnat de national 1 et la deuxième division. Leur équipement n'est pas adapté à ce niveau ».

D'autres maîtres, propriétaires des stades en travaux, semblent pourtant peu disposés à combler ce fossé. Peu après l'annonce de la LNF, certains d'entre eux, membres de la Fédération des maîtres des villes moyennes (FFVM), présidée par Jean Auroit (PS), maire de Roanne, ont mené une fronde afin de s'opposer au « diluvium » des instances nationales du football. Sans remettre en cause l'impératif de la sécurité, les édiles regrettent l'obligation qui leur est faite de construire des « cathédrales » de 12 000 places, alors que la moyenne de spectateurs sur une saison plafonne à 3 000 ou 4 000 entrées payantes par match.

D'autre part, l'amélioration de l'éclairage apparaît souvent « comme une absence médiatique pour les télévisions ». Christian Denis juge ces arguments irrecevables. « Il est dommage que les dirigeants de Troyes aient dû avoir peur pour comprendre l'importance des questions de sécurité. Je n'ai pas envie de devoir répéter, comme après le drame de Furiani, que toutes les conditions de sécurité sont prises lorsque ce n'est pas le cas ».

En dépit de ces craintes, plusieurs clubs ne disposeront pourtant pas de stade aux normes avant l'échéance fixée par la LNF.

« La Ligue ne se rend compte ni des détails de la procédure nécessaire pour lancer un marché, ni des contraintes qui pèsent sur nos budgets », estime Jean-Yves Gesteau, maire socialiste de Châteauroux. Les travaux sur le stade Gaston-Petit sont estimés par la mairie à environ 30 millions de francs, alors que le budget d'investissement de la mairie châteaurouxine est de 60 millions.

ABSENCE DE SOUPLESSE

Châteauroux n'est pas un cas isolé. Avec 8 300 places, le stade de la Colombe, à Epinal, doit être agrandi. Or Philippe Séguin (RPR), maire de la ville propriétaire de l'équipement, fut à l'origine, par sa contestation vigoureuse, de la dérogation obtenue par les villes de moins de 100 000 habitants. Peu étonné, la municipalité n'a pas encore estimé le coût des travaux. En quelques semaines, Laval, Saint-Brieuc, Lorient, Louhans-Cuiseaux, Charleville, Beauvais et Metz ont rejoint le groupe des protestataires.

L'absence de souplesse dont aurait fait preuve la LNF provoque par ailleurs la colère des responsables politiques. « Entre mars et avril, les élus ont obtenu trois rendez-vous auprès de Noël Le Graët, le président de la Ligue, afin d'obtenir une négociation au cas par cas, selon les besoins et les moyens de chaque municipalité. Mais, à chaque fois, le président était en voyage. Nous allons re-

commencer dans les deux prochaines semaines puisque la situation reste bloquée dans plusieurs villes », explique Nicole Gibeaud, chargée de mission auprès de Jean Auroit.

De son côté, la LNF reproche aux maîtres leurs atermoiements répétés, puisque la première loi Avice sur la sécurité dans les enceintes sportives, complétée par la loi Alloué-Macé du 6 décembre 1993, date du 16 juillet 1994. Mais pour Jean-Yves Gesteau, cette querelle représente aussi l'évolution du football et « la contradiction de Noël Le Graët, tirailé entre sa volonté entrepreneuriale de transformer le football en un sport-spectacle et les moyens nécessairement limités des clubs de football, puisqu'ils ne possèdent pas les installations indispensables à ce spectacle. L'intérêt général ne doit pas être dicté par les dirigeants du sport ».

En France, seul Auxerre est propriétaire des seize hectares où se dresse le stade Abbé-Deschamps, où quelques fissures ont été récemment détectées dans une tribune construite il y a deux ans. En Angleterre, tous les clubs possèdent leur stade, remis à neuf et aux normes depuis le drame de Bradford, le 11 mai 1985, où 53 personnes avaient péri dans l'incendie d'une tribune, ou le mouvement de panique d'Hillsborough, à Sheffield le 15 avril 1989, fatal à 95 spectateurs.

Fabrice Tassier

Contre Thomas Muster, Andre Agassi gagne en finesse le duel des cogneurs

NEW YORK
de notre envoyé spécial
Un autre temps pour un autre duel. Après la torride nuit qui a entouré le match Pete Sampras-Marc Philippoussis, des images bas et un air comme trempé ont plongé Flushing Meadows dans un léger brouillard.

US OPEN
Vu d'en haut, le court ressemble à un ring. Cela tombe bien, toute la journée, à la télévision, les commentateurs et les bandes-annonces ont promis un match de boxe.

Après les serveurs, hier, les poids lourds aujourd'hui. Andre Agassi est le meilleur retourneur de service du monde ; Thomas Muster est connu pour sa résistance à toute épreuve

bien que le spécialiste de la terre battue ne soit pas tout à fait à l'aise sur les surfaces rapides.

Muster et Agassi se sont jamais craints. Ils l'ont assez montré en servant huit rencontres de puncheurs où ils allaient tous deux au bout de leurs forces pour laisser leur adversaire K.O. Pour cette complicité dans l'art de l'uppercut, les deux hommes se lient d'amitié. Elle fut cimentée à l'issue d'une partie étonnante, en 1994 à Roland-Garros, gagnée par Muster en cinq sets. Ils repartirent bras dessus-bras dessous en rigolant.

Deux ans après, les deux hommes semblent craindre de retrouver leur force déclinée dans le bras de l'autre. Dès le premier jeu, ils en sont surpris. L'un et l'autre, ils ont imaginé le même stratagème : « J'ai voulu tout miser sur la stratégie et construire mes points. J'ai compris qu'avec Thomas, il faut être malin, même sur du ciment ».

dit Agassi. Thomas Muster rétorque : « Avec lui en favori probable de l'épreuve, je devais être intelligent ».

D'entrée, Thomas et Andre déboulèrent le public amateur de sensations fortes en ouvrant sur deux jeux longs. En vingt minutes, ils observèrent et triment, rivaux derrière la ligne de fond de court. Muster s'accroche le service d'Agassi : pour perdre très vite le sien. En une forme de jeu de yo-yo crispant, Muster perdit sa mise en jeu dix fois, Agassi six.

Tout est bon pour incommode l'autre et Agassi est le plus fort dans cet art. A Muster, habitué sur la terre battue à se capter loin derrière la ligne de fond de court, il donne des balles tantôt longues, tantôt courtes. De son coup de poignet surprise, il se prend les angles du court, devine un endroit inaccessible. Comme chef d'œuvre, cette amorce croisée vint se poser comme un papillon

après l'un des seuls échanges terriblement puissants de la partie : « C'est un instant, comme cela, où, d'un coup, tout le corps se relâche pour dire que cela suffit », lâche Agassi pas peu fier.

LES ENTRAÎNEMENTS

Thomas rugit et résiste. A son habitude, il est beau dans cet effort entêté de vouloir faire reculer son adversaire. Il ne le regarde jamais et, de son lift, remonte les balles à droite et à gauche pour le faire plier. Le poignet d'Agassi rabaisse les traits. Avec son air de marcheur sur des œufs, ses pieds prudemment posés sur le court, l'Américain est partout. Il a beau perdre son service sur une faute due aux effets de balles, il récupère sa mise, et plus encore.

Thomas gagne pourtant le troisième set, dans un éclair de colère. Il était rentré dans le court : « Je n'ai pas pu le faire bien longtemps, dit-il. Il me repoussait toujours. Il fallait tellement de force pour résister. » Et puis, dans quelques gouttes de pluie et un arrêt de cinq minutes - les joueurs sont restés sur le court - s'est dissout le rythme de Muster. Agassi poursuit son tempo pour s'imposer un dernier coup droit fusaillant. Sur le central, le silence se fait presque, intrigué. En deux heures et demie, sans cogner, en pensant et en souffrant beaucoup, les deux hommes ont servi un match éperdument beau.

Bénédictine Mathieu

Heinz Harald Frentzen remplace Damon Hill chez Williams-Renault

LE NOM du pilote allemand Heinz Harald Frentzen était le plus souvent avancé depuis l'annonce, dimanche 1^{er} septembre, de la rupture entre Frank Williams et le pilote britannique Damon Hill. Mercredi 4 septembre, le patron de l'écurie Williams-Renault a confirmé l'arrivée du pilote allemand aux côtés du Canadien Jacques Villeneuve pour la saison 1997. Frank Williams, avare d'explications sur les raisons du départ de Damon Hill, a toutefois assuré le pilote de son soutien jusqu'à la fin de la saison, et lui a rendu un bref hommage en soulignant que « très peu de pilotes ont remporté 20 Grands Prix en 64 courses ». Dimanche 8 septembre, Damon Hill, trente-cinq ans, pourrait s'emparer du titre de champion du monde en gagnant le Grand Prix d'Italie, à condition que son coéquipier Jacques Villeneuve ne fasse pas mieux que cinquième. En engageant Heinz Harald Frentzen, Frank Williams espère permettre à son écurie de maintenir sa suprématie. A vingt-neuf ans, le pilote allemand, présent sur les circuits de F1 depuis 1994, n'a pas remporté une seule course. Il n'en possède pas moins une réputation de pilote rapide, capable de rivaliser avec les plus grands. Frank Williams avait d'ailleurs déjà essayé de le recruter après l'accident d'Ayrton Senna, en 1994. Le pilote avait alors préféré rester sous la direction de Peter Sauber (Mercedes), qui venait de l'engager. Le pilote allemand ne devra cependant pas décevoir son nouveau patron, qui ne lui a accordé qu'un contrat d'un an. Frank Williams a d'ailleurs confié au magazine britannique *Motoring News*, dans un entretien publié mercredi 4 septembre, qu'il rêvait toujours « de voir Michael Schumacher dans une Williams, mais ce n'est pas d'actualité ».

■ CYCLISME : les coureurs français Jacky Durand et Thierry Laurent ont été déclarés positifs lors d'un contrôle antidopage à l'issue de courses disputées au printemps. Tous deux membres de l'équipe Agriguel-La Creuse, ils ont fait l'objet d'une suspension de huit mois ferme prononcée, mercredi 4 septembre, par la formation disciplinaire de la Ligue du cyclisme professionnel.

■ Le Néerlandais Bart Bredius a remporté le Tour de France VTT, mercredi 4 septembre. La Norvégienne Gunn-Rita Dahle a enlevé l'épreuve féminine.

RÉSULTATS

FOOTBALL

Championnat de France D2

(9 journées)
Le Mans-Metz 2-0
Toulouse - Saint-Etienne 0-1
Antony-Saint-Etienne 1-0
Lorient-Bordeaux 0-0
Nîmes - Saint-Etienne 0-0
Perpignan-Laval 0-0
Grenoble-Châteaubriant 0-0
Toulon-Metz 1-1
Metz-Troyes 1-1
Epinal - Louhans-Cuiseaux 0-0
Châteaubriant - Red Star 0-0
Châteaubriant : 1. Roches, 35 pts ; 2. Metz, 12 ; 3. Toulouse, 12 ; 4. Gagnon, 12 ; 5. Toulon, 11 ; 6.

Châteaubriant, 11 ; 7. Red Star, 11 ; 8. Perpignan, 10 ; 9. Saint-Etienne, 9 ; 10. Metz, 9 ; 11. Le Mans, 8 ; 12. Laval, 8 ; 13. Lorient, 6 ; 14. Troyes, 7 ; 15. Saint-Etienne, 7 ; 16. Louhans-Cuiseaux, 7 ; 17. Metz, 6 ; 18. Antony, 4 ; 19. Bordeaux, 4 ; 20. Valence, 4 ; 21. Châteaubriant, 4 ; 22. Epinal, 3.

Championnat d'Angleterre

(9 journées)
Sheff Wed - Luton 1-0
Aston - Chelsea 0-0
Blackburn - Leeds 0-0
Coventry - Liverpool 0-0
Derby - Manchester United 0-0
Everton - Aston Villa 1-1
Millwall - West Ham 1-1
Southampton - Nottingham Forest 0-0
Sunderland - Newcastle 1-0
Wimbledon - Tottenham 1-0
Wimbledon : 1. Sheff Wed, 12 pts ; 2.

Aston Villa, 9 ; 3. Chelsea, 8 ; 4. Arsenal, 7 ; 5. Luton, 7 ; 6. Manchester United, 6 ; 7. Blackburn, 6 ; 8. Tottenham, 5 ; 9. Liverpool, 5 ; 10. Leicester, 4 ; 11. West Ham, 4 ; 12. Derby, 3 ; 13. Wimbledon, 3 ; 14. Southampton, 2 ; 15. Blackburn, 2 ; 16. Everton, 1.

TENNIS

Internationaux des Etats-Unis à Flushing Meadows
1^{er} tour
1. Andre Agassi (E-U, n° 3) b. J. Sanchez (Esp) 7-5, 6-3, 6-7 (2), 6-4 ; 2. A. Agassi (E-U, n° 3) b. T. Muster (Aut) 6-2, 7-5, 4-6, 6-2.
2^e tour
1. Andre Agassi (E-U, n° 3) b. J. Sanchez (Esp) 7-5, 6-3, 6-7 (2), 6-4 ; 2. A. Agassi (E-U, n° 3) b. T. Muster (Aut) 6-2, 7-5, 4-6, 6-2.
3^e tour
1. Andre Agassi (E-U, n° 3) b. J. Sanchez (Esp) 7-5, 6-3, 6-7 (2), 6-4 ; 2. A. Agassi (E-U, n° 3) b. T. Muster (Aut) 6-2, 7-5, 4-6, 6-2.

La découverte d'ossements vieux de 59 millions d'années permet de comprendre la diversification des mammifères

L'ancêtre de l'éléphant vivait en Afrique peu après la disparition des dinosaures

Deux fragments de maxillaire de l'ancêtre le plus éloigné des éléphants, un proboscidiien âgé de 59 millions d'années, viennent d'être

découverts au Maroc, par trois paléontologues français. Ces curieux animaux dotés d'une trompe et de la taille d'un petit chien

sont probablement d'origine africaine. Leurs caractéristiques confirment que les mammifères placentaires se sont diversifiés rapide-

ment, il y a environ 65 millions d'années, la disparition des dinosaures permettant aux mammifères modernes d'exploser.

ILS AVAIENT la taille d'un petit chien, pesaient entre 10 et 15 kilos et étaient sans doute dotés d'une petite trompe, comme les tapirs. Ainsi se présentaient les très lointains ancêtres des éléphants, appartenant à l'ordre des proboscidiens (du grec *proboscis*, qui veut dire trompe). Deux fragments de maxillaire appartenant à deux de ces animaux viennent d'être découverts dans les immenses carrières de phosphates du bassin d'Ouled Abdoun, au Maroc.

Il s'agit des plus anciens fossiles de proboscidiens connus à ce jour. Ces ossements étaient ensevelis dans des strates datant du début du Paléocène, il y a environ 59 millions d'années, et sont antérieurs d'au moins 7 millions d'années à ceux de *Numidotherium koholense*, considéré jusqu'à présent comme le plus vieux des proboscidiens, et dont les restes fossiles furent découverts en Algérie en 1984. Ses caractères primitifs sont suffisamment marqués pour que les trois paléontologues français qui l'ont étudié, Emmanuel Gheerbrant, du laboratoire de paléontologie des

vertébrés (CNRS-université Paris-VI), Jean Sudre et Henri Cappetta, de l'Institut des sciences de l'évolution de Montpellier, lui donnent un nouveau nom, *Phosphotherium escuilliei*.

Cette remontée dans le temps a permis aux trois paléontologues, dont les travaux sont publiés dans la revue britannique *Nature* du 5 septembre, d'établir « l'origine très probablement africaine » des proboscidiens. La découverte de fossiles en Inde avait pu laisser croire quelque temps qu'elle était asiatique.

Comme souvent, ce genre de découverte est le fruit du hasard. Le premier fossile de maxillaire a, en effet, été trouvé en France, lors d'une vente de minéraux privés en 1994, par François Escuillie, directeur de l'association de paléontologie Rhinopoli de Gannat (Allier). Ce dernier l'a transmis aux paléontologues, qui ont monté une mission avec le service de géologie du Maroc pour retrouver la provenance exacte du fossile et explorer un peu plus le site d'Ouled Abdoun, le plus grand bassin à

phosphates du Maroc. C'est là qu'Emmanuel Gheerbrant et ses collègues ont mis au jour, cette année, le second maxillaire. Exploité depuis le début du siècle, ce bassin, formé par un empilement de dépôts marins, était jusqu'à présent surtout connu pour ses fossiles de vertébrés marins.

ANCIENS D'Australie

La découverte du proboscidiien marocain confirme que la diversification des mammifères placentaires - auxquels appartiennent les proboscidiens - s'est faite très rapidement, à la limite du Crétacé et du Tertiaire, il y a environ 65 millions d'années. Les fossiles découverts « appartiennent à des groupes-clés. Ils sont des preuves directes qui permettent de remonter dans le temps et d'expliquer des dichotomies entre groupes de mammifères que l'on ne savait pas encore résoudre », explique Emmanuel Gheerbrant. Les caractères très primitifs de ces fossiles sont les réminiscences d'un « super-groupe » de mammifères, celui des pantomésaxonia, qui ras-

semble plusieurs ordres, notamment les périsodactyles, auxquels appartiennent les chevaux, les hyracoides (damans d'Afrique), les siréniens (lamantins et dugongs), et bien sûr les proboscidiens.

L'explosion des ordres modernes des mammifères est relativement récente à l'échelle géologique. Apparus il y a 220 millions d'années, en même temps que les dinosaures, les mammifères durent subir la concurrence des « terribles lézards », et furent d'abord minuscules, réduits à un petit nombre de formes, et cantonnés à une vie nocturne. Ainsi le veut la dure loi de la biosphère, « où il n'y a pas de place pour tout le monde à la fois », explique Yves Coppens, professeur au Collège de France.

Les dinosaures dominèrent la planète entre 220 et 65 millions d'années, et c'est pendant une petite période de temps, 10 millions d'années après leur disparition, que les mammifères des ordres modernes vont achever leur diversification et exploser en une multitude de groupes, occupant ainsi

toutes les niches écologiques libérées par les grands sauriens.

Une bonne partie de cette diversification se fait sur le continent africain. Car, jusqu'à 24 millions d'années, en raison de la dérive des continents, l'Afrique se trouve isolée, telle l'Australie actuellement. « Comme un immense raideau, elle va continuer seule son voyage vers le nord, emportant avec elle ses faunes et ses flores terrestres », écrit Jean-Jacques Jaeger, directeur de l'Institut des sciences de l'évolution. Pendant toute cette période, les proboscidiens vont se transformer pour acquiescer progressivement l'aspect de nos éléphants actuels.

Leur évolution se fera dans le sens d'un accroissement de la taille, d'une modification du crâne et de la spécialisation. « Le crâne des proboscidiens va subir les mêmes transformations que le crâne humain, explique Yves Coppens. Il va se développer, s'arrondir et perdre en museau. » Cela laisse moins de place aux dents. Au fil de millions d'années, les ancêtres des éléphants vont perdre les leurs, pour ne conserver, à l'époque moderne, que quatre molaires et deux incisives supérieures (les défenses).

L'isolement de l'Afrique cessera il y a 24 millions d'années, avec la rencontre des plaques Afrique et Asie. Cela permettra aux proboscidiens de passer de l'Afrique à l'Eurasie, et en Amérique, par l'extrémité nord-ouest du continent. La tectonique des plaques, confirmée par les découvertes fossiles, explique ainsi l'arrivée tardive des éléphants en Amérique du Sud et leur absence totale du continent australien, resté isolé depuis fort longtemps.

Christiane Gahus

■ **ASTRONOMIE** : la distinction entre les astéroïdes, petits corps célestes inertes, et les comètes semble s'estomper. Depuis 1989, déjà, on pense que l'astéroïde Chiron, qui gravite autour du Soleil entre Jupiter et Uranus, serait un noyau cométaire peu actif. Coup sur coup, deux observations ont renforcé l'hypothèse selon laquelle certains astéroïdes seraient des comètes éteintes, tandis qu'à l'inverse d'autres pourraient retrouver leur chevelure à l'approche du Soleil. Le 7 août, l'observatoire européen du Chili (ESO) a repéré une nouvelle comète, 1996 N2, qui avait pourtant été référencée, en tant qu'astéroïde, sous le nom de 1979 OW7. Le 9 août, les astronomes américains de l'observatoire du mont Haleakala à Hawaï ont à leur tour identifié un astéroïde « excentrique », 1996 PW, qui serait en fait constitué des restes d'une très ancienne comète. Cette dernière aurait perdu par vaporisations successives la couche de neige sale qui lui servait de cocon, au fil de ses passages à proximité du Soleil. Cet astre, désormais moins brillant, croiserait sur une orbite très allongée qu'il parcourrait en 5 000 ans, selon les spécialistes du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena (Californie) et qui l'entraînerait aux confins du système solaire.

■ **ENVIRONNEMENT** : des parasites, des nématodes, ont été décelés en grand nombre dans l'intestin de tortues de l'île de Santa Cruz, dans les Galapagos, victimes, depuis plusieurs semaines, d'une maladie mystérieuse. Ces nématodes parasitent généralement les chiens mais, selon des experts équatoriens, rien ne prouve que ces tortues aient été, pour autant, contaminées par des chiens. Huit de ces tortues géantes sont déjà mortes et dix autres sont gravement atteintes.

■ **ZOOLOGIE** : pour la première fois, une insémination artificielle a été réalisée sur des éléphants d'Afrique maintenus en captivité. L'opération a eu lieu aux Etats-Unis. Le spermatozoïde d'un éléphant du zoo de Kansas City a été utilisé pour féconder une femelle du zoo d'Indianapolis. En cas de succès - les premiers signes de grossesse ne seront visibles qu'à la fin du mois de novembre - cette opération pourrait être renouvelée pour aider à la sauvegarde de cette espèce menacée. (AP)

QUI EST CLASSÉ 1^{ER} PAR LES PLUS EXIGEANTS DES PASSAGERS ?

CHAMPION DES ENTREPRISES DE TRANSPORT

Décerné à Air Liberté par le plus exigeant des jurys*, celui des

dirigeants d'entreprise, ce classement, tenant compte de l'ensemble des compagnies aériennes récompense les efforts quotidiens de toute une Compagnie pour satisfaire ses passagers. Cette 1^{re} place dit bravo aux pilotes, hôtesses, personnels au sol... et rend hommage pour ce

PRIX DE L'IMAGE

EXPOSITION

professionnalisme, ce dynamisme et cette convivialité qui font

aujourd'hui l'image d'Air Liberté. Avec à ce jour plus de 5 millions de personnes transportées, Air Liberté est devenue à juste titre la compagnie préférée des passagers.

* Etude réalisée par l'IFOP pour l'Expansion auprès de 1 800 dirigeants d'entreprise et 1 100 actifs appartenant à 22 grands secteurs d'activités. n° 531 du 29/08/96.

air Liberté

LA PRÉFÉRÉE DES FRANÇAIS.

Les secrets de la bière des pharaons dévoilés

L'ENQUÊTE de Doweil Samuel aurait pu inspirer Conan Doyle : pas de témoins, des fresques mises en doute et une recette disparue... depuis plus de trois mille ans. A la recherche du savoir culinaire des anciens Egyptiens, cette archéologue de l'université de Cambridge s'est attachée à découvrir le secret de la bière fabriquée sous l'empire pharaonique (3 100 à 382 ans avant J.-C.). Les résultats de son étude ont été récemment publiés dans le magazine *Science*. Ils remettent en question les théories des historiens concernant la fabrication de la bière nationale de l'Egypte ancienne.

Les Egyptiens raffolaient de la bière, à tel point que le fameux breuvage représentait, pour les défunts, la première nourriture terrestre à emporter dans la tombe. L'art égyptien compte, d'ailleurs, de nombreuses scènes de brasserie, représentées en peinture comme en sculpture. Ces supports, jusqu'ici nécessaires et suffisants à l'interprétation du savoir-faire de l'ancienne Egypte, ne l'étaient pas pour Samuel. La recette antique, illustrée par l'image, devait faire ses preuves.

Les musées ont coopéré et fourni à Samuel des poteries millénaires. C'est sur les parois de ces essentielles pièces à conviction que Samuel a trouvé son premier indice : des restes de bière complètement secs, conservés par le climat aride, précieux aliés des égyptologues. Elle s'est alors lancée dans une minutieuse analyse des grains d'amidon contenus dans les résidus antiques, reprenant avec les outils d'aujourd'hui - la microscopie électronique à balayage - une étude commencée en 1905.

L'amidon est en effet à la base du procédé de fabrication de la bière, puisqu'il se transforme en alcool et gaz carbonique sous l'action de champignons microscopiques, les levures. Sa surface porte les stigmates de toutes les opérations par lesquelles est passé le grain d'orge : germination, séchage, brassage. Et le temps ne change rien à l'affaire.

un mécanisme donné autrefois toujours l'amidon de la même façon. Il suffit donc d'observer nos bières pour déchiffrer les secrets de la boisson des bâtisseurs de pyramides.

Doweil Samuel peut désormais décrire les opérations avec d'innombrables précisions. Les fresques racontent que les Egyptiens émiettaient simplement du pain dans l'eau puis foulaient la mixture du pied dans une grande cuve. La pâte, fermentée naturellement, était alors pétrie sur un tamis pour en recueillir le jus. Quatre sortes de bière existaient à l'époque.

LE MYSTÈRE DE LA LEVURE

Mais les choses sont plus compliquées. L'analyse microscopique a révélé que le pain n'était pas la matière première de la bière égyptienne. Son alié est inattaquable : la morphologie des grains d'amidon du pain égyptien est non seulement différente de celle des grains présents dans la bière, mais aussi incompatible avec la température de cuisson des quignons. Éléphantaire. En revanche, les grains d'orge germés ont laissé des preuves acclarées. Les Egyptiens grillaient une partie de la céréale - opération que les brasseurs d'aujourd'hui appellent le maltage - puis mélangaient le malt au reste de l'orge fraîche. Le tout était alors grossièrement moulu. Additionnée à l'eau, cette farine fermentait naturellement puis était filtrée pour donner le breuvage que l'on consommait.

Cependant, un mystère plane encore sur l'affaire. Où sont les fameuses levures sans qui la bière n'est ni alcoolique ni gazeuse ? Sous son microscope, Samuel n'en a pas trouvé trace. La cervoise égyptienne n'était-elle qu'un jus sucré peu enivrant ? L'archéologue en cherche les preuves sur la piste d'une seconde opération : une fermentation plus efficace qui donnerait à la bière tous ses attributs, de grés et de bulles.

S.C.

La Cure à contre-courbes

Du Morvan aux portes du Bassin parisien, la rivière draine le souvenir du flottage du bois et la promesse d'échappées sportives ou culturelles

ARCY-SUR-CURE
correspondance

Un pont de granit en dos d'âne du XVIII^e siècle, un lit de rivière si peu profond que les algues fleurissent sur l'eau au printemps, des pêcheurs taquinant le goujon ou le barbillon, des gamins lutant contre le courant pour grimper dans un canoë-kayak, des flaques de soleil à travers le feuillage dense des aulnes, des ormes lisses, des chânes et des saules, de vieilles maisons bourguignonnes coiffees de tuiles dans les unes... Ainsi apparaît la Cure à Arcy, un des villages les plus fréquentés de la vallée de cette rivière, affluent de l'Yonne.

Sur la rive gauche du cours d'eau, les promeneurs empruntent un étroit sentier balisé (GR 13) qui, entre la rivière et les ruines d'une superbe maison forte du XIV^e siècle, les conduit d'abord au Châtenay, petit château Renaissance revendiqué par son propriétaire et guide, Gabriel de La Va-



DESIGNS NATURELS PORTIER

rende, comme « une demeure alchimique et templière », puis à des grottes préhistoriques, visitées, précède-on à l'entrée, par Buffon et Charles d'Angletier.

En aval d'Arcy, la Cure, presque parallèle à la nationale 6, traverse Bessy, Lucy, Accolay, Vermenton, avant de se jeter dans l'Yonne à Cravant, près d'Auxerre. Baignade aménagée au bord d'un moulin, les plantées de peupliers, églises du XIX^e siècle, anciens remparts aménagés en promenade, maison de bois du XVI^e siècle : l'ensemble est d'un bucolisme parfois plus vrai que nature.

En amont, suivant la direction d'Avallon, la « cureuse » - signification de son nom d'origine celtique - est surplombée de falaises calcaires où l'on retrouve des vestiges d'un camp fortifié gallo-romain, d'une carrière de sarcophages et même de la voie Agrippa (à Saint-Moré, en direction du lac Sauvion). Car il y a longtemps que ses rives incitent les hommes à se poser, à se prélasser même, comme en témoigne à Saint-Père-sous-Vézelay le site archéologique d'anciens thermes gallo-romains : les fontaines salées.

Aujourd'hui, sur les bords de Cure, le temps semble s'être arrêté à la civilisation des loisirs. On ne croise que marcheurs (parfois pélerins de Vézelay), sportifs (adeptes de l'escalade ou du canoë-kayak), campeurs et pêcheurs (elle a la réputation d'une rivière à truites).

Cependant, la belle a connu des splendeurs industrielles. C'est sur elle en effet que fut testé, dès le

XVI^e siècle, le flottage des bois du Morvan (les troncs lancés « en train » étaient emportés par le courant vers la capitale afin d'y servir de bois de chauffage). Le dernier flottage date de 1923. On en trouve encore des traces dans quelques scieries qui la ponctuent.

POÛT NOÛT

Imperturbable devant les virages de l'histoire, la Cure coule robuste, ample et scintillante comme un bourgogne, étale ses courbes rondes et généreuses comme les croupes de charolais paissant sur ses bords. Elle trace un parcours de 166 kilomètres, indifférente au spectacle des sites naturels ou historiques qu'elle fabrique, traverse ou qui la surplombent : Vézelay et sa couronne de maronniers, Pierre-Perthuis et le souvenir de la réunion des barons de Philippe Auguste en 1189 (là, elle roule en torrent dans une gorge après avoir « percé » une arche naturelle de 5 mètres de haut). Domcy, Chastellux, les lacs du Cressant et des Settons... Le paysage se transforme.

La « forêt noire », ainsi que l'on nomme le Morvan, remplace les douceurs claires de l'Auxerrois et de l'Avallonnais, les maisons de granit jaune remplaçant celles de granit gris et la toile des toits se fait moins rouge. En remontant la Cure à contre-courbes, vers sa source, le promeneur terminera sa course où

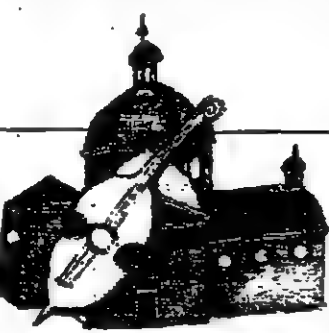
elle commence la sienne, totalement inconnue, dans le pays d'Anost.

A la sortie du village de Glen-sur-Cure, sur la route départementale 121 exactement. Là, dans un sous-bois, elle est en miniature ce qu'elle sera plus tard : une succession de méandres. Pour la trouver, une haute au Café des voyageurs s'impose. « Il n'y a que quelques vieux qui la connaissent », explique la patronne. Avec un peu de chance, justement, un ancien entrera dans l'établissement et parlera.

Il racontera, comme Marc Meunier, le chef d'un restaurant de Saint-Père, la rivière de son enfance. « Quand je vous parle d'elle, j'entends les rouages des moulins, les voix des hommes battant le grain, le bruit des voitures, le cliquettement des draps des lavandières, j'entends le bruit du courant à travers les petits papiers d'osier dans lesquels mon père, matelassier, mettait la laine à laver. Il y avait vraiment une vie économique sur ses rives ! »

L'homme se souvient aussi des moments exceptionnels, de sa mère qui avait la charge de surveiller la hauteur de ses eaux, de prévoir les inondations à Paris. « Tous les jours, elle me disait : va voir l'eau ! Je me souviens de l'année 56. Il a fait moins 20 degrés, et la Cure a gelé pendant trois semaines. Avec mon copain Jean-François, on patinait sur le bief du moulin. Enfin, je ne suis plus sûr qu'on avait des patins, mais on les avait sûrement dans la tête. »

Marie-Hélène Jacquier



L'AIR DE PARIS

Dans l'Allée centrale défilent quelques blouses blanches énergiques, parfois des robes de chambre beaucoup plus lentement. Les deux ou trois cochonnets, qu'on aperçoit ne sont pas démonstratifs : l'hôpital oblige. Mais l'ombre est décidément toute aux bonnes. Elle monnaie de silhouettes appliquées, penchées sur d'âpres cochonnets, et le soleil se glisse par endroits, histoire de faire briller le métal.

Au fort de l'été, quand la chaleur se fait épaisse, la chapelle Saint-Louis, juste à côté du petit bois, recèle des trésors de fraîcheur. C'est un lieu d'une « puissante sobriété », comme le résume un écriteau, un volume immense qui se déploie au-dessous d'un dôme d'ardoise octogonale. Volume immense, à la divine fraîcheur, et

la plupart du temps des plus déserts. Vous y croisez tout de même, en toute saison, la fidèle douzaine des apôtres. Ils sont là, alignés sur deux rangées, qui suivent sans sourcil vos déambulations. Le silence est aussi divin que la fraîcheur, à moins que ne courent là-haut, sur les touches du grand orgue, deux mains expertes à l'heure de la répétition.

Pendant l'automne 95, au milieu des apôtres, se faisait entendre, à intervalles réguliers, une musique infiniment plus frêle. C'était une brève séquence, toujours la même, quelques notes acides qui participaient de l'installation de Rebecca Horn. Le regard fureteur finissait par découvrir, collé au mur comme un insecte, un violon haut perché dont l'archet venait à s'agiter par la magie d'un mécanisme.

Daniel Percheron

Au cœur de l'hôpital

Il fait équipe avec un pointeur qui l'appelle Pizza. Il a les cheveux très noirs, il est sans doute d'origine italienne. Il vient de rater trois fois de suite et son moral a pris la couleur de ses cheveux. « J'ai pas de bras ! J'ai pas de bras ! » murmure-t-il en se désolant. Quelque docteur Frankenstein, dans les parages, pourrait peut-être lui greffer un bras magique qui fabonnerait aux boules gagnantes.

Car on est au cœur de la Salpêtrière, dans ce petit bois qui, sur le plan, s'appelle « Promenade de la hauteur ». C'est un de ces samedis de la belle saison qui voient s'activer sous les branchages, avec la bénédiction du doyen, doublettes ou triplettes de pétanque. Autour de cette plage d'ombre habitée par des maronniers, les rares voitures roulent au pas, comme il est demandé.

VENTES

Panorama de Paris

PLUS de quatre-vingts tableaux et dessins sur le thème de Paris et de ses environs sont exposés à la galerie Kugel à partir du mercredi 11 septembre. Réalisés entre 1690 et 1840, ils dressent un portrait de la capitale avant les travaux haussmanniens. Le clou de cet ensemble est un panorama de plus de 3 mètres de long, pris des toits du Pavillon de Flore vers 1805-1813, peint au crayon et à la gouache par Pierre Prevost (1764-1825).

Valorisés par une mise en scène soignée, les panoramas sont restés un des grands divertissements populaires du XIX^e siècle. Installés de manière circulaire dans une rotonde, ces tableaux offraient aux spectateurs un voyage dans une ville ou un paysage. Conditionnés

par un long couloir sans lumière de façon à oublier les repères extérieurs, ces derniers atteignaient une plate-forme bordée par une balustrade qui les empêchait d'approcher la toile. Filtré par un vélum, l'éclairage provenait d'une verrière. Le bord inférieur de la toile était dissimulé par une bache, et ces artifices plongeaient le public dans une illusion presque parfaite. Ces trompe-l'œil provoquaient parfois des réactions hystériques : malaises, évanouissements dus au vertige, etc.

Inventé par le peintre anglais Robert Barker (1739-1806), ce divertissement avait été inauguré à Paris par un autre Anglais, qui fit construire deux rotondes dans les jardins de son hôtel, en bordure du boulevard Montmartre. Elles donnaient par la suite son nom au passage des Panoramas dont elles marquaient l'entrée. Inaugurées en 1801, des vues de Lyon, Amsterdam, Naples, Rome y furent exposées,

peintes par Pierre Prevost, devenu le premier panoramiste français, actif jusqu'à sa mort.

L'œuvre proposée ici, unique exemplaire connu, est une gouache préparatoire, réduite au 1/10^e, dont le prix se monte à plusieurs millions. Témoignage inédit, avec sa vue à 360 degrés, c'est le panorama le plus ancien qu'on ait retrouvé : renouvelé au fil des ans, la plupart d'entre eux ont aujourd'hui disparu.

Autre point d'intérêt de cette exposition, une dizaine de Giuseppe Canella (1788-1847), Italien de Vénise dont les vues de la capitale figurent parmi les pièces les plus précieuses. Emule de Canaletto, dont l'influence transparaît ici, elles illustrent avec une topographie très précise le pittoresque de la foule, restituait la lumière particulière et les couleurs du ciel parisien.

Sur toile, sur carton ou sur zinc, le prix de ces huiles se situe entre 75 000 et 500 000 francs suivant les

dimensions, la richesse de la composition et le degré de rareté des endroits représentés. Certains ont été reproduits à plusieurs reprises en différents formats avec d'innombrables changements. On trouvera notamment les grands boulevards de jour et de nuit, le Théâtre de l'Ambigu, les Invalides vus de l'avenue de Ségur, la Seine. L'évocation des environs de Paris par divers artistes complète ce tour d'horizon. A moindres prix que les pièces maîtresses de l'exposition, un large choix est proposé, entre 15 000 et 50 000 francs.

Catherine Bedel

★ Panorama de Paris et de ses environs, galerie Kugel, 279, rue Saint-Honoré, 75008 Paris. Entrée libre. Du 11 septembre au 26 octobre (lundi de 14 h 30 à 18 h 30, du mardi au samedi de 10 heures à 18 h 30).

ESCAPADES

■ **LABYRINTHE GÉANT.** Recette : deux rêveurs (Isabelle de Beaufort et Bernard Ramus), quelques élus et partenaires divers pour cofinancer cet insolite projet, 50 000 m² de bonne terre, un carré de 180 mètres de côté, 13 cercles et des impasses tracés à la chaux et inspirés d'un dessin du XVIII^e siècle, deux tracteurs pour semer 260 000 plants de maïs dont les épis s'élèveront à plus de 2 mètres pour former des haies de 3 mètres de largeur, sans oublier 25 000 mètres de tuyaux goutte-à-goutte pour en arroser les pieds. Résultat : un défi agronomique dont les 3,5 kilomètres d'allées invitent le visiteur à « jouer à se perdre » dans ce labyrinthe végétal géant de 4 hectares, œuvre d'art éphémère (il sera replanté chaque année). Au détour des haies, comédiens et saltimbanques animent ce théâtre de verdure, tandis que des échassiers aident les impatientes à retrouver la sortie. Ouvert jusqu'au 15 septembre, le labyrinthe est situé à Reignac-sur-Indre, sur la Nationale 143, au lieu-dit le Café Brûlé, à mi-chemin entre Tours et Loches. Entrée : 35 F pour les adultes, 20 F pour les enfants et les groupes, gratuit pour les moins de 3 ans.

★ Renseignements, tél : 38-98-91-65.

■ **CHASSE ET ÉVENTAILS.** Baptisée « la chasse et les éventails, du XVII^e siècle à nos jours », une exposition, organisée au Musée International de la Chasse, au château de Gien (Loiret), permet de découvrir, jusqu'au 30 septembre, une centaine d'éventails provenant de collections particulières françaises et étrangères et de divers musées. Tous représentent des scènes de chasse. S'y ajoutent les œuvres que trente artistes contemporains ont réalisées, spécialement pour l'occasion, sur le thème de la chasse et de la nature.

★ Renseignements au Comité départemental du tourisme, à Orléans, tél : 38-78-04-04.

■ **LES ALPILLES À VÉLO.** Dans la montagne et les Alpes, une randonnée propose toute l'année la découverte de la Provence des villages et des sites de Tarascon, Fontvieille, Les Baux-de-Provence, Eygalvières et Saint-Rémy-de-Provence. Un circuit de 8 jours, (étapes de 10 à 35 kilomètres), le long de petites routes tranquilles sur les thèmes de la nature, de l'art et de la cuisine provençale. Prix : 2 500 francs par personne en chambre double (hôtels 2 et 3 étoiles) et demi-pension, avec transport des bagages. Compter 500 francs en supplément pour la location d'un vélo 18 vitesses.

★ Renseignements au Service Loisirs Accueil, Domaine du Vergon, 13370 Mallemort, tél : 90-59-49-42.

■ **CRÎÈRES DE CORNOUAILLE.** À l'initiative de la chambre de commerce et d'industrie de Quimper, une quarantaine d'entreprises représentatives de l'économie régionale (chantier naval, fabrique de galettes, conchyliculture, etc.), ouvrent leurs portes au public jusqu'au 15 septembre. On peut notamment visiter les criées des ports d'Audierne, de Concarneau, de Douarnenez, de Guilvinec, de Lesconil, de Locudy et de Saint-Guénolé-Pennmarc'h.

★ Renseignements : chambre de commerce de Quimper, 145, avenue de Keradennec, tél : 98-98-29-29.

■ **LA SOLOGNE EN CYCLODRAISINES.** Engins à 4 places et à pédales, 20 cyclo-draisines évoluent de 9 à 18 heures, les samedis et dimanches de septembre, sur des rails d'Aubigny-sur-Nère à l'étang du Puits. Un parcours de 13,5 km, à travers les paysages de Sologne, vastes bois peuplés de biches, cerfs et sangliers. Une balade pittoresque qui requiert dextérité et respect de quelques règles élémentaires. Ainsi, en cas de croisement, le déplacement manuel de l'un des engins est conseillé... Accès par la D 941, axe Paris-Bourges, arrivée à Aubigny-sur-Nère, départ au hameau de Gorgeot, ancienne usine Domberger, sur la route de Clémont, par la D 923. Prix : 50 francs l'heure, 120 francs la demi-journée, 200 francs la journée. A noter qu'une balade analogue est proposée le dimanche à Bussière-Galant (Haute-Vienne) sur 5 kilomètres d'une ancienne voie ferrée que l'on sillonne en vélo-rail.

★ Renseignements cyclo-draisines, tél : 48-58-40-20. Pour le vélo-rail, tél : 55-78-86-47.

■ **LE MUSÉE GARGANTUA.** Voyage au pays de la démesure, jusqu'à fin septembre à Chânon (Indre-et-Loire), avec la réouverture du Musée Gargantua qui expose les objets créés à la dimension du héros de François Rabelais par des artisans locaux : du trône réalisé dans une souche de charme (4,20 mètres de haut) au biberon et au chausson (1,60 m de long, 60 cm de large et 60 cm de haut) en passant par le berceau brochant de 12,5 m. Tout l'univers du géant rabelaisien installé dans le fort Saint-Georges qui constituait avec trois autres châteaux la forteresse de Chânon.

★ Musée Gargantua, Fort Saint-Georges, Chânon, Indre-et-Loire. Ouvert jusqu'en octobre, de 10 à 19 heures. Entrée gratuite.

■ **LA CÉRAMIQUE DANS TOUS SES ÉTATS.** Au cœur de Vallauris, le château-musée abrite, dans la chapelle romane, le Musée national Picasso avec la célèbre composition *La Guerre et la Paix*. On y trouve également le Musée municipal de la céramique, vitrine d'une tradition ancestrale, la poterie, activité relancée par Picasso. Jusqu'au 29 septembre, une exposition présente d'une part un panorama de la poterie culinaire à travers une centaine de pièces, d'autre part la production actuelle de céramique. A compléter par la visite d'ateliers de potier et la visite-conférence organisée quotidiennement au château-musée.

★ Renseignements à l'Office de tourisme de Vallauris (Alpes-Maritimes), tél : 93-63-18-38.

ANTIQUITÉS

● Veigné (Indre-et-Loire), au Pied du Moulin, 30 expositions, entrée 25 francs, du vendredi 6 au dimanche 8 septembre, vendredi de 14 h 30 à 19 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

● Cassel (Nord), salle des sports, 35 expositions, entrée 20 francs, du vendredi 6 au dimanche 8 septembre, vendredi de 18 à 22 heures, samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

● Compiègne (Oise), salle Saint-Nicolas, 30 expositions, entrée 28 francs, du vendredi 6 au 9 septembre, de 10 à 20 heures (lundi 9 septembre jusqu'à 17 heures).

● Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), hippodrome, 150 expositions, entrée 30 francs, du samedi 7 au lundi 16 septembre, de 10 à 19 heures.

● Montignac (Dordogne), 30 expositions, entrée 15 francs, samedi 7 et dimanche 8 septembre, de 9 à 19 heures.

● Bourgoins-Jallieu (Isère), 35 expositions, entrée 25 francs, samedi 7 et dimanche 8 septembre, de 10 à 19 heures.

● Solesmes (Loir-et-Cher), 9 expositions, entrée libre, samedi 7 et dimanche 8 septembre, de 9 à 19 heures.

BROCANTES

● Paris, parc floral de Vincennes, 300 expositions, entrée 35 francs, du vendredi 6 au dimanche 15 septembre, de 11 à 19 heures pendant la semaine, de 10 à 19 heures pendant les week-ends, nocturnes jusqu'à 22 heures les 6 et 12 septembre.

● Dijon (Côte-d'Or), parc expo, du vendredi 6 au dimanche 8 septembre.

● Limoges (Haute-Vienne), quartier de la cathédrale, 200 expositions, samedi 7 et dimanche 8 septembre.

● Monthéry (Essonne), champ de foire, 60 expositions, samedi 7 et dimanche 8 septembre.

● Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), bas du parc, samedi 7 et dimanche 8 septembre.

● Honfleur (Calvados), parvis de l'église Saint-Léonard, 40 expositions, dimanche 8 septembre.

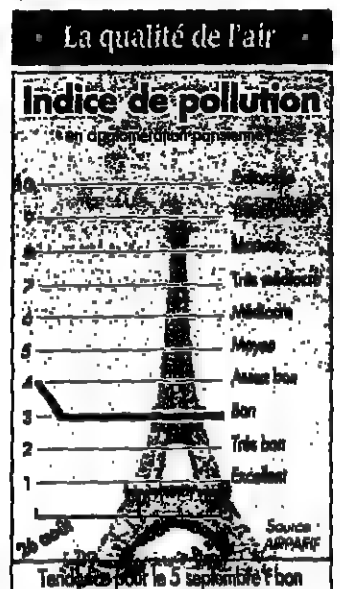
Une belle journée de fin d'été

UN VASTE anticyclone centré entre l'Ecosse et la Norvège continuera à protéger la majeure partie de notre territoire des perturbations, garantissant soleil et températures de saison. Toutefois l'extrême nord-est et l'extrême sud-est, ainsi que les Pyrénées, connaîtront un ciel un peu moins serein.

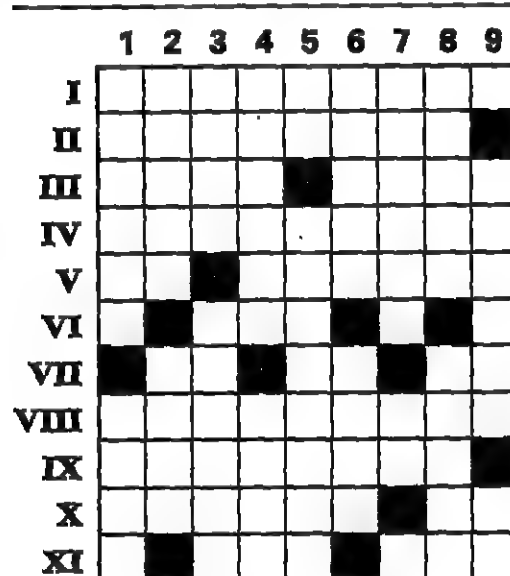
Vendredi, en Lorraine, Alsace, Franche-Comté, dans le massif alpin et en Corse, le ciel restera hésitant entre le soleil et les



Prévisions pour le 6 septembre vers 12h00



MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT
1. Un homme qu'on ne peut pas blâmer s'il fait des bêtises. - II. Mauvaises affaires. - III. Fut victime d'une tromperie. Dans la Sarthe. - IV. Des gens qu'on peut voir en prison. - V. Utile pour ramasser. Bien mesurées. - VI. Vaut

dix à la belote. - VII. Est utilisé dans les réacteurs. Laisse toujours des restes. Mesure. - VIII. Voudraient écraser les souris. - IX. Qui n'ont rien pas. - X. Pas Imaginaire. Pas décad. - XI. Coule dans le Bocage. Fournit de la paille.

VERTICALEMENT
1. Ne doit s'attendre à aucune indulgence quand il est de retour. Quand ils sont rasés, c'est évidemment de près. - 2. Un endroit agréable. Utile pour un lancement. - 3. Contestas. Pas comblées. - 4. Très coulant. Appelé. - 5. Une personne. Poisson qui fournit beaucoup de jus. - 6. Sont plus plates que des vieilles. Dans la bataille de Urmogues. - 7. Nettoyer les draps. Pronom. - 8. Pratique du plus haut intérêt. Qui peut courir. - 9. Se font bout par bout. Lieu de vestiges.

SOLUTION DU N° 6902
HORIZONTALEMENT
1. Cuisine. - II. Oratoire. - III. Laponnes. - IV. Leine. Ta. - V. Été. Noces. - VI. Te. Ogn. - VII. Plan. AL. - VIII. Changements. - IX. Hantée. Ré. - X. Eve. Esses. - XI. Pélés. Ut.

VERTICALEMENT
1. Coiffe. Chef. - 2. Urémie. Hève. - 3. Lapid. Panel. - 4. Izon. Oint. - 5. Non-engagés. - 6. Ain. Omnés. - 7. Ire. Ce. Su. - 8. Reste. Arrêt. - 9. É. Asiales.

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

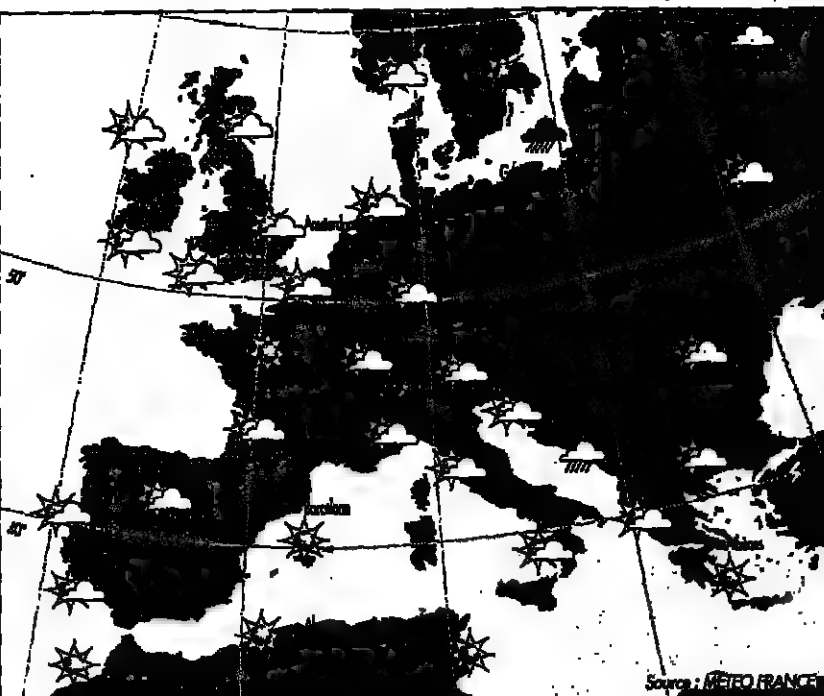
Je désire la durée suivante	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Pays : _____

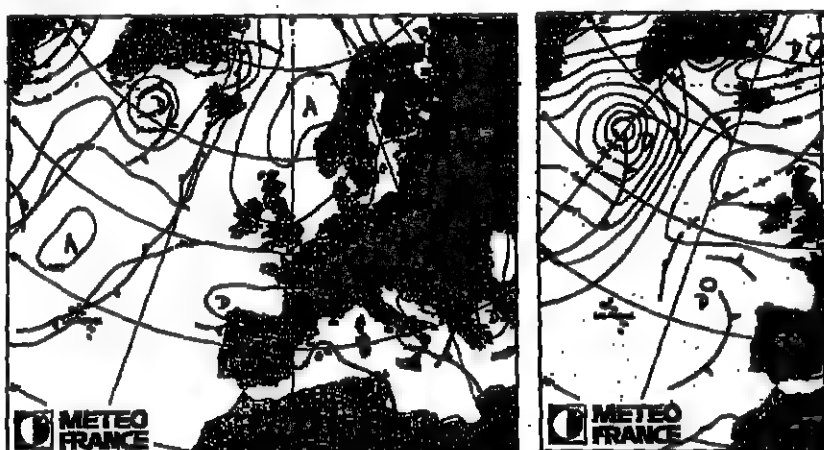
Je joint mon règlement de : FF par chèque bancaire ou postal / par Carte bancaire

Signature et date obligatoires
Changement d'adresse : par écrit 10 jours avant votre départ.

● par téléphone 4-jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
● Renseignements : Portage à domicile ● Suspension vacances.
● Tarif autres pays étrangers ● Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
● Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.



TEMPÉRATURES	GRENOBLE	24/24	TOURS	28/28	CHICAGO	28/28	LISBONNE	27/27	PRETORIA	27/27
du 4 septembre	12/15	20/21	12/15	20/21	22/22	20/21	19/24	20/21	20/21	20/21
max/min	12/15	20/21	12/15	20/21	22/22	20/21	19/24	20/21	20/21	20/21
max/min	12/15	20/21	12/15	20/21	22/22	20/21	19/24	20/21	20/21	20/21



Situation le 5 septembre, à 0 heure, temps universel. Prévisions pour le 7 septembre, à 0 heure, temps universel

PARIS EN VISITE

Samedi 7 septembre

LE LIEU SAINT-LOUIS, 10 h 30 (30 F), 2, rue d'Arcole (Paris surtrois); 10 h 45 (30 F), sortie du métro Pont-Marie (Découvrir Paris); 14 h 30 (35 F), sortie du métro Pont-Marie (Christine Merle).

MARAI: sur les traces de M^{me} de Sévigné (50 F), 10 h 30, sortie du métro Hôtel-de-Ville, côté rue Lobau (Frédérique Jannet).

LE QUARTIER SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du métro Saint-Michel, côté place Saint-André-des-Arts (Paris passé, présent).

DES INVALIDES à l'Hôtel Matignon (50 F), 11 heures, sortie du métro Varenne (La Parisienne).

MARAI: le quartier de la place des Vosges (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Saint-Paul (Claude Mart).

MUSÉE DU LOUVRE (35 F + prix d'entrée): les antiquités égyptiennes, 11 h 30; la peinture vénitienne, 14 h 30 (Musées nationaux).

LE QUARTIER DE LA POMPE (60 F), 11 heures, sortie du métro Trocadéro, côté avenue d'Eylau (Vincent de Langlade).

MUSÉE D'ART MODERNE: exposition Calder (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

MUSÉE CARNAVALET: Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

LES TUILERIES - (35 F), 14 h 30, sortie du métro Tuileries (Europ expo).

LE CARNET DU VOYAGEUR
PÉROU. American Airlines inaugurer, le 1^{er} novembre, un vol sans escale entre Dallas et Lima. - (AFR)

CHINE. Les accidents de la circulation ont fait 557 morts à Pékin de janvier à août, soit un chiffre égal à celui qui était prévu pour l'ensemble de l'année. En 1995, 70 000 personnes sont mortes sur les routes chinoises, 7,7 % de plus que l'année précédente. - (AFR)

RUSSIE. Les trains Eurostar, qui assurent des liaisons entre Londres, Paris et Bruxelles via le tunnel sous la Manche, ont

IL Y A 50 ANS DANS le Monde

L'abus des mots

PETITE querelle. Justifiée, sans doute. Est-ce que nous n'avons pas la manie de détourner les mots de leur sens?

Un ministre itinérant préside la réunion des groupes touristiques d'un département. Réunion qui consiste uniquement en un banquet. Banquet digne de beaucoup d'estime. Ah! la résurrection de la cuisine française!

Le ministre profite avec finesse des paroles amères: «Je me réjouis d'être l'hôte de votre beau département!» Comme il n'y a pas en France de vilains départements, cette déclaration modérée pouvait être accueillie avec pondération. Elle provoque au contraire l'enthousiasme.

Et il en résulte une exaltation si chaude que le banquet est instantanément baptisé: les états généraux touristiques. Deux jours passent, et on ne dit plus que: «Avez-vous assisté aux états généraux?» ou simplement: «Les états généraux, quel succès!»

Eh bien, non! Ce terme, «les états généraux», a laissé dans l'histoire un souvenir ineffaçable. Il est consacré. Il est grandiose. Il est prestigieux. Il est un peu inquiétant. Les états généraux, sous Louis XIII, ont fait tout casser. Sous Louis XVI, ils ont été le prétexte de pas mal de démolitions.

Est-ce pour cela que les états généraux représentent un je ne sais quoi de majestueux, et pour cela aussi qu'on n'en réunit plus?

Le mot, en somme, est désaffecté. Est-il légitime qu'on lui accorde une survie, et qu'on l'emploie à des usages courants? Prenons garde, cependant, de le vider de toute son opulente substance, et qu'il ne soit plus qu'un pavillon assez magnifique couvrant de trop piètres marchandises.

J. Ernest-Charles
(6 septembre 1946.)

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 42-17-20-00

Télématique 3615 code LE MONDE

Compuserve: GO LEMONDE
Adresse Internet: http://www.lemonde.fr

Documentation sur minitel: 3615 LMDOC ou 36-29-04-56

CD-ROM: (1) 44-08-78-30
Index et microfiches: (1) 42-17-29-33

Films à Paris et en province: 36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2-23 Films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 12, rue M. Gomboust, 94052 Ivry-Cedex. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Contribution paritaire des journaux et publications n° 57 437. ISSN: 0395-2037

Imprimerie du Monde: 12, rue M. Gomboust, 94052 Ivry-Cedex. PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général: Dominique Auloy
Directeur général: Gérard Morice

133, avenue des Champs-Élysées
75009 Paris Cedex 08
Tél.: (1) 44-43-76-00; fax: (1) 44-43-77-30

LE MONDE

9 24 32 30 24 45 20

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

25 30 37 40 46 49 45

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 6 SEPTEMBRE 1996

EXPOSITION « L'art au corps », organisé par le Musée d'art contemporain de Marseille, se propose de traiter du corps comme support et lieu de l'œuvre, de la fin des an-

nées 50 à nos jours. ● **QUANTITÉ** D'ŒUVRES ont été rassemblées : des peintures, des objets, des installations, et surtout des photos et des films d'actions et de performances

d'une soixantaine d'artistes d'Europe et des États-Unis. ● **ELLE NE PRÉTEND PAS** à l'exhaustivité, mais elle se veut historique. Philippe Vergne, le jeune conservateur du

musée, s'est appuyé sur les revues d'avant-garde qui se sont ouvertes au body art et à l'art corporel autour de 1970, moment fort où les artistes s'adonnaient volontiers à toutes

sortes d'expériences sur leur corps. ● **POUR ACCOMPAGNER** cette exposition, le Musée de la mode de Marseille présente des vêtements jouant avec l'idée du corps.

Une histoire du corps humain comme support et lieu de création

A Marseille, une rétrospective retrace l'itinéraire torturé du body art, de Man Ray à nos jours. Elle s'appuie sur un choix d'œuvres rarement montrées, certaines inédites, fondées sur l'engagement et la mise en danger individuels

L'ART AU CORPS : LE CORPS EXPOSÉ, DE MAN RAY À AUJOURD'HUI. Musée d'art contemporain de Marseille, 69, avenue d'Haifa, 13008 Marseille. Tél. : 91-25-01-07. Tous les jours de 11 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 15 octobre. Catalogue, coédition RMN/Musées de Marseille. 325 pages, 350 F.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial
En introduction, une salle aux murs couleur rose chair cite quelques exemples d'artistes qui, des années 20 aux années 50, ont joué de leur corps comme instrument. On y voit Marcel Duchamp, toujours lui, en Rose Sélavy et son comparse Man Ray, photographe de ses travestissements. On y rappelle les peintures faites avec les pieds et empreintes de corps dans la boue des japonais du groupe Gutai, où les *Anthropométries* d'Yves Klein. Histoire de montrer le glissement du corps-matière de la peinture au corps même de l'artiste comme médium, comme support concevable de la création depuis le jour où était admis l'amalgame dadaïste de l'art et de la vie.

L'exposition se veut historique, en rayonnant depuis les actionnistes viennois et leur goût des extrêmes. Elle commence avec Arnulf Rainer, peintre de crucifixion et d'altérations de portraits photographiques, et le quatuor Herman

Nitsch, Otto Mühl, Günter Brus et Rudolf Schwarzkogler, qui n'y allaient pas de main morte dans l'instrumentalisation du corps exhibé en public. Le « happening à l'autrichienne », avec ses auteurs-interprètes stimulant blessures et mutilations, et ses acteurs passifs éblouissants de sang d'animaux ou couverts de viscères, se donnait en chambre ou en plein air, lors de fêtes orchestrées par Nitsch, le fondateur de P.O. M. Theater - l'Orgie-Mystères Theater, auprès duquel les Américains producteurs de happenings font figure d'enfants de chœur ou de plasticiens formalistes impénitents.

Les petits-enfants de Freud et de Schiele, dans les années 60, faisaient exploser les valeurs esthétiques en faisant acte de provocation permanente à l'égard des valeurs dominantes de la société, en poussant à bout et dans la boue et le sang la pratique de l'action painting, glorifiée par cette image de Pollock, seau de peinture en main et pieds dans le tableau. Agressifs et blasphématoires, ils ont eu maille à parer avec la justice de leur pays, qu'ils ont dû quitter. On bien ils ont dû se taire.

L'un d'eux, Schwarzkogler, s'est suicidé en 1969, et non après s'être tranché le sexe lors d'une « action », comme on a pu le dire. Otto Mühl, aujourd'hui septuagénaire, purge une peine de prison, accusé de viol au sein de la communauté post-actionniste qu'il avait fondée en 1971. Quand Günter Brus ne veut plus



« Rituel du sang » (1976), in « Michel Journiac - L'Ossuaire de l'esprit », de Marcel Paquet (Éditions de la Différence).

rien savoir de cette période de grandes provocations, dont les traces qui en restent - beaucoup de photos et nombre d'instruments tranchants, coupants et piquants, rituels sacrificiels et sacrilèges - mettent mal à l'aise. On peut cependant tenter de les prendre à froid pour les situer dans le cours d'une histoire de l'art du XX^e siècle, qui ne se satisfait décidément plus des poussées et avancées de formes pures et simples. C'est ce que fait l'exposition de Marseille, non sans courage, contre vents et marées bien-pensants.

Elle se fonde sur les revues de l'époque, comme *Avalanche* aux États-Unis, *Interfunktionen* et *Der Löwe* en Allemagne, ou *Artitudes*, la revue de François Pluchart, en France, qui ont diffusé et défendu, en leur temps, les recherches des actionnistes et les diverses formes de body art, l'art corporel. Ils avaient de quoi nourrir leurs chroniques, car la plupart des artistes occidentaux d'avant-garde en ont tâté,

entre 1968 et 1972, s'essayant à la performance, aussi répandue alors que les installations aujourd'hui. C'était un passage obligé en ces temps où le pape disait non à la pilule et où Polnareff montrait ses fesses. Mais peu d'artistes ont fait de l'art corporel une discipline rigoureuse et suivie. D'aucuns s'y sont adonnés en l'éduicorant, d'autres pour voir, ou en ironisant sur l'art, sur eux-mêmes, en relativisant. Et aucun n'est allé aussi loin dans l'expression de la transgression des interdits et des tabous sexuels et religieux que les actionnistes de Vienne.

Sauf, peut-être, en France, quand Journiac se livrait à ses « rituels du sang » avec l'apparente tranquillité d'un conceptuel froid. Ou quand Gina Pane marchait sur des bouts de verre, s'entaillait les paupières avec une lame de rasoir ou se livrait en public à quelque autre « pratique picturale du corps », que l'artiste a toujours situées dans un discours sociopolitique, au-delà d'une mythologie personnelle. On trouve le même refus chez Journiac de situer sa recherche sur le plan individuel, et cette affirmation d'une dimension sociopolitique présente dans tous les discours d'après-68.

Un acte de provocation permanente à l'égard des valeurs dominantes

Les actionnistes n'ont jamais été aussi largement évoqués en France que dans cette exposition marseillaise, qui arrive un peu tard pour faire événement, alors qu'elle mérite attention parce qu'elle retrace avec beaucoup de sérieux les lignes de cette histoire grave qui engage le corps dans l'art, et parce qu'elle pro-

pose un choix d'œuvres rarement montrées, ordinairement distillées au compte-gouttes, sinon absolument inédites en France, comme celles d'artistes tchécoslovaques.

Le catalogue, riche de nombreuses contributions, explicite les démarches et les liens non soupçonnés qui existent entre les artistes opérant ici et là. L'exposition montre, de la Californie à Prague, en passant par Paris, de Vito Acconci - capable de se faire tirer une balle dans le bras - ou Chris Burden - se livrant aux voitures sur un grand boulevard de Los Angeles - à Petr Stembera - qui a vraiment tenté de se greffer une rose sur le bras -, les rebondissements de ces comportements hors limites d'artistes.

Ceux-ci sont, dans l'ensemble, devenus plus cléments avec eux-mêmes au fil des années 70, une fois que le body art eut pris l'air, en développant toutes sortes de relations nouvelles à l'espace, à la nature, et non plus tellement au social. Le corps, alors vécu comme lieu de présence au monde, s'est mis à rimer avec phénoménologie pour engendrer de nouvelles expériences linguistiques relevant plus de la connaissance et de la perception que de l'action directe. En perdant de son impact critique envers la société, l'art corporel a gagné du terrain et a fini par ne plus s'appeler art corporel.

Greffes poétiques, remodelages terribles comme peut en faire Orlan à travers ses opérations-actions de chirurgie esthétique, mise à l'épreuve, mise en danger du corps : le corps est impliqué dans l'art des années 60 et 70, autrement qu'il ne l'est qu'aujourd'hui. On le sait au moins depuis l'exposition « Féminin masculin », une rigolade à côté de ce qui est donné à voir à Marseille. Revendications de l'identité, expressions des minorités, travestissement, travaux d'artistes femmes, de Cindy Sherman, de Nan Goldin... on retrouve fatalement les entrées de l'exposition de Beaubourg, mais sans cette focalisation sur le sexe et sans son optimisme de fond, qui la rendait sympathique, et rigolarde. On ne rigole pas dans l'exposition de Marseille.

Geneviève Breerette

Quand la mode dissèque l'anatomie

Pour accompagner l'exposition du MAC, le Musée de la mode de Marseille présente des vêtements qui ne se contentent pas de mouler ou de retracer le corps, mais l'inscrivent par-dessus les tissus, le mettent en morceaux ou à nu, vont jusqu'à créer des monstruosités pour fée Carabosse. Robes avec dessin de corps façon pop-art de Saint Laurent, robes pailletées anatomiques de Vivienne Westwood et de Jean-Paul Gaultier, robes-bustiers avec bouches, yeux et ventres imprimés d'Ungaro ou Anne-Marie Beretta, pull avec dessins de sein et de sexe, imperméable avec impression de squelette (Gaultier), vestes et T-shirts, tatouages, gants avec ongles, hauts talons en formes de jambes, slip à coque, robe-obus, veste callipyge, jarretière Croix-Rouge... on n'en finirait pas de citer les exemples, d'un suivi plus ou moins drôle d'idées et d'images du corps souvent venus des artistes plasticiens.

★ Espace mode Méditerranée, 11, la Canebière, 13001 Marseille. Tél. : 91-55-59-57. Jusqu'au 15 octobre.

En Limousin, l'art contemporain s'empare de vieux murs... ou l'inverse

MICHEL FRANÇOIS, FRAC LIMOUSIN, LES COOPÉRATEURS, impasse des Charentes, 87100 Limoges ; tél. : 55-77-08-98. Du mardi au vendredi de 12 heures à 19 heures, le samedi de 14 heures à 19 heures ; jusqu'au 28 septembre. PROPOSITIONS, Musée départemental, château de Rochechouart, 87600 Rochechouart ; tél. : 55-03-77-77. Du mardi de 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures ; jusqu'au 6 octobre.

LIMOGES

de notre envoyé spécial
Le FRAC Limousin a pour lieu d'exposition un long tunnel voûté construit en moellons de granit gris et roux. De part et d'autre de l'axe central s'ouvrent des cellules, comme autant de chapelles latérales le long d'une nef. La lumière du jour est absente, le silence parfait. C'est donc vraiment un beau lieu d'exposition. Il est même si beau, ce corridor ténébreux, que les œuvres qui y figurent ont quelque peine à s'y imposer. Comment tirer parti de tant de pierre, de tant d'espace, de tant de nuit ? La question, semble-t-il, a inquiété Michel François, quarante ans, auteur de nombreuses expositions en Belgique - son pays natal - et en Europe du Nord. Invité à prendre possession de l'endroit, il a craint de ne pas y disposer assez de signes de sa présence. D'objets,

d'installations ou d'images. En guise d'axe de symétrie, il a aligné des ampoules, lesquelles ampoules se retrouvent, à plusieurs reprises, pleines d'eau ou tapissées de perles blanches. Dans les chapelles, il a placé des photographies, des sculptures réalisées dans toutes sortes de matériaux. Au fond, deux télévisions et un grand écran diffusent des vidéos. Qu'il y ait une logique, impossible d'en douter : le travail des matériaux les plus simples, la mise en scène des rites du sculpteur, l'idée de la création, qu'elle soit organique ou artistique, sont évoqués par allusions ou symboles. La variété des objets rassemblés convient à la démarche elle-même, que sous-tend une ambition de type encyclopédique. L'une des vidéos développe du reste un inventaire passablement burlesque des innombrables façons de créer. Tout cela est adroitement exécuté et Michel François sait selon quelles proportions il convient de mêler déraison et sérieux.

Pourquoi cependant un sentiment d'insatisfaction ? En raison du lieu justement. Le propos de l'artiste n'aurait rien perdu à s'exprimer plus brièvement. Ramassé, il éviterait de glisser au décoratif, à l'anecdotique. La multiplication des ampoules, des ovules, des disques et des sphères finit dans la redondance. Il aurait suffi, sans doute, de quelques photographies et des vidéos pour que se manifeste la cohérence de l'entreprise. Mais il fallait occuper les cha-

nelles, meubler la nef, ne pas laisser nu l'appareil de granit. Il fallait ? Du moins Michel François l'a-t-il pensé, cédant aux injonctions impérieuses du lieu, victime de sa majesté.

SYMBOLISME DE CIRCONSTANCE

Autre exemple des rapports compliqués qu'entretiennent l'art contemporain et les lieux où il se montre : le château de Rochechouart. Les œuvres d'aujourd'hui y occupent des toits, un grenier dominé par une charpente colossale, des salles étroites réunies par un couloir étroit. Le moins que l'on puisse dire est que le décor n'est pas neutre. Là, pour les besoins d'une exposition prodigieusement nommée « Propositions », sont présentées des l'entrée deux installations de Felix Gonzalez-Torres, conceptuel américain mort cette année à trente-neuf ans. La première se compose de cinq quinzaines de bombons enveloppés dans du papier doré et disposés en carré sur un beau plancher ancien, au pied d'un grand mur. La seconde consiste, dans la pénombre d'une tour, en une guirlande lumineuse suspendue à une poutre.

La page distribuée aux visiteurs affirme que « la lumière est bien sûr le symbole de l'âme mais aussi une référence aux origines de la modernité ». Peut-être. Mais, sans la tour, ce dispositif, si symbolique soit-il, perdrait l'essentiel de son efficacité : de même que le quadrilatère de bombons dorés, qui fait allusion au minimalisme, serait moins sé-

duisant ailleurs. Le lieu conforte l'œuvre. Il n'est pas loin d'avoir le premier rôle.

Dans « Propositions », cette importance devient flagrante, parce que le château impose fortement son architecture et parce que la plupart des œuvres cherchent à s'appuyer sur elle. Ainsi de Doris Sacedo, qui ménage des niches dans un mur, y dépose une chausure et la ferme en tendant une peau cousue avec du fil chirurgical. Symbole là encore, variation sur l'idée de reliquaire. Mais que vaudrait-elle ailleurs ? Et que vaudraient les expériences néo-conceptuelles de Douglas Gordon dans un cadre moins solennel ? L'« in situ » a ses charmes - l'exotisme, l'incongruité -, mais il serait prudent de ne pas en abuser.

Il serait peut-être utile de se demander si le choix d'un environnement spectaculaire et de monuments historiques - un hypogée, un château de la Renaissance - est nécessairement le plus juste. Sans doute permet-il de rendre un usage à des espaces qui, sinon, seraient négligés. Sans doute permet-il d'attirer des visiteurs que le lieu captive plus que ce qu'il accueille pour un temps. Mais ce procédé, très en faveur depuis quelques années, change l'artiste en metteur en scène de lui-même, quand ce n'est pas en décorateur. Les circonstances l'emportent alors sur les œuvres, que ce soit pour les sauver ou pour leur nuire.

Philippe Dagen

THEATRE DU ROND-POINT CHAMPA ELYSEES

SAISON 96/97

en attendant godot
Samuel Beckett / Pierre Arditi / Marcel Maréchal
Robert Hirsch / Jean Michel Dupuis / Patrick Verbeke

les enfants du paradis
Jacques Prévert / Marcel Maréchal

moi, paul-marie verlainne, père et mère
Philippe Faure / François Bourgeat / Alain Batifoulier...

francois truffaut correspondance
François Truffaut / Marie-Paule André / Robin Renucci

malaga
Paul Emond / Abbas Zahmani / Clotilde de Bayser...

le passage
Véronique Olmi / Ivan Morane / Enki Bilal / Marina Vlady...

Théâtre pour l'enfance
l'enfant d'éléphant
Richard Demarcy / Rudyard Kipling

Non : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
recevoir la brochure de la saison 96/97 et les formulaires d'abonnement.
Théâtre du Rond-Point - Champs Elysees
2 bis, avenue Franklin D. Roosevelt 75008 Paris, tél. 44 95 98 10

Deux pionnières de « Life » au Visa pour l'image de Perpignan

Margaret Bourke-White et Hansel Mieth ont montré la brutale réalité des années 30 et 40

Pour sa huitième édition, le festival Visa pour l'image de Perpignan invite à redécouvrir Margaret Bourke-White et Hansel Mieth, les deux pre-

mières femmes photographes à avoir travaillé pour le célèbre magazine de reportage « Life ». De la grande dépression des années 30 à la libé-

ration des camps de concentration nazis, elles ont porté un regard sans complaisance sur les drames et les horreurs de leur époque.

VISA POUR L'IMAGE. Expositions jusqu'au 15 septembre, de 10 heures à 19 heures. Soirées jusqu'au 7 septembre, à 21 h 30, au Campo Santo. Entrée libre. Hôtel Pans, 18, rue Emile-Zola, 66000 Perpignan. Tél: 68-35-97-90

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Elles sont les deux premières femmes photographes à avoir travaillé pour *Life*, cet hebdomadaire illustré qui a dominé l'image de reportage dans les années 30 à 60, et c'est à ce titre que le festival Visa de Perpignan, qui s'est fait une spécialité de redécouvrir quelques figures oubliées du photojournalisme (Baltermans, Rosenthal, Eisenstaedt, Khaldei), expose leurs travaux en noir et blanc, pour sa huitième édition. Mais la notoriété de ces deux Américaines est inégale. D'un côté, Margaret Bourke-White (1904-1971), célèbre de son vivant, tient une bonne place dans l'histoire de l'image fixe et a bénéficié d'une rétrospective au Centre national de la photographie, à Paris en 1989. On ne sait en revanche rien d'Hansel Mieth - à quatre-vingt-sept ans, elle vit à San Francisco - si ce n'est qu'elle est l'auteur d'un cliché anecdotique et archipublié : la tête d'un singe rhesus qui surgit de la mer des Caraïbes.

Voilà deux tempéraments. Toutes deux ont regardé en face, et sans complaisance, drames et horreurs. Et cela dès les années 30, quand la photographie, portée par une nouvelle presse illustrée, des appareils plus maniables et des pellicules plus sensibles, se révèle un procédé efficace pour décrire le monde d'une façon aussi brutale que possible, et dresser le portrait de son temps. Sale temps, du reste. L'évolution de Bourke-White est instructive. A la fin des années 20, elle s'inscrit dans le mouvement moderniste en réalisant nombre d'images de machines, usines, objets manufacturés, non sans un certain lyrisme. « La véritable champ de l'art, c'est l'industrie », claironne-t-elle en 1928. Son savoir-faire, mélange de froideur, de sens du spectaculaire et de romantisme, lui permettra de réaliser la première couverture de *Life*, le 23 novembre 1936 : le barrage de Fort-Peck (Montana), impressionnante « sculpture » cubiste, où le béton est caressé par le soleil, et devant laquelle deux personnages miniatures se courbent en signe de dévotion tout en dominant l'échelle.

ANCIENNE DE REVENIR. Mais, la même année, Bourke-White parcourt le sud des Etats-Unis avec l'écrivain Erskine Caldwell. Il en sortira un livre, *You Have Seen Their Faces* (1937), et des images de la Grande Dépression, où elle montre « la crasse et le malheur. De très près », écrit sa biographe, Vicki Goldberg, allant plus loin que d'autres photographes, scrutant « le racisme, les goitres, la pellagre, l'arriération mentale » tandis que Caldwell décrit « un garçon de six ans qui léchait le sac de papier qui avait enveloppé la viande ».

Cette « absence de retenue » (Vicki Goldberg) associée à un sens puissant de la mise en scène et de l'image bien construite débouchent sur les images les plus impor-



Margaret Bourke-White : « Femme avec deux enfants, Peterson (Alabama), 1936-1937 ».

tant de Bourke-White : les victimes des camps de concentration de Buchenwald. Elle est une des rares photographes, avec notamment Lee Miller et George Rodger, à avoir montré l'insoutenable. Mais, là encore, fidèle à ses convictions, elle va plus loin, accumulant comme autant de constats et de preuves les images de milliers de corps entassés, mutilés, les squelettes dans un four crématoire, et les survivants aux visages de mutants.

Dans l'après-guerre, et jusqu'à la fin des années 50, quand la maladie de Parkinson commence à la ronger, ses reportages révèlent la même obsession. En Corée, elle montre une tête coupée de guérillero brandie comme un trophée. En Inde ou au Pakistan, elle photographie des charniers après des affrontements ethniques. En Afrique du Sud, bien avant d'autres, elle fait sentir les effets de la discrimination raciale. L'exposition de Perpignan montre tout cela, mais l'hommage n'est pas à la hauteur du personnage : le lien manque d'ampleur, les légendes sont approximatrices, son reportage sur le

Sud américain est tronqué, sa couleur est absente, et l'on passe d'images industrielles à Buchenwald sans rupture aucune.

Ce reproche vaut autant pour l'exposition consacrée à Hansel Mieth et à son mari, Otto Hagel, photographe indépendant mort en 1973, également présenté à Perpignan. Cinquante images à peine pour un couple qui a brassé quarante ans d'histoire, c'est un peu court, d'autant que dans le même lieu (la chapelle Saint-Dominique) est exposée une insipide balade de Jean Larivière en Birmanie, avec le même nombre d'images.

FAMILLES

Il n'empêche, avec Mieth et Hagel, Perpignan joue son rôle de « défroiseur », comme le définit Jean-François Leroy, le directeur du festival. On découvre le travail de ces deux Allemands installés aux Etats-Unis à la fin des années 20, à la fois ouvriers agricoles et photographes dans la région de Central Valley en Californie. Leurs images de misère et de combats des paysans dans les années 30 sont une illustration des *Raisins de*

la colère : cueilleurs de coton, sans-abri fouillant les décharges de Sacramento, « grève de la latrue » à Salinas, réunion de grévistes, hommes suppliants qu'on leur offre un emploi, orphelins noirs dans un orchestre de trompettistes, sont autant d'images oubliées d'un couple qui a publié dans tous les grands magazines américains de l'époque.

La encore, on aimerait en voir plus. Ces deux expositions révèlent en effet une des failles du Visa de Perpignan. On comprend Jean-François Leroy quand il dit « préférer une photo mal exposée à une photo enterrée ». Et il est vrai que Perpignan offre un espace à des photojournalistes qui ne trouvent plus de débouchés dans la presse. A tous ces jeunes auteurs - la grande majorité - une exposition jetée au mur comme un cri, sans soin réel, est adaptée. Mais, quand il s'agit de photographes qui ont leur carrière derrière eux, on pouvait espérer un travail de recherche et une présentation plus aboutie.

Michel Guerrin

Le cinéma indépendant brille à Montréal

Le 20^e Festival des films du monde a présenté près de quatre cents courts et longs métrages provenant de soixante pays

MONTRÉAL

de notre envoyé spécial

Le 20^e anniversaire du Festival des films du monde de Montréal était placé sous le signe de l'abondance : du 22 août au 2 septembre, près de quatre cents films et vidéos (courts et longs métrages), en provenance de soixante pays, ont été projetés. Le Festival de Montréal est une étrange contrée. Elle est partagée en provinces - Compétition officielle, Sélection hors concours, Cinéma d'aujourd'hui, Reflet de notre temps, Cinéma de demain, Panorama Canada, Cinéma d'Amérique latine et Gros plan sur un pays, cette année, la Russie. Mais le parcours n'est guère balisé. La porte est ouverte à toutes les promesses, et à quelques dévies. Volant se démarquer de son rival de Toronto et de son cortège de stars hollywoodiennes, Montréal a joué la carte de l'indépendance à travers les auteurs et les auteurs.

Peu de grands rôles féminins dans la compétition officielle, sinon celui tenu brillamment par Laura Dern. Elle est le personnage central de *Citizen Ruth*, une comédie noire sur l'avortement. Dépendante, amoureuse de colle ou de liquide pour freins, enchaînée pour la cinquième fois, elle est récupérée par des intégristes anti-IVG, mais s'aperçoit vite qu'elle devient uniquement un cas exemplaire. Après s'être laissé enlever par les partisans de la liberté de choix - passant ainsi de la coupe de Bert Reynolds, onctueux comme Elmer Gantry, à celle de Tippi Hedren en activiste du planning familial - elle se retrouve vite dans la même situation. Une satire drôle et terrifiante à la fois.

REVOLUTION

Du côté des hommes, la bataille était plus chaude. Dans le film de Jan Troell, Max von Sydow incarne le Norvégien Knut Hamsun, l'auteur de *La Faune*, Prix Nobel de littérature, mais aussi sympathisant nazi. Une prestation noble, libre et colorée, qui tient la distance (deux heures quarante), mais n'évite pas de douter sous-entendus. *Mother Night*, du jeune Keith Gordon, se déroule également durant la deuxième guerre mondiale. Le film est tiré d'un roman de Kurt Vonnegut Jr. s'inspirant de Lord Ha-Ha, Britannique dont les discours étaient diffusés par la radio du Reich. Nick Nolte est un dramaturge américain recruté par une branche des services secrets alliés pour infiltrer les médias nazis. Que devient la part de responsabilité de l'individu, et comment juger du poids des mots quand leur impact vous dépasse ? Fort et vulnérable, Nolte joue admirablement des deux tons.

La révélation est cependant Rupert Graves, présent dans deux films de la compétition. Timide et réservé chez James Ivory (*Maurice, Chambre avec vue*), il explose dans *Different for Girls* et dans *Intimate Relations*. Dans le premier, il est un coursier extraverti comme un lascif rescapé de *Trainspotting*, qui retrouve par hasard un ancien camarade de lycée, devenu transsexuel. Dans *Relations*, il est un mari qui joue une chambre chez Julie Walters, vieillissante bourgeoise anglaise avec qui il couche sous le regard intéressé de sa dévouée de fille. La comédie de mœurs là aussi vire au noir. Graves est prodigieux de justesse dans un

rôle exigeant une grâce d'équilibriste. Au sein de cette sélection pléthorique, la France était notamment représentée par *L'Elève*, d'Olivier Schatzky, adapté de Henry James, et *Un air de famille*, de Cécile Klapisch, avec notamment Jean-Pierre Bacri et Agnès Bijaoui, auteurs de la pièce dont le film est tiré. Tous deux ont été judicieusement récompensés. Mais le principal intérêt du Festival tenait aux cinématographies non occidentales. *Adieu, mon cheri*, du Coréen Chul-Soo Park, rappelle en plus exubérant *The Fanfare*, du japonais Juzo Itami (l'irruption de la modernité dans le rituel des obèques est source inépuisable de comédie). *L'Homme qui dort*, de Kohei Oguri (Japon) est une étonnante révélation poétique, aquatique et lunaire, autour d'un homme dans le coma.

Le plat de résistance était toutefois le gros plan sur le cinéma russe d'aujourd'hui. Interspecte principal du *Reflex*, de Sergueï Gazarov d'après Gogol, Nikita Mikhalkov tire l'œuvre vers le burlesque. Mais le plus impressionnant reste *Le Chemin du bout du monde*, de Ruben Mousafian, reconstitution de la déportation, en 1944, de 40 000 habitants du Caucase jusqu'en Asie centrale. Hormis le surréaliste *Concert pour un rat*, d'Oleg Kovalov, lui aussi russes à Locarno, les autres films russes semblent vouloir tourner le dos au passé et viser un public plus large. *Lady payenne* d'Alexei Saldaurov, longue du côté d'Ivory. Réalisé par un Français, Jean-Luc Léon, *Un tramway pour Moscou* se déroule entièrement dans un tram où un vieil homme passe sa vie à aborder les benêtisés, composant une série d'affectueuses caricatures. *Enfin*, *Le Retour du curé* est une farce absurde autour d'un fonctionnaire en poste à Odesse pendant qu'Elenshteyn y travaillait Potemkine.

Henri Béhar

Le palmarès

Le jury, présidé par Jeanne Moreau, a décerné les prix suivants :

- Grand Prix des Amériques : *Different for Girls*, de Richard Spence (Grande-Bretagne).
- Grand Prix spécial du jury (ex-aequo) : *Un air de famille*, de Cécile Klapisch (France), *L'Homme qui dort*, de Kohei Oguri (Japon).
- Prix de la mise en scène : *L'Elève*, d'Olivier Schatzky (France).
- Prix d'interprétation féminine : Laura Dern dans *Citizen Ruth*, d'Alexander Payne (Etats-Unis).
- Prix d'interprétation masculine : Rupert Graves dans *Intimate Relations*, de Philip Goodhew (Grande-Bretagne/Canada).
- Prix du meilleur scénario : *Adolescents*, de Mario Camus, co-écrit par Felix Bayon (Espagne).
- Meilleure caméra/photographie artistique : Chul-Soo Park, pour *Adieu mon cheri* (Corée du Sud).
- Prix spécial du 20^e anniversaire : Jan Troell (Suède), Paolo et Vittorio Taviani (Italie).
- Prix du public : *Un air de famille*, de Cécile Klapisch (France).
- Prix de la critique internationale (Vipereed) : *Adolescents*, de Mario Camus (Espagne).

DÉPÊCHES

LITTÉRATURE : la sélection de rentrée pour le prix Goncourt. Les membres de l'Académie Goncourt ont rendu publique, mercredi 4 septembre, leur sélection de rentrée en vue du prix qui sera décerné mardi 12 novembre. Dix-neuf romans sont en lice : *Bambous*, de Jean-Marc Aurbert (Rayard) ; *Une personne déplacée*, de Nicole Avril (Grasset) ; *Les Hommes perdus*, de Calixthe Beyala (Albin Michel) ; *Week-end de chasse à la mère*, de Geneviève Brisac (L'Olivier) ; *La Maison Germanica*, de Jeanne Champagnon (Grasset) ; *Truismes*, de Marie Darrieussecq (POL) ; *La Fin des temps ordinaires*, de Florence Delay (Gallimard) ; *Un paysage de cœurs*, d'Elisabeth

Gille (Seuil) ; *Les Magiciens de l'âme*, d'Isabelle Hausser (de Fallois) ; *Motomobile*, d'Eric Holder (Flammation) ; *Instrument des ténèbres*, de Nancy Huston (Actes Sud) ; *Rhapsodie cubaine*, d'Eduardo Mané (Grasset) ; *La Bonne*, d'Isabelle Mané (Grasset) ; *Les Deux Fils d'Ormina Karabegovic*, de Jeanne Matillon (Maurice Nadeau) ; *Le Splendeur d'Antonia*, de Jean-Pierre Milovanoff (Julliard) ; *Replum*, d'Amélie Nothomb (Albin Michel) ; *La Nuit la Neige*, de Claude Pujade-Renard (Actes Sud) ; *Le Chasseur zéro*, de Pascal Roze (Albin Michel) ; *La Mamelouka*, de Robert Solé (Seuil). La prochaine sélection sera connue le 2 octobre.

Jean-Michel Frodon

Diplomatie française et académisme italien à la Mostra

VENISE

de notre envoyé spécial
Ce fut un feu de bonneteau diplomatique éteint avec maestria. Ce mercredi soir 4 septembre, retenu pour sceller les retrouvailles des cinémas français et italien, menaçait de tourner au pataphysique. Il s'était trouvé que l'agenda des deux ministres de la culture, Walter Veltroni et Philippe Douste-Blazy, correspondait avec une possibilité de rencontre au sommet à l'issue d'un film français en compétition officielle, et on avait cru tenir l'occasion appropriée. Mais le film en question n'était autre que *Hommes, femmes : mode d'emploi*.

plai, et les polémiques suscitées par la présence de Bernard Tapie en tête d'affiche avaient transformé l'ambassade en piège.

Organisateurs et conseillers en communication ont tonibèrent d'accord, la photo réunissant les deux ministres et Bernard Tapie n'était pas à souhaiter. Moins encore les commentaires qu'elle aurait suscités. Alors, comme si de rien n'était, ils se trouveront des occupations inévitables à l'heure de la projection, à laquelle assisteront son réalisateur et son acteur le plus en vue. Puis les ministres présideront la soirée offerte par Unifrance dans le somptueux Palazzo Pisani Moretta, en présence du gratin des professionnels français et de quelques homologues italiens, mais pas de Claude Lelouch ni de son équipe.

«TAMBOUILLE» INVRAISEMABLE
La journée avait présenté une sélection de productions italiennes dans les différentes sections du Festival. A en juger par cet échantillon, le cinéma de la péninsule a du chemin à parcourir pour retrouver son statut de naguère.

En compétition officielle, *Pia-nese Nunzio*, 14 ans en mai, d'Antonio Capuano, est malheureusement exemplaire. Il procède d'une recette qui repose sur trois éléments : un sujet « de société », un traitement au modernisme tape-à-l'œil, une bonne dose de provocation. Fondé sur les relations entre un prêtre officiant dans un quartier pauvre de Naples et un garçon pour lequel

il s'est pris d'amitié, il choisit comme thème de débat la dénonciation (sympathique mais aussi naïve qu'inefficace) de la complicité de la population avec la Camorra.

Il ne néglige pour cela aucune afféterie d'image. La provocation tient à la relation pédophile nouée par le prêtre avec son jeune ami. Sans doute Capuano a-t-il voulu suggérer que la révolte contre l'ordre établi n'admet aucune barrière, ni soumission aux règles mafieuses ni obtempération à la morale sexuelle dominante. Mais menant (entement) son héros à une posture christique tandis que l'ordre s'apprête à triompher, le cinéaste aboutit à une « tambouille » invraisemblable.

Dans un registre plus traditionnel, mais pas plus exaltant, *La Frontière*, du vétéran Franco Giraldi. Cette évocation, en parallèle, du destin de deux officiers dans les Balkans, l'un durant la première guerre mondiale, l'autre durant la deuxième, possède en effet la grâce d'un monument officiel. Giraldi a surtout réalisé pour la télévision, et cela se voit.

A tout prendre, le plus fréquentable était une petite comédie sympathique, *Pole Pole*, de Massimo Martelli. Le voyage initiatique d'un présentateur de télévision romain au Kenya en compagnie d'un routier noir délivre en souriant et sans fausse note un message humaniste élémentaire.

ÉTVDDES

Orienter l'agriculture

Bertrand HERVISO

Berlioz fantastique

Gérard CONDÉ

septembre 1996

Le numéro : 58 F

14, rue d'Assas - 75006 PARIS - Tél : (01) 44 39 18 45
Circulation : 100 000 exemplaires - Abonnement : 2 250 F l'an

UNE SOIRÉE A PARIS

CINÉMA

Le 20^e Festival des films du monde de Montréal a présenté près de quatre cents courts et longs métrages provenant de soixante pays

Le jury, présidé par Jeanne Moreau, a décerné les prix suivants :

● Grand Prix des Amériques : *Different for Girls*, de Richard Spence (Grande-Bretagne).

● Grand Prix spécial du jury (ex-aequo) : *Un air de famille*, de Cécile Klapisch (France), *L'Homme qui dort*, de Kohei Oguri (Japon).

● Prix de la mise en scène : *L'Elève*, d'Olivier Schatzky (France).

● Prix d'interprétation féminine : Laura Dern dans *Citizen Ruth*, d'Alexander Payne (Etats-Unis).

● Prix d'interprétation masculine : Rupert Graves dans *Intimate Relations*, de Philip Goodhew (Grande-Bretagne/Canada).

● Prix du meilleur scénario : *Adolescents*, de Mario Camus, co-écrit par Felix Bayon (Espagne).

● Meilleure caméra/photographie artistique : Chul-Soo Park, pour *Adieu mon cheri* (Corée du Sud).

● Prix spécial du 20^e anniversaire : Jan Troell (Suède), Paolo et Vittorio Taviani (Italie).

● Prix du public : *Un air de famille*, de Cécile Klapisch (France).

● Prix de la critique internationale (Vipereed) : *Adolescents*, de Mario Camus (Espagne).

La prochaine sélection sera connue le 2 octobre.

M 6 affirme sa maturité

La chaîne dirigée par Jean Drucker et Nicolas de Tavernost souhaite se forger l'image d'un véritable groupe de communication

■ **PRESSE:** Gruner und Jahr, filiale presse du géant allemand de la communication Bertelsmann, a enregistré pour la période allant de juin 1995 à juin 1996 un résultat net de 242 millions de deutschemarks (environ 823 millions de francs), en retrait de 35 % par rapport à l'exercice précédent. Il s'explique par les provisions de 108 millions de deutschemarks destinées à financer les retraits. Gruner und Jahr a réalisé un chiffre d'affaires de 4,5 milliards de deutschemarks (15,5 milliards de francs, en hausse de 4,3 %) et un résultat d'exploitation stable (560 millions de deutschemarks). La division « magazines », présidée par Axel Ganz, également patron de la filiale française Prisma Presse (VSD, Prima, Télé Loisirs, etc.) a atteint un chiffre d'affaires de 5,1 milliards de francs (+9 %). Le groupe pourrait s'intéresser prochainement à d'autres pays comme la Russie, l'Inde et la Chine.

■ **Le Courrier Picard**, quotidien régional imprimé à Amiens, n'a pas paru jeudi 5 septembre en raison d'un mouvement de grève déclenché lundi 2 août par les salariés des services techniques. L'édition du mardi 3 septembre avait déjà été perturbée.

■ **CABLE:** Lyonnaise communications, premier câble-opérateur français, a annoncé, mercredi 4 septembre, qu'elle a choisi la Vitesse, décodeur numérique développé par France Télécom, pour équiper ses réseaux câblés. Lyonnaise communications a passé une première commande de neuf mille boîtiers numériques qui seront disponibles au mois de novembre. Les foyers abonnés pourront louer la Vitesse - 45 francs par mois -, et disposer de chaînes supplémentaires à la fin de l'année. La Vitesse permettra la mise en ligne de services interactifs.

FINIE l'image de la « petite chaîne qui monte ». En cette période de rentrée, Jean Drucker, PDG de M 6, et Nicolas de Tavernost, directeur général, souhaitent que l'image du média qu'ils pilotent depuis dix ans colle mieux à sa nouvelle réalité économique. Elle ne doit plus être considérée comme une chaîne mineure, mais comme un « groupe audiovisuel » mature qui a atteint les 2 milliards de francs de chiffre d'affaire en 1995 et devrait dépasser les 2,2 milliards de francs cette année.

Cette image de groupe de communication est étayée par l'essor de la diversification : en 1995, les filiales représentaient 9 % du chiffre d'affaires (182,7 millions) et fournissaient plus d'un tiers du résultat (126,6 millions sur 344,3). Sous la houlette de Bernard Majani, la filiale d'achats et de gestion de droits audiovisuels a multiplié par sept son chiffre d'affaires, la filiale de production tourne à plein et celle chargée d'exploiter les disques, la vidéo... représente l'un des gisements de profits les plus dynamiques (46 millions en 1995).

M 6 a aussi pris une participation de 10 % dans le capital de la chaîne câblée Paris Première et a le contrôle de Home Shopping Service, la filiale de téléachat auparavant propriété du groupe suédois Kinnevik. Au premier semestre 1996, alors que les recettes publicitaires de M 6 n'ont augmenté que de 4,8 %, le chiffre d'affaires global des filiales était en hausse de 12 %. « C'est là que sont les réserves de croissance les plus fortes », explique

Nicolas de Tavernost. Cette mise d'une chaîne qui a commencé à émettre grâce à l'aide technique de RTL, il y a dix ans, devrait se concrétiser par la mise en service du « Centre de télévision » que M 6 se fait construire à Neuilly-sur-Seine : 11 000 mètres carrés de bureaux et de studios qui amélioreront les conditions de travail des trois cent cinquante salariés du groupe. Sans déroger à une politique d'économie qui est sa marque de fabrique, M 6 a investi 350 millions de francs dans un immeuble adapté à ses métiers. Une somme coquette, mais sans commune mesure avec ce qu'a coûté le siège de TF 1 à Boulogne ou celui de Canal Plus.

CONTRAINTES ALLOUÉES
Pour les dirigeants de M 6, le signe de maturité le plus avéré est celui qui leur a été conféré par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) au printemps : c'est à cette date que l'autorisation d'émettre de M 6 a été renouvelée. Si Jean Drucker et Nicolas de Tavernost se félicitent de cette stabilisation de la chaîne sur son réseau hertzien jusqu'en 2002, ils n'en déploient pas moins d'avoir vu leurs contraintes réglementaires s'allourdir à cette occasion.

Alors que les chaînes publiques ont été autorisées à couper leurs émissions de flux par de la publicité voilà deux ans, alors que TF 1 a reçu récemment le droit d'augmenter de deux minutes ses écrans publicitaires au sein des œuvres, M 6 juge que son fardeau s'est

alourdi. Ses contraintes d'investissement dans la production sont passées de 17 % à 20 %. La seconde coupure publicitaire (supprimée en 1989) n'a jamais été relâchée et les heures d'écoute significatives qui permettraient à M 6 d'adapter son format aux quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes ont été « réduites ».

« A l'heure où l'Europe se libéralise, les chaînes privées françaises sont de plus en plus handicapées », indique Jean Drucker. Ce discours pessimiste - classique à la direction de M 6 - est tempéré par des bénéfices qui ont atteint 344 millions de francs en 1995 (+49 %, part du groupe). Tous les autres indicateurs financiers (trésorerie, endettement, fonds propres, etc.) sont au beau fixe. Même l'audience, longtemps stabilisée aux environs de 12 %, a évolué à 12,4 % sans que le coût de la grille s'en ressentisse (818 millions de francs en 1995 contre 750 millions en 1994).

Cette bonne santé financière a permis à M 6 d'entrer pour 20 % dans le capital de Télévision par satellite (TPS), bouquet numérique concurrent de CanalSatellite qui devrait être lancé à la fin de l'année. « Non seulement le numérique ne devrait pas concurrencer les réseaux hertziens, mais l'avantage de notre bouquet sera d'être en sur les chaînes hertziennes à l'exception de Canal Plus. L'avenir dira si cet « avantage » déterminera le geste d'abonnement.

Yves Mamou

Une télévision privée trouble le monopole d'Etat en Slovaquie

PRAGUE

La télévision publique slovaque (STV), tenue par des hommes proches du premier ministre Vladimir Meciar, peut commencer à se faire du souci pour son taux d'audience : la première télévision privée diffusant sur les ondes hertziennes a commencé à émettre, samedi 31 août. Les dirigeants de TV Markiza souhaitent très rapidement tailler en pièces un monopole d'Etat déjà menacé par les télévisions des pays voisins.

Ainsi, si les Hongrois de souche, qui peuplent majoritairement la Slovaquie du Sud, ont leurs antennes orientées vers Budapest, les habitants des régions frontalières de la République tchèque et de Bratislava ont pris l'habitude, depuis deux ans, de regarder les télévisions tchèques et surtout la chaîne privée TV Nova. Pour ces téléspectateurs, le passage sur TV Markiza devrait se faire.

Yves Mamou

Les craintes émanant par l'opposition quant à l'indépendance politique de la nouvelle station, lors de l'attribution de la licence par le Conseil de l'audiovisuel, contrôlé par les partisans de M. Meciar, ont laissé place à l'expectative. Rassurés par le directeur de TV Markiza, Pavol Rusko, qui veut que sa chaîne soit « indépendante des partis politiques », l'opposition espère faire son retour sur ce petit écran dont elle a été chassée depuis que STV lui réserve une portion congrue du temps d'antenne.

Diffusant d'un nouvel édifice construit près de Bratislava, TV Markiza (300 millions de francs de coût de lancement) n'aura au début que 60 % des foyers slovaques. Elle devra partager le marché publicitaire - 1 milliard de couronnes - avec une chaîne privée câblée, VTV, qui couvre une partie limitée du territoire mais capte 30 % du marché des annonces.

Martin Pláňa

TF 1

12.50 A vrai dire.
Magazine.
13.00 Journal, Métro.
13.35 Pour moi.
Magazine.
13.40 Les Deux de l'amour.
Félicitation.
14.30 Dallas. Feuilleton.
Les ténors de l'épave.
15.25 Hôtel. Série.
Accepter la différence.
16.20 Une famille en or. Jeu.
16.50 Club Dorothée.
17.35 Jamais 2 sans toi. 1.
Série.
Retour de flamme.
18.00 Le Rubell.
Série.
19.05 L'Or à l'appel. Jeu.
19.50 et 20.45 Métro.
20.00 Journal, Tierscé.

20.50

LES CORDIER, JUGE ET FLIC
Série. Affaires de femmes, de Christine Lohrey (95 min).
853934
Une jeune Maghrébine mariée par un réseau terroriste assassine un écrivain pacifiste et prend la fuite...

22.25

TOUT EST POSSIBLE
Magazine présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Gilbert Montagné. Les double vie : une interview de Patrick MacNé, héros de la série « Chapeau melon et bottes de cuir » ; plus pour la nuit ; série en solo ; les jeux font la loi (100 min).
8004501
0.05 Les Sauveteurs de l'impossible. Série. La passion du jeu.
1.00 Journal, Métro.
1.30 et 2.15, 3.30, 4.30, 5.05 Histoire nationale. 2.05 et 2.40, 3.20, 4.20, 4.50 et 5.15. 2.50 Nul ne revient sur ses pas. 3.00 Montépel.

France 2

12.57 Journal, Loto.
13.50 Derrick. Série.
Trois dimanches.
14.55 Le Renard. Série.
La jouster.
15.30 Tierscé.
En direct de Vincennes.
16.10 et 3.05 La Cézanne aux châteaux.
17.10 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.40 Sauvés par le gong. Série. La brocante.
18.10 Code Lisa. Série.
Naps Magnolia.
18.40 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit. Les petits. L'école.
19.20 et 2.10 Studio Gabriel. Invité : Djamel Bouras, David Doukès.
19.59 Journal, A cheval, Métro, Point rouge.

20.55

ENVOYÉ SPÉCIAL
Magazine présenté par Bernard Benyamini. Classe tous risques, de Michel Tillet et Eric Chappard. Drame avec le Sûr, de Florence Maréchal et Bernard Ronflet (130 min).
8144389
23.05 Expression directe. PC.

23.10

UN CRIME
Film de Jacques Doray (1993, 90 min).
7739878
Un grand avocat lyonnais obtient l'acquiescement d'un fils de famille accusé d'avoir assassiné ses parents.
0.35 Journal, Bourne, Métro.
0.55 Le Cercle de minuit. Magazine. En direct de Perpignan. A propos du huitième festival international du photogramme « Vis pour l'Europe » (75 min).
2803831
2.45 Espérance. Vallée peu diplomatique. 3.30 24 heures d'info. 3.40 Métro. 4.30 Nul ne revient sur ses pas. 5.00 Montépel.

France 3

12.35 Journal, Keno.
13.10 La Route à l'insolite. Carnet.
13.40 La Croisière d'automne. L'amour est aveugle. Série.
14.30 Les Enquêtes de Remington Steele. Remington Steele. Série.
15.20 Matlock. La photographie. Série.
16.10 Les deux font la loi. La chaise de primes.
16.40 Les Minilemons. Tintin : Les Tortues Ninja ; Candifant.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.55 Le 19-20 de l'information, 19.08, Journal régional.
20.05 Si si la chanson. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

MORTELLE RANDONNÉE
Film de Claude Miller (1982, 115 min).
411698
Un détective privé suit à travers l'Europe une jeune femme qui commet des escroqueries et des meurtres.
22.50 Journal, Métro.

23.25

L'HEURE AMÉRICAINE
Fugues américaines : Cailus, Louisa de Frédéric Laffont. (35 min).
9824785
Ce dernier volet explore les marges de la Louisiane (les bayous), une région inhospitalière que les émigrants américains chassés du Canada au XVIIIe siècle disputèrent aux crocodiles et aux tatous.
0.20 Espace Francophonie. Dites Chéri-Bi ! Histoires de la mémoire. 0.50 Hondo. Hondo et les serres de l'ajout. Série. Hondo est chargé par le cadet Croix de récupérer la piste entre les Indes et l'Amérique. 1.40 Montépel. Grindis (20 min).

La Cinquième

13.00 Dédé. 13.30 Ruyten. 14.30 Notre siècle. 1980-1990. 15.30 Les Graines d'été. 16.30 Les Jardins du monde. Les roses et les roses de jardin. 16.30 Alf. 17.00 Les Chevaux du soleil. Feuilleton (7/12). 18.00 La France aux mille villages. 18.30 Le Monde des animaux. Le raison-leveur.

20.45

SOIRÉE THÉMATIQUE : LA BATAILLE DU POISSON
proposée par Gérard Chouhade.
20.46 Drame les matras du filet. Documentaire de Gérard Chouhade (69 min).
10028260
Le filet maillant dérivant mis au point par les chercheurs de l'Ifremer à la fin des années 80 est au centre de la querelle entre pêcheurs français et espagnols.

22.05

22.05 et 23.00 Dédé.
22.20 La Grotte de la mort. Documentaire de Helgi Rönsson (v.o., 35 min).
5155282
Pêcheurs islandais et norvégiens se disputent le droit d'exploiter les bancs de morue dans la mer de Barents. Mais le conflit sera-t-il la violence.
23.15 Alano Bay. Film de Louis Malle (1985, v.o., 93 min).
23.1940
0.50 Sahel blanc. Documentaire (25 min).
5400614
La sécheresse qui s'est abattue sur le Sahel a dévasté les terres indiennes. La mer devient donc le seul recours pour les Mauritaniens qui doivent absolument préserver un équilibre écologique très fragile.

Ciné Cinémas

20.30 Le Cyné noir. Film de Henry King (1942, 85 min).
8304498
21.55 Barnabé des montagnards. Film de Mario Genta (1993, v.o., 120 min).
1087808
23.55 Ennemis intimes. Film de Denis Amar (1987, 90 min).
9848211
Série Club
20.45 L'Étalon noir. La chute.
20.45 et 23.40. Édouard et ses filles. Un tait pour l'ontier.
22.00 Cécily. Dées de l'été.
23.10 La Famille Addams. Trou de mémoire.
1.30 Schindler. L'arme de Schindler (90 min).

M 6

12.25 Docteur Quinn. Femme médecin. Série. (22) Pour le meilleur et pour le pire.
13.25 Mon grand-père est génial. Téléfilm de Karen Arthur, avec Kirk Douglas. (85 min).
881747
14.55 Dées de l'été. 16.25 Hit Machine. Variétés. 17.00 Rhythmix Junior. 17.30 Classe mamequin. 18.00 V. Dure banlie. Série. 18.55 Highlanders. CS pour cell. Série. 19.54 Six minutes d'information. 20.00 Une nounou d'enfer. Série. 20.35 Passé simple. Magazine. 6 septembre 1976 : la mort de Mao.

20.45

L'ANNÉE DU CHAT
Film de Dominik Graf (1997, 102 min).
958287
Avec la complicité de la femme du directeur, un grand organisé, dans son chambre d'hôtel, le comble d'une fillette de la Caisse d'épargne.

22.55

LA CRÉATURE
Téléfilm de Thierry Nizet (90 min).
339834
Un biologiste a produit une créature particulièrement dangereuse. Celle-ci s'échappe du laboratoire et sème la terreur. Elle est traquée par un « marine » et un chien d'exceptionnellement intelligent.
0.35 Murder One. L'attitude Jessica. Chapitre 18. Série. 1.30 Best of Death. Musique.
3.00 Rock. expem. Magazine. 3.25 Champs pub. Magazine. 3.30 Jazz & Magazine. 4.30 La Signe de la chambre d'hôtel. le comble d'une fillette de la Caisse d'épargne. 5.45 Best of Death. Magazine.

Canal +

► En clair jusqu'à 13.35. 12.30 La Grande Pénitence. 13.35 Cézation 90. Film de Ben Stiller (1994, 95 min).
888288
15.10 Hardem ans 30. Documentaire (40 min).
881188
16.00 Secrets de films. Film de K. von Camier (1995, 55 min).
8730872
16.50 Les Plus Beaux Séns du monde. 17.05 Ténis. 18.55 Highlanders. CS pour cell. Série. ► En clair jusqu'à 20.35. 18.35 Nulle part ailleurs. 20.30 Le Journal du cinéma.

20.55

BYE-BYE
Film de Karin Draf (1995, 102 min).
785495
Un adolescent algérien qui vit à Belleville s'estime responsable de la mort d'un jeune frère handicapé.
22.15 Flash d'information.

22.25

► **QUAND ELLES CHANGENT DE VIE**
Documentaire d'Elizabeth Ragnier. Portraits de cinq femmes : Ana, Anick, Edith, Mabel et Martine (34 min).
3663872
23.15 Les Misérables. Film de Claude Lelouch (1994, 167 min).
8574280
Adaptation du célèbre roman de Victor Hugo. Lelouch reprend la plupart de ses propres thèmes.
2.05 Ténis. En direct : quart de finale US Open Flushing Meadows (235 min).

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 La Femme flic. Film d'Yves Boisset (1979, 90 min).
2782258
21.30 Caisse Express. 21.55 Métro des cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 La Marche du siècle. 0.00 Embarrasement porte n° 1. 0.30 Sol 3 (France 3).

Pianète

20.20 Portraits d'Alain Cavalier : La fleuriste. 20.35 Zankar, les écoliers de l'Himalaya.

21.25

Zoo : état des lieux. (50) Séries et comédies. 22.15 Dans les confidences d'un trombone. 23.15 La Part du rêve. Mémoire des données. 23.45 1914-1918 : Voix de guerre. (14).

Paris Première

20.00 20 h Paris Première. Invité : Brigitte Fomoy. 21.00 ► L'Ange des maudits. Film de Fritz Lang (1991, v.o., 95 min).
25147281
22.35 Concert : Philippe Lötard (21 min).
3820872
23.00 Gustav Holst : Les Planètes.

France Supervision

20.30 Sous le signe de Rome. Film de Guido Brignone (1959, 100 min).
11104582
22.10 Hercule contre les macabres. Film d'Umberto Lenzi (1964, 95 min).
26508405
23.45 Du côté de chez nous. De Daniel Rabinovitch (1997, 90 min).
9848211

Ciné Cinéfil

20.30 Le Don d'Adèle. Film d'Emile Couzinet (1950, N, 95 min).
7214308
22.05 Brainstorm. Film de William Conrad (1965, N, v.o., 110 min).
8282788
23.55 Le club. 1.15 Les Mines du roi Salomon. Film de Robert Stevenson (1957, N, v.o., 75 min).
28857167

Canal Jimmy

20.35 Attention les yeux ! Film de Gérard Philp (1975, 80 min).
8882785
21.55 Tante Julia et le scabrouillard. Film de Jon Amiel (1990, v.o., 105 min).
88257308
23.40 Chantonnies. 0.30 Sessions. 1.30 Happy And You Know It, Chap In Your Hands. 18.00 Football. 20.00 Les Jeux de l'extrême 96. 21.00 Catch. 22.00 Boxe. 23.00 Formula 1 Magazine. 23.30 Moto Magazine (90 min).

Les films sur les chaînes européennes

RTBF1

20.35 Chantage. Film de Remy Haefliger (1992, 115 min). Avec Sylvester Stallone. Aventures. 22.00 Une gare formelle. Film de Christophe Yvonnet (1994, 110 min). Avec Gérard Philp. Drame.

RTL 9

20.30 Love Field. Film de Jonathan Kaplan (1995, 115 min). Avec Michelle Pfeiffer. Comédie dramatique. 22.30 Saigon. Fender pour deux fils. Film de Christopher Cross (1987, 105 min). Avec William Baldwin. Policier. 0.35 La Fille pour l'oublier. Film d'Alexandre Aja (1990, N, 95 min). Avec Annie Girardot. Comédie dramatique.

TMC

20.35 Trains à la douzaine. Film de Walter Lang (1936, 90 min). Avec Clifton Webb. Comédie.

Les films sur le câble

Paris Première

► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■ ■ Ne pas manquer. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique. ■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

L'horloger de Matignon

par Pierre Georges

D'ÉTÉ OU D'HIVER, l'heure c'est l'heure. Le temps nous gouverne, maître horloger, qu'il se fasse sablier ou quartz, horloge de parqu岸 ou montre de plongée. De labeur en labeur, l'heure à l'heure enchaînée, nous mène sans tourment au bout de la journée. Voici, à peu près, ce qu'en disait Lamartine, en ses intenses méditations sur le sujet.

Le temps nous gouverne. Sauf pour ceux qui se mêlent par devoir et fonction d'exercer ce privilège rare de gouverner le temps et les éléments. Non pas à la manière romantique et vaguement lamartinienne d'une prise de la Bastille, modèle 1981, qui vit, sous l'orage et le déluge d'un tonitruant, un peuple autoproclamé de gauche scander : « Mitterrand, du soleil ! » Mais plutôt à celle, pragmatique et carrée de l'hypothèse, de l'horloger de Matignon qui n'en est plus, dans sa course contre la montre, à une réforme pré.

Alain Juppé vient donc de le décider. Il faudra désormais que l'heure soit comme la monnaie, sinon comme la pensée. Unique. Cessons de changer d'heure comme de saison, de tourner les vaches, déjà assez folles, à l'heure de la traite et les enfants des écoles à celle de la rentrée. Ni été, ni hiver, ramènon l'heure à la raison, sans avoir cycloiquement à remonter ou retarder les aiguilles et notre métabolisme.

Voilà en effet qui part d'un excellent constat. Ce que fit Valéry Giscard d'Estaing en 1976, dans sa lutte mémorable contre le gaspillage et pour la préservation de la tonne d'équivalent pétrole. Alain Juppé peut le défaire. Au motif évident que, vingt ans après, nous ne nous éclairons ni ne nous chauffons plus à la lampe à huile, mais, comme des grands, à l'atome. Et comme l'atome c'est

encore ce qui manque le moins à la France, le jeu, et les tourments consécutifs, dénoncés unanimement par des pédiatres, des agriculteurs, les vaches et Ségolène Royal, n'en vaut plus la chandelle.

Donc, convenons-en, il est temps de remettre le temps au pas, tant il convient qu'une heure désormais soit d'hiver ou d'été et qu'on en reste là. Mais, disant cela, on n'a pas dit grand-chose, car aussi bien le choix reste à faire. Alors, êtes-vous hiver ou été, GMT+1 ou GMT+2 ? C'est que les deux options ont leurs partisans, leurs croisés, et qu'en plus, bien évidemment, l'Europe et ses cohérences obligent à l'établissement de critères de convergence horaire.

Le choix reste à faire. Même pour les indifférents ou les pessimistes dont nous sommes que l'heure d'hiver déprime et que l'heure d'été fatigue. Et puisque l'horloger de Matignon semble avoir renoncé, a priori, à l'organisation d'un grand référendum national, pourant sans risques, sur cette grave question - Été ? Hiver ? Thé ? Café ? - il ne reste plus à Monsieur Heur, François-Michel Gonnott, chargé de mission, qu'à enquêter sans perdre un instant.

Le député UDF-PR de l'Oise a six mois pour rendre ses conclusions. Six mois pour rencontrer les lobbies qui disent oui, qui disent non. Six mois pour courir l'Europe en quête de l'harmonique heure. Six mois pour entendre les arguments les plus fondés ou les plus spécieux. L'heure, c'est l'heure, disait-on en préambule. Mais ce n'est pas que cela. A preuve, ces considérations des Anciens qui s'interrogent gravement sur le sexe des heures. Mais moi - pas même Alain Juppé - n'en demande autant à la brave mission Gonnott !

Alain Juppé veut revenir sur le changement d'heure

DANS LES MOIS qui viennent, les Français vont probablement perdre un de leurs sujets de discussion - et de polémique - favoris. Dans une lettre de mission remise à François-Michel Gonnott, président (UDF-PR) de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, Alain Juppé fait savoir qu'il a « décidé de revenir sur le système actuel de changement d'heure ». Selon le premier ministre, cette modification biannuelle « est de moins en moins comprise par nos concitoyens alors même qu'elle ne présente plus d'intérêt économique évident ».

Pour autant, les partisans d'une seule et unique heure légale devront encore patienter avant de crier victoire. Le prochain passage à l'heure d'hiver, prévu en octobre, aura bien lieu, car le parlementaire ne formulera pas avant six mois des propositions. Celles-ci devront ensuite être expliquées aux États membres de l'Union européenne, qui ont engagé des discussions sur le sujet et dont certains voient midi à leur porte (après le Royaume-Uni et l'Irlande, le Portugal vient d'abandonner le passage à l'heure d'été).

Le principe d'une heure fixe acquise, se posera le choix d'une nouvelle référence qui sera soit le temps universel coordonné (ou GMT), soit le temps universel +1 (l'heure d'hiver) soit le temps uni-

versel + 2 (actuelle heure d'été). De sévères empoignades sont à prévoir.

Introduit en 1976 afin de réaliser des économies d'énergie, le changement biannuel de l'heure (déjà en vigueur, sous diverses formes, entre 1916 et 1946), n'a cessé de soulever des critiques.

Souvent virulents, les opposants ont tout à la fois dénoncé les troubles du sommeil subis par les enfants, les personnes âgées ou les malades hospitalisés, les préjudices subis par les agriculteurs « aux champs pendant que le reste du pays regarde la télévision, le soir » et les risques de pollution supplémentaires. Selon les écologistes, la pointe de circulation coïncidant avec les heures les plus chaudes de la journée augmente les concentrations d'ozone par photo-oxydation.

Enfin, l'argument principal avancé en 1976 - une économie de 300 000 tonnes d'équivalent pétrole (tep) par an - a été lui aussi remis en cause. L'heure d'éclairage artificiel gagnée le soir serait perdue le matin en avril et septembre, lorsque la fraîcheur des matinées imposerait de chauffer davantage. Fort peu en vue jusqu'alors, les amateurs de longues soirées estivales ensoleillées vont-ils à leur tour se mobiliser en faveur des changements d'horaires ?

Jean-Michel Normand

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 35 15 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 5 septembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES			
Tokyo Nikkei	20201,50	+0,02	+2,57
Hong Kong Index	11077	+1,09	+10,79
Tokyo, Nikkei sur 3 mois			
	22348		
OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
	Cours au 04/09	Var. en %	Var. en % fin 95
Paris CAC 40	1984,77	+0,68	+6,03
London FT 100	—	—	+5,91
Zürich	—	—	+13,57
Milan MIB 30	—	—	+6,33
Frankfurt Dax 30	2531,88	+0,84	+12,33
Bruxelles	—	—	+12,42
Suisse SPS	—	—	+5,30
Madrid Iben 35	—	—	+9,97
Amsterdam CBS	—	—	+14,23

Tirage du Monde daté jeudi 5 septembre 1996 : 464 900 exemplaires.

Le témoignage d'un avocat en fuite accuse M. Le Floch-Prigent

« L'Express » publie ce document concernant l'affaire Elf-Bidemann

UN NOUVEAU document, révélé par L'Express du 5 septembre, alourdit le dossier judiciaire de Loïc Le Floch-Prigent, l'ancien PDG d'Elf, puis de la SNCR, incarcéré depuis le 5 juillet. Cette publication intervient à la veille de la décision de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris sur la demande de mise en liberté formulée par les avocats de M. Le Floch-Prigent, à laquelle s'opposent tant le parquet que le juge d'instruction chargé du dossier Elf, Eva Joly.

Interrogé en Israël le 26 août par le vice-consul de France à Tel Aviv, en présence de M. Joly, l'avocat d'affaires Claude Richard, a payé de sa poche (ou sur ses propres fonds) environ 1,2 million de francs, et « différé le paiement [du] second versement jusqu'à ce qu'il reçoive de l'argent de la part de Le Floch ». « Les fonds, écrit-il, ont été transférés de Suisse (...) à New York, sur le compte de M. Bidemann ou de l'un de ses représentants. »

Ce que le texte ne dit pas, c'est que le « versement » dont il est question fut effectué par Elf-Gabon en avril 1992, sous couvert d'un prêt de 83 millions consenti à M. Bidemann et à son groupe textile. Quinze millions furent prélevés sur cette somme, à destination d'un compte géré par l'un des administrateurs du groupe Bidemann, Jean-Jacques Aumont, afin de financer l'achat de l'appartement (Le Monde du

10 août). Le document de Claude Richard précise qu'entre mars et juin 1992, « M. Bidemann ne voulait pas (ou ne pouvait pas) payer l'argent de la part de Le Floch ».

Ce témoignage écrit, qui prévalait à la déclaration recueillie à Tel Aviv, aujourd'hui en attente d'une transmission par la voie diplomatique, semble de nature à caractériser une sorte de « dormant-dormant » entre M. Le Floch-Prigent et Bidemann, que les deux hommes ont jusqu'ici farouchement nié. Le texte de M. Richard indique aussi que M. Bidemann aurait en outre récupéré les quelque « dix millions de dollars » d'actifs d'une société off-shore créée pour percevoir les commissions versées par Elf lors du rachat de participations pétrolières.

Installé à Tel Aviv avec son épouse et ses cinq enfants, Claude Richard, titulaire d'un passeport israélien, justifie par ailleurs sa fuite par sa « peur de témoigner contre Le Floch, étant donné les exemples antérieurs concernant ceux qui avaient osé le défier », citant des exemples de pressions, voire de menaces. L'avocat d'affaires estime ainsi que M. Bidemann lui-même « préfère ne pas contraindre Le Floch ».

Hervé Gattégno

De nouvelles formes de la maladie de Creutzfeldt-Jakob auraient été identifiées en Grande-Bretagne

CONTRAIREMENT à ce que l'on tenait depuis peu pour acquis, l'âge n'est pas l'un des critères permettant d'identifier les cas de la nouvelle forme de maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), que l'on suppose due à la transmission à l'homme de l'agent pathogène de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), ou maladie de la « vache folle ». La douzième victime britannique, aujourd'hui décédée, était âgée de cinquante ans, alors que les onze premières avaient, le plus souvent, moins de trente ans. « Nous venons d'obtenir la confirmation du diagnostic anatomopathologique, et il n'y a pas de doute : il s'agit bien d'un cas de la nouvelle forme de MCJ », a déclaré au Monde le professeur Robert Will (Western General Hospital, Edimbourg), le responsable de la surveillance nationale de la MCJ au Royaume-Uni.

Le professeur Will a, par ailleurs, indiqué au Monde qu'un « petit nombre » de « cas suspects » de la nouvelle forme de MCJ avaient, ces derniers temps, été identifiés en Grande-Bretagne. Les spécialistes britanniques ne sont toutefois pas en mesure de confirmer le diagnostic exact, les examens indispensables d'anatomopathologie ne

pouvant le plus souvent être effectués qu'après la mort des malades. Depuis l'annonce officielle, faite le 20 mars, devant la Chambre des communes par le gouvernement de John Major, de la possible transmission à l'homme de l'agent pathogène de l'ESB, on estimait que cette nouvelle forme d'une affection neurodégénérative mortelle ne pouvait toucher que les adolescents ou les jeunes adultes. Il n'en est rien.

La confirmation d'un cas chez une victime de cinquante ans démontre qu'il ne s'agit pas d'une simple coïncidence statistique. Ne sont donc plus aujourd'hui retenus comme critères que la symptomatologie (de nature psychiatrique), la rapidité d'évolution du mal et les lésions tissulaires cérébrales des victimes. Les spécialistes d'anatomopathologie ont, sur ce dernier point, décrit des lésions caractéristiques tant par leur large dissémination dans les tissus cérébraux que par leur morphologie microscopique.

Quelle analyse les scientifiques britanniques font-ils de cette nouvelle donnée ? « Cette question est très difficile, nous a répondu le professeur Will. Nous n'avons pas

compris pourquoi les premiers diagnostics concernaient des personnes jeunes. Aussi la possibilité était-elle toujours ouverte à nos yeux pour que d'autres patients plus âgés soient concernés. » C'est toutefois bien l'âge des victimes britanniques qui avait suscité un très vif intérêt chez les experts d'outre-Manche et qui devait rapidement conduire à la conclusion d'une nouvelle entité pathologique qui était en train d'émerger.

Une telle situation impose-t-elle de modifier l'actuel dispositif de surveillance de la MCJ ? Le professeur Robert Will estime que non, dans la mesure où, depuis 1990, les spécialistes britanniques ont mis en place une surveillance épidémiologique élargie à tous les cas de MCJ quel que soit l'âge des victimes. L'annonce de l'existence de nouveaux cas suspects de MCJ en Grande-Bretagne ne manquera pas de compliquer un peu plus encore la gestion européenne de cette crise. Le comité scientifique vétérinaire de l'Union européenne se réunira vendredi 6 septembre à Bruxelles pour traiter des derniers éléments d'actualité de ce dossier.

Jean-Yves Nau

Eric Leser

Les députés s'intéressent aux farines animales importées frauduleusement

LA REPRISE des travaux de la mission d'information de l'Assemblée nationale sur la « vache folle », mercredi 4 septembre, a été marquée par un incident. A l'issue de l'audition du président du Syndicat national des industriels de la nutrition animale, Yves Montecot, portant notamment sur l'utilisation des farines de viande dans la nourriture des bovins, porcins et volailles, un autre industriel du secteur, André Glon, a demandé que sa présence ne figure pas dans le compte rendu officiel des débats sauf à « apporter des corrections » à ce qui avait pu être dit. « Il y a des silences dans toute cette affaire de la « vache folle » et je ne veux pas un jour porter la responsabilité de ces silences », a indiqué cet industriel qui exploite plusieurs usines en Bretagne, et dont la société a récemment été mise en cause.

Cette déclaration a jeté un froid dans la salle où étaient réunis une trentaine de députés, et la présidente, Evelyn Guilhem (RPR, Haute-Vienne), a demandé à M. Glon de venir témoigner pro-

chainement, ce qu'il a accepté. Directeur général de la santé, Jean-François Girard a indiqué que le réseau d'épidémiologie-surveillance fonctionnait à la satisfaction quasi générale et que, même si les propos de certains ministres (celui de l'Agriculture) « avaient plus de résonance médiatique » que d'autres, il n'y avait pas de « guerre des administrations ». Il a ajouté : « Je peux dire, aujourd'hui, avec beaucoup de prudence toutefois, que le risque de voir se développer chez l'homme une épidémie est infime. »

« Depuis la fin mars, nous vivons une sorte de plan « Vigiprite » sanitaire pour contraindre l'importation sur les viandes bovines et autres produits britanniques prohibés », a indiqué Pierre-Mathieu Dubame, directeur général des douanes. A la fin août, 101 000 contrôles avaient été effectués et des doutes existent, a-t-il précisé, sur 1 259 tonnes de farines animales étrangères dont la provenance déclarée par les entreprises est erronée.

F. G.

Le nouveau plan du Crédit lyonnais coûterait 10 milliards de francs

L'ISSUE des négociations sur le réaménagement du plan de sauvetage du Crédit lyonnais semble proche (Le Monde du 9 août). Un consensus se dessine entre l'État, Matignon et le Trésor sur la nécessité de retirer à la banque la charge financière (3 milliards de francs) du financement de la structure qui lui a repris 135 milliards de francs d'actifs. Le principe semble également arrêté d'une séparation juridique entre le lyonnais et cette structure.

Si cette hypothèse est retenue, la charge pour l'État pourrait avoisiner les 10 milliards de francs en 1996, ce qui n'est pas sans provoquer des réticences fortes de la direction du Budget. Jean Arthuis, le ministre de l'Économie, se retrouve dans une situation délicate, tiraillé entre la volonté du Trésor de boucler enfin le plan de sauvetage du lyonnais et la direction du Budget qui, compte tenu des objectifs de rigueur, ne dispose pas de la moindre marge de manœuvre. Un autre obstacle sans doute plus difficile à franchir sera d'obtenir l'agrément de la Commission de Bruxelles qui s'est plaint à plusieurs reprises de ne pas être bien informé par le gouvernement français de l'évolution de la situation de la banque.

On peut imaginer que Bruxelles demandera des contreparties à toute modification du plan de sauvetage. De toute façon le gouvernement y songe, ne serait-ce que pour faire passer la pilule à l'opinion publique. Une privatisation rapide de la banque semble aujourd'hui exclue, faute d'acheteurs, mais l'établissement pourrait se séparer d'une partie de son réseau international. La banque américaine Goldman Sachs qui a repris au début de l'été une partie de la dette sur la viabilité de la banque prône son démantèlement à long terme.

Afin d'éviter de se retrouver dans une situation similaire à celle de l'automne 1994 quand l'accord avec le Trésor, la banque avait dû financer le rachat de la banque, met tout son poids dans la discussion. Dans une lettre adressée à la fin du mois de juillet à Jean Arthuis et révélée par Les Echos du jeudi 5 septembre, M. Peyrelevade, a menacé de démissionner si l'État ne prenait pas de décision avant le 6 septembre. A l'époque, les discussions entre Bercy et les dirigeants du lyonnais en étaient encore au point mort sur un nouvel effort de l'État en faveur de la banque. Le conseil du lyonnais pour établir ses comptes pour la première partie de l'année 1996 doit se tenir le 26 septembre.

Les numéros de téléphone passeront à dix chiffres le 18 octobre

LA NUMÉROTATION téléphonique en France était passée à huit chiffres en 1985. Elle passera à dix chiffres le 18 octobre à 23 heures. Deux chiffres s'ajouteront aux numéros actuels, qui seront conservés : le « 01 » pour l'Île-de-France, le « 02 » pour le Nord-Ouest, le « 03 » pour le Nord-Est, le « 04 » pour le Sud-Est et le « 05 » pour le Sud-Ouest. Le « 16 » disparaîtra. Le « 19 », permettant de joindre l'étranger, sera remplacé par le « 00 », également attribué aux territoires d'outre-mer. Les numéros de la plupart des services mobiles seront précédés du « 06 ». Ce changement devrait permettre de créer un réservoir de numéros pour trente ans et faciliter l'achèvement de l'accord de France Télécom à compter du 1^{er} janvier 1998. Il facilitera aussi, avec l'introduction du préfixe « 07 », la portabilité des numéros, c'est-à-dire la possibilité pour les utilisateurs de conserver leurs numéros en changeant de province ou d'opérateurs.

DÉPÊCHES

■ ACCIDENT : un Boeing-747 d'Air France a été contraint à un atterrissage d'urgence sur l'aéroport de Marseille-Provence, jeudi matin 5 septembre vers 6 h 30, en raison de fortes perturbations météorologiques. Une vingtaine de personnes ont été blessées, deux d'entre elles, plus gravement atteintes, ont été hospitalisées dans un établissement marseillais. L'avion relâit Johannesburg (Afrique du Sud) à Paris quand il a été secouru par un orage au-dessus de la Méditerranée.

■ LIBERTÉ ET JUSTICE : un employé de banque de cinquante-huit ans, Olivier Lefèvre, a annoncé, mercredi 4 septembre, le lancement d'une nouvelle formation politique, le « Parti pour la Liberté et la Justice » (PLJ), qui se dit opposé aux partis traditionnels. Il appelle à un rassemblement devant l'Assemblée nationale le 2 octobre, pour « signifier l'insatisfaction du peuple à l'égard du droit et de la justice, et singulièrement, du droit au travail ».